

سكراية المصلى

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

1995 / 15

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15808 - 7 F

MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BELUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Les différends territoriaux retardent un accord sur la Bosnie

DES PRONOSTICS contradictoires se sont succédés, mardi 21 novembre dans la matinée, à propos de l'issue des négociations sur l'ex-Yugoslavie qui se poursuivent à Dayton (Ohio). De source diplomatique occidentale, on disait plutôt sur un aboutissement des pourparlers dans la journée de mardi. « Les entretiens connaissent une crise, mais je ne pense pas qu'ils soient un échec, car beaucoup de choses ont été résolues à Dayton », a pour sa part déclaré le président bosnien, Alija Izetbegovic.

La conférence continuait d'achopper sur la question territoriale, notamment sur le statut de Brcko, ville du nord de la Bosnie, que se disputent Serbes et Musulmans. La ville, à majorité musulmane avant la guerre, commande le corridor de Posavina reliant la Serbie aux régions serbes de Bosnie.

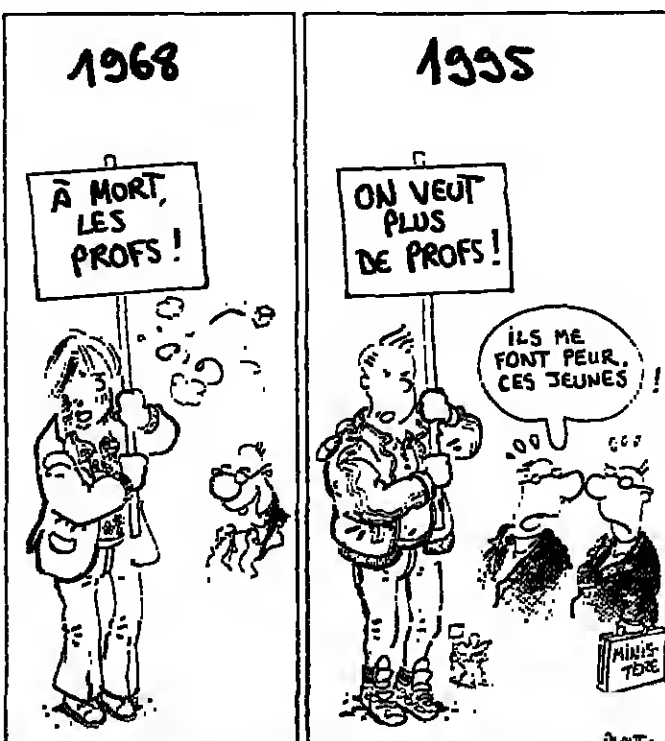
Lire page 28

## Les étudiants demandent dans la rue une loi d'orientation pour les universités

Un succès des manifestations pourrait contraindre M. Bayrou à de nouvelles concessions

FRANÇOIS BAYROU, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, devait attendre mercredi 22 novembre pour annoncer de nouvelles mesures en faveur des universités. La journée nationale d'action de mardi, organisée par les principaux syndicats d'étudiants et d'enseignants, et à laquelle se sont jointes des organisations de parents d'élèves, devait permettre au ministre de prendre l'exacte mesure des mouvements de grève et de protestation des étudiants, qui n'ont pas cessé depuis le 9 octobre.

A Paris, une manifestation devait avoir lieu mardi après-midi, de la Sorbonne au ministère de l'éducation nationale, rue de Grenelle. Des rassemblements et des défilés étaient aussi prévus dans la plupart des villes universitaires. Au soir de cette journée d'action, les syndicats devaient se retrouver dans une coordination nationale pour fédérer les initiatives locales à l'origine de ce mouvement qui dure depuis six semaines. Outre des crédits d'urgence supplémentaires et des postes d'enseignants



et de personnels, ils demandent au gouvernement la mise en œuvre d'une loi d'orientation ou de programmation pour l'enseignement supérieur. Favorables dans un premier temps au plan d'urgence qui leur a été soumis par M. Bayrou, les présidents d'université ont exprimé le souhait que les nouvelles propositions du ministre de l'éducation nationale fassent l'objet d'engagements précis sur plusieurs années.

Interrogé mardi 21 novembre sur RTL, Lionel Jospin a estimé que « la priorité en faveur de l'enseignement supérieur s'est brutalement interrompue en 1993 » et que « les gouvernements Balladur et Juppé sont maintenant confrontés aux conséquences de leur propre politique ». Le débat sur l'avenir de l'université et les réformes nécessaires a également été engagé par Raymond Barre, François Léotard et Nicolas Sarkozy, qui se sont prononcés en faveur de procédures plus sélectives pour endiguer la masse des 2,2 millions d'étudiants.

Lire pages 6 et 7

## France Télécom se désendette pour préparer sa privatisation partielle

FRANCE TÉLÉCOM se prépare à un futur changement de statut et à une privatisation partielle. Après avoir abaissé sa dette de plus de 10 milliards de francs en 1994, l'exploitant téléphonique public la réduira de près de 17 milliards cette année, alors que son budget initial prévoyait seulement une baisse de 3,5 milliards.

Cette somme considérable peut être décaignée, selon la direction, par le report de 1995 à 1996 du déboursement des 10 milliards de francs que France Télécom doit investir dans le capital de son partenaire américain Sprint. Les syndicats craignent que cette décision ne préjuge une privatisation. Le contrat de plan de France Télécom lui impose de réduire de plus de moitié sa dette d'ici à la fin 1998 afin d'affronter la concurrence en Europe.

Lire page 15

## La grande cuisine vue du potager



JEAN BARDET

VEDETTE des guides gastronomiques, Jean Bardet est passé par Londres et Nantes avant d'être repéré à Châteauneuf. Répatrié d'Amérique, il a reçu en 1985 un hommage appuyé de la République gourmande, qui le désignait comme grand chambellan du repas des présidents et chefs de gouvernement au sommet de Versailles. Depuis lors, installé à Tours, il n'a qu'une obsession : remettre à l'œuvre ce qu'il nomme « cuisine initiale ». Le voilà donc, dans le potager planté sous les fenêtres de son hôtel, en sabots, plongeant les mains dans un carré de navets, la carotte d'hiver et le poireau de tous-jours. Avec tout cela, il concocte « la soupe forcée de ratatouille minute ».

Dans notre nouvelle page « Goutts », Jean-Pierre Quélin analyse cette violente passion pour les légumes du maître tourangeau. Chaque mardi (daté mercredi), on retrouvera aussi dans la séquence « Aujourd'hui » la critique d'un produit agroalimentaire de grande consommation et celle d'un vin, ainsi que des adresses sélectionnées de bistrots-brasseries et de tables gastronomiques.

Lire page 21

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 D ; Espagne, 250 PTA ; France, 1 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,26 F ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Pays-Bas, 100 F ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suisse, 2,20 F ; Tunisie, 1 Din ; USA, 1 \$ ; USA (Hawaï), 2,20 \$.

M 0147 - 1122 - 7.00 F



## Le « quartier général » de Hitler en France est à vendre

LA PARUTION dans le mensuel *Armées d'aujourd'hui*, édité par le ministère de la Défense, d'un article intitulé « Son bunker existe encore » et explicitement sous-titré « Margival, quartier général de Hitler », provoque un certain tumulte dans la communauté militaire. Du moins parmi les officiers les plus anciens. Non pas que l'article en question, signé par le lieutenant (de réserve) André Murawski, soit une apologie du nazisme. Mais parce que l'édit-bunker de Margival, dans l'Aisne, est l'objet de la convoitise de promoteurs du patrimoine.

Site militaire construit entre 1942 et 1944, Margival a été le camp retranché, dit W2, constitué, d'abord, pour servir de quartier général en cas d'invasion de la Grande-Bretagne, puis pour devenir le PC arrière en France dans la perspective d'un débarquement allié. Hitler n'y passa que quelques heures, le 17 juin 1944.

De ce même W2, le 26 août 1944, le major général Speidel - chef d'état-major du maréchal Rommel blessé par une attaque aérienne

- refusa de transmettre à von Choltitz l'ordre de raser Paris.

Au fur et à mesure de sa retraite, la Wehrmacht détruisit la trentaine de QG qu'elle avait édifiés en Europe. Seul celui de Margival a échappé à ce destin. C'est écrit M. Murawski, « un inextinguible document de béton pour les historiens ». Les Alliés ont continué, pendant un certain temps, à l'utiliser. Le 11<sup>e</sup> bataillon de choc, qui a fait partie du service « action » des services spéciaux, en a eu l'emploi. Il y a plusieurs années, le ministère de la Défense auquel il appartient a mis en vente ce site, comme il l'a fait pour des forts de la ligne Maginot.

Mais le QG de Hitler est devenu un enjeu où les non-dits le disputent aux suspensions. Si l'article paru dans *Armées d'aujourd'hui* provoque ces remous, on le doit au fait qu'il existe des projets de restauration pour transformer cette forteresse et son décor naturel de 250 hectares en un véritable Lunapark mêlant l'aspect muséologique - le côté technique de l'art de la guerre - à une exploitation tou-

ristique de grande envergure en direction des jeunes.

Pour amortir le site, après la remise en état des lieux jugés les plus historiques, certains promoteurs verraient volontiers le nouveau Margival attirer des sportifs (VTT, triathlon, tir à l'arc), des amateurs de musique (dans un « auditorium champêtre », comme les Allemands l'ont fait dans la forteresse de Heideberg) et des jeunes dans des ateliers de théâtre ou des rencontres de scouts. A charge pour des collectivités régionales et locales, y compris la Ville de Paris qui a été sollicitée, et pour des associations spécialisées, d'apporter leur contribution.

C'est ce que laisse entendre l'article qui a ému des officiers de la direction du patrimoine militaire au ministère de la Défense. Des officiers qui redoutent que derrière ce qu'ils assimilent à « un projet loufoque de créer un EuroHitlerpark », ne se dissimulent quelques reminiscences nostalgiques.

Jacques Isnard

## Le paritarisme à bout de souffle

PIERRE ANGULAIRE du système social français, le paritarisme sort ébranlé du plan de réforme de la Sécurité sociale, présenté mercredi 15 novembre par Alain Juppé. Premier intéressé, dans tous les sens du terme, et ardent propagandiste depuis toujours de la gestion paritaire, le syndicat Force ouvrière ne s'y est pas trompé. Son secrétaire général, Marc Blondel, a aussitôt crié au « vol » et au « hold up de 2 200 milliards ». A l'entendre, l'argent des cotisations versées par les salariés et les employeurs, dont les partenaires sociaux seraient les légitimes gardiens, serait en passe d'être capté par le gouvernement.

Qu'elle soit réelle ou illusoire, peu importe : la gestion paritaire de la protection sociale par les syndicats et le patronat, à égalité de responsabilité, faisait jusqu'ici partie des principes indiscutables. Elle était devenue, avec le temps, à la fois l'orgueil de la vie contractuelle, qui devait y trouver la justification la plus noble de son action, et la triste représentation de marchandages sans gloire, à mesure que les déficits se creusaient. Un symbole vivant d'expédients, certes, mais qui gardait toute sa valeur quand bien même, en cou-

lisse, un troisième larron, l'Etat, devait intervenir pour faire les fins de mois.

Cette fois, l'hypocrisie qui avait servi à babiller les crises successives de faux-semblants n'est plus de mise. Une tutelle de fait sera exercée par l'Etat, encore plus sévèrement que dans le précédent de l'Unedic, placée elle aussi sous surveillance. Il ne peut pas s'agir d'autre chose quand il est prévu que les orientations et le contrôle relèveront de votes du Parlement.

Plusieurs décisions vont dans le même sens : des personnalités qualifiées siégeront dans les conseils d'administration jusqu'à présent paritaires, les représentants syndicaux et patronaux n'étant pas élus mais désignés ; les pouvoirs du directeur général, nommé en conseil des ministres, seront renforcés, comme déjà à l'Unedic ; un conseil de surveillance, enfin, « comprenant en particulier des parlementaires », sera institué auprès de chaque caisse régionale. Techniquement, voire politiquement, un tel changement se justifie.

Alain Lebaube

Lire la suite page 14

## Augusto Pinochet l'inamovible

L'ancien dictateur, quatre-vingts ans, commandant en chef de l'armée, demeure un personnage central de la vie politique chilienne. p. 12

## Points de vue sur la télévision

Jean-Pierre Elkabbach, PDG de France Télévision, commente l'accord signé avec TF1 sur le numérique. Le directeur général de BVA conteste le mode d'évaluation par le CSA de la violence sur le petit écran. p. 13

## Le record de Wall Street

La Bourse de New York fait preuve d'un optimisme indestructible et a atteint un court instant les 5 000 points de l'indice Dow Jones. p. 16

## Les atouts du solaire

L'énergie solaire offre la meilleure solution pour assurer l'électrification des villages isolés, où résident 2 milliards de personnes. p. 19

## Prix littéraires, enjeux financiers

Le Goncourt, 300 000 exemplaires en moyenne, est l'une de ces récompenses qui viennent combler les déficits et, à terme, assurer la survie des maisons d'édition. p. 23

## L'éditorial du « Monde »

L'indispensable réforme fiscale. p. 14

International	2	Agenda	22
France	6	Abonnements	22
Société	9	Météorologie	22
Carnet	11	Mots croisés	22
Horaires	12	Culture	23
Entreprises	15	Géographie	25
Finances & marchés	17	Communication	26
Aujourd'hui	19	Radio-Télévision	27

les toutes pour les de cent à icité d'in- Les em- as et plus x des so- est dans lemagne, nnes en- s impres- ent pour t destiné pas aux créateurs

ain sur la i lui de- sur les me mais dique au vouloir mploi et être exi- pros aussi 'accueil, ie et so- ie.

hfeld

27

icains et res de la s ont dé- tendant que off- pro- sera l'un ne prési- Robert é au Sé- rme que ment de rsemble, vent qui st une liberté, acun de X.

INE

uverne- tirac de s les six 1 prési- n faire chemi- à voir ité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- tr qu'il mes. Il n plus ci ne spure- cits fi- a mo- que, la aide à ités et

## INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995

**ÉLECTION** Nettement battu par l'ex-communiste Alexandre Kwasniewski, le président sortant, Lech Walesa, a expliqué sa défaite par la « période de transformations et de

difficultés » que traverse la Pologne. Partisan d'une opposition démocratique, il entend dénoncer les « mensonges » du programme de son adversaire. ● AVEC LECH

WALESA, l'église de Pologne est la grande perdante d'une élection où elle avait diabolisé le candidat Alexandre Kwasniewski et appelé à voter pour le président sortant. Elle

s'est trouvée à contre-courant de l'évolution laïque et libérale de la société polonaise. ● LA NOUVELLE ÉQUIPE maintient le programme de privatisations économiques. Il de-

vait s'ouvrir le 22 novembre : des millions de Polonais pourront devenir actionnaires de quelques-unes des plus grandes entreprises du pays.

## Lech Walesa entend désormais incarner l'opposition en Pologne

Le président sortant et ancien chef de Solidarité a reconnu sa défaite et la décision de la « majorité démocratique ». L'élection du chef de la gauche, Alexandre Kwasniewski, laisse la droite et le centre plus divisés que jamais

**VARSOVIE**  
de notre correspondant  
Alexandre Kwasniewski, le nouveau président élu, est apparu dès lundi soir 20 novembre à la télévision polonaise, debout derrière un petit pupitre style président des États-Unis, mais orné du mot d'ordre de sa campagne électorale : « Une Pologne commune ». Il s'est employé à rassurer (« Nous sommes ensemble »), et est allé jusqu'à décerner quelques compliments à son adversaire. Le même jour, les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et de la défense, qui avaient été nommés par Lech Walesa, confirmaient pourtant leur démission. La Pologne « commune » n'est pas pour demain.

De son côté, Lech Walesa reconnaît sa défaite mais ne baisse pas les bras. Au lendemain d'un échec qui dépasse sa propre personne, et que, de son propre aveu, il n'avait « jamais envisagé », le président sortant est apparu, raillardi, pour annoncer qu'il continuerait le combat politique pour une Pologne « indépendante, juste et forte ».

Soupçonné de longue date de vouloir s'accrocher au pouvoir par tous les moyens, il a balayé ces craintes et reconnu la légitimité de l'élection d'Alexandre Kwasniewski : « La majorité démocratique a décidé. Il faut respecter cette décision. » Les résultats officiels du vote, publiés lundi soir, sont à cet égard tout à fait clairs : 51,72 % au candidat postcommuniste, 48,28 % à l'ancien chef de Solidarité – soit une différence de plus de 3 %, avec de très fortes différences régionales. M. Walesa l'emportant à Varsovie, Gdansk, Cracovie et dans tout le sud du pays. Des chiffres que le président sortant éclaira à sa manière, en expliquant qu'il avait recueilli dix millions de voix il y a cinq ans, et un peu plus de neuf millions cette année, et que la perte, « en cette période de transformations et de difficultés », n'est pas si considérable.

Apparemment beaucoup moins affecté par la défaite que nombre de ses partisans qui ont vécu cette journée post-électorale comme un mauvais rêve, Lech Walesa a lu une déclaration où il cite, sans le nommer, l'homme fort de la Pologne de l'entre-deux-guerres, le maréchal Piłsudski : « Être vaincu, et ne pas céder, c'est une victoire. » Que faire donc, pour « être unie à la Pologne », et représenter « les espoirs de la Pologne d'aujourd'hui » (1980) ? Lech Walesa ne souhaite pas reprendre la direction du syndicat Solidarité, ni briguer un siège au Parlement. Ce qu'il veut, c'est « rester sur le côté, où il est le



plus efficace ». Parcourir le pays, dénoncer les « mensonges » de son adversaire, qui a promis « des emplois et des logements » qu'il sera incapable de fournir. « À mon tour de porter », maintenant « l'ourlet du temps, et j'ai de l'énergie ». En somme, il promet bien du plaisir à son adversaire qu'il continue à traiter en ennemi qui a mené campagne déloyale, à qui « il n'a rien à dire », et qu'il ne

veut même pas rencontrer lors de la passation de pouvoirs, d'ici un mois. Le ton se fait dur : menaçant, quand il annonce qu'il va, partout, susciter la publication de livres blancs, dénoncer les abus, les trafics et la corruption, et « rendre les gîtes qu'on lui a donnés ». Et puis, aussitôt, un appel au calme : « Pas question de manifestations de masse, de désordres, pas question

de détruire le pays. » On n'a pas le droit de « jouer avec la Pologne ». Il agra donc « dans le style nouveau, démocratique, tranquille ». Avec quelles chances de succès ? Walesa, après cinq ans de présidence, et une défaite historique, peut-il redevenir un agitateur « tranquille » et efficace, face à un pouvoir qu'on ne peut plus qualifier d'étranger ou d'usurpé, puisque cette fois il sort des urnes ? Qui le suivra désormais, alors que, même pourvu des attributs de la présidence, il était dramatiquement seul ?

**RECRIMINATIONS**  
Il est vrai que des millions de Polonais ont accueilli la rage au ventre ce retour en majesté des ex-communistes, qui traînent derrière eux leurs connexions, et certaines de leurs méthodes (quelques participants à des manifestations « anti-Kwasniewski » organisées pendant la campagne ont eu la surprise de recevoir, à leur adresse et à leur nom, les photos prises à cette occasion, avec les compliments du chef de l'état-major du candidat postcommuniste – une forme d'avertissement qui rappelle le bon vieux temps et suggère de solides connexions avec certains services).

Le quotidien Gazeta, qui n'a pas

cessé de pourfendre la présidence Walesa, rend hommage au jourd'hui à un homme qui « a trouvé une Pologne commune et l'a restituée démocratique ». Signe des temps nouveaux, la Bourse de Varsovie a brutalement haussé – comme elle avait baissé au lendemain du vote qui avait porté au Parlement, en 1993, une majorité « de gauche ».

Et, comme il y a deux ans, on entend, du côté des vaincus, autant de récriminations mutuelles que d'appels à l'union, indispensable – et improbable. On repart de créer un vrai parti à partir des multiples formations de droite qui sont allées séparément à la défaite, et certains souhaitent que l'Union de la liberté, le parti de l'Église de Solidarité, en devienne le pivot. Tant que qu'un Adam Michnik, aussi surpris que tout le monde de la défaite de Lech Walesa, dénonce comme la dernière des aberrations. Pour lui, la vocation de ce parti, dont il n'est pas membre, mais qui est celui de ses amis, c'est d'être au centre, « ouvert aux coalitions avec l'un ou l'autre côté ». Et par exemple avec la « gauche », à présent dominée par un Alexandre Kwasniewski dont il pense pourtant, personnellement, le plus grand mal.

Jan Krauze

## Un revers pour une Eglise qui n'a pas su gérer l'après-communisme

QUE L'ÉGLISE soit, avec Lech Walesa, la grande perdante de l'élection présidentielle en Pologne, est une évidence qui saute aux yeux. Elle n'en est toutefois pas à son premier revers. En 1989, les deux candidats qu'elle avait soutenus contre Adam Michnik à Radom et contre Jacek Kuron à Varsovie avaient été battus. Quatre ans plus tard, aucune des formations politiques se réclamant d'elle n'avait obtenu d'être à la tête. Soit un double échec, déjà, pour un clergé tenté de se perpétuer comme acteur politique central sur la scène polonaise.

Ce troisième désaveu est, bien sûr, le plus symbolique. Compte tenu, d'abord, des convictions du président battu, de ses liens quasi filiaux avec le pape, avec un grand nombre de prêtres et d'évêques. Les photos d'un Lech Walesa réclant le chapelet, au beau milieu d'un piquet de grève aux chantiers navals Lénine de Gdansk, avaient fait le tour du monde. Les voyages de Jean Paul II, ancien archevêque

de Cracovie, en 1979, 1983, 1987, 1991 avaient fini d'identifier la lutte pour la liberté syndicale et politique avec le combat pour la foi catholique.

Le revers de l'Eglise est aujourd'hui d'autant plus cuisant que le vainqueur, Alexandre Kwasniewski, avait fait campagne contre son emprise, jugée envahissante, et qu'une bonne partie du clergé et de la hiérarchie, dans leurs sermons et leurs lettres pastorales, avait diabolisé le candidat ancien communiste et désigné Lech Walesa aux suffrages de leurs fidèles. A la cathédrale de Varsovie, dimanche 19, jour du scrutin, les intentions de prières étaient encore « pour les élections, pour la patrie, pour le président Walesa ». Le cardinal Jędraszek, primate de Pologne, avait même fait du deuxième tour l'enjeu d'une bataille entre les valeurs « chrétiennes » et « néopalesnes ».

Autant que le président battu, l'Eglise polonaise pourra demain méditer sur l'ingratitude de ses

compatriotes. Elle fut quasiment la seule force sociale que le pouvoir communiste ne réussit jamais à corrompre, à diviser et à subordonner.

**« CONTRE-SOCIÉTÉ CIVILE »**  
Elle eut ses figures d'exception (les cardinaux Hlond et Wyszyński, Karol Wojtyła, futur Jean Paul II), ses intellectuels (Tadeusz Mazowiecki, Jerzy Turowicz, directeur de *Tygodnik Powszechny*), ses hommes du peuple (Lech Walesa), ses prêtres martyrs (Jerzy Popiełuszko). Sa résistance au communisme avait surpris le monde et montré le chemin à suivre. Ce faisant, elle était dans la droite ligne d'un catholicisme qui a toujours symbolisé la continuité historique de la nation polonaise et d'un passé qui enseigne que ce pays n'a survécu que grâce aux ressources

de sa culture, de ses valeurs et de sa foi. Mais la chute du régime communiste, le retour à la souveraineté, l'ouverture à l'Occident et au libre marché ont perturbé une Eglise rompue à l'affrontement bloc à bloc avec le communisme, plutôt qu'aux compromis dictés par le débat démocratique, le pluralisme et la sécularisation. Cherchant sa place sur le nouvel échiquier, elle a pris le contre-pied des évolutions laïques et libérales, rejoignant, presque malgré elle, le rôle de « contre-société civile » qui avait été le sien à l'époque communiste. Elle a imposé sans consultation le retour des cours de religion à l'école, mené campagne contre la pornographie et l'avortement, cherché à récupérer ses biens, négocié un « concordat » précisant son statut et ses relations avec l'Etat. Son activisme a fini par

exaspérer une opinion, profondément la plus jeune, devenue rétive, grâce à ses contacts avec l'Occident, au militantisme décalé.

Que l'Eglise polonaise n'ait pas su gérer l'après-communisme ne cesse pas d'étonner. Sans doute faut-il en chercher la raison dans la culture propre à ce clergé bardé de certitudes, arc-bouté sur sa foi traditionnelle, soudé derrière son primate, son pape, ses prêtres en sonnant et sa Vierge de Czestochowa. La chute du communisme a marqué, paradoxalement, la fin d'un âge d'or. Mais au lieu d'« accompagner la société civile redevenue adulte », comme écrit Bernard Leconte dans un livre sur le pape et le communisme, l'Eglise polonaise s'est cabrée.

La confrontation avec le pouvoir totalitaire ne l'avait pas préparée à la rencontre avec la modernité, ex-

périence pour sa part Patrick Michel. Le retour à sa situation naturelle d'opposante pourrait faciliter cet apprentissage, grâce à des personnalités réputées ouvertes comme Mgr Tadeusz Pieronek, secrétaire général de l'épiscopat. Le nouveau président Kwasniewski aura sans doute à cœur de ménager une Eglise dont la force numérique reste massive. Certains pensent même qu'il pourrait bâter la ratification du projet de concordat préparé, en 1993, par le gouvernement de M. Suchocka. Quoi qu'il en soit, la défaite de Lech Walesa et de l'Eglise qui l'a soutenu sera aussi médiée à Rome, où le « modèle » polonais a été si souvent opposé, comme force de restauration chrétienne, à un Occident sécularisé et, parfois, disqualifié.

Henri Tincq

## Les Polonais sont invités à devenir actionnaires des grandes entreprises

IRONIE du calendrier, c'est au lendemain de la victoire de M. Kwasniewski que les guilbets s'ouvrent, mercredi 22 novembre, pour permettre aux vingt-huit millions de Polonais adultes d'acquiescer des certificats de privatisation. Eux qui viennent d'être un ancien communiste à la tête de leur pays se voient offrir la possibilité de devenir actionnaires des grandes entreprises appelées à quitter le giron de l'Etat. Deuxième ironie, la vente des certificats fait partie d'un programme de « privatisation de masse », selon la terminologie utilisée en Europe centrale ; la contradiction entre les deux mots, l'un symbole du capitalisme, l'autre du communisme, est frappante. D'ailleurs, le ministre des privatisations, Wiesław Kacmarek, ne risque pas de démissionner, à l'instar de ses collègues de l'intérieur, de la défense, et des affaires étrangères, puisqu'il appartient lui-même à la mouvance des ex-communistes.

L'économie polonaise a évolué depuis la chute du régime communiste à une vitesse qui a surpris la plupart des observateurs. Après une période de forte récession, la croissance est redevenue positive dès 1992 et devrait atteindre 6 % cette année. Largement tirée par l'exportation et l'investissement des nouvelles entreprises privées, la production industrielle aug-

mente actuellement à un rythme annuel proche de 10 %. La transformation du statut des anciennes structures d'Etat, ou revanche, a été beaucoup plus lente, victime des incessants tumultes politiques. Aujourd'hui, si plus de la moitié de la production est assurée par le

secteur privé, c'est surtout grâce au dynamisme des entreprises nouvellement créées. A ceux qui reprochent à la Pologne de n'avoir pas, comme l'a fait la République tchèque, mis en œuvre plus rapidement la privatisation des grandes entreprises, les autorités de Varsovie rétorquent que les

firmes d'Etat ont déjà été largement restructurées et que leur productivité a beaucoup augmenté.

Un programme de privatisation générale a finalement été conçu fin 1994, et adopté par le Parlement. Quinze fonds nationaux de 10 % de la production du pays. Les FNI doivent gérer lesdites entreprises, dont le détachement 60 % du capital (par blocs de 33 %, et participations disséminées comptant pour 27 %), 15 % étant réservés aux salariés, et 25 % restant dans les mains de l'Etat. La deuxième étape, qui commence ce mois-ci, consiste à céder à l'ensemble de la population, pour le prix modique de 20 zlotys (40 francs) des certificats d'investissement. Ceux-ci seront échangeables contre des actions de FNI, qui seront cotées à la Bourse de Varsovie. Le gouvernement polonais a confié à une société française, François-Charles Oberthur, l'impression des certificats, dotés d'hologrammes et autres systèmes de sécurité permettant d'éviter le développement d'un marché de faux.

Dernière ce montage complexe, la « désétatisation » de l'ancien appareil d'Etat se poursuit donc, même si le souci de renforcer la protection sociale pourrait encore peser sur le processus. L'élection présidentielle n'a pas entravé la campagne publicitaire de promotion des certificats d'investissement et les Polonais devraient être nombreux à se rendre dans les banques dès mercredi pour acquiescer des titres.

Françoise Lazare

**SALON DE L'ETUDIANT**

**SPECIAL GRANDES ECOLES**

de commerce & d'ingénieurs

72-75 & 26 novembre 1995

Paris Espace Champéret

16.15.ETUDIANT



150

FRANCE

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / 3

E 1995 / 15

## Les dissonances sur les essais nucléaires révèlent un mauvais fonctionnement de l'Union élargie

Pour Paris, le différend avec ses partenaires prouve qu'il y a un « besoin de clarification » en Europe

La polémique déclenchée par le vote à l'ONU, par dix pays de l'Union européenne, d'une motion contre les essais nucléaires français, a semé

le trouble au Conseil réuni le 20 novembre à Bruxelles, où les quinze accueillaient le premier ministre israélien, Shimon Pérès. A Paris, où il at-

tendait mardi Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol, Jacques Chirac s'est entretenu de l'Europe, lundi, avec Lionel Jospin.

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant  
« L'incident est clos », a commenté M<sup>me</sup> Agnelli, ministre italien des affaires étrangères, lundi 20 novembre à Bruxelles, après avoir, en marge du Conseil des Quinze, échangé quelques mots avec Hervé de Charette à propos de la décision de Jacques Chirac de décommander le sommet franco-italien de Naples, parce que Rome a voté à l'ONU un projet de résolution hostile aux essais nucléaires. « Je ne suis pas fâché contre la France, on surestime les diver-

gences », a déclaré pour sa part Eric Derycke, le ministre belge interrogé sur le report, pour les mêmes raisons, d'un dîner entre Jean Luc Debaene et Jacques Chirac. M. Derycke a exprimé le sentiment que les Français avaient monté en épingle un incident anodin et s'est étonné qu'y attachant autant d'importance ils n'aient pas cru nécessaire d'aborder le sujet au cours de la réunion.

De fait, la question n'a pas été soulevée en séance, M. de Charette faisant valoir, de façon assez étonnante, que « ce n'était pas un sujet qui intéressait l'Union européenne,

mais les relations de la France et de certains de ses partenaires ». Ce qui ne l'a pas empêché d'enfoncer le clou. « On ne peut pas signer à Madrid un texte indiquant que les forces nucléaires françaises et britanniques contribuent à la sécurité de l'Europe, puis, quelques jours plus tard, à travers une déclaration de l'ONU, remettre en cause l'idée même de dissuasion. (...) Nous exprimons notre refus de l'hypocrisie, notre regret pour un manque de solidarité. »

L'incident est peut-être clos, mais ceux qui se sont fait ainsi tancer ont, à l'évidence, trouvé le

coup de gueule un peu fort. Le reproche d'hypocrisie est mal passé. M. Derycke a fait remarquer que les Français ne les avaient pas consultés avant de reprendre les essais, qu'après tout la sécurité nucléaire en Europe était assurée par les États-Unis, que les efforts français et anglais étaient « subsidiaires » et qu'on n'avait pas encore parlé de l'offre française d'une dissuasion concertée.

L'incident est clos, mais, s'agissant de M. de Charette, grave dans la mémoire : « Cela prouve qu'il y a un fort besoin de clarification et que, décidément, la conférence intergouvernementale ne sera pas une promenade de plaisir ». Bref, Paris, découvrant chaque jour que certains partenaires, frioux en matière de défense, n'ont pas les mêmes motivations, est mécontent de la manière dont fonctionne la Communauté depuis le dernier élargissement et, saisissant l'occasion de la controverse sur les essais nucléaires, vient de le faire savoir.

La politique en Méditerranée a occupé une place importante dans les travaux. Shimon Pérès était à Bruxelles pour signer le nouvel accord d'association entre Israël et l'Union. Il a été salué, applaudi, choyé avec émotion comme le champion d'un camp de la paix que l'Europe appuie sans restriction. Des accords d'association du même type ont été également conclus avec la Tunisie, le Maroc. D'autres sont en négociation. Ils serviront de point d'appui au partenariat euro-méditerranéen, dont le coup d'envoi sera donné à la conférence de Barcelone, les 27 et 28 novembre.

Philippe Lemaître

## Lady Di ne se voit plus reine d'Angleterre mais « reine des cœurs »

La princesse a livré ses confidences à la BBC

LONDRES

De notre correspondant  
Dernier épisode d'une vie médiatisée, lundi soir 20 novembre, à la BBC par la princesse Diana n'aura pas manqué de révélation. Mais combien de téléspectateurs, en Grande-Bretagne et dans le monde, auront sombré dans l'ennui devant ces confidences distillées pendant une heure d'un too à la fois blasé et pitoyable, avec un visage vieillissant et amaigri ?

Où, j'ai trompé mon mari lors d'une « relation adultère » avec un officier de cavalerie ; oui, j'ai eu une dépression et j'ai été atteinte pendant plusieurs années de boulimie ; oui, j'ai mené une « guerre » contre un « ennemi » qui voulait me détruire, qui a tout fait pour cela, y compris subtiliser mon courrier, c'est-à-dire l'établissement, « le côté de mon mari », en réalité la famille royale, que la princesse ne porte pas dans son cœur ; oui, je sais que le ne sera jamais reine d'Angleterre, mais je veux être « la reine des cœurs » ; oui, je pense que Charles ne supporterait pas la tension d'être roi, même si mon fils William est encore trop jeune.

« Le conte de fées a réellement pris fin », comme le reconnaît Lady Di. Les dagues sont tirées, les jeunes princes utilisés par leur mère alors même que la presse s'est vu intimé l'ordre, il y a quelques mois, de les laisser tranquilles pendant leur scolarité. Car le paradoxe de ce scandale annoncé – et délibérément voulu par la princesse de Galles, qui n'avait pas informé la reine à l'avance – est que celle-ci ne cesse de se plaindre des médias à tout fait pour les fasciner tout en tentant de les utiliser à son

profit. Elle leur doit en effet largement son immense popularité. Son image survivra-t-elle intacte à ce débâcle ?

« Horrible », « un non-sens absolu » sur les intentions du prince Charles, a commenté un de ses amis, le ministre conservateur Nicholas Soames, tandis que le nouveau rédacteur en chef du Daily Telegraph – la bible des Tories – affirme que ce débâcle de beau linge sale nuira plus à la princesse qu'à son mari.

Même si la princesse refuse le divorce, on voit mal comment elle pourrait devenir reine. Charles n'aura même pas besoin de faire cadencer les portes de son palais, comme son ancêtre Charles IV pour empêcher sa femme Caroline de Brunswick de participer à son couronnement. Comme l'écrivait l'historien Niall Ferguson dans *The Independent* de lundi : « Diana o de la chance : il y a quatre cents ans, elle aurait pu connaître une sortie plus agitée, sur le billot d'un échafaud Tudor. »

Patrice de Beer

■ C'est finalement TF1 qui doit diffuser, mardi 21 novembre, à 22h25, lors d'une édition spéciale du magazine « Le droit de savoir », l'entretien de la princesse Diana accordé à la BBC. La direction de Canal Plus a annoncé, lundi 20 novembre, qu'elle renoncera parce qu'elle « ne bénéficie plus de l'exclusivité en France », l'entretien étant programmé sur BBC Prime, disponible parmi les chaînes étrangères du câble. Sur TF1, l'entretien intégral devait être doublé en français et suivi d'un débat animé par Charles Villeneuve et Béatrice Schenberg.

## Lionel Jospin s'est entretenu avec Jacques Chirac

LE PREMIER SECRÉTAIRE du Parti socialiste, Lionel Jospin, a été reçu, lundi 20 novembre, à l'Élysée par le président Chirac, qui a prévu, avant le conseil européen de décembre, à Madrid, de consulter les responsables politiques français sur les échéances européennes. Le chef de l'État avait commencé ce tour de table avec Jacques Delors. Le gouvernement souhaite que ces échéances soient accompagnées d'un débat public pour éviter les incompréhensions du traité de Maastricht. Michel Barnier, ministre des affaires européennes, qui représente la France au groupe de réflexion chargé de préparer la Conférence intergouvernementale (CIG) sur les institutions, a entrepris à cet effet un tour des régions françaises.

A sa sortie de l'Élysée, Lionel Jospin a indiqué que le président Chirac « a pu [lui] donner ses intentions, ses grandes orientations, et solliciter [son] point de vue » sur la CIG. « Je lui ai dit que je sentais un certain sentiment d'inquiétude en Europe, d'incertitude sur les positions de la France », a-t-il dit. Le responsable socialiste a souhai-

té que la CIG ne soit pas « simplement une conférence technique sur des problèmes institutionnels mais qu'elle prenne bien la mesure de l'ensemble des problèmes de l'Europe, ses problèmes d'emploi, ses problèmes de croissance, l'union monétaire qu'il va falloir construire, l'élargissement aux autres pays qui peut nous poser des problèmes, les questions de sécurité et de défense ».

Ces questions devaient être évoquées mardi par Jacques Chirac avec le chef du gouvernement espagnol, le socialiste Felipe Gonzalez, qui effectuait une tournée des capitales européennes pour préparer le conseil de Madrid. Ce conseil doit à la fois décider du mandat de la CIG et du scénario de lancement de la monnaie européenne, qui alimente des discussions nourries dans tous les pays. A Londres, le premier ministre, John Major, a souhaité, devant les responsables de la City, qu'un débat national s'ouvre également en Grande-Bretagne.

H. de B.

## Violence en Tchétchénie après la décision d'imposer des élections

MOSCOU

de notre correspondant  
Félicitant d'ignorer que ses troupes mènent toujours une guerre en Tchétchénie, Boris Eltsine avait décidé, la semaine dernière, d'y imposer la tenue d'élections législatives le 17 décembre, comme ailleurs en Russie, couplées avec l'élection d'un « chef de l'État » tchétchène. Pour les indépendantistes, les dirigeants russes violent ainsi leurs engagements sur la tenue d'élections libres et l'application préalable d'un accord de désengagement militaire. Leur riposte ne s'est pas fait attendre : un nouvel attentat spectaculaire à l'explosif, le troisième en deux mois, a secoué, lundi 20 novembre, la ville de Grozny, alors que les troupes russes stationnées en Tchétchénie se sont intensifiées.

La cible était cette fois-ci Dokou Zavgayev, le dernier en date des chefs de gouvernement pro-russes installés à Grozny, qui avait annoncé, trois jours plus tôt, son intention de briser le mandat de « chef de l'État » tchétchène le 17 décembre. Tôt lundi matin, son convoi est tombé dans une embuscade, dans un quartier nord de Grozny. Dokou Zavgayev a été réchappé avec des

égératignures, six membres de son escorte ont été blessés. Le convoi du représentant personnel de Boris Eltsine en Tchétchénie, Oleg Lobov, qui était sorti indemne d'un attentat semblable le 20 septembre dernier, a aussi été la cible d'une fusillade, le même jour, dans un autre quartier de Grozny.

63 ATTAQUES LANCÉES

Selon le commandement russe, « 63 attaques (faisant 4 morts et 15 blessés) ont été lancées dans la nuit de dimanche à lundi contre les forces russes en Tchétchénie, un record depuis la fin juillet ». Les Tchétchènes, de leur côté, estiment à 39 en vingt-quatre heures le nombre des attaques russes. De fait, les affrontements n'ont jamais cessé depuis la fin des grandes opérations militaires russes et l'ouverture de négociations en juillet dernier. Ils se sont intensifiés avec la reprise de bombardements aériens russes ponctuels après l'interruption des négociations le 6 octobre, quand le chef des troupes russes en Tchétchénie, le général Romanov, avait été gravement blessé dans un autre attentat. Ce général, qui, sous le pseudonyme de « général Antonov », avait commandé l'opération russe

contre le village de Samachid brûlé en même temps qu'une partie de ses habitants, est toujours dans le coma. Les dirigeants tchétchènes indépendantistes ont mollement démenti toute responsabilité dans ces trois attentats.

Les Russes cherchent désormais à faire en Tchétchénie ce qu'ils avaient tenté en Afghanistan : transformer la guerre russo-tchétchène en conflit inter-tchétchène. Le ministre de la défense, Pavel Gratchev, l'a confirmé dans un entretien donné, samedi, au quotidien *Nezavisimaya Gazeta*, expliquant qu'il était prévu d'envoyer 20 000 Tchétchènes dans une force de police qui se chargerait de « désarmer les derniers bandits tchétchènes », avec l'aide de troupes russes, « s'il le faut ». Et d'assurer la tenue d'élections en Tchétchénie, même si celles-ci doivent être « légèrement repoussées », comme l'a déjà admis, lundi, Oleg Lobov. Le même jour à Moscou, la Cour constitutionnelle refusait de se prononcer sur la constitutionnalité de la loi électorale, ravivant les craintes de ceux qui soupçonnaient le Kremlin de vouloir reporter les élections législatives du 17 décembre en Russie.

Sophie Shihab

## Démissions dans l'entourage du président brésilien

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant  
Le président Fernando Henrique Cardoso a accepté, dimanche 19 novembre, la démission de son ministre de l'Aéronautique, le général Mauro Gandra. Il avait reçu vendredi celle de son chef du protocole, Julio Cesar Gomes dos Santos. Tous deux sont soupçonnés de trafic d'influence au profit de la firme américaine Raytheon. Celle-ci a obtenu la réalisation d'un vaste système de surveillance de l'Amazonie par radar (le Sivam), d'un coût de 7 milliards de francs, mais le contrat n'a toujours pas été approuvé par le Sénat.

Une conversation (où il est question du Sivam) entre M. Gomes dos Santos, mis sur écoute par la police fédérale, et un homme d'affaires brésilien, représentant Raytheon, est éditée. « Ce fils de pute de Gilberto Miranda (sénateur de l'Amazonie et rapporteur du projet) est en train de tout foutre en l'air, il crée des problèmes, il ne veut pas que le Sivam passe », explique l'homme d'affaires. « Mais tu n'as pas déjà

payé ce type ? », demande le chef du protocole, qui promet d'en parler le soir même à Jose Sarney, président du Sénat, afin de tout arranger. « Et Gandra, comment va-t-il ? », s'inquiète encore le chef du protocole. « Tout va bien avec le ministre. Je l'ai reçu ici chez moi pendant trois jours et il m'a assuré de l'appui total de l'aéronautique brésilienne au projet Sivam », répond l'homme d'affaires.

AMENDE DE 17 MILLIONS

Cette visite, qui a eu lieu en septembre, était la troisième du ministre de l'Aéronautique au domicile du représentant de Raytheon depuis 1992. Le ministre a été remplacé dimanche par un autre militaire, le général Ulysses Pinto Correia Neto. Le sénateur Miranda a nié avoir reçu de l'argent, et M. Sarney a affirmé que M. Gomes dos Santos ne lui avait jamais demandé d'intervenir en faveur de Raytheon. L'affaire est gênante pour le président Cardoso, car M. Gomes dos Santos était bien plus qu'un chef du protocole. Il

était devenu un de ses conseillers les plus proches, et même un de ses intimes.

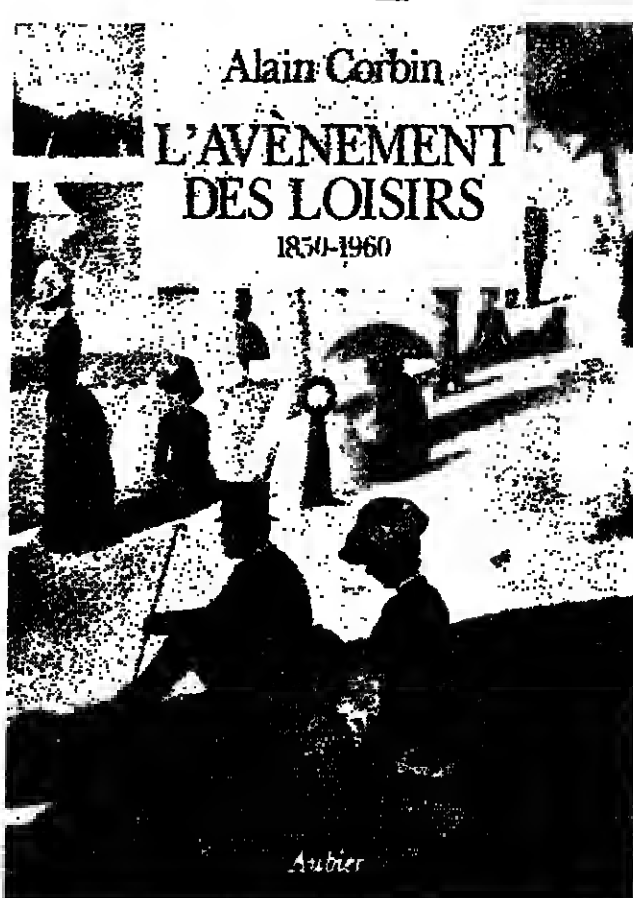
Ce n'est pas le premier scandale provoqué par le projet Sivam. En juillet 1994, l'entreprise américaine Raytheon est préférée à la française Thomson. Le *New York Times* révèle en février 1995 que la CIA a joué un rôle important dans ce choix en informant Brasília que Thomson s'apprêtait à payer des pots-de-vin à des officiels brésiliens.

Le président Cardoso obligeait en mai l'entreprise brésilienne ES-CA à se retirer du projet, parce que celle-ci fraudait la Sécurité sociale. Il fallut donc revoir le texte déjà approuvé par le Sénat. Mais le sénateur Miranda, de plus en plus sceptique, fit traîner l'examen du nouveau document. En attendant, le Brésil doit payer, chaque trimestre, une amende de 17 millions de francs auprès des financiers internationaux du Sivam, pour le retard pris dans l'exécution du contrat.

Dominique Dhombres

## Alain Corbin

# L'histoire du temps libre.



« Une démarche historique résolument pionnière... Une enquête plurielle d'un intérêt exceptionnel. »

Philippe-Jean CATINCHI  
Le Monde



Aubier

les toutes pour les de cent à cité d'in- Les em- as et plus x des so- est dans lemagne, mnes en- s impres- ent pour t destiné , pas aux créateurs

ain sur la i lui de- i sur les rue mais ligue au vouloir implir et être ex- des pro- als aussi 'accuell- ie et so- se.

hfeld

37

icains et res de l' ont dé- tendant que offi- ciera l'un ne prés- Robert é au Sé- me que ment de semble- tent qui est une liberté acun de x.

INE

uveme- tirac de s les six r prés- it faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as né- r qu'il mes. Il n plus ci de apur- cts fi- a mo- que, la aide à ités et



# L'Union européenne adopte des mesures de rétorsion contre la junte nigériane

Plusieurs pays exigent aussi l'application d'un embargo pétrolier

Les pays membres de l'Union européenne (UE) ont décidé officiellement, lundi 20 novembre, d'appliquer un embargo sur les armes et les munitions à destination du Nigeria et de refuser d'accrocher des visas aux dirigeants de la junte ainsi qu'à leur famille. Six pays de l'UE exigent l'instauration d'un

embargo pétrolier. La France, de son côté, a évoqué une possible suspension de la participation du Nigeria à la convention de Lomé.

En Afrique du Sud, le président Nelson Mandela a convoqué les dirigeants de la junte pour leur exprimer « sa profonde déception » face au manque de fermeté dont fait preuve la compagnie à l'égard de la junte nigériane. Cad Niehaus, l'un des porte-paroles du Congrès

national africain (ANC), a précisé que la réponse du groupe international avait été « profondément décevante ». Cornelius Kerkstra, président de la compagnie anglo-néerlandaise Royal Dutch-Shell, a affirmé, lundi, dans un entretien au quotidien allemand Die Welt, que son groupe resterait au Nigeria tant que l'ONU ne décréterait pas d'embargo pétrolier contre ce pays. — (AFP, Reuters.)

Charette, a évoqué la possibilité de suspendre la participation du Nigeria à la Convention de Lomé, qui unit l'Union européenne à quelque 70 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Toutefois, plusieurs autres délégations ont estimé qu'une suspension, qui doit au préalable obtenir l'accord des pays ACP, prendrait trop de temps pour être appliquée dans le contexte actuel. Les Quinze ont

néanmoins entériné la suspension de la coopération en matière de développement avec le Nigeria observée de facto depuis 1993. En Afrique du Sud, le président Nelson Mandela a convoqué les dirigeants de la junte pour leur exprimer « sa profonde déception » face au manque de fermeté dont fait preuve la compagnie à l'égard de la junte nigériane. Cad Niehaus, l'un des porte-paroles du Congrès

national africain (ANC), a précisé que la réponse du groupe international avait été « profondément décevante ». Cornelius Kerkstra, président de la compagnie anglo-néerlandaise Royal Dutch-Shell, a affirmé, lundi, dans un entretien au quotidien allemand Die Welt, que son groupe resterait au Nigeria tant que l'ONU ne décréterait pas d'embargo pétrolier contre ce pays. — (AFP, Reuters.)

## Les Nations unies dénoncent les atteintes aux droits de l'homme au Rwanda

LA SITUATION des droits de l'homme au Rwanda se caractérise toujours par des atteintes graves aux droits à la vie, à la sécurité personnelle et aux droits de propriété, selon un rapport des Nations unies publié, lundi 20 novembre, à New York. Le rapport annuel dénonce aussi les arrestations et détentions arbitraires, les conditions déplorablement de détention, les exécutions sommaires, les enlèvements et disparitions.

Le document établi par l'Ivoirien René Degni-Ségui, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Rwanda, distingue nettement entre les événements liés au génocide programmé des Tutsi et des Hutus libéraux en 1994, qui a fait plus de 500 000 victimes, et les violations actuelles. M. Degni-Ségui déplore la tendance à prendre prétexte de l'insécurité au Rwanda pour « banaliser » le génocide et justifier l'impunité. Sans négliger les viola-

tions des droits de l'homme actuelles, il importe, souligne-t-il, de les situer dans leur contexte et de rechercher leurs sources pour tenter de les « tarir » avant qu'il ne soit trop tard.

### ACCÉLÉRER LES PROCÉDURES

Il convient d'agir très vite, ajoute-t-il, « faute de quoi la communauté internationale risque d'assister impuissante à une seconde guerre et à de nouveaux massacres ». M. Degni-Ségui préconise une accélération des procédures au Tribunal pénal international pour le Rwanda et la mise sur pied d'une force internationale chargée d'assurer la sécurité dans les camps de réfugiés et de déplacés hutus.

Au Rwanda, le député Jean-Baptiste Sebarame a été arrêté, dimanche, dans le sud du pays, alors qu'il participait à une cérémonie d'inhumation de victimes du génocide, après avoir été accusé par les habitants de Rubashya, près de Bu-

tare, d'avoir participé aux meurtres d'avril 1994, a annoncé, lundi, Radio-Rwanda. M. Sebarame est membre du Mouvement démocratique républicain (MDR) et hutu, comme le premier ministre actuel, Pierre-Claude Kwigumira.

A Nairobi, Jean-Damascène Nkurumana, ancien directeur de cabinet du premier ministre Faustin Twagiramungu, limogé en août, s'est insurgé contre son inscription récente sur la liste des suspects de participation au génocide. Après son départ du Rwanda, M. Nkurumana avait dénoncé « la dérive autoritaire » du Front patriotique rwandais (FPR) au pouvoir depuis sa victoire militaire de juillet 1994. « J'ai eu l'occasion d'en savoir long sur la gestion du pays par le FPR », écrit-il dans un communiqué. Il précise que « jusqu'en avril 1994 » il était « au côté du FPR » et, d'« août 1994 à mai 1995, du service du FPR, comme hôte modéré respecté du génocide ». — (AFP)

## Les islamistes voient dans Liamine Zeroual un « interlocuteur valable »

CRAINTE de se voir débordés par l'électorat du modéré Mahfoud Nahnah ou pragmatisme ? Les islamistes ont réagi d'une manière exceptionnellement rapide à la nouvelle donne politique issue de l'élection, jeudi 16 novembre, du président Liamine Zeroual, qu'ils considèrent désormais comme « l'interlocuteur valable » pour mener le dialogue avec l'opposition. Rabah Kébir, président de l'instance exécutive du Front islamique du salut (FIS) à l'étranger, a réaffirmé, lundi 20 novembre, dans un entretien accordé à l'agence Reuters, en Allemagne, que son parti se tenait « prêt pour une solution globale négociée entre le pouvoir et l'opposition effectifs ».

« Cela nécessite », a ajouté M. Kébir, de la part du président Zeroual qu'il prenne l'initiative de libérer les prisonniers politiques, et à leur tête le directeur du FIS emprisonné, et d'engager des né-

gociations sérieuses et un dialogue profond avec l'opposition. Il a cependant jugé « prématuré » de dire quelles seraient les propositions de sa formation dans le cadre d'éventuelles discussions entre l'Etat et l'opposition. Pour sa part, le bureau politique du FLN a demandé, lui aussi, dimanche, l'ouverture de négociations et d'un « véritable dialogue avec l'ensemble des forces politiques ».

L'agence de presse officielle APS s'est lancée, lundi, dans une sévère diatribe contre la France « officielle » et son « esprit néocolonial », dont elle a dénoncé les « ingérences outrageantes et inacceptables ». Alain Juppé avait réaffirmé, dimanche, que Paris souhaitait l'organisation d'élections législatives. « Que cachent ces injonctions ? », s'interroge l'APS pour laquelle, du côté français, « de dangereuses libertés ont été prises

avec la souveraineté d'une nation, la nôtre ». L'Algérie avait déjà accusé la France d'avoir attenté à la « souveraineté et à la dignité du peuple algérien » lors de l'affaire de la rencontre annulée entre les présidents Jacques Chirac et Liamine Zeroual, à la fin d'octobre, à New York.

De son côté, l'Union européenne (UE) a souhaité l'organisation « d'élections législatives et locales en vue d'une normalisation politique du pays ». Dans une déclaration adoptée par les ministres des affaires étrangères des Quinze réunis, lundi, à Bruxelles, l'UE a en outre annoncé qu'elle continuerait, voire intensifierait, sa coopération avec l'Algérie, « en fonction de l'évolution » dans le pays. Quant au roi du Maroc, il a souhaité, dans un message de félicitations envoyé à M. Zeroual, que les actions de ce dernier soient « couronnées de succès ». — (AFP)

## La Jordanie sur la voie d'une reprise en main politique

AMMAN de notre correspondant au Proche-Orient

Fêtes avec un fervent orchestre par un comité mis en place pour la circonstance, les soixante ans du roi Hussein pourraient bien marquer un coup d'arrêt à la balbutiante démocratie jordanienne. Profondément choqué par l'assassinat d'Itzhak Rabin, le souverain a en effet, quelques jours après son retour de Jérusalem, laissé éclater son ressentiment contre tous les opposants à la normalisation avec Israël, accusés d'être « des forces des ténébreuses, de destruction, de mort ».

Dans un discours récemment prononcé — ce n'est pas un hasard — devant les officiers de l'armée, de la police et des renseignements, le roi s'en est violemment pris à la presse officielle comme d'opposition et aux associations professionnelles. Reprochant aux journaux leur manque d'enthousiasme pour le traité de paix, il a souhaité qu'ils soient davantage « contrôlés », et que l'on augmente les amendes prévues en cas de violation de la loi en vigueur.

Le souverain s'est interrogé sur le rôle des syndicats, qui, selon lui, n'ont pas leur rôle pour faire de la politique. Hostiles à la normalisation, ceux-ci interdisent à leurs 80 000 membres, sous peine d'exclusion, tout contact avec Israël. L'appartenance à un syndicat est obligatoire pour

l'exercice de certaines professions, comme celles d'avocat, de médecin, d'ingénieur, etc. « Même en démocratie, il y a des lignes rouges que ne pas dépasser », a averti le roi.

Prendant aussitôt le relais, le premier ministre a annoncé que le Parlement, qui doit se réunir début décembre, aura pour première mission d'amender la loi sur la presse. Le gouvernement préparait déjà des modifications à celle qui régit les associations professionnelles. Comme il est assuré d'une majorité automatique au Parlement, on peut s'attendre à une nouvelle restriction de la liberté d'expression, seule véritable expression de la démocratie, puisque, depuis la signature du traité de paix, il y a un an, la quasi-totalité des réunions publiques de l'opposition sont interdites.

« Démocratie et normalisation sont aujourd'hui liées, affirme un ancien ministre, et dans la mesure où la majorité refuse la normalisation c'est la démocratie qui en fait les frais. Comme chaque Jordanien, chaque Arabe, je suis pour la fin de l'état de belligérance, mais contre la normalisation avant le règlement complet de tout le conflit israélo-arabe ».

Très largement partagé, y compris dans les hautes sphères du pouvoir, ce sentiment accroit d'autant plus le malaise que les Jordaniens ont le sentiment de ne plus comprendre leur roi. Loin d'entraîner un changement d'atti-

tude de la population, la multiplication des gestes du souverain ou du prince héritier envers Israël, comme le discours du roi lors des funérailles de Rabin, ou les pleurs de la reine Noor, ont vivement déçu les Jordaniens, qui attendent toujours les dividendes promis de la paix. Nombre d'entre eux ont le sentiment de s'isoler inutilement du monde arabe, au risque d'en payer plus tard le prix.

### INQUIETUDES

Cette crise de confiance entre le roi et son peuple est d'autant plus marquée que le gouvernement apparaît faible et que l'opposition n'a pas de solutions crédibles à proposer. La frustration ressentie par la majorité aggrave la tension latente entre Transjordaniens et Jordaniens d'origine palestinienne (65 % environ de la population). Pour la première fois sans doute, les premiers sont plus inquiets de l'avenir que les seconds.

Employés majoritairement dans l'armée, la police ou l'administration, les Transjordaniens craignent que la modernisation et la privatisation à l'ordre du jour ne se fassent à leurs dépens, et ne récompensent leurs concitoyens d'origine palestinienne, mieux ancrés dans les affaires. L'attribution récente aux Palestiniens de Cisjordanie de passeports jordaniens d'une validité de cinq ans, au lieu de deux, qui ne donnent toutefois pas droit à la nationalité, a accru

leur crainte d'une palestiniisation de la Jordanie.

S'ajoute à cela une réelle crise sociale. Plus du tiers de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté et les perspectives d'amélioration à court terme sont minces. Les brillants résultats de l'économie, consécutifs aux mesures d'ajustement prises par le gouvernement, pèsent lourd, pour le moment, sur les plus pauvres, ce qui ne paraît pas préoccuper outre mesure le gouvernement. Même s'il est clair que le roi Hussein bénéficie encore largement du soutien de son peuple, l'écart ne cesse de se creuser entre eux.

Françoise Chippaux

Le dîner annuel du CRUP, le Conseil représentatif des institutions juives de France, réuni, samedi 18 novembre, autour du premier ministre, a été l'occasion de rendre hommage à Itzhak Rabin. Pour la première fois, Leïla Shabid, déléguée générale de la Palestine en France, a répondu à l'invitation du CRUP. « La ligne de démarcation au Proche-Orient ne se situe plus entre les Palestiniens et les Arabes, d'un côté, et les Juifs, de l'autre, mais entre les partisans de la paix et les opposants à la paix », a-t-elle confié. MM. Lionel Jospin et Michel Rocard, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, et le président de SOS-Racisme, Fodé Sylla, ont assisté à ce repas.

## Le PKK préconise le fédéralisme pour les Kurdes de Turquie

DANS UN ENTRETIEN publié lundi 20 novembre par le quotidien saoudien El Hayat, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a préconisé une solution « fédérale » au problème des Kurdes de Turquie. « Si les Etats-Unis ou l'Europe inclinent à régler pacifiquement le problème », le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) « soutiendra une telle initiative et un cessez-le-feu, voire acceptera de régler le problème à l'intérieur des frontières turques », a déclaré Abdullah Öcalan, lors de cet entretien recueilli dans la plaine libanaise de la Bekaa. « Bien que nous soyons un peuple qui a des particularités qui le distinguent du peuple turc, nous acceptons [alors] une formule fédérale, à l'instar des Etats-Unis », a ajouté M. Öcalan. Il a aussi préconisé pour les Kurdes d'Irak et d'Irak une solution « fédérale, qui, dit-il, permettrait de franchir un pas [dans le sens] démocratique pour les peuples du Proche-Orient ».

### EUROPE

■ BULGARIE : la Russie a mis en garde Sofia contre une adhésion à l'OTAN en remettant au Parlement bulgare, lundi 20 novembre, un document officiel rappelant « la position catégorique de la Russie contre l'élargissement de l'OTAN vers l'Est ». — (AFP)

■ GRÈCE : le premier ministre, Andreas Papandréou, hospitalisé lundi 20 novembre au centre cardiologique Onassis à Athènes, souffre d'une « forme de pneumonie », a annoncé lundi soir le vice-président de l'établissement, Costas Kalkieras. L'état de santé de M. Papandréou « est satisfaisant et tout montre qu'il devrait s'améliorer », a-t-il affirmé. — (AFP)

■ ITALIE : les mouvements de gauche et de centre-gauche l'ont légèrement emporté aux élections communales partielles du dimanche 19 novembre qui se sont tenues dans cent trente-huit communes et concernaient un million d'électeurs. — (AFP)

### AMÉRIQUES

■ CANADA : l'ancien Premier ministre canadien Brian Mulroney a formellement engagé, lundi 20 novembre, une poursuite en diffamation contre le gouvernement fédéral et la gendarmerie royale canadienne (GRC), qui l'ont mis en cause dans une affaire de pots-de-vin entourant la vente d'Airbus à Air Canada, en 1988. — (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : deux des suspects arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'Itzhak Rabin devaient être libérés, mardi 21 novembre. La veille, en revanche, la police avait procédé à l'arrestation d'un nouveau suspect, Abshalom Weinberg, vingt-quatre ans, étudiant de l'université Bar Ilan, près de Tel Aviv, fréquenté également par le meurtrier, Yigal Amir. Devant un tribunal de Tel Aviv, qui a décidé de prolonger sa garde à vue de dix jours, l'assassin d'Itzhak Rabin a réaffirmé avoir agi seul. — (AFP, Reuters)

■ GAZA : le Qatar est le premier pays du Golfe à disposer, depuis le 18 novembre, d'un bureau de représentation à Gaza. Par ailleurs, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a demandé à ses membres, samedi, de retirer leurs cartes d'électeur pour l'élection du Conseil palestinien, alors qu'il est opposé à cette consultation, de même que le Hamas, qui a annoncé dimanche la constitution prochaine d'un parti politique islamiste. Enfin, Yasser Arafat s'est rendu dimanche à Jérusalem, en Cisjordanie, évacué le 13 novembre par Israël. — (AFP)

■ IRAK : le directeur Afrique du Nord - Proche-Orient du Quai d'Orsay, Denis Beauchard, a été reçu, lundi 20 novembre, par Tarek Aziz, vice-premier ministre. La France veut inciter Bagdad à accepter la résolution 986 de l'ONU qui permet à l'Irak, sous embargo depuis cinq ans, d'exporter du pétrole pour acheter des biens humanitaires. — (AFP)

■ Saadi Mahdi Saleh, qui présidait le Parlement irakien depuis 1989, est décédé dimanche 19 novembre, à Amman, en Jordanie, des suites d'une maladie incurable. — (AFP)

### ASIE

■ CHINE : le dissident Wei Jingsheng a été officiellement arrêté mardi 21 novembre à Pékin pour avoir « tenté de renverser » le gouvernement, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Il était gardé au secret depuis plus d'un an et demi. M. Wei, quarante-quatre ans, avait été libéré sur parole en 1993 après avoir passé plus de quatorze ans en prison en raison de son rôle dans le Mouvement du mur de la démocratie (1978-1979). Il avait été interpellé le 1er avril 1994, sous l'accusation d'avoir « commis de nouveaux crimes ». — (AFP)

■ TIMOR ORIENTAL : quatre jeunes gens originaires de l'ancienne colonie portugaise annexée en 1976 par l'Indonésie se sont réfugiés dimanche 21 novembre à l'ambassade de France à Djakarta. C'est la quatrième fois en deux semaines et la septième en deux ans que des Est-Timorais se réfugient dans une ambassade à Djakarta. — (AFP)

### AFRIQUE

■ Jacques Foccart, qui fut le « Monsieur Afrique » du général de Gaulle, a reçu lundi 20 novembre des mains de Jacques Chirac les insignes de grand officier de la Légion d'honneur. Il a demandé au chef de l'Etat de « maintenir les liens qui existent entre la France et l'Afrique », ajoutant que « certains Africains » commencent à « être inquiets sur le maintien de ces relations exceptionnelles ».

### ÉCONOMIE

■ JAPON : la consommation des ménages a baissé de 0,2 % en septembre, a annoncé le 21 novembre l'agence de gestion du gouvernement, par rapport au même mois de 1994. Sur le troisième trimestre la baisse est de 0,6 % par rapport à l'an passé. — (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : la hausse du produit intérieur brut au troisième trimestre a été revue à 0,4 % par rapport au trimestre précédent, a annoncé le 20 novembre l'Office central des statistiques (CSO). En rythme annuel la hausse est de 2,1 %. — (AFP)

■ OMC : l'Union européenne a accepté le 20 novembre la composition de l'organe d'appel sur les conflits au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Outre le représentant de l'UE, siégeront dans cette instance de sept membres un Américain, un Japonais, un Néo-Zélandais, un Uruguayen, un Égyptien et un Philippin. — (AFP)

■ CUBA : La Havane a signé, lundi 20 novembre, avec plusieurs banques étrangères des accords débloquent des lignes de crédit pour soutenir la production de sucre, de riz et d'autres produits agricoles. Cuba a également autorisé l'établissement français de la Société Générale et l'espagnole Banco de Sabadell à ouvrir des bureaux sur l'île. — (Reuters)

## CINÉMA - THÉÂTRE - MUSIQUE

26 000 films . 200 places de théâtre  
50 000 disques et CD . 10 000 cassettes

Commandez sur Minitel et envoyez à domicile

36 15 LEMONDE



## Le président sud-coréen pris dans la tourmente du scandale des pots-de-vin

OSAKA  
de notre envoyé spécial

L'entourage du président Kim Young-sam ne cache pas sa préoccupation : le scandale qui a conduit à l'arrestation de son prédécesseur Rob Tae-woo pourrait placer le chef de l'Etat sud-coréen dans une situation délicate. « La balle est lancée, on ne sait où elle va retomber », commente un journaliste. S'adressant récemment à la communauté coréenne d'Osaka, le président a qualifié ce scandale d'« embarrassant », ajoutant qu'il offrait « une chance de purifier la vie politique ».

M. Kim aura du mal à convaincre ses concitoyens de sa bonne foi : les sondages des journaux de Séoul aussi bien que les radio-trottoirs diffusés par des télévisions montrent que peu de ses compatriotes tiennent le chef de l'Etat aussi étranger à cette affaire qu'il l'affirme.

Il devrait annoncer un programme de réformes, qu'il pourrait soumettre à référendum afin de confirmer du même coup son mandat. En aura-t-il le temps avant les élections générales du printemps qui s'annoncent encore plus catastrophiques que les élections locales de juin dernier pour le parti au pouvoir ?

Bien que la parution semble concentrer son enquête sur les relations de l'ex-président Rob avec certains des grands noms de l'industrie coréenne qui pourraient finir eux aussi derrière les barreaux, les liens entre l'ancien et l'actuel chef d'Etat sont l'objet de conjectures.

Des déclarations d'hommes politiques de la majorité confirment les rumeurs sur les financements du Parti-démocrate-libéral (PDL) par le « trésor de guerre » de M. Roh - 650 millions de dollars - pour l'élection de 1992 qui allait porter au pouvoir M. Kim. Il est déjà établi, comme le président lui-même en a reconnu la possibilité, que 130 millions ont transité de « collaborateurs » de M. Roh à des « collaborateurs » de M. Kim pour alimenter les « caisses noires » du PDL.

### LE DOS AU MUR

Placée le dos au mur après avoir reconnu que l'ex-président lui a versé 2,5 millions de dollars pour sa propre campagne, la principale figure de l'opposition, Kim Dae-jung, défie le président de faire preuve de la même franchise. Selon Kim Dae-jung, l'actuel chef de l'Etat a reçu de 250 à 380 millions de dollars de M. Roh. Depuis la formation du PDL en 1990, Kim Young-sam, autrefois opposant, était le numéro deux de la formation gouvernementale et, à ce titre, pouvait difficilement ignorer ce qui s'y passait. Si, depuis son accession à la magistrature suprême, il a sans doute été circonspect avec les milieux d'affaires, il a peut-être été moins regardant lorsqu'il était allié au pouvoir par l'ambition.

Pour le moment, M. Rob assumait l'entière responsabilité des pots-de-vin - il risque une peine de dix ans à l'emprisonnement à vie - et il ne semble pas avoir mis en cause d'autres personnes. L'arrestation du chef de son service de sécurité, Lee Hyun-woo, de son conseiller économique, Kim Chong-in, et de son beau-frère, l'ex-ministre du commerce Kim Jin-ho, ainsi que la convocation chez le procureur de deux autres de ses proches collaborateurs pourraient ouvrir d'autres pistes. Ces personnages n'ont peut-être pas les mêmes raisons d'être discrets que M. Roh.

Hormis ce scandale, l'ex-président a beaucoup de choses à faire oublier. Il a certes contribué à mettre le pays sur la voie de la démocratie, mais il est aussi mêlé à des pages sombres de son histoire : le coup d'Etat militaire de 1979 et le massacre de la population de Kwangju, en mai 1980, par l'armée qui avait fait officiellement deux cents morts.

Philippe Pons

## Le demi-frère du roi Sihanouk a été emprisonné au Cambodge

L'ancien chef de la diplomatie est accusé d'avoir trempé dans une tentative d'assassinat des deux premiers ministres en fonctions. Le gouvernement pourrait lui intenter un procès public

La volatilité de la situation au Cambodge vient d'être soulignée par les accusations portées contre l'ex-ministre des affaires étrangères et secrétaire général du Funcinpec (le parti royaliste), Norodom Sirivuth.

Ce demi-frère du roi Sihanouk aurait participé à un complot qui visait à assassiner les deux premiers ministres, le prince Ranariddh et Hun Sen. L'Assemblée nationale, siégeant à huis clos, hors la présence de l'in-

teressé, a décidé, mardi 21 novembre, par consensus, de lever l'immunité parlementaire du prince Sirivuth, qui vient d'être emprisonné. Un procès public pourrait lui être intenté par le gouvernement. A moins que

des preuves convaincantes ne soient apportées, cet épisode tendrait plutôt à démontrer l'intolérance croissante à l'encontre de toute voix dissidente, manifestée par le régime issu des élections de 1993.

BANGKOK  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

L'Assemblée nationale du Cambodge a levé, mardi 21 novembre, par consensus - 105 députés présents sur 120 -, l'immunité du prince Norodom Sirivuth, demi-frère du roi et secrétaire général du Funcinpec, mouvement présidé par le prince Norodom Ranariddh, premier ministre. Le ministre de l'Information avait déclaré, dimanche, que le gouvernement était convaincu que Sirivuth, emprisonné mardi, avait trempé dans un complot en vue d'assassiner Ranariddh et Hun Sen, deuxième premier ministre. Sirivuth n'a pas été autorisé à assister à la séance de l'Assemblée, qui a eu lieu à huis clos.

Le gouvernement semble avoir

désormais le choix entre un procès public, souhaité par Sirivuth, et une expulsion vers la France, contre laquelle s'insurge l'intéressé. Remonté sur le trône en 1993, Norodom Sihanouk peut gracier tout condamné. Le gouvernement peut aussi contraindre Sirivuth à l'exil et faire en sorte que son procès soit oublié ou soit organisé *in absentia* - méthode appliquée, en 1994, au prince Norodom Chakrapong, l'un des fils du roi, lorsque ce dernier fut expulsé vers la France après avoir été accusé d'avoir trempé dans un coup de force et avant d'être condamné par contumace à vingt ans de prison.

Se fondant apparemment sur l'enregistrement d'une conversation privée du demi-frère du roi, cette affaire souligne l'étroite

marge de manœuvre dont peuvent bénéficier les esprits indépendants, dissidents ou opposants sous le régime issu des élections organisées par l'ONU en 1993. Fin 1994, Sirivuth avait démissionné de ses fonctions de ministre des affaires étrangères en signe de solidarité avec Sam Rainsy, limogé du ministère des finances et du Funcinpec avant d'être démis de son mandat de député.

### CHAMBRE D'ENREGISTREMENT

Le 9 novembre, Sam Rainsy, qui fait notamment campagne contre la corruption, a annoncé la formation d'un parti d'opposition, la Nation khmère, aussitôt déclaré « illégal ».

La presse d'opposition, souvent très agressive, désormais soumise à une loi plutôt répressive, est menacée de ne plus trouver d'imprimaires, ceux-ci se disant soumis à des pressions. Les quatre partis représentés à l'Assemblée ayant formé un gouvernement de coalition dominé par le Funcinpec et le Parti du peuple cambodgien (PPC), issu du régime mis en place du temps des Vietnamiens, et dont Hun Sen est le vice-président, le Parlement devient une chambre d'enregistrement. Le Funcinpec (58 députés) et le PPC (51) négocient une alliance qui leur permettrait de se partager les places lors des élections locales de 1997 et générales de 1998.

Celui qui semble tirer le mieux son épingle du jeu est Hun Sen, quarante-quatre ans, premier ministre jusqu'en 1993, et qui, depuis le scrutin de 1993, a cédé le pas à Ranariddh, l'un des fils du roi. Il est apparemment devenu l'homme-clé

d'une administration qui demeure largement entre les mains du PPC. Depuis un an, le roi, qui « régnait mais ne gouvernait pas », selon la Constitution, s'est retiré du devant de la scène, d'intervenant que lorsqu'il juge nécessaire de corriger certains excès ou de s'en démarquer.

L'affaire Sirivuth a rejeté dans l'ombre, au moins provisoirement, une autre polémique. Le 16 octobre, la *Far Eastern Economic Review* a fait sa « une » sur le transit de la drogue et le blanchiment d'argent au Cambodge. « *Medellin sur Mékong* », a titré l'hédomadaire de Hongkong, contrôlé par Dow Jones, en mettant en avant l'implication de hauts fonctionnaires, notamment de militaires.

Jean-Claude Pomanti

Pechiney exerce principalement deux grands métiers : l'aluminium et l'emballage. Privilégiant l'innovation pour répondre à des marchés toujours plus évolutifs, disposant d'un outil de production performant, Pechiney est déterminé à confirmer ses positions de tout premier plan à l'échelon mondial.

## Pourquoi investir dans un groupe industriel qui développe deux métiers ?



### Deux métiers

Premier producteur européen d'aluminium et 4<sup>e</sup> mondial, Pechiney est également un des premiers industriels mondiaux de l'emballage. Ensemble équilibré, il se répartit entre des activités cycliques, en moyenne génératrices de liquidités (c'est le cas notamment de l'aluminium métal), et des activités offrant un fort potentiel de croissance.

### Une taille mondiale

65% du chiffre d'affaires est réalisé à l'étranger, dont 21% en Europe et 38% en Amérique du Nord. Plus de 37 000 personnes, réparties dans quelque 350 établissements, travaillent pour le Groupe dans plus de 60 pays.

### L'innovation permanente

Indispensable au maintien de la compétitivité, la recherche est au cœur de la stratégie de Pechiney. Sa technologie avancée équipe 80% des usines d'électrolyse d'aluminium récemment construites dans le monde. Dans le domaine de l'emballage et pour répondre aux attentes de ses clients, Pechiney renouvelle en permanence sa gamme de produits. En témoigne la création du dernier tube plastique multilame pour les vaccins buccaux utilisés dans les campagnes de vaccination. Enfin, Pechiney participe à la protection de l'environnement : le recyclage est largement valorisé.

**Privatisation.** Les chiffres cités ne comprennent pas les activités cycliques : Bâtiments Métal et Spécialités Amérique du Nord, Bâtiments Verrerie Amérique du Nord, Composants et Systèmes, Éléments de Turbomoteurs (naissance d'un accord de cession le 13.10.1995, sous réserve de l'approbation des autorités nationales compétentes). Des mandats d'achat d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Épargne, de la Poste, du Trésor Public et de votre société de bourse. Ils sont révocables à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'offre publique de vente. Un document de référence enregistré avec un avis de notification est en cours de finalisation et sera disponible le jour de l'ouverture de l'offre publique de vente dans les mêmes lieux. Pour toute information sur Pechiney, adressez-vous à votre intermédiaire privilégié ou appelez le 01 20 20 12 12 (appel gratuit) ou composez le 3616 CHIFF (1,29 F la minute). Adresse Internet : <http://www.pechiney.fr>

هك من الفصل



## FRANCE

LE MONDE/MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995

**ÉDUCATION** Une journée nationale d'action « pour l'enseignement supérieur » était organisée, mardi 21 novembre, par la plupart des syndicats étudiants et ensei-

gnants. Des organisations de parents d'élèves et des syndicats d'enseignants du secondaire appelaient à y participer. ● A PARIS, une manifestation devait avoir lieu dans

l'après-midi, de la Sorbonne, boulevard Saint-Michel, au ministère de l'éducation nationale, rue de Grenelle. ● CONFRONTÉ à des mouvements de protestation qui durent

depuis six semaines, M. Bayrou avait, dans un premier temps, annoncé un « plan de rattrapage d'urgence » pour les universités les plus pauvres. Le ministre envisage dé-

sormais un nouveau train de mesures, qu'il devrait annoncer mercredi, quitta à bousculer le calendrier de réformes qu'il avait défini en septembre.

## M. Bayrou devrait annoncer un « plan d'ensemble » pour les universités

Après un mois et demi de mouvements dans l'enseignement supérieur, la plupart des organisations syndicales d'étudiants et d'enseignants appelaient, mardi 21 novembre, à une journée nationale d'action.

DEPUIS bientôt un mois et demi, le pays n'en finit pas de découvrir la situation désastreuse de ses universités, le manque de professeurs, de personnels, de crédits et de locaux. Le 9 octobre, les étudiants de la faculté des sciences de Rouen donnaient le signal. Après eux, le mouvement s'est répandu progressivement. Non comme une trainée de poudre, à l'exemple des grandes agitations contre la loi Devaquet, en 1986, contre le DEUG, rénové de Lionel Jospin, en 1992, contre le contrat d'insertion professionnelle de 1994. Cette fois, ces mouvements de protestation ont fait tache d'huile, de Rouen à Metz, puis à Aix-en-Provence, Montpellier, Orléans, Nice, Toulouse, avant de gagner tardivement la région parisienne.

Au total, une vingtaine d'universités, déclarées en grève, sont bien décidées à se faire entendre lors de la journée nationale d'action de ce mardi 21 novembre organisée par les organisations syndicales d'étudiants (UNEF, UNEF-ID, FAGE), Aux manifestations prévues à Pa-

ris, du boulevard Saint-Michel au ministère de l'éducation nationale, comme dans la plupart des villes universitaires, devraient également se joindre les syndicats d'enseignants du supérieur (SNEsup, SGEN-CFDT...), et aussi ceux du second degré.

Quasiment absentes dans la conduite d'un mouvement animé par des responsables locaux, les centrales syndicales cherchent à organiser la suite du mouvement. Elles s'accrochent aujourd'hui pour demander au gouvernement une loi de programmation ou d'orientation afin de redonner à l'enseignement supérieur la « priorité » des efforts budgétaires et obtenir un engagement dans la durée.

Après avoir donné l'impression de céder à Rouen, après avoir effectué des concessions à Metz, après avoir proposé un « plan de rattrapage d'urgence », François Bayrou, le ministre de l'éducation nationale, doit reprendre l'initiative s'il veut rétablir le calme dans les campus. Au lendemain de la journée nationale d'action, il de-

vrait annoncer, mercredi 22 novembre, un nouveau plan d'ensemble pour les universités.

Le ministre devra également faire le bilan de la redistribution des crédits et des postes du plan de rattrapage, après l'audition des 90 présidents d'université. Il devra enfin intégrer les deux priorités du gouvernement Juppé, à savoir le statut social de l'étudiant et la réforme des premiers cycles, dont

l'urgence a été rappelée par le premier ministre, dimanche 19 novembre à « 7 sur 7 ». Quelle que soit l'ampleur de la mobilisation, la menace d'une généralisation du conflit risque de perturber le bel ordonnancement du calendrier initialement prévu.

Le ministre devra d'abord convaincre les présidents d'université. Favorables, dans un premier temps, au plan de rattrapage, ces

derniers, de retour devant les étudiants, ont dû se ranger à leurs revendications « légitimes ». La conférence des présidents à rappelé, lundi 20 novembre, à Christian Forestier, le directeur de enseignements supérieurs, que les promesses devaient se transformer en engagements clairement énoncés et qu'il faudrait y ajouter un supplément en faveur des personnels non enseignants, du remboursement de l'exonération des droits d'inscription des boursiers.

Enfin, et ce n'est pas la moindre tâche, il reste au ministre de l'éducation nationale à convaincre du bien-fondé de sa méthode ses alliés de la majorité et les députés de la commission des finances de l'Assemblée nationale. En privé, ces derniers disent leurs réticences à remplir « le tonneau des Danaïdes » qu'est devenu le budget de l'éducation nationale. Ces derniers jours, Raymond Barre s'interrogeait sur la « valeur » du baccalauréat, passeport pour l'enseignement supérieur.

De son côté, Nicolas Sarkozy s'est déclaré partisan d'une sélection à l'issue des deux premières années d'études. Et François Léotard n'a pas hésité à établir un parallèle entre la progression des dépenses d'éducation et la montée de l'inflation. Cette surenchère politique fort de faire déraiper le conflit sur le terrain de la sélection, un thème auquel les étudiants restent très sensibles.

M. D.

### Polémique autour de la « fac Pasqua »

Michel Barat, président du pôle universitaire Léonard-de-Vinci, baptisé par les étudiants « fac Pasqua », a jugé « curieux qu'on présente le pôle comme une sorte de bouc émissaire face au malaise des étudiants », en réponse aux propos du premier ministre. Lors de l'émission « 7 sur 7 », dimanche 19 novembre sur TF1, Alain Juppé avait en effet assuré « comprendre » que les étudiants puissent ressentir l'existence de cette horrible université départementale « comme une provocation ».

« Je crois qu'il faut éviter de créer des situations de ce type », avait ajouté M. Juppé. « Il vaudrait mieux qu'au niveau de l'Etat on regarde ce qui se fait réellement ici pour voir si, dans certains domaines, on ne pourrait pas au contraire s'en inspirer », a déclaré M. Barat, déplorant la « mauvaise humeur » du premier ministre, chez qui « le ressentiment à l'égard de Charles Pasqua l'a peut-être un peu emporté ».

### SURENCHÈRE POLITIQUE

En deuxième lieu, M. Bayrou devra se faire entendre des étudiants, avec qui il s'était promis d'engager la concertation. L'annonce de réformes « à coûts constants » n'a jusqu'à présent servi qu'à alimenter les ardeurs revendicatives. En 1990, lors d'un mouvement lycéen de cette ampleur et de cette durée, Lionel Jospin et le gouvernement de Michel Rocard avaient « lâché » 4,5 milliards de francs. François Bayrou ne peut guère renouveler cette promesse.

## Premiers cycles, taux d'échec, financement..., les maux des facultés

● AVEC 2,2 millions d'inscrits dans l'enseignement supérieur, y-a-t-il trop d'étudiants en France ?

La direction de l'évaluation et de la prospective, le service statistique du ministère de l'éducation nationale, avait prévu à cette rentrée 3 000 inscriptions de moins en première année d'université, en raison de la baisse démographique déjà enregistrée dans les lycées. Les « excellents » résultats du baccalauréat de 1995 ont, en fait, conduit entre 16 000 et 18 000 jeunes supplémentaires dans l'enseignement supérieur.

Parmi les 2,2 millions d'inscrits, l'université en accueille 1 588 000, dont 686 000 en premier cycle, 704 000 en deuxième et troisième cycle et 102 000 dans les IUT. Conséquence de l'allongement et des poursuites d'études des diplômés des IUT, des BTS, des diplômés des écoles de commerce et d'ingénieurs, le nombre d'étudiants en deuxième et troisième cycle dépasse, pour la première fois, celui des premiers cycles. Cette « poussée » n'est pas sans conséquence sur les besoins budgétaires.

La part des étudiants inscrits dans les filières sélectives ou professionnelles est passée de 33 % en 1980 à 39 % en 1992. En plus des 100 000 étudiants en IUT, 313 000 étudiants sont accueillis dans les classes supérieures (+ 9 000), dont 78 000 dans les classes préparatoires aux grandes écoles et 235 000 dans les sections de techniciens supérieurs. Enfin, 299 000 étudiants fréquentent des écoles spécialisées (commerce, ingénieurs, architectes, infirmiers...).

Selon une comparaison établie par le ministère, sur des chiffres de 1991, le taux d'accès à l'enseignement supérieur était, cette année-là, de 44,4 % en France (64,8 % aux Etats-Unis, 53,1 % au Japon, 42,6 % en Allemagne, 27,7 % au Royaume-Uni).

● « Les étudiants doivent-ils avoir le droit de s'orienter dans la filière de leur choix, quelle que soit cette filière ? Je réponds non. » Nicolas Sarkozy au « Grand jury RTL-Le Monde », dimanche 19 novembre.

Chaque année connaît sa filière de prédilection : la psychologie et la communication en 1993, la médecine en 1994 et les activités physiques et sportives en 1995. Toutefois, les plus fortes augmentations concernent les lettres et les sciences humaines qui, avec 515 000 étudiants en 1994, ont absorbé la moitié des étudiants supplémentaires des disciplines générales.

Avec 200 000 étudiants, le droit

reste une discipline très demandée et alimente l'essentiel des nouvelles implantations dans les antennes délocalisées. Les sciences comptent 232 000 étudiants et la médecine 113 000.

● « L'enseignement supérieur ne doit pas être une machine à organiser les naufrages pour repêcher les meilleurs nageurs. » Alain Juppé, discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le 23 mai 1995.

Les taux d'échec, essentiellement en premier cycle, restent une des préoccupations majeures. En 1992, près d'un étudiant sur quatre abandonnait après une première année à l'université. Moins des deux tiers, 62,8 %, ont une chance d'accès en deuxième cycle de sciences après deux, trois ou quatre ans pour obtenir le DEUG ; mais seulement un sur deux en droit (52 %), 61 % en lettres et 37 % en médecine.

Le taux de réussite reste très faible (23 %) parmi les bacheliers des séries technologiques, dont un sur quatre a choisi l'université alors que la majorité a intégré une section de techniciens supérieurs (48 %) ou un IUT (9 %). A l'exception des sciences et de la médecine, le taux d'échec en premier

cycle a diminué depuis 1989, où il était de 52 % en droit et de 45 % en lettres.

● « Il faut une réforme des premiers cycles, une diversification des bac + 2, bac + 3 pour conduire les jeunes vers des métiers où il y a des débouchés. » Alain Juppé à « 7 sur 7 », dimanche 19 novembre.

Promise par Jacques Chirac lors de sa campagne électorale, la réforme des premiers cycles est un serpent de mer. Entre l'échec du

projet Devaquet de 1986, instaurant une certaine forme de sélection à l'entrée, et la proposition de créer des collèges universitaires, de nombreux rapports ont multiplié les propositions. En janvier, le rapport Laurent préconisait des instituts universitaires régionaux, selon la formule de l'alternance, pour accueillir les bacheliers des séries technologiques et professionnelles.

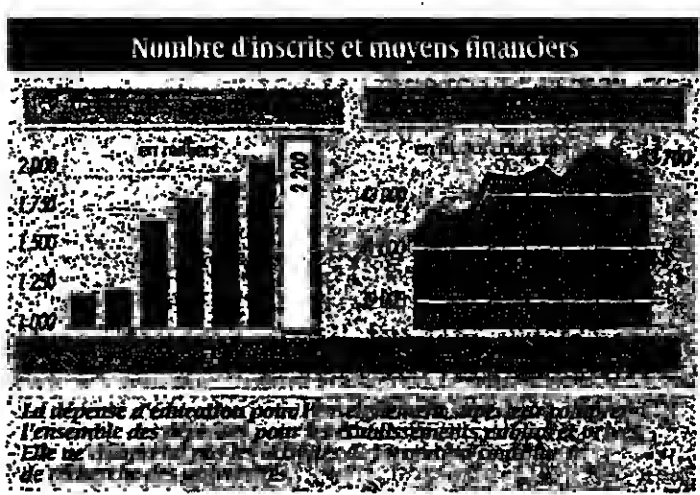
Auparavant, Jean de Boishue, avant son passage éclair au gou-

vernement, avait envisagé d'impliquer davantage les conseils régionaux dans l'organisation des premiers cycles, éléments de l'aménagement du territoire.

Enfin, une commission présidée par Dimitri Lavroff, professeur à l'université de Bordeaux-MII, proposait de multiplier les solutions pour améliorer la qualité de l'enseignement : une meilleure orientation dès le secondaire, la mise en place de périodes d'orientation et de passerelles, la diversification des filières, le développement des formations en alternance ou en apprentissage. M. Lavroff est membre de la commission Fauroux, chargée de formuler des propositions sur l'avenir des premiers cycles.

Enfin, il reste à tirer un bilan de la rénovation des DEUG, mise en place depuis 1992, sauf dans les filières juridiques, où cette réforme a été repoussée à 1997.

● « Faut-il, en fin de deuxième année, mettre un examen de sélection pour savoir si l'étudiant fera un cycle universitaire long ou court ? Je suis pour. Je pense que la sélection est la meilleure garantie de l'égalité des chances. » Nicolas Sarkozy au « Grand jury RTL-Le Monde ».



cycle a diminué depuis 1989, où il était de 52 % en droit et de 45 % en lettres.

● « Il faut une réforme des premiers cycles, une diversification des bac + 2, bac + 3 pour conduire les jeunes vers des métiers où il y a des débouchés. » Alain Juppé à « 7 sur 7 », dimanche 19 novembre.

Promise par Jacques Chirac lors de sa campagne électorale, la réforme des premiers cycles est un serpent de mer. Entre l'échec du

projet Devaquet de 1986, instaurant une certaine forme de sélection à l'entrée, et la proposition de créer des collèges universitaires, de nombreux rapports ont multiplié les propositions. En janvier, le rapport Laurent préconisait des instituts universitaires régionaux, selon la formule de l'alternance, pour accueillir les bacheliers des séries technologiques et professionnelles.

Auparavant, Jean de Boishue, avant son passage éclair au gou-

vernement, avait envisagé d'impliquer davantage les conseils régionaux dans l'organisation des premiers cycles, éléments de l'aménagement du territoire.

Enfin, une commission présidée par Dimitri Lavroff, professeur à l'université de Bordeaux-MII, proposait de multiplier les solutions pour améliorer la qualité de l'enseignement : une meilleure orientation dès le secondaire, la mise en place de périodes d'orientation et de passerelles, la diversification des filières, le développement des formations en alternance ou en apprentissage. M. Lavroff est membre de la commission Fauroux, chargée de formuler des propositions sur l'avenir des premiers cycles.

Enfin, il reste à tirer un bilan de la rénovation des DEUG, mise en place depuis 1992, sauf dans les filières juridiques, où cette réforme a été repoussée à 1997.

● « Faut-il, en fin de deuxième année, mettre un examen de sélection pour savoir si l'étudiant fera un cycle universitaire long ou court ? Je suis pour. Je pense que la sélection est la meilleure garantie de l'égalité des chances. » Nicolas Sarkozy au « Grand jury RTL-Le Monde ».

Enfin, il reste à tirer un bilan de la rénovation des DEUG, mise en place depuis 1992, sauf dans les filières juridiques, où cette réforme a été repoussée à 1997.

● « Faut-il, en fin de deuxième année, mettre un examen de sélection pour savoir si l'étudiant fera un cycle universitaire long ou court ? Je suis pour. Je pense que la sélection est la meilleure garantie de l'égalité des chances. » Nicolas Sarkozy au « Grand jury RTL-Le Monde ».

Enfin, il reste à tirer un bilan de la rénovation des DEUG, mise en place depuis 1992, sauf dans les filières juridiques, où cette réforme a été repoussée à 1997.

Enfin, il reste à tirer un bilan de la rénovation des DEUG, mise en place depuis 1992, sauf dans les filières juridiques, où cette réforme a été repoussée à 1997.

### Gilles Bertrand, « médiateur » à Rouen

#### « Ils manifestent une volonté évidente de résoudre ce conflit »

PROFESSEUR de chimie et président de l'université de Bourgogne de 1988 à 1993, ancien vice-président de la conférence des présidents d'université, Gilles Bertrand, cinquante ans, avait été nommé, le 17 octobre, par François Bayrou, « médiateur » dans le conflit de l'université de Rouen.

« Lots de votre mission de « médiateur » à Rouen, les revendications des étudiants, uniquement centrées sur le manque de moyens financiers et d'enseignants, vous ont-elles surpris ?

— Non. Les étudiants que j'ai rencontrés avaient une très bonne connaissance des difficultés et manifestaient une volonté évidente de les résoudre et de sortir de ce conflit. Ils ont exprimé clairement le souhait de pouvoir bénéficier d'une vision programmée sur la durée pour éviter, chaque année, de descendre dans la rue. Les étudiants considèrent que la qualité de leurs conditions d'études est un gage de la qualité de leurs diplômes et donc, peut-être, de leur insertion professionnelle. Ils expriment une logique évidente entre la qualité des études et la qualité des débouchés.

— L'université compte beaucoup d'étudiants parce que nombre de problèmes extra-universitaires ne sont pas résolus au niveau de l'emploi, de l'insertion... L'entrée des jeunes bacheliers à l'université ne relève pas toujours d'une démarche positive. On s'y inscrit aussi « à défaut de ». C'est aussi le cas pour un certain nombre de sortants d'IUT, de BTS, d'écoles de commerce et d'ingénieurs : faute de trouver directement un emploi, ils s'inscrivent en deuxième ou troisième cycle. Plutôt que d'être chômeurs, ils cherchent à améliorer leurs chances. Moyennant quoi, le nombre d'étudiants est supérieur à ce qu'il devrait être en situation stable.

— On ne parle guère du statut de l'étudiant ni des taux d'échec à l'université. L'absence de contestation fondamentale du système vous étonne-t-elle ?

— Ces préoccupations n'émergent pas. Mais, selon l'enquête de l'Observatoire de la vie de l'étudiant, les frustrations portent plus sur l'environnement de l'acte pédagogique, les conditions d'études, d'accueil, d'information et d'orientation, les bibliothèques, la qualité des lieux, l'animation des campus. Sur tous ces points, le

taux de satisfaction est faible, trop faible. Derrière la revendication « plus de professeurs, plus de moyens », on décèle des désirs non satisfaits en matière de vie étudiante, d'accompagnement de l'acte pédagogique par un environnement qui soit favorable à l'étude, à la vie sociale, à la culture.

— Le « sons-équipement » de l'université de Rouen était connu bien avant le conflit. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'intervention préalable ?

— Le dialogue entre l'administration et l'établissement n'a probablement pas fonctionné comme il aurait dû. L'idée de médiation, à laquelle on pense pour sortir des conflits, devrait prévaloir même en « temps de paix ». Entre les contraintes invoquées par l'administration et les revendications des établissements, la présence d'un médiateur peut aider à trouver des solutions.

— Pourquoi, selon vous, a-t-on laissé se dégrader la situation des universités les moins dotées ?

— Notre système n'a pas la capacité de contrôler, sinon à la marge, les flux d'étudiants, et ses marges

financières sont limitées. Les difficultés proviennent du décalage entre l'obligation faite aux universités d'accueillir dans ces conditions, comme une fatalité, des étudiants plus nombreux sans qu'elles puissent voir comment maintenir un service public de bon niveau. Même si la provision a un caractère aléatoire, il serait nécessaire d'évaluer, université par université, les progressions d'effectifs, pour dégager les moyens nécessaires et planifier le rattrapage.

— Comment ne pas accrédi- tiser qu'il existe des universités à deux vitesses ?

— Cette question ne se pose pas qu'en termes financiers. Il n'y pas de relation proportionnelle entre les dotations budgétaires et la performance de chaque université. L'insistance à pointer du doigt les difficultés doit être mise en parallèle avec les réussites, dans les diplômes, la recherche, la qualité de vie étudiante même là où la situation est plus difficile. Il faudrait anticiper les problèmes et, chaque année, dresser un état des lieux à froid.

— Notre système n'a pas la capacité de contrôler, sinon à la marge, les flux d'étudiants, et ses marges

financières sont limitées. Les difficultés proviennent du décalage entre l'obligation faite aux universités d'accueillir dans ces conditions, comme une fatalité, des étudiants plus nombreux sans qu'elles puissent voir comment maintenir un service public de bon niveau. Même si la provision a un caractère aléatoire, il serait nécessaire d'évaluer, université par université, les progressions d'effectifs, pour dégager les moyens nécessaires et planifier le rattrapage.

— Comment ne pas accrédi- tiser qu'il existe des universités à deux vitesses ?

— Cette question ne se pose pas qu'en termes financiers. Il n'y pas de relation proportionnelle entre les dotations budgétaires et la performance de chaque université. L'insistance à pointer du doigt les difficultés doit être mise en parallèle avec les réussites, dans les diplômes, la recherche, la qualité de vie étudiante même là où la situation est plus difficile. Il faudrait anticiper les problèmes et, chaque année, dresser un état des lieux à froid.

Propos recueillis par Michel Delberghe

M. D.

مكتبة الامم



150

ON AVAIT EU TANT DE MAL  
À LES FAIRE TOUS RENTRER !



## Des militants politiques et syndicaux en quête d'une coordination nationale

UN MOUVEMENT qui meurt ici et qui renaît là. Des revendications centrées pendant plusieurs semaines sur des problèmes de moyens, université par université, 11 millions de francs par-ci, 12 millions par-là. Sans mot d'ordre national, sans s'occuper du voisin. Si non pour être sûr d'obtenir la même chose qu'à Rouen : un médiateur, des postes, des crédits. Cette contestation étudiante, dans son premier mouvement, n'a décemment pas ressemblé aux autres : longtemps provinciale, portée par des demandes individuelles, prenant de plein fouet la relative « dépolitisation » des étudiants, mais non leur absence de mobilisation. Pourtant, les tentatives des organisations étudiantes ou politiques pour maîtriser le mouvement, à l'origine duquel elles se trouvent souvent, ne manquent pas. Pour Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, il s'agit du mouvement d'une nouvelle génération, sous-politique, qui se radicalise, très vite, et qu'il juge « très violente, très révoltée ».

Appuyée d'emblée sur des revendications financières, cette grève ne se résume pas, au départ, contre un projet précis comme, naguère, la circulaire sur les IUT, le rapport Laurent ou la sélection à l'université. « Si le mouvement a duré si longtemps sans coordination nationale, sans slogan rassembleur, c'est bien un signe de la profondeur du malaise », analyse un responsable de la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE). En fait, les situations sont difficilement comparables entre elles.

A Metz, université moyenne de province, réputée parmi les plus démunies, c'est l'UNEF-ID, à majorité communiste, et l'UNEF-ID, gauche non communiste, qui ont lancé le conflit, auquel s'est jointe la Fédération des étudiants jorraliens (Fédéj), affiliée à la FAGE. Le conflit est resté exclusivement local et, au cours du bras de fer avec le ministère, les organisations ont réussi à faire taire leurs dissensions internes. Il n'est pas sûr, pourtant, qu'elles y arrivent jusqu'au bout, la distribution de la « manne » ministérielle provoquant des divergences sur la conduite à te-

nir. Dans une université à forte tradition politique de gauche et d'extrême gauche comme Saint-Denis, le débat prend des allures d'affrontement. Les militants trotskistes s'efforcent de faire passer leur message : « L'occasion est belle, il faut aller vers une participation à la journée de manifestation des salariés, le 24 novembre. » Ils se heurtent à une crainte farouche de récupération et les syndicats étudiants font les frais de la fatigue et de l'agressivité d'une semaine de grève.

Autour d'une question essentielle – comment, le 21 au soir, tirer parti de la manifestation ? –, le ton monte facilement. « Depuis que je milite, je vois ce débat. Il y a toujours eu la LCR [Ligue communiste révolutionnaire], l'UEC [Union des étudiants communistes], on est tous là, on ne va pas se prendre la tête là-dessus. Faisons comme à Toulouse, un compromis », s'énervent un militant de l'UNEF, lors d'une assemblée générale. A Toulouse, le week-end précédent, des délégations de six universités ont signé un texte commun, baptisé « appel de l'intérieur de Toulouse », dans lequel les signataires veulent voir le début d'une coordination nationale.

**« Deux conceptions du mouvement : une vision budgétaire et une vision plus politique »**

Une des étudiantes mandatées par Paris-VIII à Toulouse, et, à ce titre, figurant parmi les auteurs de cet appel, ancienne militante trotskiste, ne nie pas ce que le document doit à la fraction minoritaire de l'UNEF. Elle insiste pourtant sur l'origine diverse des étudiants présents à Toulouse – loin d'être tous syndiqués – et sur la façon dont s'est bouclé le document. « En neuf heures, un record ». « Il y avait deux conceptions du mouvement, explique

leanne : une vision complètement budgétaire et une vision plus politique, que traduit le texte de Toulouse. » Celui-ci réclame un plan d'urgence global – et non faculté par faculté – de 2 milliards, la création de 6 000 postes, la titularisation des emplois précaires, une loi de programmation, l'ouverture du débat sur le statut de l'étudiant et l'abrogation des lois contre les étudiants étrangers.

Lundi soir, la veille de la manifestation, un « appel de 300 élus étudiants », lancé à l'initiative de la Confédération de la jeunesse socialiste, la minorité de l'UNEF-ID, lui faisait écho en demandant un « plan Orser » pour les facs, avec « une programmation (...) pour que cette crise ne se reproduise plus ». Cette tendance, animée jusqu'au dernier congrès par Philippe Campinchi, joue son propre jeu en animant les conflits à partir des associations locales. La Ligue, la LCR aurait organisé des rencontres officielles, lundi, avec l'UNEF (le matin) et l'UNEF-ID (l'après-midi) pour faire en sorte que la réunion de la coordination ait lieu à la faculté Panthéon-Sorbonne.

Dans une université nouvelle comme Marne-la-Vallée, étiquetée « privilégiée », le seul syndicat présent, l'UNEF-ID, « se met en retrait ». « C'est un étonnement un peu particulier, parce qu'il n'y a pas de tradition militante, pas d'histoire », souligne une étudiante. Pourtant, la mobilisation est forte en sciences humaines, même si un très petit nombre de grévistes est syndiqué. Plutôt que de se faire rabrouer, comme lors des précédentes assemblées générales, par des étudiants qui craignent, à l'encore, d'être récupérés, les militants se mobilisent discrètement. Au-dessus de la cafétéria, ils ouvrent leur local à qui veut venir, pour confectionner une banderolette, ou boire un café. Ils obtiennent pourtant peu de succès auprès des étudiants en sciences, qui ouvrent des yeux ronds lorsqu'ils entendent que le rôle de l'université est de « donner le savoir et la culture ».

Béatrice Gurrey

## Le Parti socialiste se défend de toute frilosité

DEPUIS LE DÉBUT du mouvement étudiant, le Parti socialiste, qui a apporté son soutien officiel, lundi, aux manifestations du mardi 21 novembre, se garde d'apparaître au premier plan. Dès sa prise de fonctions, le 14 octobre, comme secrétaire national chargé des relations avec le mouvement social, Harlem Désir, cofondateur de SOS-Racisme, avait pourtant manifesté sa solidarité avec les étudiants de Rouen.

Ministre de l'éducation nationale de 1988 à 1992, Lionel Jospin avait été confronté à une agitation lycéenne compliquée alors par l'implication de militants socialistes comme Julien Dray, aujourd'hui député de l'Essonne et animateur de la Gauche socialiste. Mais il avait eu peu à souffrir de grèves dans l'enseignement supérieur, sauf au début de l'année 1992, juste avant qu'il ne passe le relais à Jack Lang, lorsque les étudiants avaient manifesté contre un projet de réforme du premier cycle.

Dans ses premières déclarations, M. Jospin, qui avait plutôt géré pa-

sivement, comme ministre, ses relations avec l'UNEF-ID, dont il avait fait venir un ancien secrétaire général à son cabinet, a mis en cause le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, en lui reprochant d'avoir abandonné le plan Université 2000, dont il avait été l'initiateur en 1989, et qui avait conduit à la création en moyenne de 3 000 postes par an pendant cinq ans dans l'enseignement supérieur.

Le 16 novembre, à Lille, s'exprimant devant la presse, M. Jospin avait réitéré ses critiques tout en notant : « Je ne sais pas comment va se développer le mouvement étudiant. Je n'ai pas à mettre de l'huile sur le feu. » Mardi 21 novembre sur RTL, M. Jospin a encore accusé les gouvernements Balladur et Juppé d'avoir rompu, en 1993, avec la priorité à l'enseignement supérieur, et d'avoir « vécu sur les acquis de ce que les socialistes avaient fait, à savoir donner un élan formidable à l'enseignement supérieur en matière de budget, de constructions, de création de postes et dans la méthode de discussions avec les universités ».

Alors que la direction de l'UNEF-ID reste proche de la Gauche socialiste, avec une minorité de rattachés, le PS se défend à la fois de toute frilosité et de toute volonté de récupération du mouvement : « Depuis Rouen, nous le soutenons et tous les socialistes sont d'accord sur la priorité à rétablir pour l'enseignement supérieur », affirme M. Désir. Mais ce mouvement se détermine selon les formes d'action qu'il souhaite et sur des mots d'ordre syndicaux. Ce n'est pas le secrétariat national du PS qui donne des ordres aux syndicats étudiants !

Comme pour conjurer le reproche de frilosité, plusieurs socialistes sont montés au créneau, lundi, comme Jean Glavany, député des Hautes-Pyrénées et porte-parole du PS lorsque Henri Emmanuelli en était le premier secrétaire, Jack Lang ou François Hollande, actuel porte-parole du PS, en reprochant, dans un bel ensemble, à la majorité l'abandon du plan Université 2000.

Michel Noblecourt

## Angoisses et galères

A l'université ou au lycée, six jeunes décrivent leur situation

Nicolas, 18 ans,

technologie

à Marne-la-Vallée

Parfois, Nicolas a l'impression de voir un mirage. A l'université nouvelle de Marne-la-Vallée, qui étend ses bâtiments ultramodernes au milieu des bois, « il y a des places entières qui sont vides, pas de tables, pas de chaises, on sait qu'il y aura rien pendant des années ». A dix-huit ans, en DEUG de technologie industrielle (TI), après un bac scientifique, Nicolas n'est pourtant pas malheureux. Marne, c'est avant tout un choc qu'une obligation : université la plus proche de chez lui, c'est aussi l'une des seules à proposer le DEUG TI, « une formation d'avenir », selon lui.

Son père, représentant, et sa mère, infirmière, n'étaient pas disposés à financer une école privée. « 1 700 francs de scolarité, pour les droits d'inscription plus la Sécu, c'est un maximum », précise Nicolas. Aujourd'hui, il égrène consciencieusement les bonnes raisons de faire grève : l'absence de crédits pour racheter le matériel consommé pendant les cours d'électronique ; le manque de personnel au secrétariat, assuré deux heures par jour par un CES (contrat emploi-solidarité) ; et surtout l'absence de bibliothèque.

« Soit je fais la queue pendant une demi-heure, soit je vais au D2, le bâtiment des sciences, mais c'est vraiment loin. »

Pourquoi ne la fait-il pas vraiment, cette grève ? Nicolas, qui repousse énergiquement toute idée d'appartenance à une organisation syndicale ou à un parti, a trouvé un arrangement avec sa conscience : cours le matin, assemblée générale ou manifestation l'après-midi. « Je n'ai pas raté une seule AG », souligne-t-il, mais pas de travaux dirigés non plus, où les absences sont relevées.

« On se débrouille bien, on fait des photocopies pour tout le monde, ce n'est pas la peine que ceux qui ont déjà du mal à suivre loupent des cours. » Nicolas veut être ingénieur du son, en passant par l'école Louis-Lumière. Cinq cents candidats, seize reçus. « On doit être 10 % à savoir ce que l'on veut faire plus tard, alors ce n'est pas le moment de loupier ses études. »

Sandrine, 20 ans,

sport à Limoges

Sandrine Boulesteix, vingt ans, est de la première promotion de la filière STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives), à Limoges. Elle est en bac +3, en vue de la licence, mais pas plus certaine de son avenir pour autant. « Mon objectif est d'arriver à être prof de gym. Mais on est quarante dans le même cas, et on se retrouvera en concurrence avec les candidats venus de toutes les autres disciplines universitaires pour quelques dizaines de postes à pourvoir. C'est l'angoisse. »

Dans cette jeune université née en 1968, la filière éducation physique, créée voici trois ans seulement, reste un appendice inachevé, étrangement rattaché à la faculté de sciences. Pourquoi de sciences ? « C'était la faculté qui disposait du meilleur équipement sportif universitaire, explique Sandrine. Quand nous passions dans les couloirs en survêtement, ou milieu des physiciens et des mathématiciens, nous avions du mal à être acceptés. Les autres se demandaient ce que nous faisions là. »

Il a donc fallu aux 175 étudiants de STAPS s'imposer dans le paysage universitaire. « Comme j'étais de la première promotion, chaque rentrée était une nouvelle galère, dit Sandrine. Depuis trois ans, ma promotion n'a connu que le bricolage et l'improvisation. C'est à coup de colères qu'on est parvenu à exister. »

La semaine dernière, la grève est partie comme ça. « On est si peu nombreux que cela s'est fait tout seul », dit Sandrine. On avait parlé avec nos professeurs, qui sont comme nous dans l'incertitude. C'est hors de toute structure organisée que nous avons été voir le recteur, l'université, le conseil général, le conseil régional... Avec, ajoutée-t-elle, l'impression d'être des SDF, de faire la manche. Défiler

à quelques dizaines dans les rues de la ville, ça n'est pas évident. L'annonce du déblocage de 300 000 francs par le ministère a été accueillie sans grand enthousiasme. « Nous aimerions des locaux à nous », dit seulement Sandrine. Les étudiants de STAPS ont décidé de se remettre au travail. Au moment où les autres se mettent en grève. « C'est que nous devons rattraper le temps perdu, ajoute la jeune femme, mais nous sommes évidemment solidaires de ce qui se passe dans les autres facs. »

Vassilia, 22 ans,

sociologie à Montpellier

Saioptette en jean et foulard délavé, Vassilia est arrivée à Montpellier il y a trois ans. Seule, son bac D en poche, elle a pris un petit appartement pour suivre deux années de sciences économiques qui ne seront finalement pas validées. Manque de motivation, peu de perspectives... Elle se souvient de cette période comme d'un départ raté. Parce qu'il faut bien faire des études en sortant du lycée. Après un an mis entre parenthèses, elle a repris le chemin des cours. Inscrite depuis la rentrée en première année de sociologie, elle prépare le concours d'entrée de l'institut régional du travail social. Vassilia, à vingt-deux ans, que sa vocation est de travailler comme éducateur. En attendant le concours, les cours de sociologie lui permettent de mieux comprendre une société qu'elle juge « parfois absurde ».

Ses parents payent le loyer de l'appartement qu'elle occupe avec ses deux frères et lui versent une allocation mensuelle de 2 000 francs. Les habits sont achetés aux puces, la nourriture dans des discounters. Pas de voiture, mais une séance de cinéma de temps en temps, parce qu'elle n'a pas la télévision. Vassilia ne se plaint pas de son sort, même si l'arrivée de culpabiliser de dépendre encore de sa famille. L'été dernier, elle a voulu travailler dans une société de restauration. Un « boulot obrutissant », quitté sans regrets. Rêve à voir avec le point casse-croûte des Restos du cœur, où elle s'est investie comme bénévole. De ces deux expériences, elle a au moins acquis une certitude : Vassilia veut un employeur qui sache ce que veut dire « la considération humaine ».

Frédéric, 24 ans,

droit à Toulouse

En troisième année d'administration, économie et social (AES), Frédéric, vingt-quatre ans, vient de voter la reprise des cours. « Nous avons un programme à respecter, un stage en février en entreprise. Le mouvement n'a plus raison d'être pour l'instant. Ce qui a été obtenu est mieux que rien. Mais je comprends ceux qui continuent à se battre ailleurs. » Frédéric, qui vit avec sa copine, travaille dix heures par semaine comme magasinier à Habitat pour payer ses études. C'est comme cela depuis le bac, car ses parents – son père est gendarme, sa mère agent de maîtrise à la Sécurité sociale – « se désintéressent » de ses études. Peut-être à cause de son frère aîné, à qui ils ont payé des études à Paris sans succès. « Je paie les pots cassés », dit-il. Frédéric compte passer sa maîtrise et, ensuite, travailler, dans le marketing si possible, car il voudrait « échapper » aux concours administratifs. Le chômage reste une

angoisse « théorique » pour l'instant.

« En AES, nous sommes de plus en plus nombreux, dit Frédéric. Nous sommes des prolos pour les fils de bourgeois qui font leur droit avant d'hériter du cabinet de papa. Ils nous montrent du doigt, et parmi eux certains sont très engagés à droite. » Assis sur les gradins de l'amphithéâtre où les étudiants discutent de la semaine à venir, Frédéric dit : « Moi, je penche plutôt à droite. Mais vu ce qui se passe au gouvernement, je ne sais plus trop où j'en suis. Ce problème de facs ne date pas d'hier. On a voulu 80 % de bacheliers, sans penser que tout le monde irait après à l'université. Du coup, le tertiaire est bouché. »

Vanina, 17 ans,

lycée à Auch

Vanina Wadel était bien sûr trop jeune pour participer aux manifestations de 1986 contre le projet Devaquet. Mais l'an dernier, à seize ans, la jeune fille arpente déjà les rues d'Auch avec les élèves du lycée Pardailhan. La semaine dernière, ils ont de nouveau manifesté, lycéens solidaires des étudiants qu'ils seront bientôt. Déléguée académique, Vanina est en terminale.

Vanina le sait bien : Toulouse, c'est pour demain. « Pour la majorité des terminales de Pardailhan, l'avenir c'est la fac à Toulouse. » La jeune fille envisage sereinement le grand saut : « Bien sûr, il y aura l'absence des parents, confie-t-elle, mais je suis la dernière de quatre enfants... Alors, j'ai acquis l'expérience des frères et sœurs. » Vanina n'a guère d'idées précises sur ses futures études. « Depuis le CM2, je me pose la question de ce que je veux faire », dit-elle. Quant à cette grève, à laquelle elle participe de loin, elle estime que, « pour qu'elle soit crédible, il ne faut pas qu'elle dure trop ». En mai 1986, assure-t-elle, les jeunes voulaient prouver aux parents qu'ils pouvaient penser par eux-mêmes. Alors que, pour nous, il s'agit moins d'un malaise moral que de la crainte de l'avenir. »

Laurent, 21 ans,

droit à Toulouse

Laurent Duplan, à vingt et un ans, prépare une maîtrise de droit public et souhaite devenir enseignant à l'université. Des revendications, des manifestations, des grèves, ce Toulonnais proche de l'UNEF en a connu un bon nombre. Depuis l'an dernier, sa faculté de droit a été délocalisée dans le centre-ville, alors que toutes les autres disciplines universitaires restent logées à l'étroit sur le campus de La Garde. À l'est de Toulouse. « Nous avons des locaux vastes et superbes, mais le personnel fait défaut. Nous sommes dans le peloton de tête des plus pauvres, avec La Rochelle et Perpignan. Moyens financiers : 30 millions de francs, pour près de 9 000 étudiants. Quant au personnel, il y a 421 enseignants, alors qu'il en faudrait 513. Ne parlons pas des ATOS, qui sont 185, alors que 101 postes sont à créer d'urgence. »

Le président de l'université, François Resch, n'ayant pas pu faire voter son budget, l'établissement est aujourd'hui placé sous la tutelle du rectorat. Pour Laurent Duplan, « cela aggrave encore une situation précaire ».

B. G.

avec nos correspondants

**QUATRE HEURES A CHATILA**  
avec Clotilde Mollet  
**UN CAPTIF AMOUREUX**  
avec Maurice Garrel  
**de Jean Genet**  
mise en scène  
**Alain Milianti**  
Spectacles du Volcan-Le Havre  
jusqu'au 10 décembre  
location  
40 03 75 75 - 42 96 96 94  
Grande Halle de la Villette  
Métro Porte de Pantin

les toutes pour les de cent à icité d'in- Les em- z et plus x des so- est dans lemagne, mnes en- s'impre- ent pour t destiné, pas aux réateurs

ain sur la i lui de- sur les rme mais lque au vouloit mploi et être ex- des pros- als aussi 'accueil, ie et so- se.

hfeld

17

icaïns et res de la s ont de- tendant que offi- est pro- sera l'un le prési- Robert é au Sé- ment de ssemble. vent qui st une liberté, acun de x.

JNE

uverne- trac de s les six s prés- faire chemi- à voir ité sou- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- r qu'il mes. Il n plus ci ne soute- cités fi- a mo- que, la aide à ités et



## Les maires regrettent de perdre la présidence des conseils d'administration des hôpitaux

Certaines municipalités, comme Toulouse et Strasbourg, avouent toutefois leur soulagement

Alain Juppé avait déjà provoqué la grogne des élus avec le pacte de stabilité financière qui prévoit, pendant trois ans, une stagnation relative

des dotations de l'Etat en faveur des collectivités locales. Le premier ministre s'attaque cette fois aux prérogatives des maires : l'annonce que

les maires ne seront plus présidents de droit des conseils d'administration des hôpitaux soulève une nouvelle vague de protestations.

EN ANNONÇANT aux députés, lors de son discours de présentation de la réforme de la protection sociale, le 15 novembre, que les maires ou présidents plus auto-matiquement les conseils d'administration des hôpitaux, Alain Juppé a créé un nouveau malentendu entre les élus locaux et son gouvernement. Jusqu'à maintenant, chaque maire était président de droit du conseil d'administration de l'hôpital de sa ville : dorénavant, le président sera élu au sein du conseil. Les maires, toujours membres de droit, pourront, parmi d'autres, présenter leur candidature. Certains maires, en particulier dans les plus grandes villes, voient cette tâche leur échapper avec un soulagement évident : « Cette décision ne me choque pas. A Toulouse, j'avais déjà délégué cette fonction à un de mes adjoints, ancien doyen de la faculté de médecine et membre du conseil d'administration », explique Dominique Baudis, maire de la Ville rose. Même tonalité chez Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg, qui explique que « la présidence de droit n'est pas une situation satisfaisante ». « On ressent un certain soulagement, car les mesures à prendre seront difficiles », souligne encore Philippe Bonnacerrère, maire RPR d'Albi.

Mais, pour quelques demi-aveux de soulagement, les protestations sont nombreuses, notamment de la part des associations d'élus. L'Association des maires de France (AMF) juge la réforme « négative », « car le maire est la personne la plus neutre au sein des assemblées hospitalières, garant à la fois des fonds publics et de la qualité des soins ». La Fédération des maires des villes moyennes (FMVM), elle, a demandé dès le 16 novembre que les

maires continuent « à être associés à la définition et à la gestion de la politique de santé ».

Les maires savent l'importance économique et sociale de l'hôpital dans une ville : cet établissement est un employeur de poids dans bon nombre de moyennes et grandes agglomérations. Les maires restent donc attachés à leur droit de regard : « Je souhaite rester président de l'hôpital », soutient

des hôpitaux : « L'idée de M. Juppé est de « vider » les maires pour pouvoir fermer plus tranquillement les lits, analyse le maire de Roanne. Et dans ce contexte de restriction, certains maires vont se défaire de pertes d'emplois. Le gouvernement, qui cherche à rationaliser les budgets des hôpitaux et à réaménager les équipements, par le biais de la carte hospitalière, entend visible-

avant les conventions passées entre l'hôpital de sa ville, la clinique privée et les hôpitaux ruraux pour le partage des équipements médicaux lourds.

Mais, surtout, la perspective d'une campagne électorale à l'intérieur des hôpitaux soulève des craintes pour la sérénité des débats à venir sur l'évolution de la carte hospitalière. « Jusqu'à présent, les maires n'avaient pas contesté dans les conseils d'administration. Leur arbitrage stabilisait l'hôpital », explique Jean Auroux. Face aux grandes forces que sont les syndicats des personnels, les médecins et chefs de service, les représentants des caisses des mutuelles ou de l'Etat, le maire, soutenu par les élus, avait la capacité de faire la synthèse. « [La réforme] est le plus sûr moyen de tuer l'indépendance du président du conseil d'adminis-

### Une faute politique ?

Pour les maires de gauche, Alain Juppé a fait une faute politique en remettant en cause leur place à la tête des conseils d'administration des hôpitaux dans le cadre du plan d'économies pour la Sécurité sociale. « Les maires n'acceptent pas d'être présentés comme responsables du déficit des hôpitaux et de leur suréquipement. Un grand nombre de collègues sont furieux d'être montrés du doigt », explique Jean Auroux, maire (PS) de Roanne et président de la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM). « Le gouvernement est déloyal en incluant cette mesure dans les mesures destinées à réduire le déficit de la Sécurité sociale. Comme si les maires étaient responsables de ce déficit ! », s'insurge Jean-Yves Gateaud, maire (PS) de Châteauneuf. L'aspect symbolique de cette mise en cause a eu un effet d'autant plus négatif, dans la perception des maires, que leur fonction de président ne comporte aucun pouvoir de décision : « Nous ne voulons pas porter le chapeau, car notre fonction réside seulement à présider », insiste M. Auroux.

Bernard Stasi, maire UDF-CD5 d'Epemay (Marne). Dans ma ville, l'hôpital est le deuxième employeur derrière Moët et Chandon. L'hôpital est un service public et il est normal que la municipalité veille à son fonctionnement. « L'hôpital est une composante essentielle du sentiment de sécurité des gens qui habitent dans une ville », explique de son côté Georges Lemoine, maire divers gauche de Chartres, secrétaire général de l'AMF et vice-président de la Fédération hospitalière de France.

Pour beaucoup, la décision du gouvernement masque à peine une volonté délibérée d'écartier les élus

ment s'appuyer sur des partenariats plus faibles que des élus locaux, trop enclins à se yeux à défendre des intérêts locaux. « Le gouvernement est inquiet : souvent les maires manifestent contre les restructurations mal faites, car ils représentent leurs concitoyens », souligne M. Gateaud. Les élus expliquent pourtant que leur position neutre les a souvent amenés à faire collaborer l'hôpital public et le secteur privé pour rationaliser les équipements : « J'ai toujours cherché à faciliter le dialogue et la coopération entre le public et le privé », remarque M. Stasi. Même son de cloche chez le maire de Roanne, qui met en

Legitimité issue du suffrage universel contre celle de l'élection ponctuelle d'un spécialiste, les termes du débat sont clairs. Au-delà, les élus locaux refusent d'être exclus des décisions touchant l'hôpital. « Si on doit défendre le service public et les emplois de l'extérieur, les maires savent aussi faire. Ils le démontrent tous les jours avec les dossiers scolaires ou dans d'autres administrations », assure M. Auroux. Le gouvernement est prévenu, présidents ou non, les maires ne se laisseront pas dépouiller de leurs lits.

Sylvia Zappi

## La gauche réclame davantage de logements sociaux à Paris

FAUT-IL construire davantage de logements sociaux à Paris ? Comment favoriser la mixité de la population et réussir la reconquête du centre et de l'ouest de la capitale sur les bureaux ? Telles sont les questions que se sont posées les conseillers de Paris lundi 20 novembre.

Le programme présenté pour la mandature par le maire (RPR), Jean Tiberi, tournait autour de trois objectifs : protection et amélioration du patrimoine existant, notamment grâce aux opérations programmées de l'amélioration de l'habitat (OPAH), qui présentent l'avantage d'être cofinancées par l'Etat ; transformation de bureaux en logements, au rythme de 200 000 mètres carrés d'ici à l'an 2 000 ; maintien de la politique en faveur du logement social. M. Tiberi a annoncé la baisse des loyers des appartements PLI (prêts locatifs intermédiaires) et le doublement du prêt à taux zéro par la Ville (Le Monde daté 19-20 novembre). Le maire a promis qu'en 1996 Paris consacrerait 2,5 milliards de francs au logement social, soit une somme équivalente à celle de cette année. Il s'est aussi engagé à supprimer, d'ici à l'an 2 000, les 132 immeubles insalubres recensés dans la capitale.

Les orateurs de l'opposition ont, pour la plupart, consacré une partie de leurs interventions à une critique de l'action passée de la municipalité. Ils ont aussi contesté le nombre officiel de demandeurs de logements sociaux et celui des appartements vides, qui serait supérieur à 100 000. Mais, surtout, ils ont jugé insuffisantes

les mesures proposées par le maire. Ainsi Henri Malberg, président du groupe communiste, a lancé : « Il y aura moins de logements accessibles dans les années à venir que lors des années écoulées ».

Soucieux, comme à son habitude, de montrer que « [leur] vision de l'avenir des Parisiens n'est tout simplement pas la même », Bertrand Delanoë, sénateur et président du groupe socialiste, a émis deux revendications : « Lutter sans merci contre le délogement », en évitant notamment les processus qui conduisent aux expulsions : « répondre à la diversité des besoins actuels », avec la modulation des loyers des PLI en fonction des revenus, la révision des programmes de zones d'aménagement concertées (ZAC) — notamment le triplement du nombre de logements sociaux sur la ZAC Seine rive gauche. Comme d'autres orateurs, y compris de la majorité, M. Delanoë a réclamé plus de volontarisme et d'ambition dans la transformation des bureaux en appartements.

M. SARRE : « DOUBLER L'EFFORT »

Evocant la détresse des familles du 11<sup>e</sup> arrondissement, dont il est maire, Georges Sarre (Mouvement des citoyens) a critiqué les PLI, « qui consomment de plus en plus de foncier », et a réclamé la construction de 8 000 « vrais logements sociaux » par an, c'est-à-dire « un doublement de l'effort actuel de la Ville ». A propos des OPAH, M. Sarre a souligné le risque sur « l'évo-

lution des loyers qui, après travaux, rejoindront ceux du marché libre pratiqués dans le secteur ».

Les orateurs se sont peu exprimés sur ce qui était la seule véritable surprise de ce plan, c'est-à-dire le doublement du prêt à taux zéro. Il est vrai que personne n'est capable d'en mesurer la portée financière et sociologique, à commencer par les responsables de la Ville : ces derniers n'ont prévu ni budget ni calendrier. Ils se réservent ainsi la possibilité d'en suspendre l'application, en cas de trop grand succès.

Les conseillers de Paris ont aussi consacré une partie de leurs débats à la politique en faveur des plus démunis. Estimant que les besoins augmentent de près de 15 % d'une année sur l'autre, M. Tiberi a précisé le dispositif « précarité 1995-1996 ». Celui-ci prévoit le renforcement des moyens du SAMU social, 2 900 places supplémentaires pour l'hébergement d'urgence et un accès plus large à la carte Paris-Santé.

Avant de se séparer, tard dans la nuit, les élus ont adopté, malgré l'opposition de la gauche, les projets des ZAC porte d'Aulnières, dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, et Alésia-Montsouris, dans le 14<sup>e</sup>. Auparavant, ils avaient vivement polémique sur le vote des états spéciaux (contribution de la mairie centrale aux arrondissements) et des inventaires des équipements dans les arrondissements : un débat désormais habituel sur l'application de la loi Paris-Lyon-Marseille.

Françoise Chirot

## Le Sénat n'approuve pas les initiatives budgétaires de l'Assemblée nationale

LE CALME après la tempête ? Chahuté un mois durant par des députés en mal d'innovation méthodologique, le projet de loi de finances pour 1996 est parvenu entre les mains des sénateurs, qui devaient commencer son examen en séance publique mardi 21 novembre.

Le gouvernement pourra compter sur la traditionnelle « sagesse » du Sénat, dont les deux « copilotes » de la discussion budgétaire, Alain Lambert (Un. centr.), rapporteur général du budget — qui a succédé à ce poste à Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances —, et Christian Poncelet, président (RPR) de la commission des finances, se sont empressés de dire tout le mal qu'ils pensent des ardeurs réformatrices de l'Assemblée nationale (Le Monde du 7 novembre). Il est désormais acquis

que les membres de la commission des finances de l'Assemblée, qui se sont donné un mal de chien pour dégager quelques économies supplémentaires dans le projet de budget, ne trouveront aucun relais auprès de leurs homologues du Sénat. « Sous la V<sup>e</sup> République, ce n'est pas le Parlement qui propose le budget », avait notamment déclaré M. Lambert, tandis que M. Poncelet soumettait toute initiative réelle des Assemblées à l'hypothétique création d'un « débat d'orientation budgétaire » chaque printemps.

Sur deux points sensibles, toutefois, la commission des finances du Sénat a décidé de réserver son vote jusqu'à sa prochaine réunion, prévue pour mercredi 22 novembre, après la fin de la discussion générale sur le projet de loi de finances. Le premier concerne les réductions d'impôt accordées aux souscrip-

teurs de contrats d'assurance-vie, sujet qui avait donné lieu, lors de la discussion budgétaire à l'Assemblée, à une vaste offensive belladonnaire conduite par l'ancien ministre du budget Nicolas Sarkozy.

VOTE RÉSERVÉ

Au Palais-Bourbon, l'affaire s'était soldée par l'adoption d'un amendement de compromis rétablissant ces avantages fiscaux au profit des ménages acquittant moins de 7 000 francs d'impôt sur le revenu. Estimant que ces modifications opérées par l'Assemblée — ainsi d'ailleurs que la réforme de l'assurance-vie dans son ensemble — « préjugent des orientations qui devront être définies dans le cadre de la réforme fiscale de l'impôt sur le revenu », M. Lambert indique, dans son rapport, qu'il souhaite leur suppression.

La commission des finances a également décidé de réserver son vote sur les articles du projet de budget traitant des concours de l'Etat aux collectivités locales, sujet sur lequel le Sénat est particulièrement sourcilieux. Dans son rapport, M. Lambert fusille un pacte de stabilité « unilatéralement imposé par le gouvernement » et qui « reflète avant tout sa volonté d'annuler les concours qu'il verse aux collectivités locales comme simple variable d'ajustement de son propre budget ».

A l'article 5 du projet de budget, qui limite, en fonction du revenu, les effets du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune, la commission a adopté un amendement de M. Lambert tendant à exclure du champ d'application de cette mesure les redevables dont l'habitation principale constitue

80 % de leur patrimoine. Ce n'est pas cette fois dans le sens de l'Assemblée nationale, les sénateurs cherchant à diminuer l'écart entre les prix du gazole et les autres carburants, en augmentant de 2 centimes la taxation du gazole.

Afin de mettre fin à des contentieux existant entre l'administration fiscale et les maisons de retraite, la commission des finances du Sénat souhaite soumettre au taux réduit de TVA (5,5 %) les prestations liées à l'état de dépendance des personnes âgées qui y sont hébergées. Michel Charasse (PS, Pyrénées-Orientales), ancien ministre du budget, a indiqué pour sa part qu'il déposerait un amendement visant à porter le taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle à 0,5 %.

Jean-Baptiste de Montvalon

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

"L'intégration en question ?"

Envoyer 80 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 220 F pour l'abonnement annuel, (60% d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



150

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995

**ÉPIDÉMIOLOGIE** Le nombre de décès par suicide, qui s'était sensiblement réduit à partir du milieu des années 80, augmente de nouveau. En 1992, les épidémiologistes

ont enregistré 11 644 décès et les résultats provisoires pour 1993 font état de quelque 12 200 personnes ayant mis volontairement fin à leurs jours. ● CE RETOURNEMENT

de tendance pourrait refléter un essoufflement des dispositifs d'accompagnement médicalisés des personnes les plus fragiles, mais aussi les limites d'un certain resserre-

ment des liens sociaux, notamment autour de la famille, observé ces dernières années. ● CONTRAIREMENT à une idée communément admise, le suicide des jeunes n'a

pas augmenté. Les plus touchés sont les personnes très âgées et les individus vivant seuls, les chômeurs et les membres des catégories sociales défavorisées.

# Le nombre de décès par suicide augmente de nouveau depuis 1992

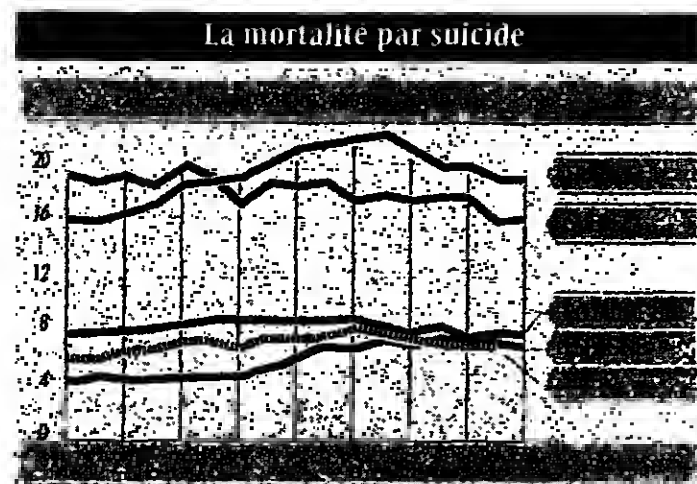
Après une baisse entre 1987 et 1991, quelque 12 000 personnes se sont donné la mort en 1992 comme en 1993. Les efforts de reconstitution des liens sociaux et le suivi médicalisé semblent atteindre leurs limites

LE NOMBRE de décès par suicide augmente de nouveau. Les données quasi définitives pour 1992 font état de 11 644 personnes décédées et les résultats provisoires pour 1993 indiquent une progression de plus de 5 %, ce qui correspondrait à plus de 600 suicides supplémentaires pour un total de quelque 12 200. En 1991, 11 500 morts par suicide étaient intervenus, soit 2 % des décès. Aucune indication n'est encore disponible pour 1994. En diminution constante depuis 1988, le nombre de décès imputables aux accidents de la circulation était de 9 083 en 1992 et de 9 052 l'année suivante.

Ces chiffres, qui doivent être prochainement publiés par l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), reflètent un nouveau renversement de tendance par rapport aux années 1987-1991. Les morts par suicide, qui avaient beaucoup augmenté au cours des dernières décennies, avaient amorcé un reflux, modéré mais régulier, après le sommet historique de 1986 (12 525) : en 1990 et 1991, on recensait autour de 11 500 décès. Aujourd'hui, c'est une nouvelle tendance à la hausse qui se dessine. Faut-il en tirer des conclusions, les experts ne peuvent encore analyser avec précision les indications centralisées par l'Inserm. Tout au plus, les premières études suggèrent-elles que cette recrudescence s'est amorcée plus nettement chez les femmes en 1993, et que, sur les deux années considérées, l'augmentation est plus sensible parmi les hommes âgés de 35 à 44 ans.

Bien qu'elle concerne la période 1985-1991, l'étude que vient de publier l'économiste et démographe Pierre Surault, maître de conférences à la faculté des sciences économiques de Poitiers, dans la revue de l'Institut national d'études démographiques, *Population* (daté juillet-octobre), fournit des analyses qui permettent de cerner un peu mieux le contexte dans lequel s'inscrit l'évolution des décès par suicide.

Pierre Surault rappelle tout d'abord que ceux-ci frappent davantage les personnes âgées (notamment les plus de quatre-vingts ans) que les jeunes. Contrairement à certaines idées reçues, le suicide des jeunes n'a pas, dernièrement, connu une progression très accélérée. Alors que celui des 15-24 ans s'est sensiblement accru à partir des années 60, il a par la suite augmenté moins rapidement. « De 1976 au milieu des années 80, la



Même si la déclaration des suicides varie d'un pays à l'autre, pour des raisons culturelles, la France apparaît particulièrement frappée par ce phénomène.

progression de cette mortalité a été relativement faible chez les 15-24 ans, particulièrement chez les jeunes femmes », constate M. Surault. En 1990, pour les 15-24 ans, la mortalité par suicide chez les hommes (14 pour 100 000) était plus de deux fois inférieure à celle des 25-34 ans (30,7), plus de six fois à celle des 75-84 ans (90,7) et plus de dix fois à celle des 85 ans et plus (152,3). Chez les femmes, les écarts sont du même ordre.

Or, malgré ces données, le poids du suicide dans les différentes causes de mortalité des jeunes ne cesse d'augmenter. Explication de ce paradoxe : les décès ayant d'autres origines (à commencer

par les accidents de la circulation) baissent plus rapidement que ceux imputables au suicide. En outre, il convient de rappeler que ces chiffres concernent les décès par suicide et non les tentatives (120 000 à 150 000 chaque année), dont on sait qu'elles sont plus fréquentes chez les jeunes.

Bien que la problématique du suicide ne se laisse guère enfermer dans des considérations générales, Pierre Surault s'efforce de le mettre en parallèle avec l'évolution de la société française. « Le renversement de tendance intervenu au milieu des années 80, insiste-t-il, paraît clairement dû à un effet de période puisque tous les âges et

toutes les générations ont été concernés. » Alors que les années 80 - années difficiles, notamment sur le plan de l'emploi, - auraient dû « normalement » conduire à une poursuite de l'accroissement des suicides, deux explications complémentaires permettent, selon lui, d'expliquer que soit survenu un inversement de tendance.

### ISOLÉS ET INACTIFS

En premier lieu, Pierre Surault évoque « un renforcement de la cohésion sociale basée notamment sur le soutien parental et la reconstitution de réseaux sociaux ». On peut avancer l'hypothèse d'une recombinaison du système de valeurs et des repères d'appartenance », insiste le démographe. « Après une période de turbulences, la famille en tant que valeur s'est renforcée. Sous l'effet du chômage et de la prolongation des études, on a pu observer un resserrement du lien

parental. Ce repli a, d'une certaine manière, permis aux plus fragiles de se raccrocher à quelque chose », ajoute le sociologue, qui évoque également « l'émergence de nouvelles appartenances rendues possibles par l'autonomie acquise, notamment par les femmes, dans le cadre familial ». Il voit également dans « la fréquence de l'adhésion à une association, principalement sportive, mais aussi dans un plus grand engagement dans l'entreprise, révélé par divers sondages », ou encore dans la multiplication « de réseaux d'appartenance, de micro-groupes, de tribus instables et éphémères », autant de phénomènes susceptibles d'avoir contribué à atténuer certaines tendances suicidaires.

La deuxième explication tient à la multiplication des « adaptations médicales » proposées aux individus les plus fragiles. La croissance de la consommation de psychotropes « et celle de la clientèle - en-

fants et adultes - des secteurs de psychiatrie » constitueraient une réponse à un mal-être plus diffus. « L'épidémiologie du suicide, argumente Pierre Surault, met en évidence une surreprésentation des combattants, veufs et divorcés, des chômeurs, des membres des catégories les moins favorisées. » A tous les âges, rappelle-t-il, les patients suivis en psychiatrie sont fréquemment des personnes isolées et des inactifs, tout comme, mais dans une moindre mesure, les gros consommateurs de psychotropes. Pour sa part, le docteur Michel Debout, professeur de médecine légale au CHU de Saint-Etienne (Loire) et auteur en 1993 d'un rapport pour le Conseil économique et social (Le Monde du 13 juillet 1993), met en exergue « la multiplication des services d'accueil et la plus grande sensibilité à l'égard de la question du suicide dont font preuve les enseignants comme l'ensemble des médecins et des travailleurs sociaux ».

La nouvelle dégradation que révèlent les statistiques de l'Inserm suggère néanmoins que l'inflexion des années 1987-1992 n'était que passagère. Une mauvaise surprise qui, admet le démographe, marque « les limites et la fragilité du renforcement du lien social et de la médicalisation du mal-être existentiel face à une nouvelle détérioration de la situation économique ». L'objectif officiellement avancé par le Haut Comité de la santé publique - réduire de 10 % le taux de suicides d'ici à l'an 2000 - s'annonce difficile à atteindre.

Jean-Michel Normand

### Un phénomène sous-évalué

En France, le nombre de décès par suicide est passé de 6 402 en 1950 à 7 223 en 1960 et à 7 774 en 1970. Au cours des années 70, la croissance a été beaucoup plus soutenue : en 1980, 10 405 personnes se sont donné la mort. Les statistiques, qui font apparaître qu'en moyenne les femmes constituent un peu moins de 30 % de ces décès, sont probablement en dessous de la réalité. Les spécialistes considèrent que la sous-évaluation peut aller de 10 % à 20 % : décès dont les circonstances sont mal élucidées (certains accidents de la route inexplicables, par exemple) ou non-déclarés, consécutivement à la pression des familles, notamment.

La France est, avec les pays scandinaves, l'un des pays d'Europe où la mortalité par suicide est la plus importante. Pour autant, les experts déplorent la faiblesse des études épidémiologiques et les carences qui demeurent dans le suivi des « suicidants ».

## A Saint-Etienne, des psychiatres à l'écoute des familles

### SAINT-ÉTIENNE

de notre bureau régional

« Dans un suicide ou une tentative de suicide, il y a aussi nécessité de comprendre ce que cela entraîne chez les autres. Il ne faut ni dramatiser, ni banaliser cette souffrance mais la reconnaître et prendre le temps de l'écouter. » Pour le professeur Michel Debout, chef du service de médecine légale de l'hôpital Bellevue à Saint-Etienne (Loire), comme pour le docteur Christian Digolet, chef du service d'urgences psychiatriques, la prise en charge du « suicidant » exige aussi que son entourage puisse être aidé.

Parce qu'un tel acte est souvent insupportable pour le cercle des intimes, la réaction des proches est souvent disproportionnée. Certains nient la gravité de la situation. « Les familles ne sont pas toujours prêtes à entendre. Cela explique certaines de leurs attitudes défensives repérées soit par le biais d'une banalisation extrême de ce qui s'est

passé - en fait il ne se serait rien passé - ou à l'inverse une dramatisation excessive qui veut ne voir dans ce geste que celui d'un malade qu'il faut d'urgence, et évidemment pour son bien, confier au psychiatre », note le professeur Debout.

Parmi les cent quatorze personnes qui ont été hospitalisées durant le mois d'octobre à l'unité d'urgences psychiatriques de l'hôpital Bellevue, une sur trois avait tenté de se suicider. Mais toutes ont été admises au pavillon d'urgence. « Par principe éthique. Parce que tout patient a droit à l'égalité des soins », insiste le docteur Christian Digolet. « Il est très dangereux, sinon, de commencer à ce moment-là la ségrégation et de diriger ces patients vers un service spécialisé. D'ailleurs, poursuit-il, un lavage gastrique, nécessaire à la suite d'une tentative d'origine médicamenteuse, reste un travail de réanimation. »

Id., le psychiatre n'intervient qu'à partir

du moment où le patient est « tiré d'affaire ». Sa première consultation a lieu au pavillon d'urgence. Elle permet de réaliser un bilan et de déterminer quel type de soins adopter. Accompagné généralement d'un infirmier, le médecin cherche au cours de cet entretien à poser un diagnostic, à définir la personnalité du suicidant, à mieux connaître son entourage familial et médical. Saint-Etienne était un « grand village », les proches ou la famille sont dans la majorité des cas présents au pavillon d'urgence. Ce service de crises, qui n'accueille pas uniquement des suicidants, pour ne pas les stigmatiser, est un sas qui favorise l'organisation d'un suivi médical. Il s'agit de « reprendre vie », selon la formule du professeur Debout. Repérées par le médecin, certaines personnes de l'entourage qui souffrent « manifestement » sont aussi prises en charge par le psychologue du service.

En cas de décès par suicide, un psychologue ou un médecin intervient également auprès des familles, parfois plusieurs mois après le drame, « pour leur permettre de dépasser cette culpabilité qui alourdit le mystère de la mort ». « Lorsqu'il y a une mort violente, par balle par exemple, il est important pour le médecin légiste, qui n'est pas simplement un auditeur de justice, d'apporter la preuve que l'auteur est bien la victime, explique le professeur Debout, de restituer à son entourage ce qui s'est passé. » A partir de cet échange d'informations peut alors s'initier un dialogue qui consiste à « faire parler la douleur ». « Cela enlève à l'événement son caractère indicible et, parfois, la hantise qui peut y être associée. » A Saint-Etienne, on est convaincu que de tels espaces de parole peuvent libérer des angoisses profondément contenues.

Vincent Charbonnier

**Point de vue**  
• GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE - HEC & ESC. Sésame/Visa et admissions parallèles (bac+2, +3).  
• SCIENCES PO. - entrée en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années.  
• DROIT/SC.ÉCO. - soutien méthodologique universitaire.  
• Expertise comptable et entrée en MSTCE.  
• Grands concours juridiques - CFP, ENM.

**ROLAND FITOUSSI**  
avec une équipe de Solving International  
CONQUÉRIR LES MARCHÉS DU 21<sup>È</sup> SIÈCLE  
Stratégies - Innovation - Compétitivité  
208 p. 148 F.  
«Un point de vue d'experts internationaux du management»

### CORRESPONDANCE

#### Une lettre d'Hector Torres

A la suite de la publication dans nos éditions du 17 août d'un article de notre correspondant en Colombie, Anne Proenza, consacré au documentaire contesté de Marie-Monique Robin sur les prélèvements de cornes en Colombie, Hector Torres, théologien et correspondant de l'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture à Bogota, nous a fait parvenir le texte suivant :

Je n'ai pas critiqué violemment le document de la journaliste Marie-Monique Robin, parce que je considère qu'elle a réalisé une investigation sérieuse et approfondie sur la question du trafic d'organes humains sur des personnes vivantes. Mme Anne Proenza ne peut me chercher sous ce titre. Marie-Monique Robin a cru, de bonne foi, la mère de Jaison. J'ai expliqué à Anne Proenza que, quand je suis allé à Urica, où vit la famille de Jaison, le curé de la paroisse m'a dit : « Quand je suis arrivé dans cette municipalité, ils m'ont dit qu'il existait le cas d'un enfant dont on avait volé les yeux. » Le prêtre a une expérience de plusieurs années. Dans la conversation avec Mme Proenza, je lui ai dit que le gouvernement se préoccupait beaucoup du cas de Jaison, mais pas de rechercher les quinze enfants qui ont disparu

chaque jour l'an dernier à Bogota, selon une information du second journal du pays, *El Espectador*, du 27 juin 1995 : 4147 enfants ont disparu en 1994 et le gouvernement n'a réalisé aucune opération spéciale pour les retrouver. J'ai rappelé à Mme Proenza le cas du trafic d'organes de la faculté de médecine dans la ville de Barranquilla. Et j'ai mis en contact Mme Robin avec des personnes qui enquêtent sur cette affaire. Pourquoi Mme Proenza n'a-t-elle pas mentionné le cas de Barranquilla ? C'est un fait et il ne peut être nié.

Je n'ai pas affirmé que « J'avais rencontré un enfant qui était prêt à raconter n'importe quoi pour de l'argent ». J'ai affirmé que, par l'intermédiaire d'un Français qui vit à Bogota, Javais connu un adulte qui disait connaître le cas d'un enfant victime du trafic d'organes. L'adulte a demandé de l'argent dès le début. Pour cette raison, j'ai douté de l'honnêteté de cette personne et je n'ai pas repris contact avec elle. Et j'ai expliqué au Français ce qui s'était passé avec cet adulte.

J'ai dit que la mère de Jaison, une femme très simple, avait reçu de multiples pressions pour lui faire dire que la « journaliste française » l'avait payée. Abusant de sa simplicité, ils l'ont persuadée qu'elle avait contribué à tuer la bonne réputation de la Colombie à l'étranger.

**Aller-Retour**  
**Paris Charles de Gaulle**  
**London City Airport**  
**à partir de 2 000 F**  
**seulement.**

**My God!**

L'Air JetCard est vendue de 2 000 à 2 400 F aller/retour.  
Information et vente : agences de voyage ou votre Air JetClub (1) 49 19 88 88.

**AIR JET**  
ROUS ALLONS CHANGER LE VOYAGE AÉRIEN. Groupe Jet Services

\* Mon Dieu

les toutes pour les de cent à cité d'in- Les em- et plus x des so- est dans lemagne, nnes en- s'impress- ment pour t. destiné , pas aux créateurs

hfeld

37

scains et res de la s om dé- l tendant que off- est pro- sera l'un ne prési- Robert à au Sé- rme que ment de ssemble. rent qui est une liberté, acun de x.

INE

ouverne- tracc de s les six i prési- t faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- ar qu'il mes. Il n plus cl ne apure- chs fi- a mo- que la aide à ités et



## Une suspension d'activité a été requise contre le cadre hospitalier anti-IVG

Le directeur adjoint de l'hôpital de Valenciennes avait participé à un commando anti-avortement

Le procureur de la République a requis, lundi 20 novembre, une peine de trois ans d'interdiction d'exercice d'une fonction administrative

dans un centre hospitalier contre le directeur adjoint de l'hôpital de Valenciennes, Xavier Dousseau, qui s'était enchaîné le 16 octobre avec neuf

autres membres d'un commando anti-avortement dans le service d'orthogénie de l'établissement, revendiquant une « cause de conscience ».

VALENCIENNES

de notre envoyée spéciale

Ils sont dix prévenus à comparaître, lundi 20 novembre, devant le tribunal correctionnel de Valenciennes (Nord) pour délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse, mais on ne voit que lui. Xavier Dousseau, quarante ans, cheveux gris, costume gris et cravate sombre est le premier cadre hospitalier à s'être jamais livré à une action commando dans l'établissement où il exerce la fonction de directeur adjoint.

Lundi 16 octobre à 7 h 30 du matin, il a conduit neuf autres personnes partageant ses convictions jusqu'au bloc opératoire du service d'orthogénie de l'hôpital de Valenciennes. Là, les manifestants se sont enchaînés les uns aux autres avec des anneaux de moto. Le recours à du matériel de désincarcération des sapeurs-pompiers sera nécessaire pour les déloger. Les sept rendez-vous et les trois interruptions volontaires de grossesse prévus ce jour-là devront être différés et le directeur de l'hôpital porte plainte.

Plus âgé que les autres prévenus, qui ont entre dix-neuf et trente ans, les mains croisées derrière le dos et la voix assurée, Xavier Dousseau reconnaît devant le tribunal que son acte a été prémédité et qu'il entend en assumer les conséquences. « J'ai été depuis longtemps par ce qui se passe dans le service d'orthogénie », il se présente comme un résistant au sein de l'administration hospitalière. « Je suis légaliste », explique celui qui a enfreint la loi

Nelertz, fut placé sous contrôle judiciaire et s'est vu interdire d'exercer ses fonctions à l'hôpital lors de sa comparution immédiate le 16 octobre. « Je sais ce que mon acte a de contestable », son argumentation s'articule autour de la revendication d'une clause de conscience semblable à celle dont bénéficient depuis 1975 les médecins et qui les autorise à refuser de faire des avortements si cela est contraire à leur conscience. Malgré les questions du procureur - le médiatique Eric de Montgolfier, qui vola parfois la vedette à Bernard Tapie lors du procès OM-VA - M. Dousseau aura du mal à définir ce qu'il entend par une telle clause de conscience. Ce qui n'empêche pas Jean-Louis Beaumont, député UDF du Val-de-Marne, appelé à la rescousse comme témoin, de réclamer la reconnaissance de cette clause pour tous les Français. Selon lui, il deviendrait alors possible de refuser de financer le remboursement des IVG par la Sécurité sociale.

« PREMIER ACTE MÉDICAL » La présidente du tribunal, Françoise Dupuis, s'efforce d'entendre les prévenus et les témoins cités par la défense sans pour autant transformer la salle d'audience en une tribune pour les opposants à la loi Veil. Or chacun d'eux, Xavier Dousseau en tête, martèle ses convictions. L'un affirme que la loi divine supplante les lois républicaines, un autre s'apassant sur « un petit frère avarié », une troisième, étudiante en quatrième année de médecine, déclare que le « sauvetage de Valenciennes est [son] premier acte médical ». Un autre, encore, souhaite être enchaîné le plus longtemps possible car « c'est un

délit de grâce pour ces petits enfants » alors que le dernier plaint « ces femmes qui ne savent pas ce qu'elles font ».

Le discours est manifestement rodé. Quatre prévenus ont déjà comparu devant la justice pour des faits similaires. L'abbé Matteo Lo Gioco en est à sa troisième action commando. Ce prêtre, plongé dans son missel durant toute l'audience, a déjà été condamné le 25 juin à Lyon à dix mois de prison avec sursis et 8 000 francs d'amende et à Chalon-sur-Saône le 3 juillet à quatre mois de prison avec sursis et 4 000 francs d'amende. Anne Seys, vingt-sept ans, interne en médecine générale, a été condamnée deux fois à la prison avec sursis à Lyon le 25 juin et à Roanne le 27 juin. Magali Roumestand, dix-neuf ans, comme Emmanuel Cousin, le beau-frère de Xavier Dousseau, ont été condamnés à Lyon. Tous ont fait appel de ces jugements et ne sont pas, aux yeux des juges, des récidivistes.

Dans la salle au charme suranné du tribunal de Valenciennes, ils nient se connaître. C'est tout juste s'ils ne se sont pas rencontrés par hasard à 7 h 30, le 16 octobre devant l'hôpital. De même, ils ignorent qui, le jour des faits, a inondé de fax les rédactions. Parmi le public, pourtant, certains sont venus les soutenir comme Claire Fontana du mouvement La Trêve de Dieu. Dehors, une poignée de manifestants les accueillent lors des suspensions de séance.

Aux côtés des parties civiles, qui condamnent fermement ces attaques contre les droits des femmes, les défenseurs de la loi Veil se sont, eux aussi, mobilisés. M<sup>me</sup> Anne Olivier, avocate de l'Union

des femmes françaises, signale qu'aucune des femmes victimes de ce commando le 16 octobre ne s'est présentée devant le tribunal car « elles savent qu'on chercherait à les culpabiliser ». Elle assure que la légalisation de la contraception et de l'IVG paraissent aujourd'hui menacées en France alors que la Conférence mondiale des femmes de Pékin a reconnu, au mois de septembre, le droit des femmes à rester maîtresses de leur vie sexuelle. Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, appelée comme témoin, objecte que si les prévenus déclarent défendre la vie, ils oublient qu'avant 1975 les femmes mouraient à la suite d'avortements illégaux. « Le pire, continue calmement cette ancienne professeur de biologie, c'est qu'un haut fonctionnaire de l'hôpital a participé à cette action. Si on lui donne raison, un témoin de Jéhovah pourra débrancher les transfusions sanguines dans un autre établissement. Lui aussi au nom de sa religion. Il faut donner un signal fort », demande-t-elle.

« [Par crainte de] faire des prévenus des martyrs », le procureur de la République n'a pas requis des peines de prison ferme. Eric de Montgolfier a demandé huit mois de prison avec sursis pour neuf des prévenus, sans amende et, s'agissant de Xavier Dousseau, une interdiction d'exercice d'une fonction administrative dans tout centre hospitalier pendant trois ans. Les prévenus encouraient une peine de deux ans de prison et 30 000 francs d'amende.

Le jugement sera rendu le 15 janvier.

Michèle Aulagnon

## Ahmed Zaoui condamné à Bruxelles pour association de malfaiteurs

LA COUR D'APPEL de Bruxelles a condamné, lundi 20 novembre, Ahmed Zaoui, présenté par l'accusation comme l'animateur d'un réseau islamiste algérien en Belgique, à quatre ans de prison avec sursis (Le Monde du 21 novembre). La cour a estimé que le prévenu était le responsable d'une « association de malfaiteurs formée en vue d'attenter aux personnes et aux biens ». Dans son réquisitoire, l'avocat général l'avait décrit comme le « chef charismatique » d'un groupe formé en vue de provoquer des actes de violence, mais il n'avait pas réclamé de prison ferme. Ahmed Zaoui restera en détention administrative dans l'attente d'une expulsion. Le 3 octobre, lors du jugement en première instance, Ahmed Zaoui, que certains services de police tiennent pour l'un des chefs du GIA en Europe, avait été relaxé, mais le parquet avait fait appel. - (Corresp.)

■ MÉDECINE : un non-lien a été rendu en faveur de deux chirurgiens du centre hospitalier régional d'Orléans mis en cause pour « négligences » à la suite du décès de deux patients admis aux urgences. Selon le procureur d'Orléans, aucune faute pénale ayant un lien de « causalité directe et certaine avec le décès de ces deux patients » n'a été établie par les experts. L'un des chirurgiens visés, Dominique Grossetti, est mort à son domicile en février (Le Monde des 12 et 13 mars).



### VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Botte-PARIS

TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

75 Vente sur main immobilière au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 30 NOVEMBRE 1995 à 14h30.  
**UN APPARTEMENT à PARIS 16<sup>e</sup>**  
30, Rue de Lubeck et 15, Rue de Longchamp  
(à l'angle de ces 2 voies)  
au 2<sup>e</sup> ét. comp. : entrée, salon, petit salon, s.d. manger, 4 chambres, s.d. bains, lingerie, cab. de toil., cuis., 2 offices, 2 wc, et un de domestique du escalier service  
2 CAVES au sous-sol n°2 et 11 - Lots de copropriété n°107, 126 et 133  
**MISE A PRIX : 1.200.000 Frs**  
Pour renseignements : à Me F. CONSTENSOUX de la SCP CONSTENSOUX-IRIBONA-MOCCAFICO, Av. 4, Av. Sully-Proudhon 75007 PARIS  
T : 44.12.00.18 - Au Greffe du TGI de PARIS où le cahier des charges est déposé

75 Vente au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 7 DECEMBRE 1995 à 14h30  
**UN APPARTEMENT à PARIS 4<sup>e</sup>**  
**33 QUAI d'ANJOU**  
Maison de Marin LE ROY sieur de COMBREVILLE  
Grand et bel appartement sur trois niveaux comportant vaste séjour et une grande chambre (sur Seine), deux chambres avec salle de bains, wc, cuisine et kitchenette.  
**MISE A PRIX : 4.000.000 de Frs - LIBRE -**  
Me Yves TOURAILE, Av. à PARIS 9<sup>e</sup>, 48, Rue de Clichy  
Tél : 48.74.45.85 - Me B. PENNET-WEILLER, Mand. Jud. à PARIS 3<sup>e</sup>, 39, Bd Beaumarchais - Visites les 24, 28 Novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1995 de 13h30 à 15h.

78 Vente après Liquidation Judiciaire au PALAIS DE JUSTICE DE CRETEIL le JEUDI 7 DECEMBRE 1995 à 9h30.  
**UN TERRAIN à BATIR à L'ETANG LA VILLE (78)**  
L'édit « LES BROSSES » d'une contenance de 2.517 M<sup>2</sup>  
**MISE A PRIX : 1.390.000 Frs**  
S'adresser à Me Th. MAGLO, Avocat, 4, Allée de la Toison d'Or à CRETEIL (94) - Tél : 49.80.01.85 exclusivement de 9h30 à 12h.

83 SCP HAVADIER IZARD, Avocat au Barreau de Draguignan, 104, Av. Mal Leclerc 83700 ST-RAPHAEL - Tél : 94.19.63.12 - Fax : 94.19.63.29 et SCP ROBERT MOREAU BERNARD, Avocats associés au Barreau de Paris, 3, R. la Botte PARIS (8e) - Tél : 42.66.10.11 - Fax : 42.66.33.33  
**VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE**  
aux Enchères publiques. Au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des Créés du Tribunal de Ode Instance de Draguignan, au Palais de Justice, Rue Pierre-Clement, Cité Judiciaire,  **VENDREDI 1<sup>er</sup> DECEMBRE 1995, à 9h30.**  
**EN UN LOT**  
**PROPRIETE BATIE AVEC PISCINE**  
Dénommée « Les Mas du Figuier »  
**à RAMATUELLE (VAR)**  
Canton de St-Tropez, l'édit « Garbine Ouest »  
Cad. section AC, n°87 (IHA 92 A 23 CA) et n°88 (37 CA)  
**MISE A PRIX : 7.000.000 de Frs**  
VISITES SUR PLACE LE 28 NOVEMBRE 1995 à 15h30

75 **SERVICE DES DOMAINES**  
ADJUDICATION JEUDI 14 DECEMBRE 1995  
A 13 H A PARIS 9<sup>ème</sup>  
Salle des Ventes des Domaines, 17, Rue Scribe  
**APPARTEMENTS - STUDIO**  
**EMPLACEMENT DE VOITURE**  
à PARIS 5<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, 13<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup>  
**MISES A PRIX de 60.000F à 540.000 F.**  
RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION DES CAHIER DES CHARGES :  
Lundi, Mercredi et Vendredi de 9h à 12h et les Mardis et Jeudis de 14h à 16h.  
Direction Nationale d'Interventions Domaniales - Ventes Immobilières  
Bureau 109 - 17, Rue Scribe, 75436 PARIS CEDEX 09  
Tél : 44 94 78 19 ou 44 94 78 22  
**DETAIL DES VENTES DES DOMAINES : B.O.A.D. Abonnement 170F**  
par an. Ecrire S.C.P. 17, Rue Scribe - 75436 PARIS CEDEX 09  
ou tél : 44 94 78 78, Minitel 3617 VAE - 3617 1 2 3 ADJUGE  
3617 DROUOT.

## L'audace d'y croire

Fondée en 1958 par des malades et des parents de malades, l'AFM s'est donnée pour finalité essentielle la guérison des maladies neuromusculaires.

En raison de leur origine souvent génétique, l'AFM a dès 1989 élargi son champ d'action aux maladies génétiques et à la compréhension du génome humain en créant notamment le laboratoire Généthon.

Depuis deux ans, les cartes du génome produites par Généthon ont permis de découvrir l'origine de plus de 170 maladies génétiques.

L'AFM participe à la mise au point des outils collectifs pour la thérapie génique dans la mucoviscidose, certains cancers, les déficits immunitaires héréditaires, la myopathie de Duchenne, les leucodystrophies... Ils préfigurent la 3<sup>ème</sup> révolution médicale à laquelle l'AFM a l'audace de croire.

Par ailleurs, l'Association a développé un programme d'intérêt général pour compenser les incapacités fonctionnelles générées par la maladie ou l'accident, avec l'objectif de restituer leur citoyenneté aux personnes physiquement dépendantes.

Grâce à la confiance des Français manifestée au cours des 8 précédents Téléthon, à une gestion rigoureuse et au respect de la "Parole donnée", l'AFM est devenue aux côtés des organismes publics et privés, un opérateur majeur, fiable et innovant dans le domaine de la santé.

Le rapport de gestion 1994 de l'AFM est disponible sur simple demande à :  
AFM - Direction de la Communication - 1, rue de l'Internationale - BP 59 - 91002 Evry Cedex

Le 9<sup>ème</sup> Téléthon aura lieu les 8 et 9 décembre 1995

Résultats du Téléthon 1994

377 MF

collectés en décembre 1994

après de

1 300 000 donateurs

Priorité aux missions sociales de l'AFM en 1994

Missions sociales 83,9%  
Recherche fondamentale, recherche appliquée, action individuelle  
Fidélisation de nos 16 921  
Favorisation de l'AFM 7,2%  
Organisation du Téléthon 8,9%

TELETHON



433 MF

ont été employés au cours de l'exercice 1994  
(81,9 % des ressources de l'AFM pour 1994 proviennent du Téléthon).

BUREAU : 17, Rue Scribe - 75436 PARIS CEDEX 09

هنا من النحل



DISPARITIONS

## Mohammed Khaïr-Eddine

Amant de la langue française et rebelle

LE POÈTE ET ROMANCIER marocain francophone Mohammed Khaïr-Eddine est mort, samedi 18 novembre, à Rabat au Maroc, des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-quatre ans. Il était retourné définitivement au Maroc en 1993, lorsqu'il avait appris la gravité de sa maladie.

Petit, trapu, la poignée de main aussi ferme que la parole, il avait en permanence une manière de défi dans le regard lorsqu'il toisait un interlocuteur, mais il savait aussi, une cigarette dans une main, un verre de vin dans l'autre, se montrer chaleureux. Il était né en 1941, à Tafraout, dans le Sud marocain. Après des études secondaires à Casablanca, il travailla un temps dans la fonction publique, mais très vite il fut comme rongé par le démon de l'écriture, et c'est en amant impitoyable qu'il servit la langue française. Il n'avait, d'ailleurs, jamais de mots assez durs pour fustiger le laisser-aller stylistique et la pauvreté du langage de certains écrivains.

Il est vrai que « le Khaïr », comme l'appelaient ses amis, disait, lui, d'une richesse de vocabulaire inouïe. Jamais, pourtant, il ne parut vraiment satisfait de ses écrits, fussent-ils salués par la critique. « Je désire, dit-il, trouver une phrase qui résume tout. » Tout, c'est-à-dire la beauté qu'il chantait,

la révolte qu'il habitait, et l'insonnion dont il rêvait de vêtir ses frères en désespoir.

Khaïr-Eddine publia ses premiers poèmes dans *La Vieille marocaine* avant de collaborer dans les années 60 à la revue *Souffles* qu'animait le poète Abdelatif Laabi. Il s'installa en France, en 1966, et publia, l'année suivante, *Agadir* (Seuil). Suivront bientôt, chez le même éditeur, *Corps négatif* suivi de *Histoire d'un bon dieu* (1968), *Soleil arachide* (1969), *Moi l'Aigle* (1970), *Le Déserteur* (1973), *Ce Maroc* (1975) et *Une odeur de mandarine* (1976). Pas un de ces livres qui ne soit un

séisme, une coulée de lave charriant les imprécations d'un poète qui savait qu'il ne se réconcilierait jamais avec lui-même. Il se fit ensuite plus rare, mais sa coïtère vivait encore et toujours, dans *Une vie, un rêve, un peuple toujours errant* (Seuil, 1984), et son dernier recueil de poèmes, *Mémorial* (Le Cherche-Midi Éditeur, 1991).

Sur des photos récentes, Mohammed Khaïr-Eddine apparaît comme déjà sur l'autre rive, mais le regard inchangé, levé vers les orages qu'il appelait de ses mots.

Pierre Drachline

■ **MAXIME KALINSKY**, ancien député communiste du Val-de-Marne, est décédé, jeudi 16 novembre, à l'âge de soixante-quatre ans. Maire de Villeneuve-le-Roi (1965-1978) et conseiller général du Val-de-Marne, Maxime Kalinsky, qui présidait le comité de défense des riverains de l'aéroport d'Orly, était reconnu par le monde scientifique, notamment pour son souci de défense de l'environnement. Maxime Kalinsky faisait partie des « reconstruc-teurs » qui réclamaient un examen autocritique et demandaient le retour au Parti communiste français des anciens militants.

■ **REINHARD KOLLEHOFF**, acteur allemand, est mort dimanche 19 novembre à Berlin. Il était âgé de quatre-vingt ans. Il avait accompli l'essentiel de sa carrière dans le cinéma français et on avait pu le voir promener sa grande stature notamment dans *La Grande Vadrouille* (Gérard Oury, 1966), *Playtime* (Jacques Tati, 1967), *Borsalino* (Jacques Dery, 1969) et *Je t'aime, moi non plus* (Serge Gainsbourg, 1975). Reinhard Kollhoff avait également travaillé sous la direction de Fritz Lang (*Le Diabolique Docteur Mabuse*, 1960) et Luchino Visconti (*Les Dammés*, 1969, rôle du baron Joachim von Essenbeck).

## Sergueï Grinkov

Un athlète du patinage artistique

LE PATINEUR russe Sergueï Grinkov, vingt-huit ans, quadruple champion du monde et médaillé d'or olympique en 1988 et 1994 en couple avec sa partenaire et épouse Ekaterina Gordeeva, a succombé, lundi 20 novembre, à une crise cardiaque au cours d'un entraînement à Lake Placid (État de New York), aux États-Unis.

Grinkov s'est effondré alors qu'il tentait de soulever Ekaterina Gordeeva, vingt-quatre ans, lors d'une répétition pour une représentation du spectacle professionnel intitulé « Stars and Ice » auquel le couple devait participer pour la deuxième année consécutive. Admis à l'Adirondack Medical Centre, Sergueï Grinkov a été déclaré mort une heure plus tard. Une autopsie devait être pratiquée, mardi 21 novembre.

Gordeeva et Grinkov avaient commencé à patiner ensemble alors qu'ils étaient respectivement âgés de onze et quinze ans. Très vite, ils se sont imposés comme les dominants sans partage de la discipline des couples qu'ils avaient profondément modifiée par leurs qualités d'athlètes. Considérés comme des novateurs au sein d'une discipline qui végétait dans son classicisme, ils y avaient introduit des évolutions audacieuses, de puissants portés et des lancers étonnants. Ils étaient les symboles de l'école de patinage moscovite, proches des ballets du Bolchoï, qui, par opposition à l'école de Saint-Petersbourg, a toujours donné la priorité aux qualités physiques sur l'inventivité artistique.

Ils avaient gagné leur premier titre de champions du monde en

1986, puis y avaient ajouté trois autres couronnes mondiales en 1987, 1989 et 1990. Sacrés champions olympiques à Calgary en 1988, ils avaient opté pour une carrière professionnelle deux ans plus tard. Profitant des modifications de réglementations internationales, ils avaient reparu chez les amateurs en 1994 pour remporter une nouvelle médaille d'or aux JO de Lillehammer juste après avoir remporté leur troisième titre de champions d'Europe à Copenhague.

Sergueï Grinkov et Ekaterina Gordeeva s'étaient mariés en 1991 et avaient eu une fille, Daria, l'année suivante. Ils partageaient leur temps entre Moscou et l'État du Connecticut où ils étaient installés.

P. Jo.

### NOMINATIONS

#### DIPLOMATIE

Renée Veyret a été nommée ambassadeur au Bangladesh, en remplacement de Jean-Michel Labèque, par décret paru au *Journal officiel* du 19 novembre.

[Née en février 1946, Renée Veyret est licenciée en droit, diplômée de l'Institut d'études politiques de Grenoble et de l'Institut national des langues et civilisations orientales. Elle a été notamment en poste à Tokyo (1977-1981), à Beyrouth (1984-1988), à Osaka

et à Kobé (1988-1992). Depuis septembre 1992, Renée Veyret était inspecteur des affaires étrangères à l'administration centrale.]

#### PREMIER MINISTRE

Alexandre Baderoff, directeur général du groupe de conseil en communication Optimus depuis 1988, a été nommé chef du Service d'information et de diffusion (SID) auprès du premier ministre, en remplacement de Jean-Claude Hallé, par décret paru au *Journal officiel* du 18 novembre.

[Né en septembre 1959, diplômé de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales, Alexandre Baderoff a été, en 1984, l'agence SDE, spécialisée dans la communication directe politique. Co-fondateur du groupe de conseil en communication Optimus, il en est le directeur général depuis sa création en 1988. Alexandre Baderoff a été délégué national du RPR à la communication et est membre du conseil national de ce parti depuis octobre. Il a aussi été responsable de la cellule communication lors de la campagne présidentielle de Jacques Chirac et il est conseiller d'arrondissement à Lyon.]

### AU CARNET « DU MONDE »

#### Décès

— Torino, Paris.

Le 6 novembre 1995 s'est endormi dans la paix du Seigneur la

comtesse BELMONDO CACCIA, née baronne Marie-Anastasia OREGLIA DI SANTO STEFANO.

En donnant la douloureuse annonce, le comte Paolo Belmonte Caccia, M<sup>re</sup> Jacques Berque, ses enfants, Julien Berque, son petit-fils,

les neveux et cousins « Giorio di Monastero, Marchetti, Sant' Martino di Martoglio, Galliani di St. Ambrose.

— Richard et Monique Brunois, Catherine, Florence, Diane Et Raphaëlle Brunois, M. et M<sup>re</sup> Pierre May, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>re</sup> Albert BRUNOIS, née Françoise MAY,

survenu six mois après celui de son époux.

La cérémonie religieuse sera célébrée jeudi 23 novembre 1995, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Chailly, 35, avenue Marceau, à Paris-16<sup>e</sup>, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière de Sedan (Ardennes).

M. et M<sup>re</sup> Brunois, 106, avenue de Suffren, 75015 Paris.

— Le président et les membres de la commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) sont profondément affectés par la disparition d'un des auteurs-metteurs en scène les plus talentueux de l'histoire de la télévision en France.

Jacques ERTAUD.

Ils saluent le combat qu'il a mené jusqu'au dernier jour pour parachever son œuvre et adressent à sa femme et à sa famille l'expression de leurs sentiments affectueux.

SACD, 11 bis, rue Balin, 75009 Paris.

Jacques ERTAUD, réalisateur de films.

nous a quittés le 18 novembre 1995, cinq jours après avoir tourné les dernières scènes des *Allumettes suédoises*, de Robert Sabatier. Il restera l'honneur de cet art nouveau qu'est la télévision.

Nous tous, producteurs, auteurs, comédiens et techniciens, qui avons eu la fierté de travailler avec lui, saluons avec amitié et tendresse sa femme et ses enfants.

Jacques Ertaud était un très grand artiste. Son œuvre, faite de générosité, d'humilité et de compassion, nous parlera longtemps de lui. Merci, monsieur Jacques Ertaud.

L'équipe du Groupe Hammett.

— Claudine Geismann-Chambon, son épouse, Colette et Claude, Frédéric et Brigitte, Catherine et Victor, ses enfants, Marine, Florence et David, ses petits-enfants, Anne, sa nièce, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Pierre GEISSMANN, professeur de psychiatrie infantile à l'université Bordeaux-II, psychiatre des hôpitaux, psychanalyste,

survenu brutalement le 18 novembre 1995 à l'âge de soixante-cinq ans.

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité funéraire, le 21 novembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie tous ceux qui partageront son chagrin.

13, boulevard George-V, 33000 Bordeaux.

— Le président de la commission médicale de l'établissement.

Et le personnel du corps médical du centre hospitalier Charles-Feytaud, ont le regret de faire part du décès de

M. le professeur Pierre GEISSMANN, praticien hospitalier, chef de service de psychiatrie infanto-juvénile, psychiatre des hôpitaux, psychanalyste, professeur de psychiatrie infantile à l'université Bordeaux-II,

survenu brutalement, le samedi 18 novembre 1995.

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité familiale mardi 21 novembre.

— Le conseil d'administration, La direction, Et le personnel du centre hospitalier Charles-Feytaud, ont la tristesse de faire part du décès de

M. le professeur Pierre GEISSMANN, praticien hospitalier, chef de service de psychiatrie infanto-juvénile, psychiatre des hôpitaux, psychanalyste, professeur de psychiatrie infantile à l'université Bordeaux-II,

survenu brutalement, samedi 18 novembre 1995.

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité familiale mardi 21 novembre.

— Le président, Et les membres de l'Association psychanalytique de France, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue le

professeur Pierre GEISSMANN.

24, place Dauphine, 75001 Paris.

— Braciens.

Le Seigneur a accueilli dans sa Paix

Pierre LE MAO,

un matin du 19 novembre 1995.

Pour un dernier au revoir, sa famille et ses amis se retrouveront au funérarium de Blois-Vienne le mercredi 22 novembre, à 17 heures.

« Consolez-vous les uns les autres. »

Ni fleurs ni couronnes, nous pour la recherche médicale et les équipes enseignantes du Pérou.

M<sup>re</sup> Madeleine Le Mao, 25, chemin de Candy, 41250 Bracieux.

— M<sup>re</sup> Maryrose Letie, son épouse,

M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Philippe Letie, Le docteur François Letie, Le docteur et M<sup>re</sup> Jean Letie, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Bernard Letie, ses enfants,

Alexander, Eléonore, Arthur, Fabienne et Dany, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

M<sup>re</sup> Raymond LETTE, avocat au barreau de Montréal, Queen's Counsel,

conseil général de la République de Saint-Marie au Canada.

le 13 novembre 1995, à Montréal.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

27, avenue Mc Nider, Montréal H2V 3K4, Canada. 52, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

— M. Jean-Marie Woydort, son épouse, M. et M<sup>re</sup> Hubert Woydort, ses enfants, Juliette, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

Janine WEYDERT, née ARNAUD.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Jean Woydort, Société de Jésus, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, sa paroisse, place de l'église à Ruell-Malmaison, le vendredi 24 novembre 1995 à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes. La défunte souhaitait que des dons soient adressés à l'ARTETASC, clinique Hartmann, 26, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine, pour contribuer à la lutte contre le cancer.

32, rue des Cloisons, 92200 Ruell-Malmaison.

— M<sup>re</sup> Mutter, son épouse, M<sup>re</sup> Georges Mutter, sa nièce, Ses enfants et leurs conjoints, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Danièle MUTTER,

rappelée à Dieu le 13 novembre 1995, dans sa sixième-dixième année.

Le service religieux a été célébré le jeudi 16 novembre en l'église de Vitzieux.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Posanges.

Le Foulen, 21350 Posanges.

— Pour le vingt-cinquième anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

Pierre LE BRUN.

— Louis, Michel, Marcel Roue, Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Georges ROURE, administrateur en chef de classe exceptionnelle de la FOM, chevalier de la Légion d'honneur.

Après avoir exercé au Tchad, au Dahomey, à Madagascar, puis à Nord-Aviation, retiré à Bocongnano, il a été rapatrié à Dieu le 6 novembre 1995, et a rejoint sa femme Maryse Neri à Sarthe pour l'éternité.

2, cours Sœur-Amélie, 20100 Sarthe.

— La direction et le personnel du marché Bonnelier, ont la douleur de faire part du décès de

Lucien ZILBER, ancien président-directeur général.

Les obsèques ont eu lieu le 21 novembre 1995, dans la plus stricte intimité.

M<sup>re</sup> Zilber, 33, boulevard de Courcelles, 75008 Paris.

#### Condoléances

— La direction, Et le personnel, de Camponon Bernard SGE, profondément attristés par le décès de

M. Michel VOULÉ, ingénieur en chef à la direction internationale,

adressent à son épouse, ses enfants, sa famille, leurs plus sincères condoléances.

— Toute l'équipe du centre médico-psychologique de Montréal témoigne de sa profonde émotion devant la disparition brutale de

Michèle TEBOUL,

survenue le 16 novembre 1995.

Elle adresse à Roger Teboul, à sa famille et à ses proches, ses très vives condoléances.

#### Anniversaires

— Maeva et Michel Kocynowski, Et tous les administrateurs de la SA Hélix Communication, qu'il a participé à créer, invitent tous ceux qui ont connu et aimé

Jacques Yves DAVID

à vivre cette journée du 21 novembre 1995 dans sa chaleureuse présence, malgré ce maudit jour de 1992 qui l'a enlevé à notre amitié, mais pas à notre souvenir.

Conformément aux vœux de Mathieu, un nouveau grain de sel est sur terre... et il ne s'affaira pas.

— Le 21 novembre 1985.

M<sup>re</sup> René Georges-ÉTIENNE

quittait les siens.

Que ceux qui ont connu et estimé le résistant, l'ami, ou tout simplement l'homme, pour les idées qu'il défendait, aient une pensée pour lui.

— Pour le vingt-cinquième anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

Pierre LE BRUN.

— Myshin et Lebodang, ses parents, La famille, les amis, Et tous ceux qui l'ont aimé et soigné, se souviennent qu'il y a quinze ans, était ravi à leur affection

Fabrice TOUTY.

Au plus noir du malheur, Il entend le croq chanter,

Je porte la victoire

[au cœur de mon désastre,

Auriez-vous cru les yeux

[de tous les astres,

Je porte le soleil

[dans mon obscurité,

(L. Aragon).

#### Communications diverses

— « A l'école des vins », avec Jean Fraumour (président de l'Union des sommeliers de France) et Bernard Beaudin (historien des vins).

Séances de quatre séances à partir du 22 novembre 1995.

Renseignements et inscriptions : Euro-scope Communication, 44-59-81-10.

— Dîner des anciens de Saint-Louis, Le Maus à Paris, 23 novembre 1995. Tél. : 48-73-36-64 (Aveline).

— Maison de l'hébreu, Paris 15<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> : 47-97-30-22. Professeur Jacques Beaudin. Séances express individuelles (modernes/bibliques). L'hébreu biblique lu en une séance. Préparation Bac-Hébreu et soutien universitaire. Formation Bar-Mitsva à domicile.

#### Conférences

— L'Amitié judéo-chrétienne de France organise une conférence sur le thème : « Dialogue interconfessionnel et l'avenir de la paix en Europe et au Maghreb ». Cette conférence sera donnée par Raphaël Drai, doyen de la faculté de droit et des sciences politiques d'Amiens, président de l'Institut d'études hébraïques de Paris, jeudi 30 novembre 1995 à 18 h 30, au centre paroissial de l'Immaculée-Conception, 15, rue Marsoulan, 75006 Paris.

— Le professeur Patrice Debré (Pité-Salpêtrière), auteur de *Le Pasteur* (Flammarion) donne une conférence publique sur « Louis Pasteur, la science au service de la santé publique », jeudi 23 novembre à 17 h 30, à l'Institut Curie, grand amphithéâtre, 12, rue Lhomond, Paris 5<sup>e</sup>, accès libre.

— 24 novembre 1995, 14 heures, Institut Henri-Poincaré, amphithéâtre, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.

● 14 h 30 - Physique théorique Drift and Diffusion in Phase Space - L. Chierchia, G. Gallavotti.

● 15 h 30 - Probabilités et statistiques Barycentres et martingales sur une variété - J. Picard.

● 16 h 30 - Analyse non linéaire Inequalities for Quermassintegrals - N.S. Trudinger.

Editions Cauchier-Villars Tél. : 40-92-65-80.

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

### CARNET DU MONDE

Téléphone 40-65-29-94

Télécopieur 45-66-77-13

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les livraisons du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.



## HORIZONS

PORTRAIT

**L'ancien dictateur chilien devrait fêter ses quatre-vingts ans le 25 novembre. Toujours commandant en chef de l'armée, il multiplie les mises en garde et reste un personnage central de la vie politique dans une société que les rumeurs des casernes inquiètent**

# Augusto Pinochet

**L**E général, visage cramoisi de colère, a dit: «Basta!». Ça suffit! Un slogan qu'on entendait plutôt au pied des tribunes révolutionnaires, dans l'Amérique latine des années 60. Vingt-deux ans après le putsch, cinq ans après la restauration des institutions démocratiques, les rumeurs des casernes continuent d'inquiéter une société qui aspire à une démocratie sans entraves et sans surveillants généraux.

Le «Basta!» du commandant en chef de l'armée chilienne impressionne la classe politique. Il intrigue toute la nation. C'est un signe de plus, mais brutal celui-là, que Pinochet demeure un personnage incontournable de la scène politique. Ferme bouclier contre les fantômes de la gauche pour les uns, menace insidieuse et bottée pour les autres. Derrière la façade rassurante d'une communauté moderne, acquise au consensus et à la coexistence, les lignes de fracture du passé n'ont pas complètement disparu.

«Le moment est venu de dire: basta!» Augusto Pinochet multiplie depuis quelques semaines les mises en garde et les admonitions. En fait, depuis la condamnation par la Cour suprême du général Contreras, ancien chef de la police secrète (DINA) du régime militaire, à sept ans de prison.

Contreras a été mis en cause par les États-Unis dans l'assassinat, en 1976 à Washington, d'Orlando Letelier, ex-ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende. La Cour suprême a également condamné à six ans de prison, et pour le même motif, le brigadier-général Pedro Espinoza, ancien chef des opérations de la DINA. Espinoza, second couteau, purge sans trop récriminer sa peine à Punta Peuco, une prison construite et aménagée pour les militaires en délicatesse avec la justice, «un cachot avec des rideaux de velours», ironise un journaliste.

«Nous autres, les militaires, nous sommes différents des civils», aime à répéter Pinochet. Le gouvernement Frei s'est apparemment rendu à cet argument puisqu'il a entériné la décision en faveur des «prisons spéciales». Par souci de compromis et de conciliation. Pour ménager surtout le commandant en chef, sourcilieux et pointilleux dès qu'il s'agit de défendre les hommes des casernes.

Dans les librairies du centre de Santiago, les ouvrages sur les crimes commis pendant le régime militaire ne font pas recette. La majorité des Chiliens paraissent d'abord préoccupés par les problèmes quotidiens. La dépolitisation accélérée de la société est évidente.

En revanche, Pinochet n'a apparemment pas modifié son point de vue d'un iota depuis vingt-deux ans. Il ne regrette rien et n'a rien oublié. «Un bon marxiste est un marxiste mort», disait-il en 1973, le slogan à la sauce chilienne des pionniers de l'Ouest américain affrontant les Sioux et les Apaches.

C'était le temps du Pinochet sanglé de cuir, petite moustache, moue en forme de rictus, facies hiératique et sombre, le regard

dissimulé derrière d'épaisses lunettes aux verres noirs. «Il doit avoir le même fournisseur que le Polonais Jaruzelski», disait un humoriste. Pinochet, vaioqueur, n'était pas d'humeur à plaisanter. Le coup de balai dans la fourmilière bavarde de l'Unité populaire fut sans aucun ménagement. Inconnu à la veille du putsch, tenu encore à ce moment-là par Allende pour un officier «légaliste», il accédait au vedettariat international avec l'image d'un bourreau doublé d'un traître.

L'homme a changé, physiquement du moins. Il a enlevé ses lunettes de renégat de comédie. Il a pris du ventre, des bajoues, un teint rose et des cheveux grisonnants de patriarche. Il a gardé cette étonnante voix de tête, suraiguë quand il se met en colère. Il a une élocution difficile et, pour apprécier la verdeur de son franc-parler, il faut vraiment tendre l'oreille.

Pinochet est devenu, pour de très nombreux Chiliens, un papi bonhomme, une sorte de paysan roublard, rusé et sans méchanceté. C'est bien ainsi qu'il apparaît à la télévision, dans une émission à succès, les «Toppins», l'équivalent des «Guignols de l'Info». La productrice de cette série, amie du général, a parfaitement réussi cette transfiguration médiatique qui contribue à l'incontestable popularité de Pinochet version 1995.

**E**N outre, il a surpris son monde. Au début des années 80, on en faisait un Trujillo ou un Somoza, accroché obstinément jusqu'à la fin amère à son fauteuil de dictateur. Il a pris le risque, en 1988, d'un plébiscite sur son maintien à la tête de l'État. Sans doute a-t-il perdu, à son grand étonnement, puisque ses proches conseillers l'assuraient de la victoire. Mais il n'a pas fait sortir les chars des casernes, et son score, un peu plus de 40 %, était très honorable pour un dirigeant que l'étranger jugeait alors «complètement isolé».

Sept ans après cet événement qui aurait dû, selon les «experts» internationaux, entraîner sa «mise

à l'écart définitive» et «son exil», Pinochet est toujours là, au poste de commandant en chef de l'armée, qu'il doit, selon la Constitution de 1980, conserver jusqu'en mars 1997.

Il devrait alors avoir quatre-vingt-deux ans. Franco est mort, dans son lit, en 1975, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Pinochet, sauf accident, est en train de s'installer dans la peau d'un Franco chilien. Il y a bien des analogies. Il a écarté ou neutralisé, lui aussi, ses rivaux de la junte; il est le seul dans l'armée à détenir le rang de capitaine-général, le plus haut grade. Et, dans cette armée à la discipline de fer, il a aujourd'hui vingt ans de plus que tous les généraux qui le suivent. Un atout décisif, ajouté au prestige du vainqueur de 1973.

«Il y a toujours deux Chili.

Le Chili qui va à la messe le 11 septembre, anniversaire de la mort d'Allende, et le Chili qui, le même jour, va au restaurant célébrer la victoire de Pinochet»

Au temps d'Allende, la gauche chilienne se moquait des conservateurs, ces notables en costume noir qu'elle qualifiait avec respect de «momies». En 1995, les «momies» ont été remplacées, en politique et dans les affaires, par des quadras dynamiques, managers ambitieux formés, pour la plupart, dans des universités nord-américaines. Autre analogie: dans les années 60, Franco a permis à la génération des jeunes technocrates de l'Opus Dei d'amorcer la modernisation de l'Espagne. Au Chili, les quadras se réclamant de l'idéologie néolibérale ont fait de leur pays une vitrine de succès en Amérique latine.

Le mérite en revient au chef de l'armée. «Il nous faadrait un Pinochet»: une réflexion, entre amertume et colère, qu'il n'était pas rare d'entendre dans les milieux d'affaires d'Argentine,

avec le général Pinochet. Une vision un peu optimiste, car l'influence et le rôle de l'ex-dictateur ont été, en réalité, constants et importants en coulisse depuis cinq ans.

Poursuivre en justice les militaires accusés de violations des droits de l'homme de 1973 à 1980? Sans doute. Juger et condamner le général Contreras, certes. Mais toucher à Pinochet, qui se flattait de tout diriger, de tout savoir - «Pas une feuille d'arbre ne bouge sans que j'en sois informé»? Pas question.

Il y a, selon un proche du président Frei, «un accord implicite au sein de la coalition gouvernementale pour ne pas impliquer judiciairement Pinochet». Juan Pablo Letelier, le propre fils du ministre assassiné, et aujourd'hui député socialiste, ne dit pas autre chose: «Pinochet doit rester en dehors de

cette affaire. Le président Frei le martèle à la radio: «L'armée en tant qu'institution n'est évidemment pas impliquée dans ces procès.»

Elle se sent impliquée, pourtant, et même marginalisée. Un général, commandant la deuxième division, a symboliquement remis son béret noir de commando. Un autre, ancien directeur de l'école des parachutistes et des troupes spéciales, compare l'armée à un lion «dont il serait très imprudent de tirer la queue». Des généraux affirment qu'ils ne toléreront pas d'autres procès. Des officiers supérieurs en civil ont organisé et participé à des manifestations publiques de soutien à Contreras. «Sans Pinochet, ce serait encore pire», observe un dirigeant démocrate-chrétien.

**C**ONTRERAS s'est obstiné. Condamné, il a refusé, jusqu'au 21 octobre, d'aller en prison, même «spéciale». Il s'était réfugié à l'hôpital naval de Talcahuano, défiant l'exécutif et la justice, qui ont feint de croire qu'il respectait la légalité. «Mes camarades d'arme me soutiennent», dit Contreras. C'est sans doute en partie vrai. «Les assassins, ce sont les marxistes...», ajoute-t-il. Pinochet est intervenu pour affirmer que l'armée se sentait «offensée par un jugement injuste dicté par un tribunal qui ressemble à celui de Nuremberg». Mais sa défection «molle» de Contreras ressemble à un baroud d'honneur verbal alors que personne ne doute, à Santiago, qu'il pourrait, s'il le voulait, faire occuper la Moneda par les chars.

Pinochet s'est résigné, par tactique ou par nécessité, au châtiment modéré de quelques boucs émissaires. Il estime que la ligne rouge risque maintenant d'être franchie. Son exaspération nouvelle et publique est une réponse au projet de loi du gouvernement visant à réduire le pouvoir actuel de l'armée (projet donnant au président la faculté de déplacer des officiers supérieurs ou de les mettre à la retraite et suppression des sièges de sénateurs - 9 - désignés par les militaires, en fait par Pinochet). C'est implicitement une tentative de modification de la Constitution de 1980, œuvre maîtresse de l'ex-dictateur, à laquelle il s'accroche de toutes ses forces. En échange, le gouvernement offre sur la question des droits de l'homme une procédure permettant d'aller à un vote d'une loi dite de «point final», comme en Argentine, réclamée par les militaires. Pas question, répond Pinochet, vicé-pré. Il a été reçu par le

président Frei: «N'obligez pas les militaires à faire un coup d'État.»

Il tape fort à l'occasion des réunions devant ses «camarades de combat». Il parle comme en 1973 et relit même les communiqués martiaux de sinistre mémoire le jour du putsch. Il qualifie d'«assassins» ceux qui «préparaient la guerre civile» et qui, aujourd'hui, «offensent les forces armées». «Nous avons libéré le pays de la théorie marxiste-léniste et évité qu'il ne devienne une colonie de l'Union soviétique.» «Ne passez pas l'armée dans ses derniers retranchements.» Il martèle: «Le moment est venu de dire: basta!»

El Mercurio, principal organe de presse chilien, journal conservateur très favorable au gouvernement actuel et qui a soutenu le régime militaire, s'inquiète pourtant des coups de gueule du général. «A quel jeu t'es-tu? demande son éditorialiste. Ses brutales interventions paralyseront le gouvernement et déconcentrent l'opinion. Il n'était pas intervenu si violemment depuis sept ans...» «On croyait qu'il s'était résigné à tutotyer l'histoire, ajoute un autre collaborateur de Mercurio. Le voilà de nouveau au premier rang politique, marquant des points et imposant ses conditions.»

«Nous autres, militaires, dit encore Pinochet avec son langage cru des casernes, nous ne sommes pas des châtres. On va nous entendre...» Le 25 novembre, il doit fêter son quatre-vingtième anniversaire en compagnie de ses partisans et des états-majors. Une cérémonie qui doit être retransmise en direct dans tout le pays sur écrans géants. Les sondages situent Pinochet au troisième rang de popularité, derrière le président Frei et le footballeur chilien du Real Madrid, Ivan Zamorano. Il y a sans doute des fissures à droite dans son front civil: Renovation nationale (RN) et Union démocratique indépendante (UDI) se chamaillent dans la perspective, déjà, de la prochaine élection présidentielle. Mais sa cote personnelle se maintient autour de 40 %: Pinochet n'est pas seulement l'homme de l'armée.

«La situation est bien plus préoccupante qu'il y a seulement un an», confesse un diplomate chilien. «Décidément, la transition n'est pas terminée, estime Ricardo Lagos, socialiste, ministre des travaux publics. Il y a toujours deux Chili. Le Chili qui va à la messe le 11 septembre, anniversaire de la mort d'Allende, et le Chili qui, le même jour, va au restaurant célébrer la victoire de Pinochet.»

Marcel Niedergang



PANCHO

## toujours là



150

FRANCE

HORIZONS-DEBATS

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / 13

E 1995 / 15

## Télévisions : la nouvelle constellation

par Jean-Pierre Elkabbach

**L**e développement de l'offre audiovisuelle numérique européenne vient de prendre un tour décisif. En dépassant à la fois les rivalités fondamentales, sans renier l'esprit d'émulation et de compétition qui les anime, les acteurs de l'audiovisuel français sont en train de constituer un pôle de diffusion riche, varié, cohérent.

Cette nouvelle étape du développement audiovisuel de notre pays est abordée dans un esprit de responsabilité qui assure bien ce que les télévisions françaises offriront demain au public. Parce qu'elles prennent la mesure des transformations technologiques qui commencent à bouleverser les habitudes des téléspectateurs, elles peuvent se retrouver autour d'une même table, pour soutenir un même projet. Lorsque l'intérêt national, à la fois économique et culturel, est en cause, les rivalités naturelles s'effacent.

Bien entendu, la concurrence reste la même, rude et sans compromis, sur notre marché intérieur. La coalition des chaînes publiques et des chaînes privées ne se conçoit donc que pour donner une plus grande place aux images françaises sur les nouveaux marchés du numérique : c'est une coalition d'objectifs économiques communs, qui concident avec notre ambition culturelle à long terme, tournée vers l'extérieur.

Le choix d'Eutelsat, que j'ai annoncé pour France Télévision en octobre dernier à Cannes, est un choix de raison ; c'est aussi un choix civique et européen. Ces satellites sont fabriqués en France, et procurent donc des emplois nouveaux.

De plus, ils conviennent l'ensemble des pays immédiatement intéressés par nos programmes. Les programmes numériques diffusés par Eutelsat sur toute l'Europe et sur l'Afrique du Nord comprendront d'ailleurs la plupart des grandes chaînes généralistes publiques.

En plaçant l'offre de France Télévision, l'offre de TF1, et d'autres projets comme ceux d'Arte et de La Cinquième sur Eutelsat en un seul bouquet, et en dotant cet ensemble de programmes d'une même stratégie de distribution et de promotion, nous ne risquons pas, comme ce serait le cas sur Astra, de diluer nos images dans une marée de programmes américains et australiens, qu'ils soient ou non doublés en français.

Nous cherchons à faciliter la réception des programmes qu'attendent les Français et les publics qui aiment la France. De plus,

nous évitons ainsi de renforcer un monopole de diffusion et de distribution à partir d'une seule famille de satellites : celle d'Astra. Nous savons ce qu'est une situation de monopole et les risques de stérilité qu'elle fait courir. Notre mission est au contraire aujourd'hui d'être les garants du pluralisme de l'offre, en offrant une alternative.

Le rapprochement le plus spectaculaire, celui de France Télévision et de TF1, révèle une dynamique plus large, qui intègre évidemment La Sept, Arte et La Cinquième, mais aussi TVS, Euro-news, France Supervision, les télévisions belge et suisse romande, et l'offre radiophonique numérique préparée par Radio-France. Toutes ces chaînes sont désormais disposées à préparer ensemble les choix techniques et commerciaux qui seront faits dans les prochains mois pour l'exploitation de leur position orbitale commune (13 Est) occupée par les satellites de la famille Eutelsat. Un principe d'accord formalisera dans les toutes prochaines semaines cette coopération.

**Face aux puissants groupes audiovisuels internationaux, les chaînes européennes, aussi actives, riches, séduisantes et utiles qu'elles soient, ne doivent pas présenter un front désuni**

Le regroupement de chaînes aussi diverses répond à l'évidence à une nécessité de service et à une logique économique profonde. Rassemblés par la raison, nous construisons de la manière la plus intelligente l'offre audiovisuelle de demain.

Face aux puissants groupes audiovisuels internationaux, notamment d'origine anglo-saxonne, de mieux en mieux coordonnés, de plus en plus intégrés, au fil des rapprochements qui se sont accélérés ces dernières années, les chaînes européennes, aussi actives, riches, séduisantes et utiles qu'elles

silient, ne doivent pas présenter un front désuni.

Les concentrations qui bouleversent le paysage audiovisuel nous offrent un exemple à suivre : en s'alliant, les télévisions européennes se donnent les moyens d'un dialogue équilibré avec les groupes anglo-saxons, créant des relations d'échange sur une base de réciprocité. Nous soutiendrons cette position dès cette semaine à New York.

Le rôle que nous offrons les chaînes européennes doit être utilisé pour consolider nos positions et nous préparer à affronter la concurrence internationale et le marché mondial.

Si notre première tâche a été de donner une cohérence forte à l'offre française et francophone sur satellite, notre rôle ne s'arrête pas là. Nous devons agir ensemble pour que ce pôle de programmes rassemble la plupart des autres télévisions européennes, en particulier les télévisions publiques, et que nous choisissons technologiquement les meilleures solutions.

Je sais que la RAI, qui est en train de mettre au point son offre de programmes numériques par satellite, viendra bientôt rejoindre ce front uni.

Présenter une offre coordonnée de programmes, pour qu'ils forment une même constellation dans le ciel de l'Europe, ce n'est pas seulement choisir une même famille de satellites. C'est aussi définir ensemble les conditions techniques de la réception des chaînes, en particulier pour ce qui est de la parabole, du décodeur numérique et du système de contrôle d'accès. C'est ce que nous allons faire.

La société commune que France Télévision vient de créer avec TF1 a justement pour but de choisir les partenariats industriels les mieux à même de proposer, au meilleur prix, les équipements nécessaires à tous les téléspectateurs. Le comité de pilotage de cette société d'étude sera constitué dans la semaine. Nous recueillerons rapidement les avis de tous les groupes qui ont une expérience de la diffusion et de la commercialisation de programmes audiovisuels par satellite.

Je souhaite que nous parvenions à faire partager à la plupart de nos alliés et partenaires européens les choix que nous allons faire en commun avec toutes les télévisions francophones.

Les télévisions publiques ont vocation à être au centre de cette grande alliance. Elles devront trouver, par un effort sur elles-mêmes, les moyens supplémentaires qu'elles ne peuvent réclamer

de la redevance : nous ferons preuve d'imagination et de savoir-faire.

Ce même que les musées financent en partie leur développement et leurs acquisitions par des activités d'édition, de librairie, ou par l'organisation d'expositions temporaires, de même le groupe France Télévision doit aujourd'hui mettre en valeur ses images sur des chaînes thématiques, des programmes multiplexés, ou par des services audiovisuels à la demande, comme il le fait déjà sur cassettes vidéo ou sur CD-ROM. Nous avons donc souhaité étudier en commun avec TF1 la constitution d'une offre équilibrée et payante de nouveaux services et de nouveaux programmes diffusés par satellite.

Dans une offre de télévision démultipliée, les groupes publics doivent apprendre à jouer leur rôle de plusieurs manières différentes. Une même chaîne n'a pas la même place ni le même rôle entre cinq ou six rivales, et au milieu de deux cents autres chaînes. Atteindre le public le plus large, ce sera bientôt aussi parler à chacun en particulier, et non plus seulement à tous en général. Bientôt, la télévision « généraliste » gardera toujours la première place.

Face à des téléspectateurs de plus en plus exigeants, l'ambition de la télévision publique est toujours la même : offrir une valeur ajoutée aux images, délivrer une information rigoureuse, pluraliste, indépendante, proscrire la violence et le voyeurisme, respecter une éthique intransigeante, proposer des histoires fortes, pleines de sens, ancrées dans notre patrimoine, notre passé ou notre quotidien.

En somme, aider chacun à vivre, et à rêver sa vie. Nous travaillons chaque jour pour donner un peu plus à ceux qui nous regardent, pour leur faire comprendre les hommes et le monde.

Placer notre grande alliance francophone au cœur d'un ensemble de programmes européens de qualité, réaliser ensemble dans les mois qui viennent les choix technologiques essentiels, déterminer les conditions d'un accès facile aux images du futur, c'est installer une nouvelle constellation dans le ciel de l'Europe, pour que nos cultures, nos créateurs, nos penseurs, continuent d'inventer en liberté.

**Jean-Pierre Elkabbach** est président-directeur général des sociétés nationales de télévision France 2 et France 3.

## Femmes, on vous aime...

par Françoise Archat

**D**e nos jours, pour faire jeune et moderne, il faut avoir des femmes avec soi. Mais attention, pas n'importe lesquelles.

On les choisit de préférence ni trop vertes ni trop mûres. La quarantaine affirmée, mères de famille selon les critères de la carte Paris-Famille : les jeunes bambins, c'est toujours mieux pour la presse people que les adolescents boudeurs.

L'idéal, c'est d'afficher une nichée de petits dans tous les âges. Si vous pouviez être cocoonnée et précédée d'un ventre rond qui nous distrairait de l'ascension fulgurante de la courbe du chômage, ce serait un plus. Mais attention, les espaces, dans les assemblées, conçus par et pour des hommes, sont très étroits. Au-delà du cinquième mois de grossesse, il est difficile de s'y glisser.

Le grand moment sera la naissance du petit. Souriant sur papier glacé, vous serez entourée, par des maquettistes attentionnés, de bibelots et de dossiers. Des petits chaussons jaunes poussins seront posés sur votre bureau ministériel et vous tiendrez le bébé dans un nid d'ange aux couleurs de la République.

**En matière d'hommes neufs, la femme est de nos jours ce qui se fait de mieux ! Mais dès que le vent tournera, elle n'aura plus droit à son strapontin**

Ainsi, beaucoup plus que par votre action au service de la cité et régalant et réformant, vous aurez contribué grandement à améliorer le taux de natalité de la France et à donner à un gouvernement le ton jeune et féminin qui lui manquait.

Femmes, ne vous aimez en tailleur pastel. Car fait mieux sur les photos officielles. Le rose bonbon et le jaune pâle ne sont-ils pas les couleurs naturellement complémentaires du bleu roi et du gris anthracite des complets-vestons des quinquagénaires qui nous gouvernent ?

Femmes, on vous aime les cheveux nœuds, la jambe courbe et le mollet rond. Surtout, n'ayez rien en commun avec les top models que la télévision et les pages de magazines nous servent jusqu'à l'écoeurement. Situez-vous plutôt dans le profil « ménagère de moins de cinquante ans » cher à tous les hommes de marketing. Snyez ronde, sans angles, avec un sourire chaleureux, qui jamais ne montrera de longues dents.

N'oubliez pas d'être irréprochables d'un point de vue familial et moral : bonne mère et bonne épouse, hein ! Qu'on n'apprenne surtout pas que vous êtes divorcée ou que vous avez une liaison qui ne ferait pas partie d'un groupe interministériel.

Ayez toujours présent à l'esprit que vous êtes comme les gens : pleins de bon cœur, de bon sens et de bonne foi. Un point c'est tout. Vous excellerez dans les tâches traditionnellement féminines : les enfants et leurs bobos, le départ en vacances, la fête de Noël. Vous serez donc ministre de la santé, du tourisme, des universités, de la famille, sans oublier vos vieux parents.

Vous concèverez votre engagement comme un service que vous rendez. Aimez-le mais surtout n'y peoez pas guît au point de vous imaginer un jour ministre de l'Intérieur, des affaires étrangères ou premier ministre ! Car n'oubliez pas une chose : aujourd'hui, on vous a fait une petite place car il y avait pénurie, il fallait chasser les vieilles barbes qui faisaient démodé et sanctionner quelques prétentieux et opportunistes mal avisés. Et, en matière d'hommes neufs, la femme est de nos jours ce qui se fait de mieux ! C'est comme ça.

Mais, dès que le vent tournera et que le jeu politique ressemblera à celui des chaises musicales, elle n'aura plus droit à son strapontin. Elle sera alors bien vite priée d'abandonner fonctions ministérielles, mandat local et bureau politique et de retourner à son four à micro-ondes.

Femmes, pas question alors de renâcler, hein ! Sinon se déchaîneront contre vous les pires arguments de la misogynie ; vous serez traitée de pleumardeuse, de hussard ou jupons, de courtisane ou de walkyrie grotesque. N'allez pas vous imaginer que vous êtes entrée dans la carrière ! Parlez-en aux Edith, Michèle, Alice, Monique et les autres...

**Françoise Archat** est scénariste.

**AU COURRIER DU « MONDE »**

**RETOMBÉES NUCLEAIRES SUR LES CRUS**

Je ne prends pas position sur la reprise des essais nucléaires mais je m'élève contre les affirmations de M. Chirac rapportées dans votre journal du 28 octobre : « Nous avons survécu extrêmement bien à tout ce qui concernait les ventes françaises à l'étranger dans tous les pays, y compris ceux qui étaient les plus critiques à notre égard, et nous n'avons observé aucune trace d'une réaction dans ce domaine (...) » Je ne sais pas où les conseillers de notre président se sont renseignés, mais en tant que Française établie en Suisse et importatrice de vins français que je distribue aussi en Allemagne, je puis vous dire, et toute ma profession avec moi, que des répercussions, nous en avons des traces, et dans notre vie quotidienne !

Tous les représentants sur le terrain auprès de la clientèle suisse et allemande essaient plusieurs fois par jour des refus multipliés par ces essais nucléaires et dans cette période où les cadeaux d'entreprise sont importants pour une part non négligeable du chiffre d'affaires, nous connaissons une baisse en chute libre.

**Suzanne Boivent, Lausanne**

**LA CONSÉCRATION DE SALAH STÉTIÉ**

Libanaise installée à Paris depuis de nombreuses années, je me suis réjouie, avec l'ensemble des Libanais de Paris et de France, de voir l'Académie française décerner son grand prix de la francophonie pour 1995 à Salah Stétié, qui est aujourd'hui notre écrivain le plus notable sur le plan international.

Nous avions enfin le sentiment qu'avec Amin Maalouf l'année dernière (il avait reçu le prix Goncourt), avec Salah Stétié cette année, notre pauvre et grand pays reprenait sa place dans le cœur et dans l'esprit des Français : cette place qui fait de ce pays l'un des plus subtils du Proche-Orient arabe et l'un des plus ouverts sur la France et sa langue.

J'ai cherché dans *Le Monde* un témoignage sur notre francophonie à l'occasion justement de ce grand prix : votre journal, curieusement, a décidé de ne pas en parler. Minime, je ne vous aurais sans doute pas écrit cette lettre si *Le Monde* du 4 novembre ne venait d'évoquer la situation du français au Proche-Orient il y a un demi-siècle.

Il me semble qu'il aurait été intéressant de montrer qu'en un demi-siècle, malgré tous les efforts pour mettre fin à notre francophonie, celle-ci, grâce à quelques-uns de nos écrivains les plus représentatifs, continue de se porter plutôt bien. Heureusement pour nous et pour la langue française.

**Saoussane Mehio, Paris**

## Mesure de la violence, violence de la mesure

par Jean-Louis Missika

**L**e CSA vient de publier un rapport sur la violence à la télévision. L'initiative est bonne.

Tous les parents s'inquiètent de l'influence des images sur leurs enfants. Le sujet est sensible. La presse s'en est emparée. Comme d'habitude, on a cherché un coupable. Pour une fois, ce n'est pas TF1 mais M6 qui a décroché le rôle. Puis l'effervescence médiatique est retombée et l'on est passé à autre chose.

Que reste-t-il dans la mémoire collective ? L'idée que l'on peut mesurer quantitativement la violence à la télévision et établir un hit-parade des chaînes et des émissions les plus violentes. Cette idée mérite examen. Beaucoup de chercheurs la jugent fautive et avancent de solides arguments à l'appui de leur thèse. Une discussion méthodologique est certes moins spectaculaire qu'un chiffre choc qui ne veut rien dire : il rend le débat un peu plus confus qu'il ne l'est déjà, c'est tout. Alors, parlons méthode.

Les auteurs anonymes du rapport du CSA soulignent très honnêtement les limites et les faiblesses de leur outil. Dès l'introduction, ils indiquent que l'indice de Gerbner fait de *Bambi* un film violent. Ils précisent que *La Bataille d'Angleterre* est un film de guerre, d'où son statut de film le plus violent de la semaine étudiée. Ils ajoutent que la notion de violence est « très floue » et que sa perception est « variable

selon la sensibilité de chacun ». Ils disent également que la violence étudiée est purement physique parce que « la violence psychologique est difficile à mesurer dans une approche quantitative », et que l'étude ne tient compte « ni du contenu ni du message véhiculé par les actes de violence ». Il convient d'ajouter que, pour ramener toutes les situations de violence à un indicateur unique, on est obligé de mettre sur le même plan l'homocide, le viol et... le tremblement de terre.

Pourquoi vouloir à tout prix ramener un problème aussi qualitatif à celui de la violence dans la fiction télévisée à une mesure quantitative ? Les raisons invoquées par l'étude du CSA laissent le lecteur sur sa faim. On y trouve d'abord un argument d'autorité. Cette enquête est faite depuis longtemps aux Etats-Unis et au Canada par des universitaires réputés. Certes, et alors ? Personne n'est parfait. Les spécialistes savent que l'indice de Gerbner a été sévèrement critiqué dans la communauté scientifique américaine.

On relève aussi un argument pratique : seule l'approche quantitative permettrait d'appréhender la multiplicité des images qui doivent être visionnées et classées. Selon les auteurs, une approche qualitative « serait difficile à mener sur un échantillon d'une centaine d'heures de programmes ». Cet argument justifie le choix d'une méthode par l'économie de temps et de coût qu'elle offre et non par sa perti-

nence, et surtout parce que la démonstration a été faite récemment par le Center for Communication Policy de l'université de Los Angeles qu'une étude qualitative d'ampleur équivalente était réalisable avec des résultats intéressants et utiles.

**Pourquoi vouloir ramener la violence dans la fiction télévisée, problème qualitatif, à un indice quantitatif ?**

En fait, parmi les raisons invoquées, la plus solide concerne l'objectivité de la mesure : une définition « juridique » de la violence, un comptage pur et simple des « actes » de violence garantissent l'absence de subjectivité et de préjugés. Et c'est là que l'échec est le plus flagrant parce que la méthode passe à côté de l'essentiel, à savoir l'intention, le contexte et le sens.

L'intention de l'auteur ou du réalisateur du film échappe bien sûr au système de comptage. Si la violence est traitée sur le mode de la dérision ou de la parodie, peu importe ! *Monty Python* et *Les Visiteurs* sont des films violents. La violence « pour rire » et la violence « pour faire peur » sont mises sur le même

plao. Ne pas tenir compte du contexte aboutit également à des absurdités. Les fictions historiques sont mécaniquement pénalisées. Il est aussi impossible de savoir si l'acte de violence identifié est nécessaire à la narration et à la compréhension des personnages. Il n'est pas question non plus de connaître ses motivations et ses conséquences.

Tout cela veut dire que la question du sens est purement et simplement évacuée par l'approche quantitative. Le film tend-il à légitimer, banaliser, voire glorifier la violence ou à la condamner ? L'état de droit est-il respecté ou bafoué ? La dignité de la personne humaine est-elle violée ou non ? Toutes ces questions, les parents et les éducateurs se les posent quand ils entendent parler de violence à la télévision, et l'étude du CSA ne peut y répondre. Bien sûr, elles comprennent une dimension morale, mais comment éviter cela quand on se donne pour objet d'étude la représentation de la violence ? Au nom de la scientificité et de l'objectivité, on se lance dans un fastidieux dénombrement de cadavres, de coups de feu, et de gifles dont l'utilité est douteuse et la signification incertaine. Quels que soient les limites et les inconvénients de l'approche qualitative, elle paraît nettement préférable.

**Jean-Louis Missika** est directeur général de BYA.

les toutes pour les de cent à ité d'im- Les em- et plus x des so- est dans lemagne, nnes en- s'impres- pour it destiné , pas aux créateurs

ain sur la i lui de- sur les ne mais ique au vouloir mpoi et être ex- des pros- als aussi 'accuell, ie et so- se.

hfeld

37

icalins et res de la sont dé- l'endant que offi- est pro- sora l'un le prési- Robert é au Sé- rme que ment de ssemble. nent qui est une i liberté, acun de x.

JINE

uverne- trar de s les six i prési- t faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- sr qu'il mes. Il n plus ci ne apure- cits fi- a mo- que, la aide à ités et



22 / L

Ma  
enLa si  
Schu  
et N

IL

nir

la C

de l

Stre

don

Pric

qui

à-9

ava

de

ge

ble

de

Ka

U

FI

Le

di

70

di

ci

au

B

e

c

a

l

t

r

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombani

Directoire: Jean-Marie Colombani; Dominique Aldy, directeur général;

Régis-Jean Bergeron, directeur de la rédaction

Directeur adjoint de la rédaction: Rémy Plesnel

Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction:

Thomas Ferenczy, Robert Solé

Rédacteurs en chef:

Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Corbier, Laurent Gredier, Danièle Heymann,

Bertrand Le Gendre, Jean-Pierre Lhormeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig

Directeur adjoint: Dominique Ropert

Rédacteur en chef technique: Eric Azan

Secrétaire général de la rédaction: Alain Fourment

Directeur de la gestion: Eric Pailhoux; directeur délégué: Anne Chaussebourg

Conseiller de la direction: Alain Rollet; directeur des relations internationales: Daniel Verost

Médiateur: André Laurens

Conseil de surveillance: Alain Minc, président; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Pauzet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lessourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde.

Capital social: 885 000 F. Principaux actionnaires: Société civile « Les rédacteurs du Monde »,

Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil d'administration

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FAUGÈRE 75001 PARIS CEDEX 05

Tél: (0) 46-46-25-25 Télécopieur: (0) 46-46-25-29 Fax: 225 1065

ADMINISTRATION: 1, place Hubert Beuve-Méry 75002 PARIS CEDEX 06

Tél: (0) 46-46-25-25 Télécopieur: (0) 46-46-30-10 Fax: 260 3117

## Le paritarisme à bout de souffle

Suite de la première page

Dès lors que l'assainissement financier des comptes de la Sécurité sociale passe par une contribution fiscale de l'ensemble de la collectivité nationale, selon une assiette élargie et par une ponction sur tous les types de revenus, il est normal que le centre d'équilibre du système de protection sociale se déplace. D'autant que, d'un régime assis sur les cotisations salariales, Alain Juppé veut faire un régime universel d'assurance-maladie.

Mais il y a plus décisif, à terme. On ne peut pas constater régulièrement le déclin du salariat en tant que tel, surtout dans son modèle à temps plein et à durée indéterminée qui a servi de base à l'ouverture de droits à la protection sociale, et vouloir en même temps maintenir un rapport exclusif entre le monde des salariés et le système de protection sociale, dont le paritarisme serait le garant. La fiscalisation ou l'étatisation représentent bien les solutions de l'avenir, ainsi que l'admet la CFTD jusque dans sa polémique avec FO, totalement réfractaire à cette idée. La même logique pourrait englober l'assurance-chômage, qui souffre de contradictions identiques.

Socialement, la remise en cause implicite du paritarisme n'est pas non plus sans fondement. Par exemple, la petite histoire récente retiendra que c'est bien l'habitude prise de considérer les caisses d'assurance-maladie comme leur propriété qui a amené les gestionnaires sociaux, pendant la semaine cruciale de la discussion au Parlement, à envoyer une délégation de 120 personnes en congrès à Bali, là où d'autres pays, tout aussi importants, se tenaient dans des chiffres compris entre 2 et 10.

Au-delà de l'anecdote, déplorable, il faut revenir sur des griefs plus importants. Dans la réalité, la gestion paritaire a toujours été assistée, ne serait-ce qu'à cause d'un montant de dépenses annuelles supérieur au budget de l'Etat. Bien souvent, le paritarisme s'est révélé une fiction. Outre les pouvoirs publics, à l'affût ou entraînés contre leur gré, il faut bien admettre que la maîtrise des dépenses de santé dépendait autant, si ce n'est plus, de la politique hospitalière locale ou des syndicats de médecins que des partenaires sociaux. Enfin, et comme partout dès qu'il s'agit de gestion paritaire, la Sécurité sociale a souvent été considérée comme un havre d'accueil pour placer des militants ou des responsables patronaux. Ce qui pourrait expliquer la colère de FO, qui préside les deux tiers des 129 caisses primaires d'assurance-maladie.

### BATAILLE POLITIQUE

En finir avec tout cela, ou réduire l'importance du paritarisme, pourrait dans ces conditions sembler parfaitement logique. Cela ne va pourtant pas sans poser toute une série de problèmes, qui pourraient se révéler aussi importants, pour l'avenir, que les solutions actuellement envisagées.

Car derrière la querelle personnelle qui oppose Nicole Notat à Marc Bloodet, c'est une bataille éminemment politique qui se joue. Avec le paritarisme pour levier, Force ouvrière a tenu pendant des décennies le rôle de pivot dans les relations avec le CNPF. Le syndicat a régné longtemps sans partage, de l'assurance-maladie à la vieillesse en passant par l'assurance-chômage, jusqu'à ce que la CFTD lui conteste sa position hégémonique. Devenue « réformatrice » et jugée comme telle dorénavant, la CFTD se pose maintenant en partenaire privilégié du patronat, notamment depuis que Jean Gandois préside aux destinées du CNPF. Que le par-

tarisme s'affaiblisse, et c'est un équilibre précaire des forces qui se trouverait durablement perturbé. De toute manière, le fait même qu'un gouvernement puisse rogner des prérogatives centrales pour le système social français prouve que celui-ci va mal, ou que ses vertus finissent par s'épuiser. Tel qu'il était apparu après la deuxième guerre mondiale, en effet, le concept de paritarisme avait permis de prolonger un modèle qualifié de « *conflictualité productive* » par Danielle Linhart (« *Le Travail et l'État* », éd. du Seuil), ou vigileur pendant les « belles » années du taylorisme. Mieux, la gestion paritaire avait donné de la crédibilité à une pratique syndicale qui, pour autant, ne voulait pas coopérer ni se confondre avec la cogestion ou la co-responsabilité à l'allemande, vilipendée par Force ouvrière par exemple.

Or, aujourd'hui, le paritarisme « pur et dur » met plutôt un frein aux évolutions nécessaires. En son nom, par exemple, une partie du syndicalisme, dont FO, s'oppose à l'idée d'une « *activation des dépenses d'assurance-chômage* », sous prétexte que la gestion paritaire des fonds ne doit pas amener les organisations syndicales à accompagner, de fait, la politique de l'emploi du gouvernement ou du patronat. De la même façon, il éprouve des difficultés à s'y retrouver dans la formation professionnelle, depuis que la loi quinquennale de Michel Giraud a accentué le mouvement de décentralisation en faveur des régions.

On peut toutefois espérer que cette révision contraindra les partenaires sociaux à l'imagination et les obligera à inventer - enfin - un modèle d'organisation sociale adapté aux besoins de la période. Privés de la couverture commune du paritarisme, ils doivent riposter s'ils veulent encore tenir une place dans les rapports sociaux de demain. Les voilà précipités, comme par accident, dans un redoutable défi.

Alain Lebaube

**A**PRÈS la « refondation » de la Sécurité sociale, la réforme des prélèvements obligatoires sera le deuxième grand chantier du gouvernement Juppé II. Ces deux réformes sont complémentaires. Dans une société en crise, la définition de ces transformations et leur mise en œuvre nécessitent une grande intelligence. Plusieurs gouvernements - socialistes notamment - s'y sont cassés les dents. L'annonce, dimanche 19 novembre, par Jean Arthuis de la suppression envisagée de l'abattement de 20 % dont bénéficient les salariés dans le calcul de leur revenu imposable apparaît, à cet égard, comme une suprême maladresse. Reprenant une idée d'Alain Madelin, le ministre de l'économie en a trop dit, ou pas assez.

Promise par le candidat Chirac et inscrite dans le programme du premier ministre Alain Juppé, une grande réforme de l'ensemble de nos prélèvements obligatoires (les taxes, impôts et multiples cotisations acquittés par les Français) est indispensable. Tout le monde convient de l'inefficacité économique et de l'inequité sociale de notre système. Celui-ci pêche par une extrême complexité. Les prélèvements obligatoires pèsent trop, en France, sur le travail. Ils sont ainsi un frein à la création d'emplois. Ils sont aussi injustement répartis entre les différentes catégories de revenus - ceux du travail, ceux du

## Le Monde

ÉDITORIAL

### L'indispensable réforme fiscale

capital et les revenus de transfert. En évoquant le projet de supprimer l'abattement de 20 % dont bénéficient les salariés - une simple « *idée* », pas un « *projet* », a précisé M. Juppé -, Jean Arthuis lance le débat dans les pires conditions qui soient.

Isolé de son contexte, ce projet est en effet totalement inadmissible. Il accablait le nouveau l'idée selon laquelle les salariés sont les privilégiés de notre temps et ne dit rien des revenus non salariaux ou de l'évasion fiscale. Plus, il s'attaque aux titulaires de salaires modestes et moyens: ceux-ci se sentent ainsi menacés d'un nouvel alourdissement de leur charge fiscale. Il n'y a sans doute pas plus efficace pour détériorer encore un climat social déjà tendu, exacerber les revendications salariales immédiates et démobiler les cadres de l'économie.

Inscrite dans un cadre plus général, la suppression de cet abattement mérite pourtant d'être prise en considération. Alain Juppé et Jean Arthuis ont déjà rendu publiques quelques-unes des directions

qu'ils comptent prendre. Leur objectif est de réaliser cette réforme à prélèvements constants pour amorcer, plus tard, une dé-crise des impôts et taxes qui pèsent sur les Français. S'ils restent muets quant à leurs intentions sur la fiscalité du patrimoine, ils sont beaucoup plus discrets lorsqu'il s'agit des impôts sur les revenus. Ils préconisent une vaste redistribution des prélèvements, menée sur une période d'au moins cinq ans. Ils proposeront de remplacer certaines cotisations sociales - assises sur les salaires - par un impôt calculé sur l'ensemble des revenus. Ils travaillent sur une vaste réforme de l'impôt sur le revenu avec un élargissement de l'assiette et simultanément une réduction du barème, au risque d'une remise en cause de sa progressivité. Cela passerait par la suppression de nombreux abattements particuliers.

Ces « *privilèges* » particuliers avaient été accordés, au fil du temps, toujours sans doute pour de bonnes raisons. Celles-ci, bien souvent, n'ont plus de raison d'être. C'est dans ce cadre que le débat sur la suppression des 20 % doit être engagé. Après Elisabeth Hubert, Jean Arthuis est frappé par le « *syndrome Madelin* ». Sa maladresse est, il faut l'espérer, involontaire. Il serait dommage qu'elle remette en cause l'indispensable débat sur la réforme des prélèvements obligatoires et, au-delà, la réforme elle-même.

## Sortie par Hachfeld



### REVUE DE PRESSE

#### RIL

Philippe Alexandre

■ Ce n'est pas parce que les communistes sont de retour en Pologne et les Beatles chez les disquaires que la France va se jouer une nouvelle tragédie de mai 68. Les souvenirs vont de vingt-sept ans effleurent peut-être Jacques Chirac, qui a vécu les événements aux premières loges, mais sûrement ni Alain Juppé ni François Bayrou. (...) La France s'ennuie, disait-on au début 68 dans le journal *Le Monde*. La France d'aujourd'hui n'a pas le moral, dit M. Juppé. Elle connaît même le désespoir et l'angoisse. En 1968, les âmes ont eu du mal à comprendre la révolte étudiante, ce n'est peut-être pas le cas aujourd'hui. Mais l'histoire ne se répète pas toujours et les jeunes d'aujourd'hui ne ressemblent pas à ceux de 1968 qui ont aujourd'hui 50 ans et sont au pouvoir là où se dessine l'avenir des jeunes.

#### FRANCE INTER

Bernard Guetta

■ La seule solution de ce conflit fratricide est la séparation, cette partition déjà faite de la Yougoslavie, Bosnie comprise, c'est-à-dire le découpage d'une culture, de familles, de villes et de régions qui étaient Yougoslaves avant d'être Serbes, Croates ou Musulmanes. (...) C'est le moment de tous les dangers, mais ni les Serbes ni les Musulmans ni les Croates n'ont rien à espérer aujourd'hui que le compromis sur lequel ils bûtent et qu'ils finiront par surmonter.

#### LE FIGARO

Charles Lambroschini

■ Il n'y a pas plus de raison de douter de la sincérité démocratique de Kwasniewski que de celle d'Eltsine. Tous deux ont abandonné le parti que contraindraient par le sens de l'histoire. Les quinze et les Etats-Unis auraient donc tout de sanctionner ce retournement. Ils ont aussi leur part de responsabilité: par soumission à des opinions nationales ombrières, les pays occidentaux se sont montrés trop chiches dans leur aide aux nouvelles démocraties de l'Est. De chaque côté de la vieille ligne de fracture entre les deux versants de l'Europe, les gouvernements devaient maintenant faire preuve d'un peu plus d'imagination et d'un peu plus de générosité.

#### FINANCIAL TIMES

■ L'interview de la princesse de Galles a été un excellent coup pour la BBC. L'audience de cette émission en Grande-Bretagne a sans doute battu tous les records. Et une bonne partie du reste du monde va la regarder dans les prochains jours. (...) Certains estiment qu'une émission de cette nature, qu'ils considèrent comme « *populiste* », ne relève pas du service public. Il paraît pour le moins étrange qu'un programme qui rencontre un tel succès soit jugé contraire à « *l'intérêt public* ». (...) La BBC, comme la famille royale, découvre que son rôle change. Il est regrettable que certains cherchent à utiliser la controverse provoquée par ce changement pour s'opposer à des programmes que le public veut voir.

## Non-droit en plein Paris

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

CHACQUE SOIR, en plein Paris, se commet un crime digne des banlieues chaudes et autres repaires de non-droit.

La chose n'inquiète pas outre mesure, car elle se passe dans un endroit réputé innocent (le théâtre) et élitiste (le Vieux-Colombier), sous l'égide des gardiens du beau langage, donc des bons sentiments (les comédiens-français), et avec l'aide du premier visé (l'Etat). L'auteur du forfait, Jean Genet, achève de rassurer son monde en jurant, dans la langue de Racine, que ses Bonnes veulent en finir avec le réel, plus qu'avec Madame.

Les personnages de Pirandello comptent sur la scène pour découvrir leur être profond. Ceux de Genet, eux, poursuivent radicalement la jouissance de l'apparence, du factice. Il n'y a pas de vérité des domestiques, disent-ils; rien qu'un jeu de miroirs. Depuis Plaute, Molière et Mirbeau, la valetaille, une fois seule, ou sait qu'imite les patrons absents. Ces derniers lui portent un amour « *glacé comme leur bidet* ». Ils vomissent cette lie de non-humanité, aux odeurs teacakes comme des reproches, juste bonne à porter les détroques dont ils ne veulent plus.

Même si le maître surmonte ses dégoûts, le valet n'a que faire de son Bien postiche. Il veut être aimé pour sa méchanceté, ooo en dépit d'elle. Seul un méchant pourrait en aimer un autre, pour l'amour du Mal; mais les méchants, paraît-il, ne s'aiment pas. Ce non-amour est leur secret. « *Cela, ma petite, c'est notre nuit à nous, dit une des Bonnes à l'autre. Comprenez nos ténèbres, eux? Il ne manquerait plus que ça!* »

C'est alors que le crime du Vieux-Colombier se consomme. La victime n'est pas Madame, partie rejoindre Monsieur à la sortie de la pri-

son où le complot des cuisines a échoué à le maintenir. Ce n'est pas non plus la domestique déguisée en patronne qui expire, si fort qu'elle le souhaite - une mort de bonne, ça ne compte pas. Ce qui meurt symboliquement sur scène, c'est le credo dont l'ordre établi tire sa légitimité, et selon lequel il peut venir à bout de toutes ses maléfices.

Le rideau tombe sur le triomphe de l'irréductible. Le Mal est un néant qui se produit lui-même sur les ruines du Bien. Ne reste au public qu'à prier, comme dans les naufrages. « *Délivrez-nous du Mal* », pourrait se dire: « *Délivrez-nous de Genet* ». Etommez-vous de son immo-

Les « *jeunes des banlieues chaudes* » ont pris la place des serfs innommables de l'ancien sixième étage bourgeois

Un ministre de l'Intérieur a essayé de faire taire le poète, il y a trente ans, lors de la création des *Parovents*. Malraux a évité de justesse cette honte risible. D'autres ridicules apparaissent aujourd'hui, du côté des optimistes. La pièce serait périmee, croient-ils, puisque les marseillais ont été réunies en « *duplex* » pour fils de famille, et que les bonnes, syndiquées, s'appellent désormais « *employées de maison* ».

Toujours le replâtrage par l'euphémisme! C'est oublier que l'allié de la domesticité ne répond plus à un prénom octroyé, les maîtres continuent à la désigner par son origine, « *non Espagnole* », « *ma Portugaise* », « *ma Maghrébine* », comme au temps où les laquais de Marius portaient le nom de leur province natale.

Les « *jeunes des banlieues chaudes* » ont pris la place des serfs innommables de l'ancien sixième étage bourgeois. Comme eux, ils n'ont d'autre identité que celle de leur gîte d'emprunt, réputé dangereux, hostile, à surveiller, à réduire. Les plans d'intégration, les rêves d'« *ascenseur social* », les portraits géants de Rimbaud sur les murs lépreux des HLM, ce n'est rien d'autre que les charités et crucifix imposés à leurs bonnes par les dames d'œuvre du siècle dernier. La mansarde, déjà, délimitait une enclave de soumission tarifée et d'arbitraire déshumanisé. L'« *espace de non-droit* » n'est qu'un enlèvement technocratique. « *Aujourd'hui*, ironisait Genet, les bagnes d'enfants s'appelleraient *Les Myosotis* ».

Le dramaturge ajoutait: « *Ce n'est pas des choses mauvaises que le théâtre doit nous débarrasser, c'est des choses respectables. Le pétoname ne me gêne pas, c'est Racine!* » (cité par Bernard Dort, *Le Spectateur en dialogue*, P. O. L. éd.).

« *Mais alors, pourquoi, vous-même, cultivez-vous la beauté classique?* », lui ai-je objecté un jour, croyant l'enfermer dans je ne sais quelle solidarité reconnaissante avec « *notre* » culture.

Il a eu le sourire du prévenu qui confond son juge: « *Je me suis coulé dans la langue de l'ennemi, qu'est-ce que vous croyez!* ».



150 64 11 11

## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

France Télécom prévoit de consacrer 16,8 milliards de francs à son désendettement cette année. En 1994, l'exploitant téléphonique public français

avait déjà réduit sa dette d'un peu plus de 10 milliards pour la ramener à 95 milliards. Le contrat de plan 1995-1998 prévoit que l'endettement soit abaissé à 45 milliards d'ici fin 1998,

soit une réduction moyenne de 12,5 milliards par an. ● LA DIRECTION explique l'accélération de son désendettement grâce au report, sur 1996, de son entrée au capital de l'opéra-

teur américain Sprint. Cette prise de participation représente un peu moins de 10 milliards. ● LA RÉDUCTION des investissements se poursuit : ceux-ci atteindront 27 milliards

en 1996 contre 35 en 1993. ● CERTAINS SYNDICATS estiment que l'accélération du désendettement laisse présager une accélération du changement de statut de l'entreprise.

## France Télécom accélère son désendettement

En réduisant sa dette de près de 17 milliards de francs en 1995, l'exploitant téléphonique public se prépare à son changement de statut et à l'ouverture complète des télécommunications à la concurrence début 1998

France Télécom franchit une nouvelle étape pour se préparer à son changement de statut et à l'ouverture complète des télécommunications à la concurrence début 1998 : l'exploitant téléphonique public français donne un coup d'accélérateur à son désendettement. Il a revu à la hausse l'enveloppe qu'il entend consacrer à cette opération cette année : elle se chiffrera à 16,8 milliards de francs d'ici fin décembre, au lieu des 3,5 milliards de francs initialement programmés. Pour 1996, le budget prévisionnel ferait, à l'heure actuelle, état d'une réduction de la dette de 5,9 milliards. Ces chiffres doivent être approuvés par le conseil d'administration qui se tiendra jeudi 23 novembre et sera le premier présidé par Michel Bon, le nouveau président.

Le contrat de plan (1995-1998) oblige France Télécom à réduire sa dette financière de plus de la moitié en quatre ans. L'objectif est d'atteindre 45 milliards de francs fin 1998, soit une baisse moyenne de 12,5 milliards par an. En 1994, France Télécom s'est déjà considérablement désendettée : la baisse s'est chiffrée à 10,6 milliards de francs, alors que les prévisions de début d'année tablaient sur une réduction de 8,2 milliards. Fin décembre 1994, la dette financière de l'opérateur, au niveau de la mai-

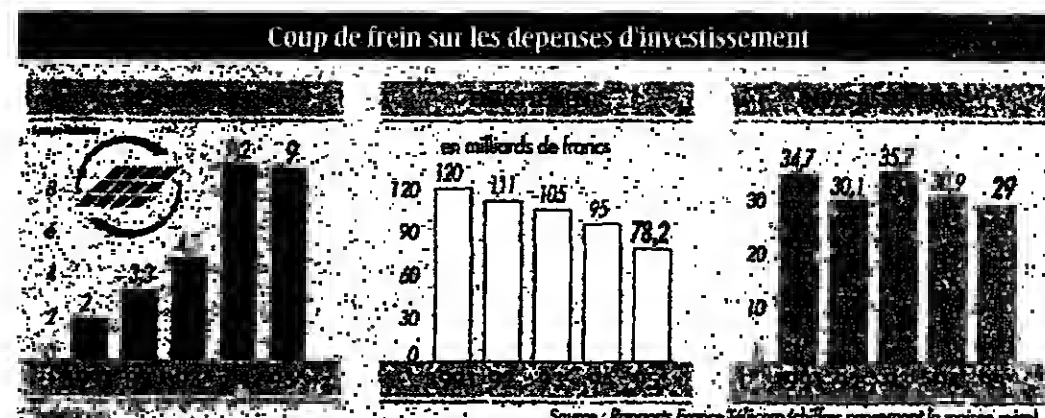
son mère, a ainsi été ramenée à 95 milliards, pour un chiffre d'affaires de 129,3 milliards.

Dans son avis, rendu début avril, sur le contrat de plan, la Commission supérieure du service public des P&T a souligné qu'il s'agissait d'un « objectif ambitieux » et que « si le désendettement a été remarquable en 1994, les informations provisoires sur 1995 paraissent ne pas permettre une telle extrapolation sur l'ensemble du contrat de plan ».

#### INTERROGATIONS SYNDICALES

L'instance parlementaire consultative estimait aussi qu'en fonction des « évolutions prévisibles de l'environnement » - c'est-à-dire l'ouverture à la concurrence qui sera totale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998 dans les services et les infrastructures de télécommunications - « l'essentiel des gains devrait être mobilisé pendant les premières années du contrat ». Elle déplorait de ne pas disposer « de plus d'informations sur les moyens dont disposera le groupe pour parvenir à cette réduction ».

Certains syndicats s'interrogent sur le sens à donner à l'accélération de ce désendettement, et tout particulièrement sur un lien avec le changement de statut et l'ouverture du capital à des intérêts privés souhaités par le gouverne-



France Télécom présente par ailleurs un programme de désendettement et un plan de réduction de ses investissements. Les derniers seront limités à 132 milliards de francs sur la période 1995-1998.

ment. « Les agences de notation ont déjà prévu que, dès la transformation en société anonyme, elles baisseront leurs notes sur France Télécom, les emprunts devenant dès lors plus coûteux, ce qui peut inciter à hâter le pas », souligne un élu, un autre rappelant que « pour rendre attractive une entreprise, dans la perspective d'une privatisation partielle, il faut qu'elle soit désendettée ». Chez France Télécom, un porte-parole explique que l'objectif demeure d'« abaisser le ratio frais financiers sur chiffre d'affaires,

qui est un ratio de productivité important, notamment pour le calcul de nos coûts, et de l'omener d'ici à 1998 au niveau de ceux de nos meilleurs concurrents, c'est-à-dire 2 % ou moins ». Fin 1994, ce ratio était de 5,6 %, contre 9,7 % en 1991, premier exercice sous le statut d'exploitant public autonome berré de la réforme de 1990.

Selon la direction de France Télécom, l'accélération du désendettement tient pour une large part au report sur 1996 de l'investissement prévu pour l'entrée au capi-

tal de l'opérateur téléphonique américain Sprint : un peu moins de 10 milliards de francs. Mais cette accélération tient aussi à la bonne tenue des résultats du groupe, dont une partie pourrait dès à présent être affectée à la réduction de la dette. A la fin du premier semestre, le bénéfice net était déjà légèrement supérieur à 5 milliards de francs, l'objectif pour l'exercice 1995 étant de l'ordre de 9 milliards de francs, un niveau quasi identique à celui de 1994.

Philippe Le Coeur

### Benetton attaque l'administration du travail

MALADRESSE ou provocation ? Rencontrant plus de difficultés que prévu pour fermer son usine de Châlons-sur-Marne qui emploie 95 salariés, Benetton vient de s'en prendre, avec une rare violence, à l'administration du travail.

Annoucée le 18 septembre, cette fermeture devait être effective à la fin de l'année. Mais le 9 novembre, la direction départementale du travail de la Marne dressa un constat de carence : à ses yeux, le plan social proposé ne répond pas aux « exigences minimales » du code du travail. La procédure de licenciement économique menée jusqu'à la dernière défense reste l'attaque, Benetton a décidé d'établir un recours hiérarchique devant le ministre du travail, ce qui est relativement classique, mais aussi d'assigner, le mercredi 22 novembre, les élus du personnel devant le tribunal de grande instance de Troyes.

Benetton France explique que « les fluctuations conjoncturelles défavorables dans la partie française » contraignent à se restructurer : ce qui est un argument assez savoureux de la part d'une filiale d'un groupe italien. Surtout, l'entreprise estime que le contrat de carence délivré par l'administration part d'« une interprétation fautive des textes légaux en vigueur et semble octroyer à l'administration le pouvoir de déclarer nulle une procédure privée, alors que seul le juge judiciaire est compétent ».

Selon Benetton, l'administration viole gravement la loi et sa décision constitue « un véritable contrôle d'opportunité politique et une immixtion intolérable dans la gestion d'une entreprise privée ». C'est pourquoi elle demande au juge de « dire et juger que la procédure de licenciement pour motif économique engagée n'est pas nulle ». Quelle que soit la décision, Benetton a pris le risque - calculé ? - de s'attirer durablement les foudres de l'administration du travail.

Frédéric Lemaître

### Les syndicats de la SNCF se mobilisent contre le contrat de plan

UNE NOUVELLE FOIS, les syndicats de la SNCF ont été invités, lundi 20 novembre, à prendre connaissance des grandes lignes du contrat de plan qui doit être signé, avant la fin de l'année, entre la SNCF et l'Etat. Une nouvelle fois, car ce que leur a présenté Jean Bergougnoux, le président de la compagnie ferroviaire nationale, ressemblait, au dire des syndicats, comme deux gouttes d'eau à la présentation qui leur avait été faite, vendredi 17 novembre, par Anne-Marie Idrac, la secrétaire d'Etat au transport.

« La direction n'a rien retenu des travaux des quatre groupes de travail qu'elle avait institués les mois derniers. La concertation a été un leurre », affirment les syndicats. La direction a proposé de les réunir à nouveau, lundi 27 novembre, pour leur présenter un projet de réduction du contrat de plan. « Le contrat est prêt. Il reste simplement à remplir quelques blancs pour traduire la hauteur de l'engagement et les exigences de l'Etat », estime un syndicaliste. De source proche de la SNCF, on reconnaît qu'« il existe une marge de manœuvre en termes d'ajustement de la dette et d'objectifs commerciaux ». Ces éléments feront l'objet d'arbitrages gouvernementaux.

#### ML JUPPÉ TRANCHERA EN FIN DE SEMAINE

Les syndicats vont porter leur combat sur le terrain social pour tenter d'empêcher le gouvernement. La semaine dernière, ils avaient déposé un préavis de grève pour vendredi 24 novembre. A la suite de leur entente avec Jean Bergougnoux, toutes les fédérations de cheminots sont convenues de « prendre les dispositions en commun pour que, sur chaque lieu de travail, les

conditions de la grève au-delà du 24 novembre soient débattues par les cheminots ». En cas de succès de la mobilisation, l'action pourrait être reconduite plusieurs jours.

Le gouvernement semble de plus en plus déterminé à accélérer la signature du contrat de plan. Le premier ministre, Alain Juppé, trancherait en fin de semaine, affirmait-on le 21 novembre, au ministère des transports. Le conseil d'administration extraordinaire du 13 décembre autorisera son président, Jean Bergougnoux, à signer le contrat de plan avec l'Etat (Le Monde daté 19-20 novembre).

La SNCF s'engagerait à réussir sa reconquête commerciale, se reconstruire sur son métier de base en cédant des activités périphériques, transférer progressivement aux régions les services locaux de voyageurs, contenir ses charges d'exploitation, notamment salariales, moderniser sa gestion et maîtriser ses programmes d'investissement. L'Etat mesurera quant à lui ses efforts en conditionnant sa contribution annuelle à l'allègement de la dette à la réalisation par la SNCF des objectifs définis dans le contrat de plan quinquennal.

Une fois les signatures apposées, Jean Bergougnoux a expliqué lundi aux syndicats qu'il faudrait ensuite élaborer le futur « plan stratégique d'entreprise » sur trois ans, dans le dialogue et la concertation avec les organisations syndicales. Celles-ci savent d'ores et déjà qu'il n'y aura plus alors « beaucoup de grain d'houle », dès lors que l'Etat aura posé auparavant dans le contrat de plan les conditions de son soutien.

Christophe Jakubyszyn

### Le rachat de CGI Informatique se révèle coûteux pour IBM France

LES ÉLUS du Comité central d'entreprise (CCE) d'IBM France ont demandé à la direction de leur apporter des explications sur les contreparties financières du rachat de la société française de services CGI Informatique réalisé en 1993. Selon un rapport d'expertise, IBM France a dû provisionner plus de 1,3 milliard de francs afin de pouvoir bonifier cette opération, dont le coût était initialement limité à 2,5 milliards.

« L'analyse des comptes prévisionnels 1995 a fait apparaître une provision de 989 millions, dont la destination n'était pas expliquée, note un élu. Il est apparu que cette somme était destinée à couvrir le rachat de CGI, qui a mal tourné, une provision de 350 millions ayant été passée en 1994 pour cette même opération. » Selon les syndicats, la direction pourrait s'expliquer, lundi 27 novembre, à l'occasion d'un comité central d'entreprise.

En avril 1993, les actionnaires de CGI se sont vu proposer pour cha-

cun de leurs titres une obligation convertible avec la faculté de remboursement en actions IBM Corp., la maison mère américaine. Cette obligation convertible avait vu sa valeur nominale fixée à 355 francs. Elle devait être remboursable à 365 francs. Une fenêtre de conversion était ouverte jusqu'à fin novembre 1993 sur la base de 1,175 action IBM Corp. pour chaque obligation IBM France ; du 1<sup>er</sup> décembre 1993 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1998, la conversion devait s'établir sur la base de 1,075 action IBM Corp. pour une obligation.

#### « ERREUR OU MALVERSATION »

« Le problème tient à ce que les calculs ont été faits sur la base de la valeur de l'action IBM Corp. à l'époque et que, depuis, celle-ci a fortement progressé », explique un élu. A 250 francs environ en 1992, l'action IBM Corp. évoluait aujourd'hui aux environs de 500 francs. Les syndicats, qui se demandent s'il s'agit d'« une erreur ou

d'une malversation », sont d'autant plus « scandalisés » par ces mauvais calculs financiers qu'IBM France s'appuie à procéder à de nouvelles suppressions d'emplois.

Le CCE de lundi 27 novembre doit être principalement consacré à la présentation d'un plan visant à la suppression nette, en 1996, de l'équivalent de quatre cents postes à suppression pleine, le chiffre exact des suppressions d'emplois, comme celui des embauches, que la direction doit avoir programmées, n'étant pas connu. IBM France, qui se refuse à engager un plan social, compte sur des mesures de temps partiels aidés, de congés sans solde aidés, de préretraites partielles, ainsi que de mises en disponibilité (préretraites maison, progressives ou totales) dès l'âge de cinquante ans. « Le montant des provisions pour l'opération CGI représente quatre cents embauches par an pendant plus de six ans », relève un syndicaliste.

Ph. L. C.

### Les parieurs du PMU à nouveau taxés pour renflouer les sociétés de courses

LE CHIFFRE D'AFFAIRES du PMU devrait stagner cette année autour de l'ordre de 34 milliards de francs. Une stabilité obtenue grâce à la création d'« événements » supplémentaires (tiercé, quarté, quinté) et d'un jeu nouveau, le Champ Sept. Ces recettes seront cependant insuffisantes pour éponger et même limiter le déficit endémique des sociétés de courses, de l'ordre de 600 millions. Aussi, une fois encore, les parieurs vont-ils être appelés à la rescousse par l'augmentation d'un prélèvement.

Pour permettre ce transfert de fonds, le gouvernement va proposer une disposition législative qui autorise un relèvement à 17,5 % du taux maximum du prélèvement non fiscal autorisé sur les paris. Ce taux actuellement fixé à 14,5 % est atteint. Le Trésor taxant à 16 % les mises, seul le solde - soit moins de 70 % des paris - revient aux parieurs.

Tout laisse à penser que ce tour de passe-passe - une opération blanche donc pour les finances publiques - ne perturbera pas outre mesure les parlementaires qui, de la même façon mais à un moindre niveau, ont opéré une prise supplémentaire sur la Française des jeux. Les sommes concernées atteignent pourtant près de 1 milliard de francs s'ajoutant à des mesures de soutien déjà allouées par les gouvernements Bérégovoy et Balladur - 150 millions par an jusqu'en 1998 et un financement de moitié de l'infrastructure du PMU par IBM, évaluée à 800 millions pour le total du projet.

Le vote au Parlement devrait être assuré par la puissance du lobby qui a su inciter les élus des départements hippiques (une centaine environ), à créer un groupe « cheval » animé à la Chambre des députés par Jacques Myard, maire de Maisons-Laffitte et au Sénat par Ambroise Dupont, sénateur du Calvados. Au gouvernement, des appuis ont été trouvés par les présidents des deux sociétés mères du galop et du trot, Jean-Luc Lagardère et Paul Essarail auprès de Jean Artibus, ministre de l'économie et des finances, qui possède lui-même une petite écurie de trot à Cbâteau-Gontier (dont il est maire), et de François d'Aubert qui avait traité le dossier au budget

avant l'arrivée de M. Lamassoure : son oncle, M. de la Vaisière, a longtemps présidé la société des courses de Laval. En Mayenne, département dont sont issus ces ministres, le trot est une religion. En outre, les courses assurent plus de soixante mille emplois directs et il n'est pas possible de les laisser détruire sous risque de voir beaucoup de petits propriétaires, entraîneurs ou éleveurs abandonner la compétition.

#### SOUS LE CONTRÔLE DE BERCY

Les responsables de Bercy qui suivent ce dossier depuis des années n'ont pas l'intention d'accorder des subsides à fonds perdus pour alimenter des grandes courses internationales déjà parmi les mieux dotées au monde et qui sont gagnées, pour les trois quarts, par des chevaux étrangers. Ils entendent avoir un contrôle sur le PMU et exigent que de véritables économies de gestion soient enfin réalisées (on parle de la suppression d'hippodromes) et, surtout, qu'une partie importante de l'aide accordée revienne aux acteurs et concurrents français ou européens de base.

Aujourd'hui les trois quarts des effectifs de ceux qu'on appelle les bons chevaux de pur sang sont confiés par les principaux propriétaires à un quateron d'entraîneurs de Cbantalilly. Ils font jouer la concurrence interne uniquement entre leurs pensionnaires et les engageant dans toutes les épreuves, même les petits prix de série. Au trot, la situation est un peu différente car le cheval « français » vit pratiquement en autarcie ayant su faire reconnaître à Bruxelles la spécificité de sa race. Ce protectionnisme adroit permet à quelques écuries, de l'Ouest et de Normandie surtout, de bien vivre mais aussi à tout un tissu d'éleveurs, artisans entraîneurs de leurs propres chevaux, d'assurer un terrain vivant prolifique et renouvelé.

Le montage envisagé comporte cependant des dangers. Les responsables du PMU sont conscients qu'au même titre que « l'impôt tue l'impôt », le prélèvement tue le prélèvement : chaque fois que celui-ci a été augmenté, le volume des jeux a diminué.

Guy de la Brosse

les tontes pour les cent d'impôt. Les em- et plus x des so- est dans lemagne, mnes en- s impres- ent pour t destiné pas au créateurs

ain sur la i lui de- sur les me mais ique au vouloir 'emploi et être ex- des pro- als aussi 'accueil, ie et so- se.

hfeld

27

icains et res de la s ont dé- lissant que offi- es pro- sion l'un re prési- . Robert à au Sé- me que ment de semble, nent qui est une i libéré, accu de x.

INE

uverne- urac de s les six i prési- it faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maîne, as mé- r qu'il mes. Il n plus ci ne apure- cits fi- a mo- que, la aide à ités et



22 / L

M  
enLa  
Sch  
et NIL  
nir  
can  
la C  
de l  
Stre  
dég  
don  
Pric  
qui  
à-s  
ava  
de  
ger  
ble  
de  
Ka

U

FI  
Lz  
de  
70  
di  
cr  
a  
g  
e  
c  
a  
l  
i

## Neuf professions s'engagent à créer ou sauvegarder 40 000 emplois

NEUF FÉDÉRATIONS professionnelles ont remis, lundi 20 novembre, leur « charte de développement de l'emploi » à Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. La métallurgie, l'agro-alimentaire, le textile, les entreprises de propriété, le commerce et la distribution, l'artisanat, l'habillement, la plasturgie et le bâtiment s'engagent à « créer ou sauvegarder » globalement 40 000 emplois, insérer 40 000 jeunes de plus que ce qui était prévu et à embaucher 40 000 chômeurs de longue durée supplémentaires grâce au CIE. Seule la plasturgie s'engage à créer 3 000 emplois nets en dix-huit mois.

### DÉPÊCHES

■ **PEUGEOT** suspend son projet de retour sur le marché américain. Peugeot a abandonné l'idée de bâtir une usine aux États-Unis, a indiqué Yann Delabrière, directeur financier du groupe PSA Peugeot-Citroën, au *Financial Times* du 21 novembre. Le constructeur français se veut retourner sur le marché américain qu'avec un partenaire, qu'il n'a pour l'instant pas trouvé, précise M. Delabrière.

■ **AXIME** : la société française de services informatiques va voir 28 % de son capital placé en Bourse. Son actionnaire principal, Paribas (87,4 %), a annoncé, lundi 20 novembre, son intention de céder 1 435 000 actions par le biais d'une opération publique de vente et d'un placement global garanti. Paribas détient à l'issue de l'opération au moins 50 % du capital et des droits de vote.

■ **COMIPAR** : le tribunal de commerce de Paris a accordé jusqu'au 12 décembre aux actionnaires de Comipar pour présenter un nouveau plan de recapitalisation. Cette ultime tentative doit leur permettre d'amorcer le remboursement de la créance de 3,5 milliards de francs de Comipar sur sa filiale bancaire Pallas Stern, mise en règlement judiciaire depuis juin dernier. Un premier plan, présenté le 2 novembre dernier, avait déjà été rejeté, faute de garantie de bonne fin suffisante.

■ **GAZ HONGRIE** : deux consortiums, dirigés l'un par Italgaz (Italie) et Gaz de France, l'autre par Ruhrgaz (Allemagne), ont été les plus offrants pour la privatisation des cinq compagnies régionales hongroises de distribution de gaz. La Société de gestion de propriétés d'Etat (APVET) a rendu publics le 20 novembre les noms des sociétés qui ont répondu à l'appel d'offres portant sur l'achat de 50 % des actions plus une.

■ **DAIWA** : la banque japonaise a arrêté un plan de réduction de ses actifs d'ici la fin octobre 1996. Celui-ci prévoit de diminuer de 50,5 % la valeur de ses fonds à l'étranger, soit 26,7 milliards de dollars (133 milliards de francs).

## L'indice Dow Jones a dépassé les 5 000 points, témoignant de l'optimisme de la Bourse new-yorkaise

La course à la productivité dope les résultats financiers des entreprises et le cours des actions

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes de la Bourse de New York a franchi un instant, lundi 20 novembre, le seuil des 5 000 points. La plus

grande place boursière du monde, qui affiche un gain de 30 % depuis le début de l'année, bénéficie de la progression des bénéfices des entreprises, des taux d'intérêt faibles et de la vigueur de l'économie américaine. Mais les analystes craignent les excès d'une trop grande euphorie.

WALL STREET, la plus importante Bourse du monde, ne cesse d'atteindre des sommets. Battre des records - ou en compte cinquante-neuf depuis le début de l'année - devient pour elle presque de la routine. Lundi 20 novembre, l'indice Dow Jones a franchi, pour la première fois de son histoire, le seuil des 5 000 points. Un court instant, puisqu'il a finalement terminé la journée à 4 983 points, en baisse de 0,14 %.

Ce nouveau sommet atteint en séance souligne l'optimisme de la Bourse de New York. Il contraste avec les doutes grandissants sur la croissance économique dans le monde, avec la faiblesse permanente du dollar, avec l'incessante augmentation du déficit courant américain, avec les faibles performances d'autres grandes places boursières comme Tokyo ou... Paris. Seule Londres a suivi New York sur la voie des records.

Noo seulement le Dow Jones, dont la valeur a doublé en cinq ans, a gagné 30 % depuis le début de l'année, mais l'indice Standard & Poor's 500, plus significatif car il représente 75 % de la capitalisation

boursière, a progressé lui aussi de 30 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier et réalisé sa meilleure performance depuis 1973.

Il ne s'agit pas que de chiffres : cela représente un accroissement de richesses considérable. La valeur des titres cotés à New York est passée depuis le 1<sup>er</sup> janvier de 4 300 milliards de dollars à 5 650 milliards de dollars (27 500 milliards de francs). Le gain des investisseurs en moins d'un an représente 1 350 milliards de dollars, soit 6 600 milliards de francs, une somme du même ordre de grandeur que le produit intérieur brut de la France ! Cette envolée est-elle justifiée par l'évolution économique, ou s'agit-il d'une nouvelle bulle financière appelée, tôt ou tard, à éclater avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer ?

### RENTABILITÉ

La Bourse américaine a bénéficié jusqu'à aujourd'hui d'un environnement « anormalement » favorable : un cycle de croissance qui se prolonge depuis quatre ans sans la moindre tension inflationniste, un

mouvement de fond, depuis le début des années 90, qui porte l'épargne américaine vers la Bourse, et une véritable révolution culturelle des entreprises américaines.

Elles ont abandonné le « big is beautiful » pour privilégier avant tout les gains de productivité... et la rentabilité. Elles se sont déendettées et leurs bénéfices ont atteint des niveaux records. Les investissements ont été considérables et les réductions d'effectifs dans l'industrie et la production se sont multipliées. La fièvre s'est emparée à la Bourse de secteurs en phase de développement ou de concentration : la haute technologie, la communication, la banque, la pharmacie... Des désillusions ont commencé à apparaître depuis plusieurs mois du côté des valeurs liées à la haute technologie, mais sans effet sur la tendance générale. « Le plus incroyable, c'est que les profits des entreprises américaines continuent à s'améliorer et devraient rester encore très bon l'année prochaine », indique Jean-Paul Nicolai de la Banque Indosuez.

L'économie américaine affiche toujours une vigueur étonnante. Plus aucun expert n'ose pronostiquer une récession pour la fin de l'année ou pour 1996. La croissance au troisième trimestre a été supérieure à 1 % (4,2 % en rythme annuel). « Il est difficile d'imaginer l'économie américaine marquer le pas et repasser à un rythme de croissance nettement inférieur à 3 % au cours des prochains mois », souligne la Banque Indosuez dans son bulletin de conjoncture du mois de novembre.

Phénomène sans précédent, la croissance n'a pas débouché sur une montée de l'inflation et, après une flambée en 1994, les taux d'intérêt à long terme sont revenus à des niveaux faibles. Ils sont aujourd'hui très proches de leurs plus bas niveaux depuis deux ans à 6,22 % sur les obligations à trente ans. Les boursiers jouent sur les deux tableaux : la maintenance de la croissance et la baisse des taux. Ils parient aujourd'hui sur une réduction de ses taux par la Réserve fédérale ayant la fin de l'année. Même les accès de faiblesse répé-

tés du dollar ont plutôt été favorables à la Bourse. Ils permettent aux entreprises américaines d'exporter plus facilement et de rapatrier de l'étranger des bénéfices qui convertis en dollars deviennent plus importants.

Mais la médaille a un revers. Bon nombre d'analystes soulignent le risque croissant d'une recrudescence du cycle économique qui lui soit favorable. Wall Street s'expose à une correction brutale quand le cycle économique va s'infléchir, ce qui arrivera forcément. « L'inflation existe, mais elle n'apparaît pas car elle se trouve justement à Wall Street dans la surévaluation des actifs boursiers », affirme Roland Leuschel de la Banque Bruxelles-Lambert. « Les profits des entreprises ne vont pas s'améliorer indéfiniment et même si les taux d'intérêt continuent à baisser, la bulle va finir par éclater », ajoute-t-il.

### MÉNAGES SURENDETTÉS

Jean-Marie Mercadal de la Banque du Louvre souligne que l'euphorie est loin d'être partagée hors des États-Unis. « Les grands fonds d'investissement non américains sont sous-investis à New York et s'attendent à une correction ». « La capitalisation boursière de Wall Street représente aujourd'hui environ 75 % du produit intérieur brut américain, c'est un niveau presque sans précédent », ajoute-t-il.

Le danger le plus visible provient de la situation financière des ménages américains. Elle les rendra très vulnérables à une secousse boursière. Le pourcentage des actions dans l'ensemble des placements détenus par les particuliers américains se situe à un sommet, depuis le milieu des années 70, de 29 %. Dans le même temps, et selon la banque Morgan Stanley, l'endettement total des ménages américains a atteint un record de 90 % des revenus disponibles.

Depuis le début de l'année, la hausse alimente la hausse. Un enchaînement justifié par un environnement très favorable mais qui s'apparente aussi à une fuite en avant.

Eric Leser

**FRAMATOME**  
**DE VOS PROJETS**  
**A LA RÉALITÉ**

- 1<sup>er</sup> constructeur mondial de centrales nucléaires  
- 1<sup>er</sup> producteur mondial de combustibles nucléaires - 1<sup>er</sup> fabricant européen et 3<sup>e</sup> fabricant mondial de connecteurs - Acteur de 1<sup>er</sup> plan dans les équipements industriels de haute technologie.

Partout dans le monde, les hommes de Framatome déploient leurs talents. Avec passion, ils relèvent les défis technologiques, pour donner vie à vos projets.

CONNECTIQUE

EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

NUCLÉAIRE

## Le marché obligataire américain tire profit du faible niveau d'inflation

LE MAUVAIS SOUVENIR du véritable krach connu, l'année dernière, par le marché obligataire américain est aujourd'hui presque totalement effacé. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans, qui sert de référence aux Etats-Unis, s'inscrivait, lundi 21 novembre, à 6,22 %, son niveau le plus faible depuis vingt et un mois. Il était monté à 8,15 % début novembre 1994.

Ce mouvement de balancier, d'une ampleur sans précédent dans une période aussi courte, s'explique par la révision complète des anticipations d'inflation. Tout au long de l'année 1994, les investisseurs avaient redouté une surchauffe de l'activité, qui risquait de provoquer des tensions sur les prix. La Réserve fédérale avait, d'une certaine manière, renforcé leurs craintes. A sept reprises, elle avait relevé ses taux directeurs, portant le niveau des fonds fédéraux de 3 %, début février 1994, à 6 % fin janvier 1995. Dans une étude publiée dans la revue de l'OFCE, Anton Brender et Florence Pissat, économistes à la Compagnie parisienne de réescompte, parlent à cet égard d'une « frappe préventive ». « Sans qu'aucune tension sur les prix ne soit perceptible en février 1994, la Réserve fédérale a relevé ses taux. Une telle action préventive se justifie par les délais d'action de la politique monétaire : l'inflation étant sensible avec retard à l'activité, qui elle-même réagit avec retard à la politique monétaire, cette dernière se doit d'être conduite avec anticipation. »

Ce resserrement monétaire préventif a parfaitement réussi. Après

quatre années de croissance soutenue, la progression des prix reste modérée aux Etats-Unis (2,8 % en glissement annuel en octobre). Les économistes ne prévoient pas de prochain dérapage : le rythme d'inflation ne dépasserait guère 3 % en 1996.

### DÉTENTE EN PERSPECTIVE

Un niveau aussi faible permettrait un net assouplissement de la politique monétaire américaine. Selon les spécialistes de Paribas Capital Markets, le taux des fonds fédéraux, actuellement fixé à 5,75 %, serait progressivement ramené à 5 % fin 1996. Une première détente, d'un quart de point, pourrait même intervenir avant la fin de l'année, un armistice budgétaire venant d'être signé entre la Maison Blanche et le Congrès.

Les obligations américaines tirent profit de cette détente monétaire. Selon les spécialistes de la banque Indosuez, les rendements à dix ans descendraient à 5,60 % fin 1996 (5,95 % aujourd'hui). La baisse des taux à court terme pourrait notamment inciter les banques américaines à reprendre les achats d'emprunts d'Etat pour leur propre compte. Cette opération, que les experts désignent sous le nom de « transformation », leur permet de dégager des profits substantiels, correspondant à la différence entre le coût de financement des titres et leur rendement. Les banques avaient ainsi acquis, de 1991 à 1993, 300 milliards de dollars d'obligations du Trésor américain.

P.-A. D.

صكا من الال







RÈGLEMENT  
MENSUEL

MARDI 21 NOVEMBRE

Liquidation : 23 novembre

Taux de report : 7,38

Cours relevés à 12h30

CAC 40 : 1872,63

Montant coupon (1)

Cours précéd. Derniers cours

EDF-GDF 3%

B.N.P. (T.P.)

C.Lyonnais (T.P.)

Renault (T.P.)

Rhône-Poulenc (T.P.)

Saint Gobain (T.P.)

Thomson S.A. (T.P.)

Accor

Alcatel

Alcatel Alsthom

Alcatel Cable

Alpi

ACF-Ass.Gen.France

Aérospatiale

Ball Inertia

Banque Paribas

Bazart Hot. Ville

Bertrand France

BIC

BIS

B.L.P.

Bolloré Techno

Bouygues

Bouygues

Café

Cap Gemini

Carrefour

Cassini

Castrol

Cetorama (D.I.)

C.C.F.

CCM (CSCM) Ly.

Cepi (L.)

CEP Concession

Cesat Europe

Cesat

Chargers

Christian Dior

Ciments F.R. Priv.

Clarex

Club Méditerranée

Colson

Compagnie Entrep.

Compagnie Mod.

CPI

CAC 40

PARIS

-0,47%

CAC 40 : 1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

CAC 40

PARIS

-0,47%

CAC 40 : 1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

CAC 40

PARIS

-0,47%

CAC 40 : 1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63

1872,63



150

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / 19

1995 / 15

## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**DÉVELOPPEMENT** Lors d'un séminaire réuni récemment à Marrakech, les experts de la plupart des pays en voie de développement ont analysé leurs expériences en matière d'électrification des villages isolés. ● **UNE DES SOLUTIONS** les mieux adaptées pour répondre aux besoins des deux milliards d'individus vivant dans des sites isolés est

l'énergie solaire photovoltaïque, qui peut pallier l'absence d'électricité là où le raccordement au réseau est jugé trop onéreux. ● **DU FINANCEMENT** de ces installations dépend

cependant leur pérennité. Il est donc nécessaire de mettre en place des structures pour accompagner ce changement d'échelle. ● **CETTE ÉVOLUTION** n'est pas sans danger.

Certains craignent qu'elle ne suffise pas à fixer les populations, d'autant que l'utilisation de ces technologies encore sophistiquées n'est pas totalement maîtrisée.

ainsi sur la population rurale est équipée en solaire», indique-t-il. Pour lui, le secret réside dans la recherche d'un équilibre commercial. « Si l'on compte sur la Banque mondiale pour électrifier les villages, cela ne se produira jamais », affirme-t-il.

Communauté européenne, 10% de l'investissement est financé par les villages. De plus, « un comité de cinq ou six personnes par village gère la vente de l'eau », indique François Kabore. « L'objectif est de garantir le financement de la maintenance de l'installation. »

En Indonésie, la Banque mondiale va plus loin en plaçant pour une « approche entièrement commerciale », comme la décrit Arun P. Sanghvi, économiste en énergie de la Banque. La question du mode de financement demeure l'un des points délicats. Au libéralisme anglo-saxon répond la politique mixte des Français. Mais, derrière les discours, tous les programmes en cours semblent appliquer un même principe : faire payer l'énergie aux consommateurs. Au risque de voir les plus pauvres ne pas suivre le mouvement.

Michel Alberganti

## Les énergies renouvelables facilitent l'électrification des villages isolés

Grâce à la baisse de la consommation des lampes, les cellules photovoltaïques deviennent exploitables. L'énergie solaire offre ainsi la solution la plus adaptée à l'alimentation en courant des deux milliards d'individus ne pouvant être raccordés aux réseaux de distribution

**MARRAKECH** de notre envoyé spécial  
COMMENT apporter l'électricité aux deux milliards d'habitants des villages ruraux disséminés dans le monde ? Le séminaire organisé, du 13 au 17 novembre, à Marrakech (Maroc), par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe), avec le concours du Maroc, a esquissé les réponses à cette question cruciale pour les pays en développement.

La tâche est immense et le Maroc en donne un bon exemple, qui souhaite « faire passer le taux d'électrification rurale de 21 % actuellement à 80 % en 2010 ». Grâce à différents programmes de coopération, ce pays a déjà électrifié 2 000 foyers ruraux. Mais, pour atteindre les 80 %, il lui faudra équiper environ 30 000 par an. « Le problème réside dans le passage des petits projets aux gros programmes », précise Bernard

Devlin, consultant international à l'Ademe. Pour électrifier les zones éloignées des centrales électriques « les solutions techniques existent et les énergies renouvelables ont un rôle fondamental à jouer », affirme Olivier Herz, directeur de l'action régionale et internationale de l'Ademe. Ce constat optimiste s'appuie sur « la grande révolution de la chute de la consommation » que souligne Bernard Laponche, directeur d'International Consulting ou Energy (ICE) et rapporteur du séminaire de Marrakech.

**LE SOLAIRE PRÉPONDERANT**

Si les rendements de la production d'électricité progressent peu, l'apparition des lampes fluorescentes, peu consommatrices d'énergie, bouleverse les équilibres énergétiques et économiques. « Elles consomment cinq fois moins d'énergie que les lampes à filament », précise Bernard Laponche. Ce gain considé-

rable rend d'actualité la production d'électricité solaire, même dans les pays les plus pauvres. D'où la multiplication, au cours des dernières années, des programmes expérimentaux d'électrification exploitant les cellules solaires du photovoltaïque. Pour autant, l'essentiel de l'électrification rurale dite « décentralisée » fait encore appel aux groupes électrogènes malgré les difficultés d'approvisionnement et le coût du gazole.

Du côté des énergies renouvelables, les micro-centrales hydrauliques et les éoliennes posent à la fois des problèmes d'entretien mécanique et de disponibilité des ressources. Ces trois moyens de production d'électricité sont souvent utilisés pour créer de petits réseaux locaux. C'est également le cas pour l'énergie solaire. Dans les zones les plus reculées, cette dernière offre une grande souplesse d'emploi, un minimum d'investissement et une

simplicité de fonctionnement. De fait, c'est sur le solaire que s'appuient la majorité des expériences rapportées par les experts réunis à Marrakech. Parmi les plus originales, on trouve celle de Mark A. Hankins, directeur de l'entreprise de conseil Energy Alternatives Africa. Au départ, cet Américain n'avait pas la moindre relation avec l'énergie solaire. Professeur de biologie en 1982 au Kenya, il s'est penché sur le problème de l'électrification de son école. « Un système solaire était moins coûteux qu'un groupe électrogène », explique-t-il.

Depuis le succès de sa démarche, « le photovoltaïque est commercialisé par dix-huit compagnies au Kenya », souligne Mark Hankins, pour lequel environ 30 000 systèmes individuels fonctionnent dans le pays, soit une puissance globale de 2 mégawatts. Cela reste faible par rapport aux 800 mégawatts installés du réseau national du Kenya. « Moins de 1% de

la population rurale est équipée en solaire », indique-t-il. Pour lui, le secret réside dans la recherche d'un équilibre commercial. « Si l'on compte sur la Banque mondiale pour électrifier les villages, cela ne se produira jamais », affirme-t-il.

**APPROCHE COMMERCIALE**

Le problème du financement était au centre des discussions des experts réunis à Marrakech. La période où les équipements étaient fournis gratuitement aux habitants les plus pauvres est révolue. Toutes les expériences actuelles visent à trouver un équilibre économique dans lequel la participation des populations est impérative.

Il en est ainsi, selon François Kabore, coordinateur régional au Burkina Faso, du programme d'installation de 625 pompes solaires dans neuf pays, entre le Tchad et le Sénégal. Si 36 millions d'écus (225 millions de francs) sont apportés par la

## L'équipement solaire crée de nouvelles demandes

**INSTALLER** un système d'électrification durable dans un village isolé part d'un excellent principe. L'absence d'énergie présume en effet le sous-développement. Les techniques photovoltaïques apportent une solution qui semble idéale pour les cas les plus délicats, ceux des villages dont la population est pauvre, peu nombreuse et dispersée. Les distances à parcourir pour amener le réseau électrique classique rendent l'opération ruineuse. D'autant que les consommations restent faibles, ce qui interdit toute rentabilisation de l'investissement.

Une électrification décentralisée à base de panneaux solaires et d'équipement à basse consommation offre une solution rapide. Les expériences en cours démontrent qu'elles peuvent trouver un équilibre financier grâce à l'aide des États et des organisations internationales. La pérennité des installations est garantie par la contribution financière des bénéficiaires. Ils accèdent ainsi à une meilleure qualité de vie. Tel est le raisonnement des défenseurs de l'énergie solaire, au premier rang desquels on trouve les fabricants de cellules photovoltaïques et les ingénieurs spécialisés dans ce domaine.

Une fois appliquée, cette théorie réserve quelques surprises. S'ils apprennent de voir leurs enfants faire leurs devoirs à la lumière électrique et s'ouvrir sur le monde grâce à la télévision, les nouveaux électrifiés se demandent quelle chance ils auront de les garder au village. L'apport d'énergie est souvent présenté

comme un moyen efficace de lutte contre l'exode rural. Pourtant, Ali Ait Alla constate que son fils menuisier ne peut exercer son métier à Ighirin. « Pour utiliser sa machine à bois, il a dû s'installer à Tabant », explique-t-il. Même si, dans ce village équipé d'une micro-centrale hydraulique, le courant électrique n'est disponible que trois heures par jour.

**DOSÉS HOMÉOPATHIQUES**

Pour les enfants qui découvrent la civilisation à la télévision, la tentation de la ville risque d'être forte. L'électricité solaire est capable de faire fonctionner une parabole de réception par satellite. Mais sa puissance reste très inférieure au seuil qui permettrait de développer une activité économique. « Il faudrait un groupe électrogène », constate Ali Ait Alla.

En fait, le photovoltaïque fait partie des technologies auxquelles les pays pauvres n'accèdent pas avant plusieurs générations. Riches en soleil, ces derniers restent privés de sa transformation en énergie. Sauf à doses homéopathiques. La frustration qu'engendre le solaire vient peut-être de ce contraste. Il peut en résulter un effet contraire à celui recherché. L'énergie solaire accélérerait alors l'exode rural, ou le déclencherait, dans les pays comme le Maroc qui n'y sont pas très sensibles. A moins qu'elle ne constitue qu'une solution d'attente dans la perspective d'une extension des réseaux nationaux.

M. AL

## La « maison d'électricité » d'Ighirin

**IGHIRIN** de notre envoyé spécial

Ali Ait Alla tient un commerce d'alimentation et de tabac à Ighirin, un hameau perdu dans le haut Atlas marocain. Il a parfaitement assimilé l'électricité solaire et il fait partie des habitants qui ont encouragé son installation. Pourtant, le bénéfice qu'il en retire aujourd'hui semble modeste. Il dispose de cinq lampes fluorescentes basse consommation, d'un poste de télévision, d'une lampe portable pour se déplacer dans le village et de quelques accumulateurs pour alimenter une radio et la torche qui lui sert à surveiller l'irrigation de ses champs.

Avant l'installation de la « maison d'électricité », au mois de janvier, il utilisait des lampes à gaz et une batterie qu'il devait faire recharger au village principal de la commune, Tabant. Désormais, l'opération est réalisée à cent mètres de chez lui dans la « maison d'électricité », une centrale solaire d'une puissance de 4,7 kilowatts. Les batteries sont rechargées en un jour et demi. Les abonnés se réjouissent d'être économisés. La fréquence des recharges est, en effet, de vingt-cinq jours en moyenne au lieu des dix-huit prévus. Ali Ait Alla, qui consomme plus, échange trois fois par mois sa batterie vide contre une pleine.

Comptant parmi les habitants aisés, il a souscrit le contrat le plus coûteux. Sa participation à l'investissement initial lui revient à 31 dirhams par mois (environ 18 francs). Les trois recharges mensuelles de sa « boîte énergie », qui contient une batterie et son régulateur de

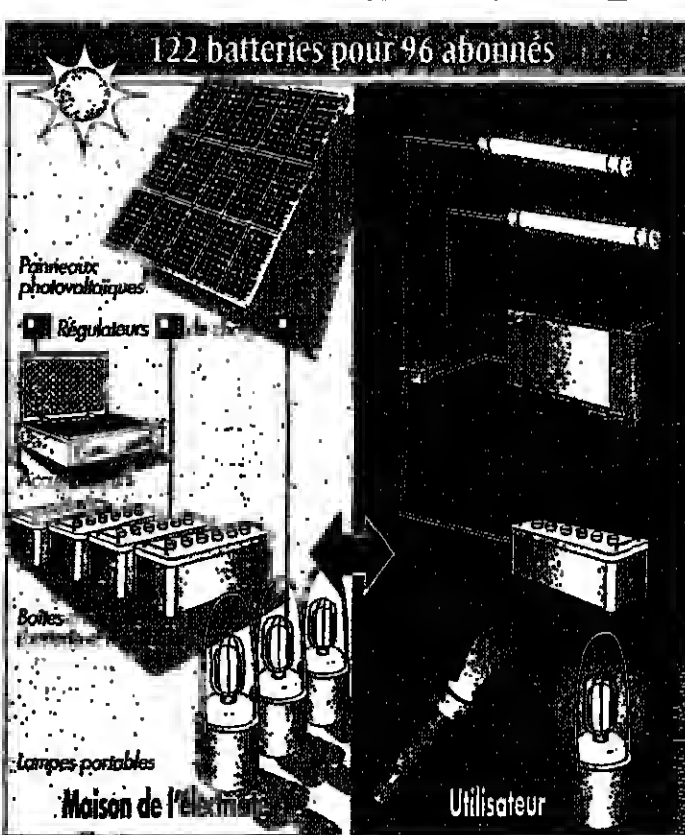
décharge, lui coûtent 33 dirhams. Mais la faible consommation moyenne du village a mis en péril l'économie du système. « Nous avons été contraints d'augmenter le prix de la recharge pour pouvoir payer le salaire du responsable de la station », explique-t-il. Ainsi, l'électricité lui coûte 37 francs par mois. Une charge qui n'est pas excessive, puisqu'il estime gagner environ 600 francs par mois.

**SEPT ANS POUR CENT MODULES**

Ali Ait Alla se dit prêt à acquiescer un panneau photovoltaïque personnel, un régulateur de charge et une batterie. Cela lui éviterait la corvée du transport de la boîte énergie, qui pèse 20 kilos, jusqu'à la station solaire. Les abonnés considèrent cette contrainte comme le principal défaut du système. Sur les 105 foyers installés dans un rayon de 300 mètres autour de la maison d'électricité, 96 sont abonnés.

Avec Ali Aissa Ouallil et Igouan, Ighirin est l'un des trente groupements de hameaux qui a bénéficié du Programme pilote d'électrification décentralisée (PPER) lancé en 1988 par l'administration marocaine et les Français de l'Ademe. Il a fallu sept ans pour aboutir à l'installation des 100 modules photovoltaïques de 45 watts et des 30 modules de 9 watts de la maison d'électricité. A l'intérieur, l'équipement de recharge gère un parc de 122 batteries, auxquelles s'ajoutent 46 lampes portables et une boîte spécialement conçue pour les accumulateurs destinés aux torches.

Comme dans les autres villages choisis par le PPER, les habitants



Dans la « maison d'électricité », les batteries sont rechargées en 36 heures grâce aux 100 modules photovoltaïques installés sur le toit. À l'extérieur, 122 batteries sont utilisées pour alimenter les 96 abonnés. Ceux-ci viennent échanger leur batterie vide contre une pleine tous les 25 jours en moyenne. L'installation traite également 46 lampes portables et des accumulateurs pour lampes torches et radiocassettes.

témoignent du « confort » nouveau dont ils bénéficient. « Le soir, toute la famille regarde la télévision », indique Ali Ait Alla. La lumière permet aux adultes de se retrouver après la tombée de la nuit qui arrive tôt sous cette latitude. Mais, au terme de neuf mois d'expérience, de nouveaux besoins apparaissent.

Ali Ait Alla s'est inscrit pour un kit solaire qui le rendra indépendant de la maison d'électricité.

M. AL

## Les satellites révèlent le savoir-faire des géomètres romains

**VU DU CIEL**, le sol tunisien prend parfois des allures de damier coloré. Ces « mosaïques » ont été repérées pour la première fois en 1833 dans les environs de Carthage. Depuis lors, ces vestiges n'ont cessé d'intriguer les archéologues, qui y voient la marque de la puissance colonisatrice des Romains. Car ce sont les mensures, les géomètres latins qui, au fil des avancées des légions dans l'Africa nova, ont divisé l'espace pour composer cet antique cadastre, appelé centuriation.

Il s'agissait pour l'envahisseur de mesurer le territoire conquis, pour le distribuer aux colons, lever l'impôt et dresser des cartes. « Ces centuriations étaient en fait des instruments d'aménagement du territoire », résume Lionel Decramer, qui, avec un groupe d'armateurs de la section archéologie du Centre national d'études spatiales (CNES) de Toulouse, s'est rendu, en avril, dans le sud-ouest tunisien, pour découvrir l'hypothèse que « méridien » à partir duquel

les cadastres pourraient avoir été organisés.

« De Carthage aux frontières sahariennes, cinq centuriations ont pu être isolées, rappelle Pol Troussset, du Centre de recherches sur les antiquités africaines (CNRS) d'Aix-en-Provence, qui les a recensées. La centurie carrée est l'unité de compte du cadastre, correspondant à une parcelle de 706 mètres de côté environ », précise-t-il. L'équipe de Lionel Decramer s'est intéressée à la centuriation la plus étendue, qui court sur plus de deux cents kilomètres. Elle est connue grâce à une vingtaine de bornes cadastrales, datant de Tibère (42 av. J.-C., au 37 de notre ère). « Leurs coordonnées géographiques renvoient à deux axes orthogonaux », explique Lionel Decramer. Ils ont servi aux géomètres romains pour tracer le carroyage de la centuriation, grâce à un astucieux instrument de visée, la groma.

En partant de ces coordonnées, qui servaient de repère au voya-

geur, des archéologues ont tenté de faire le chemin inverse pour déterminer l'origine de ces deux axes – le locus gromae – et leur orientation. Malgré les théodolites et les photographies aériennes qu'ils ont utilisées, ils se sont trompés de quelques centaines de mètres.

**L'AXE DU SOLEIL**

C'est armés d'un GPS (Global Positioning System), qui permet, grâce au satellite, de faire le point avec une précision de quelques dizaines de mètres, que Lionel Decramer est reparti sur les traces de ces mensures romaines. Lesquels, si les calculs de l'ingénieur spatial sont exacts, ont dû commencer leur ouvrage à proximité de la « Table de Jugurtha », la moquette où les troupes du roi de Numidie furent défaits par Marius. Lionel Decramer est presque certain que cette « table » a servi aux légionnaires d'observatoire pour viser le Soleil.

Le 21 juin, lors du solstice d'été, le Soleil y apparaît à l'horizon se-

lon un angle d'environ 32 degrés par rapport aux parallèles terrestres. C'est-à-dire selon un axe identique à celui de la centuriation et qui pointe directement vers celle de Carthage, elle aussi orientée en fonction de la date du solstice d'été. Ayant repéré ces angles de visée, les Romains se seraient ensuite placés sur une colline encore visible dans la plaine, d'où l'arpentage, qui se fait sur terrain plat, aurait véritablement débuté.

« C'est un travail remarquable, qui excite l'imagination », convient Pol Troussset, même s'il ne partage pas toutes les conclusions de l'équipe de Lionel Decramer. L'archéologue se déclare prêt à retourner sur place avec ses amateurs, qui tiennent à vérifier leur hypothèse : si le locus gromae a été correctement localisé, il devrait être possible de prédire avec exactitude la position de nouvelles bornes, si celles-ci n'ont pas disparu.

Hervé Morin

## La science en débat

Conférence  
Mercredi 29 novembre 1995 à 17 h

**Le milieu intellectuel des ingénieurs de la Renaissance**

Luce Giard, Laboratoire d'histoire des sciences et des techniques, UPR 21 - CNRS, Paris,  
Pietro Redondi, université de Bologne, Italie.

Animation :  
Yves-Noël Lelouvier, revue Notre histoire.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris  
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

les tontes  
pour les  
de cent à  
d'indus-  
Les em-  
es et plus  
x des so-  
est dans  
lemagne,  
ntes en-  
s impres-  
ent pour  
t destiné  
pas aux  
créateurs

ain sur la  
lui de-  
sur les  
me sans  
lique au  
vouloir  
emploi et  
être ex-  
des pro-  
ais aussi  
accueil,  
le et so-  
se.

hfeld

icains et  
res de la  
s ont dé-  
tendant  
que offi-  
pro-  
séra l'un  
le presi-  
Robert  
à au Sé-  
rme que  
ment de  
semble,  
neont qui  
est une  
liberté,  
acun de  
x.

INE

uverne-  
nirac de  
s les six  
1 prési-  
t faire  
chemi-  
à voir  
rité so-  
ndicats  
avec la  
s. Mais  
même  
a qu'à

es so-  
maïne,  
as mé-  
ar qu'il  
mes. Il  
n plus  
ci ne  
sures-  
cits fi-  
a mo-  
que, la  
aide à  
ités et



22/1

Mi  
enLa si  
Schu  
et MIL  
nir  
can  
la C  
de  
Stre  
déli  
don  
Pric  
qui  
à-s  
ava  
de  
de  
ge  
ble  
de  
Ka  
UFi  
Le  
de  
7  
de  
ca  
a  
g  
e  
a  
l  
l  
l

## Le dirigisme de Bernard Lapasset dans la gestion du rugby français est remis en cause

L'enquête administrative sur la FFR devrait être achevée d'ici quinze jours

Après le départ des All Blacks néo-zélandais, l'actualité du rugby français passe du sport aux affaires. La fédération fait l'objet d'une en-

quête administrative sur des irrégularités lors de l'attribution de ses contrats de retransmission télévisée. Son président, Bernard Lapasset,

doit également faire face à des critiques de plus en plus fortes sur sa lenteur à adapter la FFR aux exigences du rugby moderne.

DANS un bureau du quatrième étage de la Fédération française de rugby (FFR), les inspecteurs Daniel Ronze et Jean-Louis Cospérec poursuivent leur enquête, qui devrait être achevée d'ici quinze jours. Délégués par le ministère des finances et celui de la jeunesse et des sports, ils multiplient les auditions dans l'espoir d'élucider les étonnantes irrégularités survenues dans l'attribution du contrat de retransmission du rugby à France Télévision lors du comité directeur de la FFR, le 20 janvier 1995. Guy Druet, qui a déclenché la procédure de l'enquête administrative, en attend les résultats. Quelles que soient les conclusions des inspecteurs, le ministre de la jeunesse et des sports a indiqué qu'il consulterait les dirigeants du mouvement sportif, notamment le CNOSF, et qu'il souhaitait que la décision finale revienne entièrement.

Ce sont les révélations du journal *L'Equipe*, dans son édition du jeudi 12 octobre, et celles du livre d'Eric Maitrot *Sport et télé, les liaisons secrètes* qui ont fait l'origine de l'affaire. Elles mettaient en exergue des pratiques contestables ayant abouti à la mise à l'écart de TF1 au profit de France Télévision, malgré des promesses écrites et orales faites à la direction de la chaîne privée (*Le Monde* date 15-16 octobre). Les propositions de TF1 concernant le Tournoi des cinq nations et le championnat de France y auraient été sous-évaluées, voire falsifiées, dans les heures précédant leur présentation au comité directeur de la FFR. Parallèlement,

le rôle de deux membres de l'entourage de Bernard Lapasset est mis en cause. Robert Natali, membre du comité directeur chargé de la communication, était présenté comme l'un des inspirateurs des manœuvres anti-TF1, tout comme Claude Atcher, ancien joueur de haut niveau reconvenu dans les affaires, et proche conseiller du président de la fédération. Ce dernier est également soupçonné d'avoir anticiqué dans des conditions irrégulières un contrat de panneaux publicitaires disposés sur les terrains du championnat par une station de radio périphérique.

Dans un premier temps, TF1 a violemment réagi à l'opération trouble dont elle estime avoir été victime. Le déroulement même des événements lui permettait d'envisager plusieurs angles d'attaque. Premièrement: le comité directeur du 20 janvier 1995 n'avait pas été convoqué dans les formes fixées par les statuts mêmes de la fédération. Deuxièmement, une note juridique concoctée par M. Michel Taupier, consulté par TF1, concluait à la possibilité d'une action en justice sur au moins deux terrains. L'avocat du barreau de Nantes relevait la possibilité d'un délit pénal de « faux intellectuel » dans le truquage des éléments fournis au comité directeur. Il décelait la présence de « manœuvres dolosives » autorisant des poursuites sur le plan civil et l'éventuelle demande de dommages et intérêts. A l'heure actuelle, la FFR n'a reçu aucun avis de plainte. Mais des repré-

sentants de TF1 devaient être entendus par les inspecteurs, mercredi 22 novembre.

### CULTURE DE SOUMISSION

Quelles que soient les conclusions auxquelles aboutira l'enquête, cette affaire est mal tombée pour le président de la FFR. Car elle met en lumière la pratique d'un pouvoir personnel dénoncé de longue date par ses opposants. Elle montre que Bernard Lapasset, en fils spirituel d'Albert Ferrasse, n'a fait que reprendre les méthodes clientélistes qui ont servi pendant des années au patron incontesté de la FFR et lui ont permis de traverser sans encombre plus de vingt ans de l'histoire du rugby national. Mais l'époque a changé, prenant de vitesse des dirigeants rompus à la gestion tranquille et familiale de leur sport.

Bien que la Fédération française ait fait le choix de conserver un statut amateur, elle se heurte aux mêmes problèmes que ses homologues qui ont opté pour le professionnalisme après le feu vert donné par l'International Board en août. Il lui faut notamment faire face au renouvellement d'intérêt médiatique pour le rugby et discuter des contrats avec des poids lourds du type TF1, rodés aux négociations sans concessions. Jusque dans la gestion quotidienne de la vie fédérale, elle se voit contrainte d'obéir à des critères de transparence plutôt qu'au pouvoir de l'ombre. Et les petits arrangements de naguère ne font qu'affaiblir davantage un pouvoir fédéral critiqué de tous

## Les caisses vides du congrès de Deauville

LES AFFAIRES sur lesquelles enquêtent actuellement les inspecteurs de la jeunesse et des sports ne sont pas les premières à illustrer les difficultés que rencontre le président Lapasset lorsqu'il s'agit de s'entourer d'hommes fiables et d'éviter des pertes financières dommageables à sa fédération. L'histoire du congrès de Deauville de 1992 est ainsi particulièrement édifiante.

L'organisation de ce congrès, événement majeur dans la vie de la FFR, avait été confiée en 1991 à Guy Coudert, un membre fraîchement élu du comité directeur. « Je ne le connaissais pas », dit aujourd'hui Jacques Talmier, trésorier général de la fédération. Mais Bernard Lapasset le connaissait un peu. Malgré ses fonctions dans la haute hiérarchie des douanes, M. Lapasset semblait toutefois ignorer que Guy Coudert, à la suite de la mise en règlement judiciaire d'une de ses sociétés, avait été interdit à vie, dès 1988, par une décision de la cour d'appel de Caen, « du droit de gérer, d'administrer ou de contrôler toute entreprise commerciale ou toute personne morale ».

Cela n'avait pas empêché Guy Coudert de créer une association loi de 1901 pour l'organisation du congrès de Deauville. Celui-ci eut lieu en juin 1992, avec le faste qu'autorisait un budget de 2,8 millions de francs. Bernard Lapasset y obtint la légitimité d'un plébiscite, après le « coup » de décembre 1991, qui l'avait vu désigné par le comité directeur à la présidence de la FFR au détriment de Jean Fabre. Mais les bruits des coulisses allaient

vite faire déchanter le président sur les capacités de l'homme qui avait monté la scène de son sacre.

### UN TROU DE 1 MILLION

La FFR fut assaillie d'appels de créanciers qui ne parvenaient pas à se faire régler leurs factures par la société de Guy Coudert. L'hôtel qui avait hébergé les convives du congrès, la société de restauration qui les avait nourris, la société d'édition qui avait fabriqué le luxueux programme des festivités, entre autres, ne parvenaient pas à se faire payer. M. Coudert s'était largement prévalu de la garantie fédérale, il avait obtenu des facilités de paiement de la Société générale, vieux partenaire de la FFR. Et après moult péripéties judiciaires la fédération a donc dû verser au moins 700 000 francs pour combler la plus grosse partie d'un trou estimé à plus de 1 million de francs.

Autant d'argent qui, gaspillé au moins par légèreté, n'a pas pris la direction des clubs ou de la formation des jeunes. Guy Coudert, lui, a été éconduit discrètement du comité directeur. Contrairement à son engagement, la FFR n'a jamais engagé de poursuites pénales à son encontre. « Il était radicalement insolvable », dit aujourd'hui M. Jean-Louis Lachaud, conseil juridique de la fédération, à propos de celui qui avait brûlé pendant un an avec l'argent qui a ensuite fait défaut aux finances fédérales.

J. Fe.

Pascal Ceaux  
et Jérôme Fenoglio

## Le sport otage de la télévision

ERIC MAITROT raconte les noes d'argent du sport et de la télévision, une idylle nouée en France dans les années 80, pour le meilleur et pour le pire. Pour les chaînes privées nées, le football était la potion magique que réclamait leur audience encore fragile.

L'enjeu était souvent vital, la sur-rendre meurtrière. Canal Plus et TF1 se sont finalement partagé un gâteau dont ils continuent, une décennie plus tard, de se régaler. Les deux mastodontes de l'audiovisuel ne laisseront que des miettes à La Cinq, qui tenta sans grand succès de se consolier avec le sport automobile. Expulsé du marché du football, le service public s'est vite adapté aux mœurs nouvelles, défendant bec et ongles ses droits sur le cyclisme, le tennis, le rugby. Dix ans après le début des grandes manœuvres, le constat dressé par Eric Maitrot est amer. Le sport a vendu son âme au

diable. Il est aujourd'hui l'otage des chaînes de télévision. Le payeur ne se contente pas d'être conseiller, il exige, il impose. Des présidents de fédérations, alléchés par la perspective de bonnes affaires, se réveillent ligotés. De bonne foi ou non, par maladresse ou cupidité, ils ont parfois livré les champions en pâture à l'Audimat, cette arène moderne où les tout-puissants patrons de chaîne peuvent, d'un simple mouvement du pouce, condamner un sport ou lui sauver la mise.

L'intérêt de TF1 pour le patinage artistique, l'an dernier, ne doit rien, par exemple, à une soudaine passion de Jean-Claude Dassié. Le responsable des opérations spéciales de la chaîne est, paraît-il, un monomaniac de la formule 1. Simplement, Philippe Candeloro avait à ses yeux une qualité rare: il fait vibrer la « ménagerie de moins de cinquante ans », celle qui fait bouillir le mieux la marmite des publicitaires. D'où l'accord conclu avec le président de la Fédération des sports de glace (FFSG) pour la création d'un Trophée de France, programmé en concurrence di-

recte avec le Trophée Lalique que la FFSG avait attribué par contrat à France 3. Pour Bonaly et Candelloro, la seule figure imposée était: « Patine et taïs-toi ! »

### COUPS TORDUS

L'histoire du contrat entre France Télévision et la Fédération française de rugby (*lire ci-dessus*) est tout aussi édifiante sur les pratiques de la coulisse sportive. D'autres exemples de coups, réussis ou ratés, mais généralement un peu tordus, jalonnent le livre. C'est un récit de journaliste enquêteur, dans lequel l'anecdote a pour mission de mieux faire digérer les faits et les chiffres. S'il s'agit d'une œuvre littéraire, elle évoquerait Duon, sous la plume duquel on a vu se déchirer « les grandes familles ». Comme au carrefour de la bourgeoisie et de la finance naissante, il n'y a nulle place pour le sentiment dans les relations entre le sport et la télévision.

L'intrigue s'appuie sur l'éternelle soif de puissance et d'argent. Elle est servie par des personnages de roman. Les uns naviguent à vue, de petites bassesses en grandes

trahisons. Les autres semblent obéir à un destin tracé. Par ordre d'entrée en scène dans le sport business: Jean-Claude Darmon, le petit juif devenu le vrai patron du foot, du rugby, du patinage réunis; Charles Blétry, ancien journaliste de l'AFP promu à Canal Plus expert en négociation de contrats d'exclusivité; Bernard Tapie, bien sûr, qui dictait la loi de « son » OM sur « sa » chaîne TF1, tout en flakant des courtisans dans la concurrence.

Sans oublier le Variétés Club de France de Jacques Vendroux, dont l'influence peut faire et défaire les sélectionneurs de l'équipe de France de football. Les seconds rôles sont tenus par des journalistes de télé, transformés en camelots chargés de télévendre les spectacles achetés à prix d'or par leur chaîne. Au grand théâtre du sport télévisé, les champions ont rang de figurants.

Jean-Jacques Bozonnet

\* Sport et télé, les liaisons secrètes, par Eric Maitrot. Flammarion, 490 p., 145 F.

## Le salut du FC Porto est dans l'attaque

L'adversaire de Nantes en Ligue des champions doit gagner pour espérer se qualifier

PORTO de notre envoyé spécial  
« Je veux que l'équipe entre sur le terrain pour gagner. Je ne permets pas, je ne permets jamais que des joueurs portant le maillot du FC Porto arrivent avec le ventre au vent. » Voilà le FC Nantes Atlantique prévenu par le



COUPE D'EUROPE

président Pinto da Costa lui-même de l'état d'esprit des adversaires qu'il affrontera, mercredi 22 novembre, en Ligue des champions, sur la pelouse de l'Estádio das Antas. Cet esprit combatif cultivé à l'année sera avivé, cette journée particulière, par des considérations arithmétiques.

Les combinaisons du classement général sont encore infinies, à deux matches de la fin des qualifications du groupe A. Mais les Portugais savent que seule une victoire contre les Français les laisserait entièrement maîtres de leur destin. En revanche, quel que soit leur résultat mercredi, les Nantais auront toujours l'opportunité d'obtenir leur qualification, le 6 décembre, en recevant le Panathinaïkos d'Athènes. Dans une poule où les surprises et rebondissements se sont multipliés depuis la première journée, le 13 septembre, mieux vaut ne pas compter que sur soi-même.

Ce postulat de départ devrait donc pousser le FC Porto à l'offensive. Car il est deux manières de l'emporter: « Essayer de marquer un but de plus que l'adversaire ou tenter d'en prendre un de moins. » L'Anglais qui réduit un grand dilemme à une lapalissade n'a pas perdu sur le continent son bémol insulaire: Bobby Robson, l'entraîneur du club portugais, situe pourtant parfaitement, entre l'envie de gagner et la peur de perdre, l'alternative du football-professionnel depuis que l'esprit de Pierre de Coubertin y a été mis au rencart.

Par goût et par devoir, le responsable technique aime l'attaque. A soixante-deux ans, il chérit avec une jubilation enfantine les combats qui vont de l'avant, les ballons qui remontent sans cesse vers le but adverse, cette ruée permanente qu'il a apprise en Angleterre et enrichie au contact de footballeurs plus pollicés. Vingt-cinq ans passés dans les clubs anglais, à la tête de l'équipe nationale, à Eindhoven puis au Sporting de Lisbonne n'ont pas émonné ses convictions. Le président Pinto da Costa l'a engagé, la saison passée, pour insuffler cette passion offensive à son équipe.

Comment? « Nous avons pris un joueur derrière et nous l'avons mis devant. » La réflexion est bien sûr plus complexe. Mais la boutade de Bobby Robson donne la philosophie générale. « J'ai surtout changé la mentalité des joueurs. J'ai démontré que, pour bien défendre, il n'est pas nécessaire d'être à trois contre deux, qu'ils sont assez bons pour y arriver à deux contre deux. Le joueur supplémentaire était plus utile devant. »

### UNE PART D'IMPRÉVISIBLE

La consigne passe avec plus ou moins de bonheur. La saison écoulée, le champion du Portugal a inscrit 73 buts en trente-quatre rencontres. Cette année encore, il domine le championnat, avec cinq points d'avance après onze journées. Mais, pour l'heure, ses qualités offensives ne sont guère visibles en Ligue des champions. En quatre rencontres, le FC Porto n'a marqué que face à la modeste équipe d'Aalborg. Le bilan des attaquants est loin des principes défendus par l'entraîneur. « Le football gardera toujours une part d'imprévisible », argumente Bobby Robson avant de reprendre avec fougue son plaidoyer pour l'esprit de conquête. Défendre ou attaquer, là est la question. A Porto plus qu'ailleurs, on a oscillé de manière extrême entre ses deux pôles. Dans un passé récent, deux entraîneurs successifs, Artur Jorge et Tomislav Ivic, avaient engoncé l'équipe dans un

moule trop strict. Les velléités de beaux gestes des joueurs portugais ou brésiliens étaient bridées par le carcan tactique. Il y avait là comme une transgression de l'esprit traditionnel du jeu lusitanien, subtil mélange de discipline collective et d'improvisation individuelle. Comme il le fit plus tard au Paris-Saint-Germain, Artur Jorge avait eu le mérite d'asseoir la réputation internationale du FC Porto. Il avait même conduit l'équipe à sa seule victoire en Coupe d'Europe des clubs champions, en 1987. Mais le but marqué d'une tacle au pied contre le Bayern Munich était comme un pied de nez à l'orthodoxie prônée par son mentor.

« Tous les entraîneurs qui se sont succédés ont obtenu des résultats, explique Rabah Madjer. Ils ont les moyens nécessaires: un effectif énorme, un club remarquablement organisé et des dirigeants qui les laissent gérer les affaires sur le terrain. C'est justement pourquoi le club ne peut pas se contenter du résultat. Le public ne demande plus seulement la victoire. Il veut du beau jeu, ce qu'a apporté Bobby Robson. » Celui qui le public de Porto a surnommé pour toujours « Cakchor » (talonnade) s'occupe aujourd'hui de l'effectif junior. Parce qu'il y a « une passion démesurée », il sait qu'à Porto il sera toujours demandé davantage Bobby Robson ne l'ignore pas non plus: « Si tu perds un match, ça va, deux, ça passe moins bien. Au troisième, tu es

### Les matches sur les écrans

● Mardi 21 novembre, sur TF1, Slavia Prague-Racing Club de Lens (Coupe UEFA) à 17 h 50 (direct); sur Canal Plus, Girondins de Bordeaux-Betis Séville (Coupe UEFA) à 19 h 40 (direct); et Nottingham Forest-Olympique lyonnais (Coupe UEFA) à 21 h 50 (différé).

● Mercredi 22 novembre, sur TF1, Porto-Nantes (Ligue des champions) à 20 h 25 (direct).

viré », résume-t-il. L'Anglais n'a pas encore atteint le quota. « Il a la mentalité qu'il s'agit le mieux à la nôtre », dit encore de lui Pinto da Costa. C'est là une condition sine qua non. Que survienne la plus petite distorsion, le moindre hiatus ou trébuchement et l'entraîneur sait ce qui l'attend. La cohésion, voire l'unité, est sacrée. Entretien depuis douze ans, elle est sans doute la clé des succès de Porto. Domingos Gomes, le médecin du club depuis vingt-trois ans, la définit d'une parabole: « Si je dis un jour: « Pour le bien de l'équipe, il faut qu'elle mange du mouton », tout le monde mangera du mouton, les joueurs mais aussi le président, ses adjoints et l'entraîneur. » « Le FC Porto est un monument moral. Il change les gens qui y passent », ajoute le médecin, qui vient d'être élu député, en partie grâce à la popularité acquise dans ses activités sportives. Il partagera désormais sa semaine entre les traversées du Parlement portugais et les bancs de touche, aux côtés de Bobby Robson. « C'est un gentleman, dit-il de son voisin de stade. Je ne comprends pas que le reine d'Angleterre ne l'ait pas encore fait lord. »

Benoît Hopquin

■ Ramon Mendizabal a démissionné de son poste de président du Real Madrid, lundi 20 novembre, après dix ans et neuf mois passés à la tête du prestigieux club, actuellement confronté à de graves difficultés financières. Le rejet, fin octobre, des comptes du club madrilène par l'assemblée des socios (adhérents) a entraîné cette démission. M. Mendizabal avait été réélu pour un mandat de quatre ans le 19 février. Il s'est dit « dégoûté » par les critiques reçues ces derniers mois et a souhaité que son départ « aide à pacifier le club ». - (AFP)

صحن من الامل



السلامة العامة

Le salut du FC...  
est dans l'attaque

# Jean Bardet dans son potager

Une violente passion pour les légumes anime le cuisinier tourangeau

L'AFFAIRE remonte au mois de septembre. Entouré de ses sponsors, bêtes, clients, curieux et amis, Jean Bardet, fameux cuisinier à Tours, recevait chez lui, en qualité de jardinier. Profitant des journées nationales du patrimoine, il faisait visiter son conservatoire d'herbes tendres et de légumes récoqués, installé sous les feoîtres de son hôtel-restaurant, établissement soigneusement mais fermement classé quatre étoiles luxueuses. Une fête dédiée à la terre, à ses prodiges et à ses mannes retrouvées. Gros succès.

Ce chef en sabots ouvragés n'est ni le premier ni le dernier à s'intéresser à la chose légume, obsession qui dure pour les grands chefs, persuadés de tenir là une composante d'avenir - quelquefois goûteuse, souvent coûteuse - dans l'élaboration d'un propos universel qui sauverait le mangeur moderne du régime trop riche qui tue. Alors voilà nos nouveaux mandarins plongeant à mains vives dans leurs carrés de navets très rares, le dos bossu sur la sarriette odorante, la main tremblante vers la carotte d'hiver et le poireau de toujours.

Eux qui ont les moyens d'échapper aux circuits de distribution des multinationales de la tomate élevée en station orbitale et de la courgette nourrie en batterie militent sans beaucoup de risques, mais avec sincérité, pour la remise en œuvre de ce qu'ils appellent « une cuisine initiale ». A chaque saison ses miracles. Le temps de la cueillette est de retour. Et plus de nostalgie pétainiste sur l'ogre jacobin, dévoreur des fils du terroir. Belle province à nouveau nourricière, sobre dans ses enchantements, réaliste dans ses offrandes. Bardet : « En France, on a oublié que les plus belles recettes viennent

de la pauvreté et non de la richesse. »

L'homme qui basarde ces rustiques vérités s'est résolument fait seul. Son apprentissage, il l'entreprend en clandestin, à la bougie, en feuillettant des grimoires et en déchiffrant du Escoffier. Bardam saucier en 1962, au Montana et au Savoy de Londres, écailler de la bonne société nantaise qui ne tolérerait rien d'autre dans ses buffets que du citron, Jean Bardet voit son destin basculer sous quelques lignes de Claude Lebel, dans L'Express, qui le repère à Châteauneuf, en 1972.

Le feu aux poudres. On aime l'impermanence et l'intelligence de ce desperado ironique qui a tout à perdre et rien à gagner dans le combat d'avant-garde que lui fait mener sa remuante désinvolture. C'est l'escalade. Maître cuisinier de France, deux étoiles au Michelin, reconnu vedette à suivre par les guides gourmards, et hommage appuyé, en 1982, de la république gourmande de Jack Lang, qui le bombarde grand chambellan du repas des présidents au sommet de Versailles. Installation à Tours et louanges sans discontinuer depuis. Une carrière.

Le goût est parfois aussi dangereux que l'humour : moins on en a, mieux on se porte. Toutes les cartes des divas actuelles proposent des excentricités, comme s'il était impératif d'épater ou de bluffer le voisin. L'affaire n'est pas que cela soit bon ou pas - à ce degré d'excellence tout est recommandable - le propos est que cela soit plausible ou non. Ces formules de la table s'engagent dans

des courses-poursuites dans lesquelles le client - potage ? le coq au vin ? - regarde passer les plats, et quelquefois les mange, en se demandant ce qui vient de lui arriver.

## REVENIR SUR TERRE

Sans continuer à filer la métaphore, Bardet prend parfois les bordures tout à fait à la corde. Et il freine tard, l'animal. Son menu du potager, sa fièvre, recèle des figures vraiment impressionnantes. Celle-ci, par exemple : « Courge « Jock Little » farcie de ramanouille-minute (coulis de poivrons rouges) » ; ou cette autre, plus acrobate encore : « Mousse de potimoron ou pélagonium odorantissimum (goût de pomme reinette) ». Un as. Tout ça est naturellement platanter. L'homme, à l'évidence, a

encore des choses à démostrer. Facilement même. Le fait que le « Juge rouge » retarde la décision de lui infliger la distinction suprême est plutôt un hommage. Pourtant, derrière ou avant le pigeon au caramel d'épices, un plat heureux comme on dit, un « classique » comme soupirent ses servantes, navrés de voir que l'automatisme de légumes anciens fait toujours un score un peu moins bon à l'audimat, ce pourriez-vous pas, monsieur Bardet, cher Jean Bardet, nous ramener de temps en temps un peu sur terre. Votre terre promise justement.

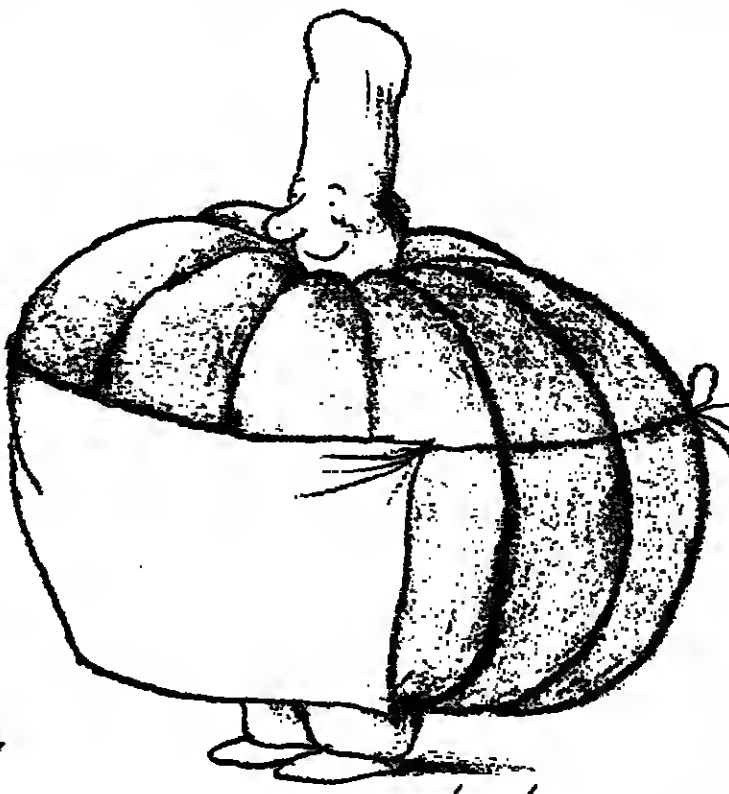
Vous arrive-t-il encore de couper des tomates pour en faire une salade, vous qui en faites pousser de si remarquables, ou d'agacer une purée de pommes de terre comme

dans le temps, ou de faire mijoter des petits pois à la française, tout cons ? Oui ? Alors, vous nous rassurez.

Nous savons quelles sont vos charges et vos responsabilités, votre rang à tenir et les fourneaux cocorico à défendre ; votre puissante et redoutable Touraine à soutenir. Ne nous laissez pourtant pas perdre l'espoir de pouvoir un jour dialoguer de façon moins abstraite avec les pensionnaires de votre jardin échantillonné. Ils ne s'en porteront pas plus mal. Ni votre meou spécial potager.

Jean-Pierre Quélin

\* Jean Bardet, 57, rue Groison, 37000 Tours. Tél. : 47-41-41-11. Fermé dimanche soir et lundi.



DESSIN DE DESCHIZEAUX

## TOQUES EN POINTE

### Bistrot

#### TARAZOULTE

Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre, le chef de l'hôtel La Marmouille présente les spécialités de la cuisine marakchi au restaurant L'Obélisque à l'Hôtel de Crillon (réservations : 44-71-15-15). Tous ceux qui oe pourroient goûter sa pastilla au pigeon auront le loisir, l'année durant, de rendre visite à la charmante Khadija qui mitonne une cuisine familiale, plutôt savoureuse désormais, après des débuts hésitants. Le sobre décor échappe heureusement au tarabiscoté. Le samedi soir, en dégustant des cornes de gazelle, on regarde la danseuse du veotre Sabrina, et sans supplément. Meous au déjeuner : 65 F et 80 F. Comptez 140 F le soir, et 200 F avec un gris de Gerrouane.

\* Paris, 18, rue du Cardinal-LeMoine (75005). Tél. : 44-07-29-50. Jusqu'à 23 h 30. Fermé lundi.

### Brasserie

#### LOUIS XIV

L'arrivée du Louis XIV dans le Groupe Flo marque-t-elle la fin - ou la poursuite - du déclin ? Jean-Paul Bucher, le patron de La Coupole mais aussi de la chaîne Hippopotamus, se défend de vouloir tout casser. Alors, la rôtissoire continue de dorer d'admirables perdreaux (185 F), vendus bico moins cher qu'autrefois, présentés avec des pommes soufflées. On sert désormais des saint-jacques en salade, et toujours le tournedos Rossini. Quelques détails cloquent. Mais c'est bien parti ! Meou à 195 F. A la carte, il faut compter près de 300 F.

\* Paris, 8, boulevard Saint-Denis (75001). Tél. : 42-08-56-56. Tous les jours.

## Gastronomie

### LE CARRÉ DES FEUILLENTS

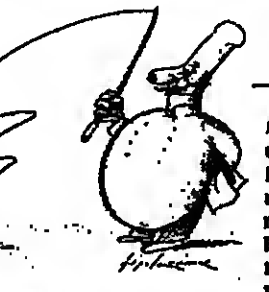
Enfant des gaves et de l'Adour, Alain Dutournier cultive la nostalgie des coutumes paysannes. Un décor de bois clair auquel ne manque que l'odeur de résine. La moquette recouvre désormais le parquet ciré. La cuisine s'est agrandie : office, pâtisserie et boutique pour la vente à emporter complètent l'installation. Le velouté de châtignons au « blanc » de poule faisane est rebassé de cardamome ; un émincé de cèpes marinés fait cootraste avec le petit pâté chaud de cèpes au jus de persil. Une approche classique mais affranchie de la moindre routine. C'est un saint-aubin 1992 - la pucelle - Domaine Roux Père & Fils, qui souligne la juste cuisson du merlu, avec pousses d'épinards et jus de coquillages. Les amateurs de curiosités régionales choisiront la tête de veau à la navarraise, ou bien les côtes de brebis épaisses aux baricots tarbais en cocotte, foodants et parfumés. Le russe pistaché aux fraises, s'accompagne d'un vin doux naturel. Le service est à l'unisson, simple, chaleureux et sans improvisation. Au déjeuner, menu à 260 F. Idées de la saison, avec quatre vins : 600 F. A la carte, comptez environ 500 F.

\* Paris, 14, rue de Castiglione (75001) Tél. : 42-86-82-82. Fermé le samedi midi et le dimanche.

Jean-Claude Ribaut

## Oufs et huile battus

LES historiens de la table hésitent. A qui attribuer la mayonnaise ? Pour les uns, c'est la découverte du duc de Mayenne à la bataille d'Arques (1589) qui donna son nom à une sauce méridionale à base d'huile. D'autres s'en tiennent à la victoire du maréchal de Richelieu, gourmet réputé, qui célébra en 1756 la conquête de Port-Mahon, aux Baléares, en battant de l'huile et des œufs pour se confectionner une sauce. « Mayennaise » ou « mahonnaise », l'inventeur serait surpris d'apprendre que l'an dernier, sur les 57 000 tonnes de



sauciers industriels. C'est bien avant 1957, date où elle fut conditionnée pour la première fois sous cette forme. Aujourd'hui pour détourner de leur droit chemin les irréductibles de la « mayo maison », les fabricants lancent la « mayonnaise fraîche ». C'est une petite entreprise de moutardiers de Haute-Vienne, Delouis, qui en a en la première idée à

intention des épiceries de hère. Un succès. Au point qu'un géant de l'agro-alimentaire, Astra-Calvé, s'y est mis à son tour sous la marque Bénédicte. A la grosse différence de ses concurrents, cette « mayonnaise fraîche » est douce au goût. Comme, par définition, elle ne peut rester fraîche éternellement, elle contient moins de son conservateur ordinaire, le vinaigre, condiment qui est le sauveur et le pire ennemi de la mayonnaise. La cuillerée de vinaigre chaud versée pour rattraper une mayonnaise qui tourne n'est, selon Bernard Loiseau, qu'une astuce qui « dénature la sauce ». Avec ou sans vinaigre, industrielle ou maison, la mayonnaise a ses

haglographes et ses combattants farouches. La bataille se joue d'ailleurs d'un continent à l'autre. L'an dernier se créait en France l'Association de défense de l'œuf mayonnaise, « patrimoine gastronomique en voie de disparition », à en croire ses adhérents. De l'autre côté de l'Atlantique, le « I Hate Mayonnaise Club », fondé en 1990 par Charles Memminger, un journaliste d'Honolulu, milite pour faire de la planète « un espace interdit à la mayonnaise ». Moyennant 10 dollars d'adhésion, on est abonné d'office au très vindicatif No Mayo News, le journal dont l'unique but est de faire la guerre à cette sauce froide.

Guillaume Crouzet

## Vouvray et montlouis, moelleux de Loire

VERNOU-SUR-BRENNE de notre envoyé spécial François Pinon vient, pour la dernière fois cette année, de nettoyer son pressoir pneumatique. Officiellement ouvertes dans les premiers jours d'octobre, les vendanges ne se sont achevées ici qu'au lendemain de l'anniversaire de l'Armistice. Dans le tuffeau de la vallée de Cousse, au septentrion de Vouvray, quelques lourdes barriques gorgées de sucre et millésimées 1995 entament aujourd'hui la lente fermentation hivernale. Une fois encore le miracle a été possible : l'été tourangeau de la Saint-Martin a autorisé les ven-

danges tardives et la quête des moelleux. François Pinon, Noël Pinguet, Jacky Blot, Philippe Foreau : ils sont un petit groupe de vigneron sans quartier de noblesse à oser défier, chaque année ou presque, le destin météorologique et la pourriture grise. Un groupe de poivistes déjà presque célèbres qui révelent deux appellations - vovray et montlouis - qui céderaient aisément à l'émollescence du confort ligérien.

L'affaire est d'autant plus remarquable qu'aucune réglementation ne l'impose. Elle est, avant toute chose, le fruit du cépage

chenin (ou pineau blanc de la Loire) dont la plasticité autorise, sur ce segment du fleuve, toute la gamme du sec au liquoreux additionnée d'effervescence. On peut à n'en plus finir planoter sur le sensoriel gustatif, jouer au pétillant, accepter l'acidité de l'instant ou tenter l'immortalité que confère Botrits cineræ, ce champignon qui assèche le raisin, en cocoonne le suc et offre des vins de miel.

S'ils n'atteindront pas les excès des millésimes 1989 et 1990, les moelleux 1995 sortiront néanmoins de l'ombre au siècle prochain. Avec des tris répétés sur plusieurs semaines par des ven-

danges éclairées on est, cette année, parvenu à des concentrations approchant les 350 grammes de sucre par litre de jus de raisin. Pour atteindre de tels sommets il faut faire le deuil des gros volumes, accepter de ne plus dépasser les rendements autorisés et oser descendre sous les 10 voire les 5 hectolitres à l'hectare. Il faut ensuite trouver les amateurs qui partagent cette ascèse et acceptent que la bouteille atteigne ou dépasse les 100 francs. Et, en dépit de la dureté des temps, ces amateurs existent.

Jean-Yves Nau

\* On trouvera dans les appellations montlouis et vovray de grands moelleux chez Jacky Blot (Domaine de La Taille aux Loups, 37270 Montlouis-sur-Loire, tél. : 47-39-50-80), chez Bernard Fouquet (Domaine des Aubuisières, 37210 Vouvray, tél. : 47-52-61-55), chez Noël Pinguet (Maison Huet, 37210 Vouvray, tél. : 47-52-78-87), chez Philippe Foreau (Domaine du Clos Naudin, 37210 Vouvray, tél. : 47-52-71-45) et chez François Pinon (Vallée de Cousse, 37210 Vernou-sur-Brenne, tél. : 47-52-16-59).

Jean-Claude Ribaut

# GASTRONOMIE...

## PARIS 6e

**ALSACE A PARIS**  
Tél. : 43.26.89.36  
9, pl. St-André-des-Arts, 6e - SALONS  
CHOUCRUTES, GRILLADES  
FLAMMEKÛCHE, POISSONS  
HUITRES ET COQUILLAGES

## PARIS 14e

**LE MONIAGE GUILLAUME**  
SALONS PARTICULIERS 25 Pers.  
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse  
Gibiers - Caviar  
Menu carte : 185 F/245 F - R.D.  
Chambres confort \*\*  
88, rue Tombé-Essaire, 14e. Tél. : 43.22.96.15

## PARIS 8e

**Ristorante GABRIELE**  
- Produits frais - Cuisine familiale  
- Anti-Pasti - Pâtes fraîches maison  
Entre place de la Concorde et la Madeleine  
7, rue Richemont - 75008 PARIS - F.D. 01  
Tél. : 42.60.10.27

**SAUMON, RENNE, CANARD SALE, COPENHAGUE**  
sur les Ch. Elysées  
Menu 230 F. Soisson comprise  
**FLORA DANICA**, Le Pato  
Menu 190 F. Boisson comprise  
142, av. des Ch. Elysées - 44.13.88.28

## PARIS 7e

**La meilleure formule de "LE BISTROT DE BRETEUIL"**  
Le restaurant que l'on aimerait trouver souvent. Qualité-prix, pas de pièges, c'est clair et net, sûrement une des meilleures formules à ce prix-là : 175F.  
Apéritif, vrai vin de propriété (1 bout. pour 2 pers.), café.  
Excellente sélection de produits parmi les plus chers. Foie gras, jambon de Parme, asperges sauce mousseline, carré d'agneau.  
Nouveau homard frais (sur. 15 Frs).  
Carte des desserts.  
Repas d'affaires. 77F.  
3, pl. de Breteuil - 7e.  
Tél. : 45.97.07.27 - Fax : 42.73.11.08.

## PARIS 18e

**Pathya**  
白天餐館  
222, rue Championnet - 18e  
42.28.96.68  
SPECIALITES CHINOISES  
et THAILANDAISES  
tous les jours sauf le mardi  
M<sup>me</sup> Guy-Moquet

**LA TARENTELE**  
DÉCOUVREZ SES SPECIALITES ITALIENNES  
PIZZAS : Normande, Océane, Pêcheur  
Lasagnes et Ossu Bocca maison.  
54, avenue du 6 Juin (Roue de Cœol)  
14100 LISIEUX - Tél. : 31.62.29.00

Sur nos plateaux, c'est elle la star !

**PROMOTION**  
FRUITS DE MER  
6 PLATEAUX  
79<sup>e</sup> - 240<sup>e</sup>

Menus et Formules rapides  
119<sup>e</sup> - 149<sup>e</sup>

**LA CHAMPAGNE**  
GRANDE BRASSERIE DE LA MER  
10 bis, place Cléty - 75009 Paris  
Tél. 48 74 44 75 - Fax 42 80 63 10

**CHEZ HANSI**  
GRANDE BRASSERIE ALSACIENNE  
3, place du 18-Juin-1940 - 75006 Paris  
Tél. 45 48 95 42 - Fax 45 44 55 43

**RENSEIGNEMENTS PUBLICITE "GASTRONOMIE"**  
Tél. : 44.43.77.36 - Fax : 44.43.77.30

les tontes  
pour les  
de cent à  
icté d'in-  
Les em-  
et plus  
x des so-  
est dans  
lemagne,  
nnes en-  
s impres-  
ent pour  
t destioé  
pas aux  
créateurs

ain sur la  
l lui de-  
i sur les  
me mais  
digue au  
vololr  
mploi et  
être exdi-  
des pro-  
als aussi  
accueil,  
le et so-  
se.

hfeld

27

icains et  
res de la  
s ont dé-  
l teodant  
que offi-  
siera l'un  
le prési-  
Robert  
à au Sé-  
rme que  
ment de  
semble.  
nent qui  
est une  
liberté,  
acun de,  
x.

INE

uverne-  
nirac de  
s les six  
1 prési-  
t faire  
chemi-  
à voir  
rité so-  
ndicats  
avec la  
s. Mais  
même  
a qu'à

es so-  
maine,  
as mé-  
et qu'il  
mes. Il  
n plus  
ci ne  
apure-  
chts fi-  
a mo-  
rque, la  
aide à  
ités et







551

# CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995

**ÉDITION** Le milieu éditorial français vit chaque automne au rythme des prix littéraires : quatre « grands » - Renaudot, Femina, Médicis et Interallié, attribué en dernier,

mardi 21 novembre, - plus le « sacro-saint » Goncourt, qui garantit moins une reconnaissance littéraire que de fortes ventes. D'où, autour de ce prix - décerné par une académie

dont les membres, cooptés, sont élus à vie -, des luttes d'influence de plus en plus rudes, en un temps où la santé de l'édition française n'est pas excellente. ● LE GONCOURT (300 000

exemplaires en moyenne) est un enjeu économique majeur pour certaines maisons, venant combler un déficit, garantir les bénéfices d'une année, et, à terme, assurer la survie

de l'entreprise. ● À L'ÉTRANGER, sauf peut-être au Japon où la situation ressemble étrangement à la France, les prix ont un impact plus symbolique qu'économique.

## Prix littéraires, jeux d'influence et enjeux économiques

Le public français achète fidèlement les livres primés, surtout le Goncourt. Obtenir l'une de ces récompenses devient donc, la crise aidant, une nécessité vitale pour les éditeurs

CHACQUE ANNÉE, un lundi de novembre, deux auteurs de romans français font l'ouverture du journal télévisé de 13 heures : le lauréat du prix Goncourt (créé en 1903) et celui du Renaudot (créé en 1926). Qu'un pays mette ainsi sa littérature à l'honneur devrait réjouir tous ceux qui défendent les livres. Pourtant, à chaque fois, ce ne sont que sourires en coin et accusations : les jurés, inamovibles, ne seraient pas indépendants, les prix seraient truqués, et les éditeurs s'entendraient pour se partager le gâteau. Trois d'entre eux, Gallimard, Grasset et Le Seuil, à force d'avoir leurs habitudes sur les podiums, sont même confondus sous le sobriquet commun de « Galligrasset ».

Tout serait donc attendu, prévu, verrouillé. Le lauréat n'aurait qu'à se réjouir d'avoir été là au bon moment pour servir les intérêts de sa maison, empocher l'argent, se taire, disparaître même parfois, « tué » par le succès. Il ne faudrait surtout pas qu'il se mette à croire qu'on a distingué son livre et son

talent. Si la mécanique était aussi bien huilée, l'affaire serait entendue : les prix auraient disparu, emportés par le ridicule et le discrédit. Mais ils survivent, dans un labyrinthe d'intérêts symboliques, politiques et financiers dont les composantes changent périodiquement.

A ce titre, l'année 1995 est exemplaire, parce qu'elle « fait désordre ». On voyait Grasset - qui a quasiment obtenu, depuis 1986, un Goncourt tous les deux ans - vainqueur à coup sûr avec le roman de Franz-Olivier Giesbert, *La Souille*. Et voilà que le jury a élu Andréi Makine, l'auteur du *Testament français* (Mercure de France), qui venait de recevoir, une semaine auparavant, le prix Médicis (*ex-aequo*) (*Le Monde* des 8 et 15 novembre). C'est une première. Un auteur ne s'était jamais vu décerner, la même année, deux des plus importantes récompenses littéraires. Comme si, à la traditionnelle guerre entre éditeurs, venait s'ajouter une guerre entre jurys.

Les Goncourts se sont enorgueillis de leur choix comme d'un acte de liberté. « C'est la preuve que c'est le livre qui compte », commentait Didier Decoin, nouveau juré. Une affirmation qui serait superbe si aucun doute ne pesait sur la désignation des lauréats. A qui la faute ? Aux jurés ou à tout un système qui ne pouvait naître qu'au pays où chacun, même un ancien président de la République, veut écrire des romans ? En France, l'impact, non seulement symbolique mais économique, des prix littéraires prend une tournure particulière. Le public français achète les romans primés, et au premier chef le Goncourt, sans savoir que les choix entretiennent des rapports parfois vagues et lointains avec la qualité des textes.

Certes, les jurys se sont inévitablement « souvent trompés » (le Nobel lui-même n'a-t-il pas négligé Proust, Joyce, Borges et quelques autres ?), et on n'en finit pas de rappeler les noms des Goncourts « qui ne disent plus rien à personne » alors que l'académie a couronné si peu de grands écrivains.

« Même si on peut se passer des prix financièrement, ils se rendent indispensables en termes d'image »

Mais, aujourd'hui, même ces luttes d'influence, ces empoignades d'un pays qui a un rapport « passionnel » à sa production romanesque, semblent ne plus être le véritable enjeu de la « machine des prix ». Depuis une dizaine d'années, celle-ci ne répond plus guère à des critères de goût, à la défense de tel ou tel courant littéraire. La crise économique à laquelle est confrontée l'édition rend le sys-



### Petit traité d'habileté académique

COMMENT les Goncourts font-ils pour être au bon moment « là où on ne les attendait plus », pour échapper au discrédit qui les menacerait si les romans de septembre devenaient, systématiquement, information en novembre ? Ils semblent avoir un sixième sens, un instinct de survie. Qu'en on juge :

1984 : Bernard-Henri Lévy publie son premier roman, *Le Diable en tête* (Grasset). Les Goncourts n'aiment guère couronner un premier livre - de peur, comme c'est arrivé, que leur lauréat ne publie plus rien ensuite. Mais Grasset veut le Goncourt, et Lévy aussi. Tout est « calé », on le dit, c'est sûr, les autres éditeurs pensent déjà à l'année suivante. Le Goncourt est attribué à Marguerite Duras pour *L'Amant* (éd. de Minuit). Un écrivain incontestable pour un roman publié chez l'indémodable éditeur de Samuel Beckett, Jérôme Lindon.

1990 : un grand journaliste rêve du Goncourt, comme un enfant. Philippe Labro, auteur Gallimard à succès, ferait un très convenable Goncourt populaire, à très grosses ventes. D'autant que Gallimard

n'a pas eu le prix depuis 1985 et que Grasset l'a eu en 1986 et 1989. Mais il est aussi le puissant directeur d'une grande radio, RTL. Donc « encombrant », le Goncourt revient à Jean Rouaud, pour un premier roman (mais ouï !), *Les Champs d'honneur*, publié par Jérôme Lindon.

1995 : Grasset, qui n'a pas eu le Goncourt en 1994 (mais en 1991 et 1993 toutefois) le veut « à tout prix », dit-on. Deux écrivains reconnus sont au rendez-vous, François-Olivier Rousseau et Hector Bianciotti. Mais le directeur de la rédaction du *Figaro*, Franz-Olivier Giesbert, qui n'en est pourtant qu'à son troisième roman, est aussi sur les rangs et, très vite, favori. Inconvenant : pourquoi Giesbert quand on jugeait Labro - auteur plus accompli - gênant ? On entendait déjà les commentaires. Le prix est décerné à Andréi Makine, publié au Mercure de France par Simone Gallimard, qui vient de mourir (le 22 octobre).

Josyane Savigneau

tème d'autant plus pervers que l'obtention régulière d'un grand prix - surtout le Goncourt - devient pour certaines maisons une nécessité, voire un enjeu vital. C'est de là qu'est née la lutte au couteau entre les trois rivaux-complices du triangle « Galligrasset », dont aucun, bien sûr, n'avouera les moyens mis en œuvre pour « fidéliser » les jurés (salaires ne correspondant pas à un travail, à-valoir excessifs, etc.).

L'équilibre économique de ces maisons dépend-il vraiment des prix ? Antoine Gallimard, PDG des éditions du même nom, et Claude Cherké, PDG du Seuil, ont la coquette idée d'afficher, l'un et l'autre, un air dédaigné. « Pour nous, c'est la certitude sur le gâteau, lance Antoine Gallimard. Autrefois, on se disait qu'un prix allait ajouter des bénéfices à une année équilibrée. Aujourd'hui, je cherche à dégrader des bénéfices qui qu'il arrive. »

Cela dit, pour une petite maison comme le Mercure de France (filiale de Gallimard) - dont le déficit net annuel est de 3 à 4 millions de francs - le Goncourt est une au-

baîne, reconnaît Antoine Gallimard : « Le Makine apportera une bouffée d'oxygène au groupe en aidant à compenser les déficits du Mercure. »

On peut sourire de la distance que semblent prendre MM. Gallimard et Cherké avec les prix. Mais il est vrai que les recettes d'un Goncourt, si elles peuvent doubler le chiffre d'affaires d'une petite maison, ne représentent qu'une faible part d'augmentation pour des entreprises comme Gallimard et Le Seuil, qui s'appuient à la fois sur un fonds important et sur une production étendue (littérature, sciences humaines, jeunesse, poche, etc.). La vente d'un Goncourt va généralement de 150 000 à 400 000 exemplaires - sauf mauvaise surprise, ou très bonne (L'Amant, de Duras, a atteint le million en 1984). Un Goncourt à 300 000 exemplaires (d'un livre vendu 100 F) intervient pour 3 % dans le chiffre d'affaires de la maison Gallimard (environ 550 millions de francs par an), pour 5 % dans celui du Seuil (environ 300 millions de francs). Pour Gallimard et Le Seuil, les

prix servent surtout à attirer ou à retenir des écrivains « chatouillés » par l'envie de récompenses. « Ce qui se rappelle les gens, explique Claude Cherké, ce n'est pas les livres que nous avons publiés à la rentrée, c'est si nous avons eu au non des prix. Ce qui est gênant, c'est que, même si on peut se passer des prix financiers, ils se rendent indispensables en termes d'image. »

Pour Grasset, en revanche, dont

### L'indifférence américaine

Contrairement à la France, passionnée par ses écrivains et valorisant les prix littéraires censés les honorer, les États-Unis tiennent la littérature dans les marges de la reconnaissance populaire, ce qui évite aux critiques et aux jurys - tourmentés ou indépendants du monde de l'édition - ce « pouvoir » tant convoité en France. Les prix apportent du prestige aux auteurs - et, pour certains, de l'argent -, mais ont généralement peu d'incidence sur la vente des livres. Les deux récompenses qui ont un réel retentissement sont le Pulitzer, fondé en 1918, à vocation d'abord journalistique, et le National Book Award, une distinction uniquement littéraire, dont Botges, en 1970, fut le premier lauréat. Le Pulitzer, décerné par le conseil d'administration de l'université Columbia de New York, comporte douze prix récompensant des ouvrages de différents domaines. Le National Book Award, dont le jury tourne chaque année, est plus prestigieux (et doté de 25 000 dollars).

M. V. R.

### Les grandes manœuvres japonaises

TOKYO

de notre correspondant

Les prix littéraires japonais font partie des politiques commerciales des maisons d'édition qui les patronnent. Les plus connus sont le prix Akutagawa (souvent comparé au Goncourt pour sa notoriété) et le Naoki, décernés deux fois par an. Ce sont les grandes manifestations de la vie littéraire, organisées par la maison d'édition Bungei Shunju. Lorsqu'ils furent créés, dans les années 30, ces deux prix se différencient : le premier (en mémoire de Ryunosuke Akutagawa, l'auteur de *Rashomon*, mort en 1927) consacrait les auteurs de littérature pure et le second (référence à l'écrivain Sanjugo Naoki : 1891-1934) la littérature plus populaire. Après la guerre, cette distinction s'est progressivement effacée. Les nouveaux prix créés au début des années 90 par la maison d'édition Shinchosha, le prix Mishima et le Shogoro Yamamoto (décédé en 1967) couronnent des écrivains peu connus. Les éditions Chûokoron décernent également depuis une trentaine d'années le prix Tanizaki.

L'auteur vedette, le succès scandale et le maelstrom médiatique ont fait d'abord des prix littéraires de grandes opérations commerciales. Choisis par les maisons d'édition qui patronnent les prix, les membres des jurys appartiennent au monde des lettres et leurs choix n'ont souvent guère de signification proprement littéraire. Ils couronnent parfois moins des œuvres que des personnalités médiatiques. De grands écrivains marqués à gauche - tel Hiroshi Noma - n'ont jamais été distingués. D'autres, en revanche, comme Yukio Mishima ou Junnosuke Yoshiyuki, ont fait partie du jury Akutagawa, de même que Kenzaburo Oe, qui s'en est retiré avec fracas.

En réaction à ce système, des mouvements de citoyens créent leurs prix : c'est le cas par exemple de la ville d'Otaru (Hokkaido), qui décerne le prix Sei Ito (poète né dans la région) et dont le jury est estimé. Enfin, les décorations décernées par l'État japonais ne sont rien d'autre que des consécration officielles non dénuées de significations politiques : Kenzaburo Oe ou Shobei Oka (auteur des *Fenô*) ont ainsi refusé l'ordre de la Culture, que vient en revanche de recevoir Shusaku Endo (auteur, entre autres, de *Silence*).

Philippe Pons

### Britanniques et Allemands préfèrent les récompenses symboliques

LES HABITUDES des prix littéraires, dans les pays de tradition puritaine comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne, tranchent sur celles de la France avec ses jurys inamovibles, liés par un jeu d'influences subtil aux maisons d'édition. La plus prestigieuse distinction littéraire britannique, nous rapporte notre correspondant, le Booker Prize (fondé en 1968), a un impact imprévisible sur les ventes, et les principales maisons d'édition ne sauraient compter sur lui pour « arrondir leurs fins de mois ». Les membres du jury sont sélectionnés par un « comité de gestion » - composé d'éditeurs, d'auteurs ou de personnes liées au monde des livres - et nommés

pour une seule année, ce qui préserve contre les éventuelles pressions des éditeurs.

En Allemagne, où la décentralisation minimise l'enjeu des distinctions nationales, les deux principaux prix qui ne soient pas internes à un Land couronnent une œuvre et non un livre en particulier, ce qui diminue d'autant les retombées commerciales. Le Georg-Büchner-Preis, créé en 1923 à l'intention d'un poète ou d'un romancier et décerné par la Deutsche Akademie für Sprache und Dichtung, aurait pour équivalent français le Grand Prix de l'Académie française - en plus novateur toutefois, puisqu'il distingue volontiers de jeunes auteurs (Peter

Handke fut lauréat en 1973, à trente et un ans). Le jury est permanent mais sans lien avec le monde de l'édition. Reste la cérémonie, très institutionnelle comme toujours en Allemagne, qui impose au lauréat un discours, ainsi que son éloge par une personnalité. Le même fonctionnement vaut pour le Prix de la paix des écrivains et libraires allemands. Il est attribué lors de la Foire de Francfort à une œuvre (pas nécessairement littéraire) qui a le mieux servi l'idée de la paix - cette année, sa remise à l'islamisante Annemarie Schimmel a déclenché une polémique.

En Italie, les prix sont plus populaires. Le prestigieux prix Strega,

créé en 1947, dont le jury se compose de 400 personnalités du monde intellectuel, assure une vente en librairie d'au moins 30 000 à 40 000 exemplaires. Le prix Campiello, décerné depuis 1963, a des retombées commerciales plus importantes (au moins 50 000), le grand public participant directement au vote : sur indication d'un jury renouvelable tous les deux ans, composé de dix critiques littéraires et d'un président extérieur au monde des livres, une liste de cinq titres est proposée à un autre jury, renouvelable chaque année, de trois cents lecteurs de toutes catégories sociales.

DANSE

THEATRE

PARIS

DU 28 NOV. AU 2 DEC. 20H30

MATHILDE MONNIER

NUIT création

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

les toutes pour les de cent d'ité d'im- Les em- es et plus x des so- est dans le magne, ames en- s impres- vent pour t destiné , pas aux créateurs

ain sur la i lui de i sur les me mais ilque au vnuoir mpli et être exi- pros- als aussi 'accuei, ie et so- se.

hfeld

47

icains et res de la s ont dé- l'endant que offi- esser l'un re prési- Robert f au Sé- rme que ment de semble, nent qui t une liberté, acun de ac.

INE

uverne- tirac de s les six t prési- t faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- r qu'il mes. Il n plus ci ne apure- cits fi- a mo- que, la aide à ités et



22/1

Mi  
enLa s  
Sch  
et MIL  
nir  
can  
la C  
de l  
Stre  
déli  
don  
Pric  
qui  
à-s  
ava  
de  
de  
ge  
ble  
de  
Ka  
- UFi  
Le  
de  
7  
ci  
ci  
a  
g  
c  
a  
l  
l  
l

## De son séjour en Norvège, Monet rapporta vingt-huit toiles enneigées

Le Musée Rodin en expose douze, quelques croquis et des photos

Episode méconnu de la vie créatrice de Claude Monet, son séjour en Norvège durant l'hiver 1895 fait l'objet d'une exposition au Musée Rodin, à Paris. Petite par la taille, elle n'en éclaire pas moins les obsessions d'un peintre qui n'en a jamais fini avec son motif et qui, là, se trouve

confronté à rudesse du climat. Où l'on voit Monet se coller à la neige, et pour la première et seule fois à une montagne : le mont Kolsaas.

**MONET EN NORVÈGE.** Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 44-18-61-10. Tous les jours, sauf le lundi, de 9 h 30 à 16 h 45. Jusqu'au 7 janvier.

Douze peintures, des croquis, une collection de photos... L'exposition est modeste, mais mérite qu'on s'y arrête. L'épisode norvégien de deux mois (février et mars 1895) qu'elle rappelle est peu connu, généralement considéré comme une parenthèse dans le parcours de Monet. Une parenthèse dont on sait par les lettres que le peintre a envoyées à sa femme, Alice, pendant son séjour à Christiania, aujourd'hui Oslo, et dans les environs, qu'elle avait tourné d'une « campagne de peinture » beaucoup moins confortable que les autres.

C'est le peintre Frits Thaulow, un Norvégien de Paris, ami de Rodin, qui avait incité Monet à aller peindre l'hiver norvégien. Une tentation à laquelle Monet pouvait céder d'autant plus volontiers qu'il avait des raisons familiales de faire le voyage - son beau-fils, Jacques Hoschedé, était installé à Christiania depuis peu. C'était aussi l'occasion de satisfaire sa curiosité de Normand envers le pays des Vikings, où la culture française avait du succès : Monet lui-même y était connu depuis le saloo d'automne de 1890, dont il était l'un des invités d'honneur avec Degas et Pissarro. A ces motivations d'homme noté dans le catalogue de l'exposition, il faut peut-être ajouter le besoin que le peintre pouvait avoir de se refaire une virginité après avoir travaillé deux ans à sa série des cathédrales de Rouen.

A son arrivée, Monet est aux prises avec la neige. Le motif n'est

pas nouveau pour lui : de la Seine à Bougival aux environs d'Honfleur, d'Argenteuil à Giverny, le peintre en avait cherché les « effets ». Mais cette fois, la neige fait plus que recouvrir le paysage, elle fait corps avec lui. Et Monet est pris dedans, emporté dans son motif : il ne sait pas s'ilier, et doit se tenir là où les routes sont dégagées.

Cela explique le cadrage invraisemblable de ses vues du mont Kolsaas. Le mont qui fait l'objet d'une douzaine de toiles, il ne l'a pas trouvé d'emblée, pas plus que ses autres motifs : « Impossible d'arri-

### Deux toiles voyageuses

Le Musée des beaux-arts de Rouen expose deux nouvelles toiles de Claude Monet : *Vue générale de Rouen et Rive, effet de neige, soleil couchant*. Cette dernière toile, réalisée en 1869, représente la route de Versailles à Louveciennes, enneigée et haïgnée par la lumière du soleil couchant. Elle est exposée à Rouen suite à un dépôt de l'Etat. Elle appartenait à un collectionneur français qui dut la vendre en 1902. Le tableau a disparu pendant la seconde guerre mondiale avant de réapparaître en 1971 avec vingt-six autres toiles confiées aux musées de l'ex-RDA par un prélat agissant au nom d'un ancien soldat de la Wehrmacht qui les avait ramenées de France. Les tableaux ont finalement été remis en 1994 à la France par le gouvernement de Bonn.

ver dans un pays pareil et de s'y accoutumer tout de suite pour travailler. » Et Monet de regretter son jardin de Giverny et d'être tenté de rentrer au héraclès dès le 13 février. Mais le désir d'affronter le paysage norvégien l'emporte, il est au travail au bout de trois semaines, et ne tarde pas à constater, comme à Rouen, comme toujours, qu'il lui faudrait rester plus longtemps pour venir à bout de ce qu'il cherche, des effets différents. Il fait si vite qu'en cinq semaines il eotreprind vingt-huit tableaux autour de quatre motifs : des maisons perdues dans la neige, le vil-

lage de Sandviken avec son pont métallique, le fjord de Christiania et ses fiots à fleur d'eau, et le mont Kolsaas déjà mentionné, qui lui fait penser au Fuji-Yama, comme les maisons de bois de Sandviken lui rappellent les villages japonais dont il est familier par estampes interposées. Le mont qui est tout en rondeurs n'a pourtant pas grand-chose de la montagne d'Hokkaido. A croire que Monet avait besoin de cette idée rassurante, d'un terrain qui lui est familier, et de l'image d'une nature apprivoisée plutôt que sauvage, pour pouvoir brosser son hiver norvégien.

Reste que Monet n'a jamais signé que la moitié des œuvres ramassées de Scandinavie. Ce sont celles-là qu'il coosiderait donc comme présentables que l'exposition voue de Norvège (elle a été présentée à Stavanger au cours de l'été) montre surtout.

Geneviève Breerette

## « La Parisienne », le pari d'interpréter une femme infidèle très honnête

Les bienfaits et les risques du casting

**LA PARISIENNE.** de Henry Becque. Mise en scène : Jean-Louis Benoît. Avec Jean-Marie Winling, André Marcon, Nathalie Baye, Marie Mergey, Niels Durbost.

**THÉÂTRE DE L'ATELIER,** place Charles-Dullin, Paris 18<sup>e</sup>. Tél. : 46-06-49-24. Du mardi au samedi à 21 heures. Samedi à 18 heures et dimanche à 15 h 30. 80 F à 280 F.

La pièce d'Henry Becque, *La Parisienne*, est un cas d'espèce. Le partage à trois - épouse-mari-amant - ne suscite ni pas de sourde en coin. C'est une situation naturelle, cordiale. La valeur de *La Parisienne* repose sur le calme, le froid pur et la précision accomplie des paroles : on dirait du marbre taillé par Rodin et poli par Camille Claudel (Rodin avait sculpté une tête de Henry Becque).

*La Parisienne* est, d'habitude, jouée à contresens, parce que acteurs et metteurs en scène ne peuvent pas se couler dans cet amoralisme résolu. Les conventions voudraient que l'épouse soit une coquette perverse, le mari un mari trompé, l'amant un séducteur presque professionnel. La difficulté majeure est le jeu de l'épouse. *La Parisienne* ne peut tenir debout que si une actrice de toute première grandeur enrichit le canevas par une quantité de choses non dites : enfance, douleurs, échecs, revanches, et d'autres raisons ou intentions, à son gré. Faute de quoi *La Parisienne* devient une comédie d'époque, sans plus. N'oublions pas que Becque n'est pas un auteur polissoir du tout. C'est lui qui, le premier, posa sur une scène de théâtre un « prolo » qui s'opposait aux lois du marché. Lorsque Becque fut invité à

écrire dans *Le Figaro*, il donna un article : « Les droits des pauvres ».

Quand il a été annoncé que Jean-Louis Benoît, l'un des fondateurs-animateurs du théâtre nettement « progressiste » de l'Aquarium (ils avaient fait un chef-d'œuvre sur la grève de l'usine Ipi), mettait en scène *La Parisienne*, Henry Becque a tout de suite paru en bonnes mains, d'autant que les rôles du mari et de l'amant étaient confiés respectivement à Jean-Marie Winling et André Marcon, deux acteurs de forte conscience, de haute volée, pas des plaisants. Mais, pour tenir le rôle de l'épouse, l'actrice rêvée n'a pas été trouvée. Ce fut déjà l'obstacle lors de la création de la pièce, en 1885, et lors des premières reprises, jusqu'à ce qu'une très grande actrice, Réjane, s'impose, et aussitôt la pièce fut enfin comprise, et fit un triomphe.

Les producteurs de *La Parisienne* aujourd'hui ont cédé aux mirages du « casting » : la notoriété de Nathalie Baye est considérable, elle est, à juste titre, connue et appréciée, par l'entremise du grand et du petit écran. Mais, sur scène, dans *La Parisienne*, bien montée en équilibre par plusieurs robes de toute beauté (de Dominique Borg), Nathalie Baye lance vite, fine et souriante, un rôle qu'elle ne prend pas cruellement en compte, et, malgré sa gentillesse, malgré son absence entière de vulgarité ou de truc, elle donne plutôt, comme ses devancières, une vive et charmante Parisienne « de théâtre ». Il y a décidément un antagonisme entre les combinaisons cinématographiques des producteurs, destinées à amener la clientèle des théâtres (l'intention elle-même est bonne) et la libre expression responsable de l'art du théâtre, lequel ne peut s'accomplir que toutes les chances de son côté.

Michel Cournot

## CharElle Couture présente un projet multimédia à la Cité de la musique

Il y a une quinzaine d'années, le mensuel *Actuel* organisait des sessions de « rock-painting » à Paris. Dans les tréfonds du cinéma Rex, le peintre s'étoila Hervé Di Rosa peignait dans l'urgence sur carton oodulé au rythme chaotique des Anglais Rip Rig & Panic, avec Neneh Cherry en invité. L'époque était aux branchés, oostandules de noir habillés, traînant dans une euphorie de jeunes créateurs des visions cocainées de la haute-tension urbaine.

Jeune homme à barbiçette, le Néocléon Couture enregistrait les néo-planants poèmes rock, où figurait sa marque de fabrique, *Comme un avion sans aile*. Aujourd'hui, un peu plus patriarcale, un peu moins singulier, il affectionne toujours le noir, porte un honnet à la Jack Nicholson (époque *Vol au-dessus d'un nid de coucou*), des boots et des lunettes de soleil en pleine nuit. Malgré un dernier album, *Les Naves*, plutôt écolo, il jure un amour éternel aux mégapoles, « mélange de frénésie, de raison et d'absurde ». Pen-

dant ce temps, l'art rock a remis les tubes et les pots d'acrylique à la marge, pour se vautrer dans la technologie vidéo.

CharElle Couture, qui est peintre, photographe et auteur de scénarios pour le cinéma, a pris le virage du virtuel. La Cité de la musique, qui accueillait deux jours durant la chanson, reflète poétique d'une réalité sociale, l'a convié le 17 novembre à créer sa scène le *Dawn Town Project*, un album paru chez Chrystalis, au début de cette année.

Conçu avec des musiciens new-yorkais (Elliott Sharp, Mike Rimbaud, Erik Santo) et des Français férus de musique contemporaine (Niko Mingo), de technologie musicale (François Causse) ou de folk (Yannick Hardouin), le *Project* était, selon Couture, une somme de « campositans animés par le cinéma, la photographie ou la virtualité vidéo », mélange de rock underground, de jazz, de boogie-woogie, sur des textes dits en douala, en anglais ou en français. « Comme autant de poèmes qui tra-

verseraient les cailloux d'un projet (donné aux immeubles populaires, où se retrouvent souvent les immigrés) ».

Pour la Cité de la musique, Couture a dû traduire ce « projet de la ville à l'œuvre » en images. Six musiciens, tous excellents (doot Niko Mingo et Alice Botté aux guitares, Ian Hardwin à la basse et Jean Faufant à la batterie), s'alignent à six invités, parfois surprisants (l'exubérante Brésilienne Mônica Passos, le poète et compositeur de l'East Village Mike Rimbaud, le guitariste distordu Elliott Sharp, l'actrice Agnès Soral...) et une vedette, CharElle Couture.

Long commentaire lu ou fredonné de la vie urbaine, le *Project* est conçu comme une projection cinématographique : grand écran (double), scénario déambulateur, images filmées par le chanteur dans les rues de New York, mixées à des gros plans, volés en direct par des caméras mobiles, aux musiciens, chanteurs, comédiens - bouches, cils, fonds d'œil - colorisés selon l'humeur de la musique. Un foisonnement. « Plus les téléscopes seront perfectionnés, plus il y aura d'étoiles », disait Flaubert (cité par Paul Virilio, dans son dernier ouvrage, *La Vitesse de libération*, aux éditions Galilée).

**DÉMON INTÉRIEUR**  
Le trio vocal Salala, invité le 19 novembre, à la Cité de la musique pour le même cycle, vient des bords plateaux malgaches. La voix suffit à ses hommes pour faire entendre leurs histoires de bétail assoufflé. Le Réunionnais Danyel Waro a ajouté à sa rage poétique un arsenal de percussions - fer blanc, peau de cabri, tige de canne à sucre, graines de safran - aptes, en principe, à exorciser toute pensée raciste. Le *Dawn Town Project* a ratissé les rues de la ville : il fait du bruit, casse la moindre velléité de silence à coups de guitares monstrueuses (à deux têtes, sans corps, renflées au milieu), de lumières (conçues par Couture et Christophe Rohrand).

A « l'agitation des piétons spe-

dés », au « macadam inondé » projetés sur les écrans, se superposent des bleus dépressifs si chers aux Bristoliens Portishead, du jaune canard, couleur saturée chère aux palettes graphiques, du rouge apocalyptique. Points verts, bleus, tranchés de colonnes sculptées dans la lumière - un reste d'esthétique hellénique -, conversations téléphoniques à longue distance. Babel libre, ville mondiale.

Malheureusement, les invités s'effacent et les images subliminales servent avant tout un ego hlessé et débordant. Voici donc Couture, excellent musicien, jamais dépourvu d'audace ni d'imagination (ou se rappeller ses *Concerts naïfs au pays des anges*, mis en scène à la façon de Philippe Decouffé au Théâtre de l'Odéon fin 1994), tenu une fois encore par son démon intérieur de se plaindre en scène de l'appellation de « chanteur », doot « les gens » (le bouc émissaire de l'insatisfaction artistique) l'affublent. Pataud, désemparé, vexé, Couture rétorque aux impies que, lui, n'a pas « de problème d'étiquette, mais des problèmes d'éthique ». Du coup, on y croit moins.

Véronique Mortaigne

## L'hommage de Yutaka Sado à Leonard Bernstein

**BERNSTEIN :** Deux méditations. **RACHMANINOV :** 3<sup>e</sup> Concerto pour piano et orchestre. **BEETHOVEN :** 7<sup>e</sup> Symphonie. **Koji Oikawa** (piano), Orchestre des Concerts Lamoureux, Yutaka Sado (direction). Salle Pleyel, le 19 novembre. Prochain concert : Smetana, Grieg, Dvorak, avec Jean-Marc Luisada (piano), Yutaka Sado (direction). Le 3 décembre à 17 h 45. Tél. : 45-63-60-62.

Le chef japonais Yutaka Sado jouit d'une excellente réputation, qu'est venue renforcer, le 12 octobre, sa victoire au Concours Leonard-Bernstein de Jérusalem. Il se trouve que Sado, premier chef invité de l'Orchestre Lamoureux, fut l'élève de Bernstein, auquel il a justement choisi de rendre hommage tout au long de la saison. Il se trouve aussi que le premier concert dirigé par « Lenny » à Paris en 1958 le fut à la tête de l'Orchestre des Concerts Lamoureux.

Yutaka Sado dirige sans partition. Les chefs qui dirigent de mémoire ont souvent, avec la musique, un

rapport plus intime, plus direct. Et puis, où la mettrait-il ? Déjà, l'esthétique est à peine assez vaste pour contenir la chorégraphie à laquelle il se livre : déhanchés, pirouettes, sautis viendront divertir l'œil tout au long du concert - sans qu'on y sente pourtant une quelconque volonté de se donner en spectacle.

Dans les deux méditations de Mass, Sado insufflé une ardeur et une sincérité que n'aurait pas désemparés son maître. Le vibrato généreux des cordes compense les lacunes de cette interprétation, bricolée avec deux bouts de ficelle - un orgue électronique, un piano purement synthétique, une harpe introuvable. Mais on est heureux de réentendre cette œuvre, qu'à l'instar des autres pièces programmées au cours du cycle, Sado a choisie parmi les plus méconnues du compositeur américain.

Annoncé comme une révélation, le pianiste Koji Oikawa - ex-jeune prodige de vingt-huit ans, auquel la firme RCA-Japon vient d'offrir son premier récital discographique (Chopin) - paraît encore un peu vert. C'est du très beau piano, avec une sonorité solaire, un toucher charmé sans dureté ; les doigts sont d'une précision redoutable. Mais il faudrait qu'Oikawa s'affranchisse des modèles dont il a visiblement beaucoup écouté les interprétations et dont sa propre vision somme un peu comme la synthèse, propre et brillante.

Sado se retrouve seul au pupitre pour une *Septième* de Beethoven qu'on n'oubliera pas de sitôt. Les quatre mouvements sont enlevés avec une énergie péremptoire, une belle générosité sonore et une impulsion rythmique de tous les instants. Sado a l'art d'aller droit à l'essentiel, et de faire dire à la musique ce qu'elle a de meilleur, fût-ce au prix de quelques imprécisions de détail ou de certains excès dynamiques.

Jacques-Emmanuel Foussnaquer

**PREMIÈRES (-50%) du 22 au 30 NOV.**  
**PETIT MONTPARNAISSE**  
**le Livre de ma Mère**  
**ALBERT COHEN**  
**avec ALAIN CHEVALLIER**  
mise en scène **JACQUES ARDOUIN**  
Loc. 43 22 77 30  
AU FOYER DES THÉÂTRES COUQUARDS ET VINS OUDON  
**ECOUTEZ VOIR**

**Théâtre Molière /**  
**maison de la poésie**  
du 22 nov. au 23 déc.  
Spectacle  
Création  
Une pièce sur  
Fernando Pessoa  
d'ANTONIO  
TABUCCHI  
Monsieur Pirandello  
est demandé  
au téléphone  
Mise en scène  
d'André Delahaye  
44 54 53 00  
**ECOUTEZ VOIR**

**NANTERRE**  
**LE SONGE D'UNE**  
**NUIT D'ÉTÉ**  
**SHAKESPEARE**  
**NORDEY**  
(...) Nordrey peut être satisfait : sa poursuite n'a pas été vaine, beauté et nécessité du théâtre sont bien au rendez-vous de son spectacle (...) Libération  
**46.14.70.00** DU 7 NOVEMBRE  
AU 10 DÉCEMBRE  
**ECOUTEZ VOIR**

صحنه من الامه







22/L

M  
enLa  
Sch  
et MIL  
nir  
la C  
de l  
Stre  
don  
Pric  
qui  
à sa  
ava  
de ge  
ble de  
Ka  
UFI  
Le  
du  
70  
di  
ca  
a  
ge  
ca  
a  
t  
t

André Rousselet, directeur de la publication

## « C'est l'intérêt de tous qu'InfoMatin perdure »

Le journal veut renégocier ses coûts d'impression et de distribution et augmenter son prix de vente pour assurer sa survie

« Quel bilan faites-vous de la nouvelle formule d'InfoMatin ? »

InfoMatin a reçu de la part d'un noyau de lecteurs aujourd'hui très attachés à ce journal d'une nouvelle génération un accueil des plus satisfaisants. Le format, qui permet une lecture pratique et rapide, le tout couleur, des rubriques et des chroniques à la fois dérangeantes et à l'humour incisif, pour ne pas évoquer la bande dessinée et l'interview à chaud de la dernière page... nous valent 70 000 à 75 000 lecteurs « réguliers » qui nous achètent... 1,5 fois par semaine ! Il suffirait d'être acheté trois fois par semaine par les mêmes pour atteindre allègrement 140 000 exemplaires vendus. Mais telle est la conséquence de faibles ventes que nous regrettons le manque de points de vente du réseau NMPP. Jadis suffisant alors que la presse était le seul support d'information, mais cruellement insuffisant quand la radio et la télévision en apprennent suffisamment à chacun pour qu'il ne s'impose pas un détour vers le kiosque. En Suède, 8 millions d'habitants, 16 000 points de vente ; en France, 58 millions d'habitants pour 33 000 points de vente !

Au-delà de cette carence, nous devons aussi nous pencher sur le journal lui-même. La nouvelle maquette lancée en septembre dernier a apporté une meilleure présentation, une plus grande lisibilité, mais n'a pas répondu aux espoirs placés en elle. InfoMatin doit apporter plus que la seule redondance des informations radio et télé déjà connues

des lecteurs. Il nous faut trouver des angles d'attaque originaux. Le tout sur un ton léger mais sérieux, pour une approche décapante des événements. Dans ce registre, nous avons encore beaucoup à faire. Notamment pour bannir du journal ce qui peut ennuyer et faire une place plus grande aux indiscrétions, aux faits divers et aux faits de société. Nous devons faire un journal qui donne du plaisir à la lecture et réserve, sinon un scoop, en tout cas une ou plusieurs surprises à chaque page. Une réflexion est en cours, pour aller à la rencontre de ces 40 000 lecteurs qui nous manquent et, j'en suis convaincu, ne viendront pas tout seuls.

« Quelle est la situation financière d'InfoMatin ? »

Nous allons perdre plus de 60 millions en 1995, après 85 millions en 1994. Franchement, je ne pense pas que nous méritions aujourd'hui d'être à l'équilibre. Il nous faut assumer nos responsabilités et être lucides : mais, néanmoins, trop c'est trop. Dans nos prévisions 1996, nous devons accepter de payer le prix de nos insuffisances. Il y en a un, mais au-delà nous n'acceptons pas le poids des surcoûts qui nous sont imposés pour la fabrication et pour la distribution. Savez-vous que le poids de la rédaction est annuellement de 34 millions de francs, celui de la fabrication de 40 millions et celui de la distribution de 35 millions. Le déficit prévisionnel pour 1996 est de 55 millions, notre engagement financier devra se limiter à 30 millions. Ce montant est à la fois équitable et mérité. Nous sommes

imprimés correctement, sauf quelques accidents qui nous pénalisent lourdement. Mais les coûts d'impression sont beaucoup trop importants par rapport aux offres qui nous sont faites dans des imprimeries qui ne dépendent pas du Syndicat du Livre. Si nous nous abandonnions aux sirènes des autres, notre



ANDRÉ ROUSSELET

coût d'impression serait divisé par 2,5. Notre souci n'est pourtant pas d'y céder d'enthousiasme. Nous en connaissons les risques sociaux et je ne suis pas un héros de Cervantès. Nous ne recourons à cette ultime solution qu'après avoir épuisé toutes les possibilités d'un accord avec Le Monde Imprimerie (et le Livre). Nous demanderons à nos prestataires actuels de mesurer l'importance de l'enjeu : la survie et la liberté d'un journal, l'emploi de quatre-vingt-dix personnes. J'ai donc l'intention d'engager sans attendre des négociations pour aboutir sur ce poste à des économies substantielles. Il faut avoir abouti au

31 décembre prochain. C'est l'intérêt de tous qu'InfoMatin perdure. Des marges existent, elles permettront à chacun de consentir les sacrifices nécessaires.

« Et en ce qui concerne la distribution ? »

Le fait que nous soyons un produit aux techniques de fabrication avancées nous interdit de bénéficier du « fac-similé » (impression en province). Cela impose des horaires de bouclage de la rédaction à la fin de la nuit. Nous avons proposé une solution partielle : être imprimé à Montpellier, pour approvisionner le sud de la France. Cette solution a été sèchement refusée par le Livre, l'imprimerie ne bénéficiant pas de son label. Contraints que nous sommes d'être imprimés à Ivry, les Nouvelles Messageries de la presse parisienne ne disposent pas des moyens de nous transporter dans le cadre de leurs horaires, ce qui entraîne des frais supplémentaires déraisonnables appelés « hors barème ». Ils ne sont pas minces : 750 000 francs par mois, une paille !

Comme nous n'appartenons pas au conseil de gérance des NMPP, qui nous a boudés jusqu'ici, les dispositions prises pour alléger le poids de la distribution concocées entre quelques-uns ne s'appliquent pas à nous ! Ainsi, en 1994, nos frais de distribution NMPP - sans compter les coûts supplémentaires de 12 %, le fameux hors-barème ! - étaient de 44 % et ceux du Parisien de 36 %. Aujourd'hui, après deux baisses successives du barème de base, nous sommes toujours à 44 %

et Le Parisien est à 33 %. Cela devrait faire frémir M. Bichet, l'auteur de la loi qui porte son nom, qui avait instauré le principe de l'égalité financière absolue des titres dans leur mise à disposition du lecteur.

Nous ne pouvons supporter davantage pour la fabrication comme pour la distribution de surcoûts excessifs. Cela nous amène à demander la renégociation de nos accords, et c'est dans cet esprit que le conseil d'administration de la Sodepresse a décidé de résilier son contrat avec Le Monde Imprimerie. Je vais engager ces négociations en privilégiant le souci d'aller au plus loin pour traiter avec nos partenaires actuels plutôt qu'avec d'autres. Sous réserve évidemment de ramener notre déficit 1996 aux proportions équitables indiquées plus haut. Je suis optimiste quant à l'issue de ces conversations.

« Quels autres moyens d'économies envisagez-vous ? »

Nous étudions également une hausse modérée du prix de vente. Si nous n'obtenons pas satisfaction auprès de nos intermédiaires, nous serons amenés à utiliser notre liberté, soit pour chercher activement ailleurs des solutions, soit pour mettre un terme à une aventure dont il n'aura pas dépendu de nous qu'elle ne soit pas poursuivie jusqu'à sa pleine réussite. Aujourd'hui, mon seul objectif est de sauver InfoMatin et ses journalistes. Je ne cherche pas à sortir par le haut, je cherche à rester ».

Propos recueillis par Alain Salles

## Patrick Sébastien arrête « Osons »

PATRICK SÉBASTIEN, animateur et producteur de l'émission « Osons », diffusée sur TF 1, a indiqué dans un communiqué, lundi 20 novembre, qu'il mettait « un terme définitif à sa carrière d'animateur de télévision ». L'humoriste, qui se dit « usé par l'acharnement médiatique et fatigué par les censures de tous bords », quitte l'antenne après trois numéros d'une émission mensuelle controversée, et dont l'audience avait fléchi. La dernière édition d'« Osons », samedi 18 novembre, a obtenu 38,7 % de parts de marché, contre 51,1 % pour la première du 23 septembre, et 47,2 % pour le numéro d'octobre. Malgré cette baisse, « Osons » a rassemblé chaque fois une majorité relative de téléspectateurs présents devant leur poste.

TF 1 faisait part lundi soir de sa « surprise », ajoutant que Patrick Sébastien « reste un producteur avec lequel TF 1 a d'ores et déjà de nombreux projets ».

Le premier numéro d'« Osons » avait suscité de vives polémiques. Plus que la vulgarité des sketches, c'est la présence de Jean-Marie Le Pen et la parodie d'une chanson de Patrick Bruel qui avaient été jugées outrageantes. Patrick Sébastien avait laissé entendre, dimanche 12 novembre, dans l'émission « Télé dimanche » (Canal Plus), que son émission allait disparaître. Il avait à cette occasion montré une cassette de séquences « censurées » par la chaîne pour cause de vulgarité excessive.

S. K.

MARDI 21 NOVEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilleton : Les Fous de l'amour. 14.25 Feuilleton : Dallas. 15.25 Série : La loi est la loi. 16.15 Série : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.20 La Philo selon Philippe. 17.50 Sport : Football. En direct. Huitième de finale de la Coupe de l'UEFA, match aller : Slavia Prague-FC Lens, à Prague, 18.00. Coup d'envoi : 18.45, mi-temps : 19.00, 2 <sup>e</sup> période. 20.00 Journal, La Minute hippique. 20.50 Cinéma : Pinot simple flic. Film français de Gérard Jugnot (1984). Avec Gérard Jugnot. 22.25 Magazine : Le droit de savoir. Lady O, l'interview. 23.55 Tiercé. 0.00 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise. Jacques Maillot (Nouvelles Frontières). 0.20 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 1.10 Journal, Météo. 1.35 Programmes de nuit. Reportages (rediff.) : 1.55, TF 1 nuit (et 2.50, 3.25, 4.05, 4.40) ; 2.10, Le Violon des maudits ; 3.00, Série : Mémoires de la nuit ; 4.15, L'Aventure des plantes ; 4.50, Musique.	12.20 Jeu : Les 2 amours (et 4.30). 12.55 Météo (et 13.35). 12.59 Journal. 13.45 Série : Derrick. 14.50 Série : Placé en garde à vue. 15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00). Le retour d'Henri Vialat. 16.40 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Quel de nous, docteur ? 17.45 Série : Génération musique. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Jeu : Que le meilleur gagne (et 3.20). 19.15 Bonne nuit les petits. Pif ! paf ! plof ! 19.20 Studio Galatéa (et 1.40). Invités : Mireille Mathieu, Frédéric Mitterrand, interview d'Hugh Grant. 19.59 Journal, Météo. 20.55 Cinéma : Twist again à Moscou. Film français de Jean-Marie Poiré (1986). Avec Philippe Noiret. 22.35 Magazine : Ça se discute. Y'a-t-il assez de place pour les gros ? 0.05 Les Films Lumière. 0.10 Journal, Météo. 0.25 La Carde de minuit. La beauté en collaboration avec le journal Elle. 2.15 Programmes de nuit. Taratata (rediff.) : 3.50, 24 heures d'infos ; 4.00, Jeu : Pyramide ; 5.45, Dessin animé.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Magazine : Si vous partiez. 14.48 Le Magazine du Samedi. 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. 16.05 Série : Brigade criminelle. 16.30 Dessin animé : Popeye. 16.40 Les Minikeums. 17.50 Série : Les deux font la loi. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un jour, un jour. Histoire de France, de Stéphane Denis. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.03, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Keno. 20.50 Spécial Fa si la chanter. Jeu présenté par Pascal Brunner. Invités : Antoine, Salvatore Adamo, Véronique Sanson, Francis Lalanne, Hervé Vialat. 22.40 Météo, Journal. 23.05 Décrochage régional : Couleur pays. 0.35 Sagardis (rediff.). 1.05 Sidamag (rediff.). 1.20 Feuilleton : Dynastie. 2.10 Musique Grattiti. Symphonie n° 9, Nouveau Monde, 4 <sup>e</sup> mouvement, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de Prague.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : La Vieille Dame et l'Enfant. De Charles Matthau, avec Ellen Burstyn, Walter Matthau. 15.05 Bouquet des clips (et 1.05, 5.10). 17.00 Variétés : Hiti Machine. 17.30 Dessin animé : Tintin. [2/2] Le Temple du soleil. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations. Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zapi. 20.35 Magazine : E = M 6 junior. Images au centre de la terre ; Les Volcans et la vie. 20.50 Série : Docteur Quinn, femme médecin. [1/2 et 2/2] Washita. Le général Custer est de retour à Colorado Springs, avec pour mission de déplacer les Cheyennes vers une autre réserve. 22.45 Téléfilm : Docteur miracle. D'Arline Sanford. Un couple, dont le mari est stérile, fait appel au docteur Jacobson, spécialiste de l'insémination artificielle, pour avoir un enfant. 0.20 Série : Les Anges de la ville. 2.30 Rediffusions. Culture pub : 2.55, Starnews ; 3.20, Jazz 6 ; 4.15, Fréquentar (Marc Lavoine).	12.30 Magazine : La Grande Famille. 13.40 Le Journal du temps (et 18.57). 13.50 La Sens de l'Histoire. Aux martyrs de la paix Izhak Rabin et Anwar el-Sadate (rediff.). 15.30 Qui vive ? Mémoire et aphasie. 15.45 Allô ! la Terre (2/5). 16.40 La Preuve par cinq (2/5). 16.50 Va savoir. 17.00 Le Collège. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Eco et compagnie. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Série : L'Homme invisible [7/25] Le Roi de la cavale, de Pennington Richards, avec Tim Turner. 19.30 Documentaire : Leonard Bernstein, concerts pour les jeunes. [3/8] La musique symphonique et le jazz, avec Aaron Copland (piano) et l'Orchestre philharmonique de New York. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Magazine : Transit. L'Algérie après les élections. Paroles de femmes sur l'avenir des enfants ; Carnet des Aures ; Les Repentis ; Un village en Kabylie, entre tradition et islam ; Les Réseaux du R5 en Allemagne ; Le Vote des Algériens en France. Avec Rachid Boufiedra, écrivain. Cinq jours après l'élection au suffrage universel de Liamine Zerkal à la tête de l'Etat algérien, Transit fait le point sur la crise algérienne. 21.50 Théâtre : La Serva amorosa. Pièce de Carlo Goldoni, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Catherine Hiegel, Alain Fralon, Claire Vermet. Au XVIII <sup>e</sup> siècle, la servante d'un riche négociant mène et démène les destins de ses proches. Une pièce de théâtre filmée comme une œuvre cinématographique. 0.40 Magazine : Welwet Jungle. Louise : Top Line ; Dr. John : Marseille en radio ; Série : Les Zombes de la stratosphère, de Fred C. Branon, [7/12] Death on the Waterfront (v.o.), avec Judd Houldren ; Radio Tarifa ; Internet : espace nouvelles images (rediff., 100 min).	12.30 Atout savoir. 13.00 Déroules de France. 13.27 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 La Sens de l'Histoire. Aux martyrs de la paix Izhak Rabin et Anwar el-Sadate (rediff.). 15.30 Qui vive ? Mémoire et aphasie. 15.45 Allô ! la Terre (2/5). 16.40 La Preuve par cinq (2/5). 16.50 Va savoir. 17.00 Le Collège. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Eco et compagnie. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Série : L'Homme invisible [7/25] Le Roi de la cavale, de Pennington Richards, avec Tim Turner. 19.30 Documentaire : Leonard Bernstein, concerts pour les jeunes. [3/8] La musique symphonique et le jazz, avec Aaron Copland (piano) et l'Orchestre philharmonique de New York. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Magazine : Transit. L'Algérie après les élections. Paroles de femmes sur l'avenir des enfants ; Carnet des Aures ; Les Repentis ; Un village en Kabylie, entre tradition et islam ; Les Réseaux du R5 en Allemagne ; Le Vote des Algériens en France. Avec Rachid Boufiedra, écrivain. Cinq jours après l'élection au suffrage universel de Liamine Zerkal à la tête de l'Etat algérien, Transit fait le point sur la crise algérienne. 21.50 Théâtre : La Serva amorosa. Pièce de Carlo Goldoni, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Catherine Hiegel, Alain Fralon, Claire Vermet. Au XVIII <sup>e</sup> siècle, la servante d'un riche négociant mène et démène les destins de ses proches. Une pièce de théâtre filmée comme une œuvre cinématographique. 0.40 Magazine : Welwet Jungle. Louise : Top Line ; Dr. John : Marseille en radio ; Série : Les Zombes de la stratosphère, de Fred C. Branon, [7/12] Death on the Waterfront (v.o.), avec Judd Houldren ; Radio Tarifa ; Internet : espace nouvelles images (rediff., 100 min).

## CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Envoyé spécial. 21.00 Reportages. 21.30 Perfetto. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.35 Les Grands Explorateurs. 22.40 Bouillon de culture. 23.50 Viva. 24.00 Journal de France 3. Edition Sor 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.15 Shaolin. De Raymond Adam. 20.10 Le Squeur du vide. D'Alan Truer. 20.35 Les Monstres d'images. De Florence Uoret. 21.25 De Gaulle, vu d'ailleurs. [2/3] Le Prix du pouvoir. De Tom Weidinger. 22.25 Zoo : état des lieux. [1/4] Ombres les barreaux. De Laurence Simonowicz. 23.15 Squaws : Gardiennes d'une nation. De Christine Welsh (35 min). PARIS PREMIÈRE 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. Invité : Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture. 21.00 Jean-Edem's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Maman à tant ans. Film espagnol de Carlos Saura (1979). 0.00 Totalément cinéma. 0.30 Concert : Les Négatives Vies. Enregistre aux Francofolies de La Rochelle en 1995 (60 min). CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Sorée Cajou. 18.05 Rébus. 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est la vie ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ;

18.50, Top tip clip ; 19.00, Des souris et des Rom ; 19.15, C'est la vie ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.55, Bricolage et au revoir ; 20.00, Tarmac : Invités : Ménélik, Renaud, Les Infidèles ; 20.30, Caju l'invite. CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés ! Il pleut, il pleut. 21.25 Série : Lucky Luke. Café Olie. 22.25 Chronique bakélite. 22.30 Série : Angela, quinze ans. Episode pilote : Ma nouvelle amie. 23.15 Rock Stories : Enc Burdon and The Animals. 0.15 Série : Bottom. Burglary. 0.50 Country Box (30 min). 5<sup>E</sup> ET 6<sup>E</sup> CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.30). Caméra meurtre. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Plus de filles dans l'équipe. 20.20 Série : Mon amie Flicia. 20.45 Série : Les Chevaliers de la nuit (et 0.20). Cops. 21.35 Le Club. 21.45 Série : Les Espions. 22.35 Série : 200 dollars plus les frais. Haute couture (55 min). MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 0.00, 1.00). 19.15 Passion cinéma (et 0.15). 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 The Beatles « Alone & Together ». De Richard Lester. 22.25 MCM Home Video. 22.30 NBA Action. 23.00 MCM Mag. Spécial Beatles. 23.30 Blah-Blah Groove (30 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 20.30 MTV Europe Music Awards : Best Breakthrough (et 0.00). Clips des cinq révéla-

tions de l'année nommées pour les 2<sup>e</sup> MTV Europe Music Awards : Dog Eat Dog, H-Blockx, Alanis Morissette, Portishead et Weezer. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CinéMatic. 23.30 Feuilleton : The Real World London. 0.30 The End ? (60 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Motors. 21.30 Rallye. En direct. Rallye RAC de Grande-Bretagne. 3<sup>e</sup> étape. 22.00 Football. Coupe de l'UEFA : matches aller des huitièmes de finale. 0.05 0.05 du jour au lendemain. Antonio Lobo Antunes (La Mort de Carlos Gardel). 0.50 Musique : Code. Notations sur La Fontaine ou l'Abbaye et le Musicien. 12. Petit prologue : L'homme qui court après la fortune et l'homme qui l'attend dans son lit ; Fantaisie musicale. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Festival d'automne. Donné en direct du Théâtre du Châtelet, par le Chœur de la Radio de Berlin et l'Orchestre symphonique de la Radio de Baden-Baden, dir. Michael Grollen, Laura Aikin, soprano, John Brindley, basse ; Œuvres de Schoenberg : Die glückliche Hand, la Main heureuse, drame en musique en un acte op. 18 ; Die Jacobleiter, l'Échelle de Jacob (oratorio). 22.00 Soliste. Samson François, piano ; Œuvres de Liszt. 22.25 Déclatée-notes. 22.30 Musique plurielle. Quatuor à cordes n° 2 Company, de Glass, par le Quatuor Kronos ; Plus-Lumières pour divers électroniques, guitare électrique et percussions, de Bouché, par l'Ensemble d'instruments Electroniques de l'Institut ; L'acromosa

pour soprano, chœur et orchestre, de Penderecki, par le Chœur philharmonique national de Varsovie et le Sinfonietta Varsovia, de Krzysztof Penderecki. 23.05 Ainsi la nuit. Sonate pour flûte et harpe, de Krumpoltz ; Quatuor à cordes n° 9, de Chostakowitch, par le Quatuor Eder ; Nunc dimittis, de Stravinsky, par le Chœur d'Hommes du Monastère Staro-Simonov, dir. Georgy Shtromov ; Mémoire éternelle, anonyme, par le Chœur d'Hommes du Monastère Novospasski, dir. Mikhaïl Shtromov. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Soler (Grande-Bretagne), Ebert, Haurschmid (Allemagne), Pinguet, Pambucco (Brésil), De Falla, Libet (France), Takemitsu (Australie). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Martti Järvinen. Dances symphoniques op. 45, de Rachmaninov, par l'Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg ; Concerto n° 2 pour violon, de Prokofiev, par l'Orchestre Philharmonia, Frank-Peter Zimmermann, violon ; La Chanson à boire de Vieuxtemps, extraits de Boris Godounov, de Moussorgski, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Herbert von Karajan ; Trois Études op. 65, de Scriabine ; Symphonie n° 2 Petite Russie, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo. 22.15 Les Soirées. (Suite). Deux chants et danses de la Mort, Trepak et le chef d'armée, de Moussorgski, par l'Orchestre de Philadelphie, Robert Lloyd ; Concerto pour piano op. 16, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo ; Symphonie n° 2, de Sibelius, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jundi. Signification des symboles : ► Signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

صلى الله عليه وسلم



150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / 27

E 1995 / 15

## Victor Segalen et « l'esthétique du divers »

Loin de tout pittoresque, le portrait réalisé par Olivier Horn pour « Un siècle d'écrivains » permet d'approcher une œuvre hantée par la quête de l'ailleurs

POUR TRACER son portrait de Victor Segalen, Olivier Horn a dû soigneusement distinguer les images et les clichés. Les seconds sont pourtant beaucoup plus faciles d'accès et se pressent afin de dissimuler les contours imprécis des premiers.

Non, Segalen n'est en aucune façon l'ancêtre « fin de siècle » de nos modernes écrivains-voyageurs, ces touristes cultivés et bien assurés d'eux-mêmes, avides d'impressions « toujours nouvelles ». Non, Segalen n'est pas, malgré les coïncidences chronologiques, le contemporain et le pair de Pierre Loti, marin nonchalant et entouré de femmes pour qui les ailleurs ne furent jamais que les décors fugitifs d'une délectation morose et élégante. A l'ennemi vaguement distrait par l'opium de l'auteur des *Désenchantés*, celui des *Immémoriaux* répond par une profonde mélancolie, qui est recherche et désir du bonheur. « Je ne suis décidément pas fait pour ces visions brèves qui ravissent Loti », écrit d'ailleurs Segalen en 1909 à sa femme.

Loin des séductions de l'imaginaire, c'est le réel, et toute l'ampleur du monde, qui requiert Victor Segalen. Et s'il cherche à traduire l'invisible, à rendre présents un espace et un temps autres - ceux, par exemple, de la grande statuaire chinoise - il le fait toujours en se référant à cette réalité.

En Chine, devant les « trois colosses superposés » de la sculpture tumulaire de l'empereur Ts'in Che Houang, il note avec enthousiasme : « Et du poète, la certitude



se communiquait à l'historien. » Entre les mots et les choses, s'opère ainsi un pacte, un transfert de matière et de sens. « La matière de ce livre est la pierre chinoise », écrit-il dans la préface de *Chine, la grande statuaire*.

Jusqu'à sa mort en 1919, l'admirable poète de *Stèles* eut le projet d'écrire un *Essai sur l'exotisme*. Seules ses notes furent publiées d'une manière posthume. Cette « esthétique du divers » a en effet été la grande tâche, et le rêve, de Segalen. Elle fut plus précisément la modalité même de sa quête intérieure. A Tahiti sur les traces de Gaudin qui vient de mourir, en

Chine où il fit œuvre d'archéologue autant que de poète, il chercha, avec passion et sérieux, la « notion du différent ».

« La connaissance que quelque chose n'est pas soi-même, et le pouvoir de concevoir l'autre », ainsi donnait-il à entendre, mystérieusement, le sens de cette quête. Et dans la première des stèles, avec ce style ample et précieux, cette hauteur de vue qui caractérise l'écriture de Segalen : « Attentif à ce qui n'a pas été dit, soumis par ce qui n'a pas été dit, prosterné vers ce qui n'a pas été dit, je consacre ma joie et ma vie et ma

piété à dénoncer des règnes sans onnées, des dynasties sans événements, des noms sans personnes, des personnes sans noms... » On peut voir ici tout ce qui sépare Segalen du pittoresque Loti, et combien le même mot d'exotisme appelle des démarches diamétralement opposées.

Le film d'Olivier Horn, n'a dit, ne cède pas à la facilité des clichés. Mais il fallait bien des images. Celles, relativement rares de Segalen, avec son visage aristocratique, son expression impassible, à la fois déterminée et infiniment triste, celles, d'époque ou actuelles, des contrées traversées, accompagnées heureusement, sans être envahissantes, ni plateaux illustratives, la lecture de pages judicieusement choisies.

La biographie au sens strict - le recensement des circonstances et des événements - ne peut guère, dans le cas de Segalen, aider dans l'approche d'une œuvre difficile et secrète. Ce portrait de Segalen, s'il suit la chronologie et les étapes de la vie de l'écrivain, s'attache surtout à faire entendre sa « voix ». A l'image de cette Cité interdite qui hante le narrateur de *René Leys*, le secret est moins derrière la haute muraille que dans le cœur qui désire. Et c'est bien la voix de ce désir que le film d'Olivier Horn donne à pressentir.

Patrick Kéchichian

★ « Un siècle d'écrivains », France 3, mercredi 22 novembre à 23 h 10.

## Déroutante Pologne

par Luc Rosenzweig

LE POLONAIS à la sortie des urnes est une espèce difficile à saisir, notamment pour le sonneur. Beaucoup plus, en tout cas, que le Polonais à la sortie de la messe. En principe, et sauf exception, le Polonais qui sort de la messe, le dimanche 19 novembre, va voter pour Lech Walesa, comme il est indiqué sur le panneau d'information paroissiale au fond de l'église.

Quelques instants plus tard, le Polonais qui sort de la messe s'est transformé en Polonais sortant des urnes, et c'est là que tout se complique. Bref, nous nous couchons dimanche soir avec la conviction que l'ancien électeur des chantiers Lénine de Gdansk allait remplir à la présidence de la République, et nous nous réveillons lundi matin avec la victoire d'un Polonais qui évite soigneusement de sortir de la messe, et surtout d'y entrer.

Alexandre Kwasniewski. Nos télévisions avaient pronostiqué la victoire de Walesa, c'était visible. Les sujets consacrés au sortant étaient ainsi conçus qu'ils devaient nous conter l'histoire d'un Phénix renaissant des cendres de l'impopularité. Nous ne soupçonnons pas les rédactions des chaînes de manipulation et d'interférence dans une élection étrangère. On misait Walesa pour une bonne et simple raison : c'est plus facile à dire ! Ou plutôt à massacrer, car nous sommes à peu près le seul peuple sur la Terre à ignorer la petite cédille sous le « e » de Walesa qui indique que l'on doit prononcer

« Waleńsa ». Comme puniton, nos présentateurs devront se coler pendant cinq ans avec un Kwasniewski qui n'a pas fini de les faire « savonner », comme on dit en jargon de speaker. Ils n'auront qu'à s'inspirer de l'exemple de leurs grands ancêtres commentateurs de football à la radio-diffusion française, qui nous racontaient à toute allure et sans bafoiller les attaques fulgurantes menées par Wisniewski, Ciesowski et Kopa. Un bon point, tout de même, à Bruno Masure, de France 2, qui s'est fort bien tiré de l'exercice. Ne serait-il pas par hasard originaire de Masurie, charmante province du nord de la Pologne ? Enfin, comme dirait le père Ubu : « Vive la Pologne, car sans la Pologne il n'y aurait pas de Polonais ! »

R. S. - Le fait que nous créditions, dans notre chronique du 21 septembre, Alain Juppé de n'être « pas le moitié d'une andouille » a pu prêter à confusion. Dans la philosophie des alpages haut-savoyards qui constitue provisoirement le terrain intellectuel de l'auteur de ces lignes, il n'y a aucune ambiguïté. D'un personnage important, doté d'un QI impressionnant, on dit : « C'est mé pas un d'midi diot ». Le diot est une petite saucisse fabriquée et consommée dans le Faucigny et le Chablais. Pour la recette des diots au vin blanc, on se reportera avec profit à l'ouvrage de Charlotte Vanel, *La Bonne Cuisine des montagnes*, Editions Solar, p. 53.

les toutes pour les de cent d'In... Les em- et plus x des so- est dans lemagne, ennes en- s'impres- ent pour i destiné , pas aux créateurs

hfeld

37

icalins et res de s ont dé- l tendant que off- est pro- sera l'un ve pré- : Robert é au sé- me que ment de ssemble, neot qui est une l liberté, acun de x.

INE

uverme- hirc de s les six i pré- snt faire chemi- à voir rité so- matic avec la s. Mais même a qu'à

es so- maine, as mé- ar qu'il mes, il n plus ci ne apure- cits fi- a mo- que, la aide à ités et

MERCREDI 22 NOVEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Série : Les Foux de l'amour. 14.30 Série : Mac Gyver. 15.30 Club Dorothée. La Vie de Famille ; Parker Lewis ; La Croisière de l'amour ; 17.55 Série : Les Années fac. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Alertes à Malibu. 20.00 Journal, La Minute hippique.  20.20 Sport : Football. En direct. 5 <sup>e</sup> journée de la Ligue des champions : FC Porto-FC Nantes à Porto ; 21.15, Mi-temps et Météo ; 21.30, 2 <sup>e</sup> période ; 22.25, Extraits, analyses et résultats des sept autres matches. Match décisif pour la qualification des quarts de finale de la Ligue des champions. En cas de match nul en terre portugaise, les champions de France pourraient préparer en toute sérénité leur match de la dernière journée contre Panathinaïkos.  0.10 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. Dénominé commun, de Frédéric Potier ; Le Pays des escaliers, de Philippe Laliet ; Clark Gable 1943 : Antarctic Challenge.  1.15 Journal, Météo. 1.25 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 3.40, 5.05) ; 2.20, TP 1 nuit (et 3.30, 4.10) ; 2.30, Le Vignoble des maudits ; 4.20, L'Aventure des plantes ; 4.45, Musique.	12.20 Jeu : Les 2 <sup>e</sup> amours (et 4.20). 12.55 Météo (et 13.35). 12.59 Journal. 13.45 Série : C'est quoi, ce petit boulot ? [34] Les Fleurs de Marie. 15.20 Couteur Maureen (et 16.15, 16.45). 15.25 Série : Mission casse-cou. 16.20 Série : Seconde B. 17.20 Série : Quoi de neuf, docteur ? 17.45 Série : Génération musique. 18.15 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Jeu : Qui le meilleur gagne (et 3.20). 19.15 Bonne nuit les petits. Attention mes lascar, voilà Oscar ! 19.20 Studio Gabriel (et 1.50). 19.55 Loto (et 20.45). 19.59 Journal, Météo.  20.55 Téléfilm : Julia, bientôt 12 ans et demi. D'Oliver Langlois, avec Evelyne Bouix, Jean-Marie Winling.  22.30 Magazine : Bas les masques. Ma vie privée sur la place publique. 23.45 Les Films Lumière. 23.50 Journal, Météo. 0.05 Le Cercle de minuit. En collaboration avec le journal Les Inrockuptibles.  1.20 Programmes de nuit. Histoires courtes : 75 centilles de prières, de Jacques Maillot ; 2.20, Émissions religieuses (rediff.) ; 3.50, 24 heures d'infos ; 4.00, Jeu : Pyramide ; 4.50, Uri ; 5.05, Outremers (rediff.) ; 6.00, Dessin animé.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Série : Brigade criminelle. 14.10 Série : Magnum. 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. 16.05 Série : Wolf. 16.35 Les Minikéums. 17.50 Série : Les deux font la loi. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Oscar Gilbert, de Benoît ; Le Voyage de grand-père, d'Allen Say. 18.55 La 19-20 de l'information. A 19.00, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si le chantier. 20.35 Tout le sport. 20.45 Consom'ers.  20.50 La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Jugement des criminels : moi, pur, en mon âme et conscience. Invités : Jacques Toubon, ministre de la Justice ; Michel Sapin, ancien garde des Sceaux ; Yves Compuat, président de la cour d'appel de Paris. 22.40 Météo, Journal.  23.10 Un siècle d'écrivains. Présenté par Bernard Rapp. Victor Segalen, un poète aventurier dans l'empire du réel d'Olivier Horn. 0.00 Documentaire : Les Quatre Dromadaires. Chroniques de l'Afrique sauvage. [11/12] Le Fil de Joubert (rediff.). 0.55 Feuilleton : Dynastie. 1.40 Musique Graffiti. Ventes : La Gallineta, Applaud, par Luis Uch et ses musiciens (15 min).	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Magazine : M 6 Kid. Véhiculaire ; Kidstorie : Pasteur. 13.30, Crypte Show ; 14.00, Moi, Renard ; 14.30, Gadget Boy ; 15.00, Draculo ; 15.30, Creepy Crawlers ; 16.00, 20.000 lieux dans l'espace 16.30 Variétés : HRT Machine. 17.00 Fanzine (et 0.50). 17.30 Dessin animé : Tintin. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Magazine : Ecoole 6.  20.40 Téléfilm : Une femme dans la nuit. D'Enc Wargith, avec Natacha Lindgren, Frédéric Pierrot. Une jeune femme se fait violer dans le parking d'un stade d'un club. Les jours passent et le traumatisme ne s'estompe pas. A la demande de l'inspecteur qui mène l'enquête, elle accepte de servir d'appât.  22.40 Téléfilm : Dans l'engrenage du crime. De John Llewellyn, avec Susan Lucci, Michael Nader. 0.20 Secrets de femmes. 1.15 Boulevard des clips (et 5.15). 2.30 Rediffusions. Fréquentar (Marc Lavigne) ; 3.25, E.M.6 ; 3.50, Starwars ; 4.05, Black Ballad ; 4.50, Culture pub.	En clair jusqu'à 13.45 12.30 Magazine : La Grande Famille. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Décade pas Bunny. 14.40 Documentaire : Les Corbeaux cambrioleurs. De Tim Shepherd. 15.05 Dessin animé : Les Simpson. Homer le clown. 15.30 Téléfilm : Royce. De Rod Holcomb, avec James Belushi, Michael J. Shannon. 17.05 Sport : Football américain. 18.00 Dessin animé : Les Multichocs. La Gomme. 18.05 Le Dessin animé. Reboot. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Cyberflash. 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi ; à 19.10, par Philippe Gilard, Bruno Gaccio et Valérie Payet. 19.30 Flash d'informations (et 22.55). 19.40 Le J.T. de Jules-Edouard Moustic. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.  21.00 Cinéma : L'Ange noir. ■ Film français de Jean-Claude Brisseau (1994).  22.40 Cinéma : Trois couleurs : Rouge. ■ Film franco-helvético-polonais de Krzysztof Kieslowski (1993). 0.15 Cinéma : Romeo is Bleeding. ■ Film américain de Peter Medak (1993). 2.00 Documentaire : Zanskar, les Écoliers de l'Himalaya. De Peter Getzels et Hamet Gordon. 2.50 Surprises (10 min).	12.30 Atout savoir. 13.00 Documentaire : Arctique, l'univers mouvant des glaces. 13.25 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 L'Esprit du sport. 14.30 A tous vents. Le : Queen Mary. 15.30 Qui vive ! Mémoire et aphasie. 15.45 Allô ! La Terre [3/5]. 16.00 La Preuve par cinq [3/5]. 16.30 Les Yeux de la découverte. 17.00 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Affaires publiques. Le Conseil d'État. 18.15 L'Œuf de Colomb. 18.30 Le Monde des animaux.  ARTE 19.00 Série : L'Homme invisible [8/25] Justice aveugle, de Pennington Richards. 19.30 Documentaire : Les Couilles de la vie sauvage. [2/6] De Joan et Allan Root. 20.20 Les Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Espagne [1/2]. 20.30 8 1/2 Journal.  20.40 Les Mercredis de l'Histoire. La Pologne après la victoire (1989-1995), de Marcel Lusinik. Un retour sur les principaux événements qui ont marqué l'histoire polonaise depuis la chute du régime communiste.  21.45 Documentaire : Séduction dangereuse. De Jan-Henry Kaler. 22.45 Documentaire : Steve Reich, City Life. De Manfred Waffender. 23.45 Danse : Torso. Ballet de Jiri Kylian, musique de Toru Takemitsu, avec le Nederlands Dans Theater. 0.05 Cinéma : Les Innocents. ■ Film français d'André Téchiné (1987, rediff.).







سكراية الاصل

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / 1

1995 / 15

# Le Monde

## INITIATIVES

EMPLOI

### Le travail autrement

Plusieurs propositions prennent en compte les changements. Le temps est venu de les discuter

EN quelques mois, le paysage s'est modifié. Alors que l'évidence des bouleversements qui recomposent le travail s'est imposée à tous, des propositions pour travailler autrement fusent maintenant de partout. A la phase du chaos, destructeur des vieilles logiques, paraît succéder celle de la reconstruction sous une autre cohérence, qui tente d'être plus adaptée à la période. Passionnante en soi, l'évolution mérite d'être soulignée, car elle ouvre enfin la discussion sur notre avenir collectif. Que voulons-nous et quels changements sommes-nous prêts à accepter ?

Déjà, le débat commence à prendre une autre tournure. On découvre ainsi par exemple qu'entre l'archaïsme le plus échevelé et le libéralisme le plus débridé, il n'y a parfois plus dans la pratique que l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes. Seuls quelques détails finissent par faire la vraie différence, l'équilibre supposant d'avancer en permanence sur le fil du rasoir. Mais, à éviter de toute force de sombrer dans l'excès ou la caricature, on peut aussi espérer tracer les voies de l'avenir. Si le travail change, dans son contenu et ses méthodes, il est temps d'aborder sa mutation avec réalisme. Mais ce n'est quand même pas l'hypothèse la plus facile, tant les tensions – et même les tentations – demeurent, en arrière-plan. Aux conservatismes on aux corporatismes des uns, qui engendrent un raidissement fatal, voire mortifère, répond en effet l'activisme libéral des autres, synonyme de criminelle insouciance, oublieuse à son tour des conséquences désintégratrices pour la société.

C'est pourquoi le chemin est encore long à parcourir, et semé d'embûches. D'un côté, à poursuivre selon les raisonnements anciens, ceux du plein emploi à temps plein des trente glorieuses, on ne saurait réussir durablement à lutter contre le chômage, l'exigence de protection maximale pouvant nuire à la réalisation de l'objectif. L'abus de garanties tue alors l'emploi ou le rend à ce point inaccessible que tout le monde – employeurs et pouvoirs publics – renonce à le créer dans ces conditions d'un autre temps. On voit bien à quelles impasses ont pu conduire certaines intranquillités, certes représentatives d'une préoccupation légitime, mais sans aucun doute à réviser. Ce qui se passe aujourd'hui autour de l'avenir de la protection sociale en fournit d'ailleurs la terrible illustration. Quelqu'un en rêve secrètement, on ne retrouvera pas ce que certains regardent comme un paradis perdu ; il faut inventer autre chose.

A l'inverse, et de l'autre côté, la déréglementation à tout-va produit de l'anxiété qui se retrouve dans les comportements, tandis qu'elle ajoute à la peur de l'inconnu. Personne ou presque ne peut se reconnaître dans les projections ultra-libérales d'un monde sans contrôle, inquiétant à force de s'étonner de toute contrainte. L'extrême souplesse, appelée aussi flexibilité, n'offre aucune garantie et relève du pari. Qui peut prétendre sérieusement que l'emploi – et quel emploi ? – sera un rendez-vous de l'angoisse collective ? Qui peut dire que la cohésion so-



ILLUSTRATION VANCE

ciale d'une société résistera au remède de cheval et que chacun, faible ou fort, compétent ou non, y verra un avantage personnel ? Quand elle ne définit pas ses bornes, la réforme devient insoutenable.

Malgré cela, et au quotidien, un nouvel ordre est manifestement en marche, que chaque événement vient confirmer et qui suppose qu'une troisième voie soit dégagée entre ces deux excès, l'un et l'autre dangereux. De fait, nous sortons de l'ère industrielle triomphante et absolue pour aller vers une société post-industrielle. De fait, encore, nous nous éloignons de l'optimum social qu'a pu constituer le salariat pour découvrir d'autres formes d'emploi, certes plus précaires mais aussi plus adaptées aux nouveaux modes de production. Au-delà de la question du statut, qui avait été déterminante, mais est appelée à devenir secondaire ou relative, se trouve posée l'énorme question de la protection sociale due à chacun pour qu'il puisse affronter plus sereinement l'incertitude des temps nouveaux.

DANS ce contexte, il est donc à la fois rassurant et exaltant de constater que des propositions de mise en cohérence se font jour. Cela signifie que le changement est pris en compte et, surtout, que des solutions sont recherchées. Des organisations ou des institutions – l'UIMM (l'Union des in-

dustries métallurgiques et minières), le CJD, Centre des jeunes dirigeants, l'association Entreprise et progrès ont, par exemple, pris la mesure des évolutions en cours et tentent d'y répondre. Convergence, toujours, des travaux comme ceux de la commission du Plan réunie pour élaborer le rapport présenté par Jean Boissonnat montrant que l'on s'efforce de trouver des solutions innovantes. De même, la loi sur l'entreprise individuelle de février 1994, défendue à l'époque par Alain Madelin, ouvre quelques perspectives, en dépit de ses défauts conceptuels. Et ainsi de suite, chacun apportant sa pierre à la réflexion mais, aussi, à l'édifice, par là même en construction.

En l'état, le contenu précis de chacune de ces propositions importe peu, sur le fond. En revanche, elles devraient jouer un rôle essentiel dans la prise

#### ■ « ACTIVITÉ » OU « EMPLOI » ?

Le rapport du commissariat général du Plan préconise une réforme en profondeur du droit du travail par Philippe Baverel

#### ■ L'« ENTREPRISE À LA CARTE »

Les jeunes patrons formulent dix-huit propositions pour une « flexibilité sans précarité ». A suivre par Alain Rajkas

#### ■ DU SALARIAT À LA MICRO-ENTREPRISE

La « loi Madelin » favorise le développement de l'entreprise individuelle. Mais le travailleur indépendant a besoin d'un réel accompagnement par Marie-Claude Belbèze page II

#### ■ LES ARBRES DE LA COMPÉTENCE

Un logiciel permet de visualiser les savoirs d'une communauté. Héros organisationnels et hiérarchie par Nathalie Mekus

#### ■ LE TRAVAIL DIFFÉRENCIÉ

Un concept qui tend à supprimer la notion d'horaire légal : emplois et salariés négociés de gré à gré la durée du travail par Catherine Leroy

#### ■ SOUS LE SIGNE DE LA DÉROGATION

Que cache le « contrat collectif d'entreprise » ? Progrès et avantages selon les uns. Réécriture du code du travail selon les autres par Francine Alcovici page III

de conscience et, on peut l'espérer, devraient permettre – y compris par leur caractère provocateur – l'ouverture d'un authentique débat. Puisqu'il faudra bien apprendre à travailler autrement, il faudra bien discuter des avantages et inconvénients des différentes formules proposées, que ce soit le travail différencié de l'UIMM, le contrat d'activité du rapport Boissonnat, l'entreprise à la carte du CJD ou le contrat collectif d'entreprises d'Entreprise et progrès, sans parler des pluri-employeurs ou de la pluri-activité.

La se situent la convergence et l'intérêt de telles contributions. Leur mérite est d'obliger à la révision des frontières anciennes. Par leur présence même, elles interdisent qu'on en reste, soit à la définition passiviste de l'emploi, soit qu'on se projette dans une fuite en avant suicidaire. Mais qu'on se rassure aussi : des outils comme ceux mis au point par Pierre Levy et Michel Authier permettent déjà d'espérer que les travailleurs de demain (d'aujourd'hui ?) sauront se repérer dans le travail informel ou abstrait. Avec l'arbre des connaissances, et un logiciel en cours d'expérimentation, ils autorisent la navigation dans l'univers de l'intelligence collective, tellement lié aux modes de travail cybernétiques. Déjà une bonne nouvelle.

Alain Lebaube

#### TRIBUNE

■ RÉFORME DE L'ADMINISTRATION : FAIRE PARTICIPER LES OPÉRATIONNELS

#### ■ RÉUSSITE

■ L'ENVOI DES CHÈQUES-VACANCES

#### LECTURES

### Il y a tant et tant de MBA mais un seul Executive MBA de l'ESSEC

Vous êtes un jeune manager déjà expérimenté, et vos projets foisonnent au rythme de vos ambitions. Pouvez-vous faire l'économie d'une formation prestigieuse qui donnera un coup de fouet à votre carrière ?

Ce « plus » qui vous fait momentanément défaut pour réussir la carrière que vous portez en vous, venez le chercher à ESSEC IMD.

L'Executive MBA de l'ESSEC est un programme de formation bilingue français-anglais, totalement compatible avec l'exercice de vos responsabilités professionnelles.

#### Prochaine session :

juillet 1996 à décembre 1997 • 95 jours échelonnés le vendredi et le samedi • Sélection en cours.

Demandez votre dossier d'information à :

Catherine Bourgeot ou Thierry Godart : (1) 46.92.21.00.

ESSEC IMD • CNIT • 2 Place de la Défense • BP 230 • 92053 PARIS LA DÉFENSE  
Tél : 33 (1) 46.92.21.00 • Fax : 33 (1) 46.92.21.01

Diplômés X, Mines, Centrale, Télécom,  
ENA, HEC, ESSEC et/ou MBA ...,  
pour devenir

## Consultant

d'un leader mondial du conseil en stratégie  
et en management, rendez-vous en page IX

ATKEARNEY



## DOSSIER • Le travail autrement

## « Activité » ou « emploi » ?

Le rapport du Commissariat général au plan préconise une réforme en profondeur du droit du travail

**P**RÉSENTÉ le 5 octobre, le rapport de la commission au plan (*Le Travail dans vingt ans*, éditions Odile Jacob, 80 francs) part d'un constat frappant au coin du bon sens : « La France est inégale : au-delà des drames que lui inflige une montée quasi-continue du chômage depuis près de vingt ans (...), l'opinion perçoit bien

port fait pratiquement l'impasse sur la question de la compensation salariale.

Partant du constat que le « travail-marchandise » (caractéristique de l'organisation taylorienne qui calcule le salaire en fonction du nombre d'heures de travail effectuées) cède chaque jour du terrain devant le « travail global » qui in-

Parce qu'elles remettent en cause plusieurs principes de base du droit du travail, à commencer par le sacro-saint contrat à durée indéterminée ou le statut du salarié, les mesures du rapport Boissonnat, si elles devaient entrer en application, rendraient inapplicables un roulement complet du code du travail ainsi qu'un aménagement du code

## L'« entreprise à la carte »

Les jeunes patrons formulent dix-huit propositions pour une « flexibilité sans précarité ». Expérimentation à suivre

**D**ÉÇUS par les attermolements des hommes politiques et par l'inefficacité des recettes pour réduire le chômage, les responsables du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD) ont décidé de tester leurs idées en la matière : à partir du mois de novembre, trente entreprises dirigées par un de leurs

Dans tous les cas, il s'agira de mettre sur pied une « flexibilité sans précarité ».

Présentant le 4 octobre ce projet de CJD intitulé « Vers l'entreprise à la carte », Didier Livio, son président, a rappelé le diagnostic de son organisation sur la crise économique et sociale actuelle. « Le plein emploi est condamné à ne

rendre adaptable la production aux commandes, à transgresser la rigidité des huit heures par jour, trente-neuf heures par semaine, et à dépasser le réflexe de licenciement qui, à seule fin de réduire la masse salariale, prive l'entreprise des ressources indispensables en cas d'arrivée de nouveaux marchés. »

Les patrons ont donc cherché à contourner les blocages légaux en matière de travail, ce qui a eu pour effet de multiplier les emplois précaires : en 1993, les établissements de plus de cinquante salariés ont réalisé 70 % de leur recrutement sous forme de contrats à durée déterminée.

## PATRONS-MONARQUES

Le CJD veut éviter deux écueils. « Une déréglementation trop libérale » du droit du travail aboutirait à multiplier le statut de travailleur indépendant pour les anciens salariés continuant à travailler pour leur entreprise, mais à la tâche. La substitution du droit commercial au droit du travail représenterait un « risque immense » car, dans ce cadre, les armes ne sont pas égales entre le patron et son employé. La « surréglementation actuelle » n'est pas tenable non plus, selon les jeunes patrons, qui jugent inexploitable l'annualisation prévue par la loi quinquennale de 1993 en raison de la multiplication de ses garde-fous.

Ils ne veulent surtout pas d'une société duale, « une société dans laquelle une sorte d'élite productive, de plus en plus réduite, constituerait le noyau dur des entreprises, tandis que se développerait à côté un kaléidoscope d'exclusions diverses, fait de petits boulots, d'emplois souterrains, d'insertion, mais toujours et de plus en plus de chômage et d'exclusion ».

Le CJD formule dix-huit propositions pour changer l'organisation du travail afin de concilier les nécessités de l'entreprise et les aspirations des salariés. Il propose d'abord à ceux-ci d'« accepter de fortes variations horaires en contrepartie de contrats de travail stables, de salaires réguliers et d'une réduction du temps de travail à la fois générale et individualisée ». C'est ainsi que le CJD prône une véritable annualisation s'accompagnant d'une diminution du temps travaillé et de la quasi-suppression des heures supplémentaires.

Mais comme l'individualisation du temps de travail pourrait se faire au détriment du salarié, il milite pour une revitalisation du dialogue social dans l'entreprise. Les jeunes patrons suggèrent que ce dialogue soit rendu obligatoire pour toute société de plus de trois salariés et de ramener de cinquante à dix salariés le seuil à partir duquel un comité d'entreprise doit être installé. Pour être plus efficace, la représentation unique du personnel pourrait être instituée, c'est-à-dire qu'un conseil d'entreprise respectant le monopole syndical au premier tour du scrutin regrouperait les fonctions des délégués de personnel, du comité d'entreprise et du comité d'hygiène et de sécurité. La forme du dialogue social devrait faire l'objet d'un accord d'entreprise surveillé par des comités de validation composés paritaires de représentants des syndicats, du patronat et de la direction départementale du travail.

Ultime proposition du CJD : la sanction pécuniaire pour les « patrons-monarques ». « La mise en place de représentation du personnel ayant un coût, son absence ne doit pas être source d'économie pour les entreprises s'en dispensant, estime-t-il. Celles-ci doivent donc s'acquitter d'une taxe d'un montant au moins deux fois supérieur au coût de la mise en place dans une entreprise du même type. »

Fidèle à sa vocation de laboratoire, le CJD a demandé et obtenu du ministre du travail, Jacques Barrot, l'autorisation d'expérimenter ses propositions. Il ne demande pas qu'on lui laisse carte blanche, mais de pouvoir innover dans trente entreprises et d'évaluer, sous le contrôle des syndicats et des directions départementales du travail, l'impact de ces propositions sur l'emploi comme sur la performance des établissements.

Marie-Claude Betbeder

Alain Faujas



qu'une certaine forme de plein-emploi a vécu et que l'irréversible mutation du travail bouleverse le pacte social.

Préside par Jean Boissonnat, membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, la commission place ses ambitions très haut puisqu'il ne s'agit pas moins de « rebâtir à neuf le cadre institutionnel et légal du travail ». Concrètement, le rapport ouvre deux grandes pistes, recommandant, d'une part, une réduction importante du temps de travail et préconisant, d'autre part, une réforme profonde du droit qui substituerait le contrat d'activité au contrat de travail.

Arguant de la diminution continue du temps de travail depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle - les spécialistes estiment qu'il a baissé de moitié en cent ans -, le rapport préconise d'en réduire encore la durée de 20% à 25 % dans les vingt années qui viennent. Actuellement, de 1 670 heures annuelles, la durée moyenne du travail passerait ainsi à 1 500 heures en 2015, dont au moins 10 % consacrées à la formation. Si les membres de la commission ne sont pas tendres pour la semaine de quatre jours taxée de « conception trop rigide », c'est qu'ils estiment qu'une réduction aussi impérative ne correspond ni à l'organisation actuelle du travail ni aux aspirations du personnel.

A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, la solution la plus adaptée à la société post-taylorienne passe au contraire par le développement du temps choisi, plus conforme à une « économie recentrée sur la personne » : « Certains seront intéressés de travailler le week-end, d'autres une semaine sur deux, d'autres neuf mois sur douze, d'autres quatre jours sur sept », énumère le rapport Boissonnat. Aussi souple soit-elle, cette réduction du temps de travail devra se faire à l'abri d'un cadre légal et sur la base d'accords de branche ou d'entreprise. D'autant que le temps choisi, par-delà les aspirations des salariés, contribuerait aussi à réduire la fracture sociale, en permettant à davantage de personnes d'accéder à un emploi. Et le rapport de souligner qu'« un pays qui compte vingt millions de travailleurs à temps plein et quatre millions de chômeurs, n'est pas le même que celui qui compte seize millions de temps plein et huit millions de temps partiel choisi ». Seul regret : le rap-

corpe d'autres paramètres comme les périodes de formation, le rapport Boissonnat ouvre un autre grand chantier : le passage du contrat de travail, traditionnellement souscrit entre un individu et son employeur, au contrat d'activité, encore appelé contrat de travail-formation, qui lierait chaque actif à « un collectif comprenant un réseau d'entreprises librement constitué et d'autres acteurs économiques, publics ou privés », au premier rang desquels chambres de commerce, collectivités locales, écoles, universités, associations...

## ALTERNANCE

Conclu pour une durée d'au moins cinq ans, ce contrat engloberait des contrats de travail classiques en entreprise, des périodes de formation ou des congés d'utilité sociale (pour élever ses enfants par exemple). La flexibilité constitue le principal attrait du contrat d'activité pour l'employeur : « Une entreprise temporairement privée d'un certain volume de commandes pourrait prêter certains salariés à une autre entreprise, les faire travailler à temps partiel, les placer en formation, leur favoriser l'exercice pendant un temps d'une activité indépendante ou encore leur décaler du temps disponible pour d'autres activités sociales », estime Jean Boissonnat dans la préface du rapport, intitulée « Travailler autrement ».

Autant de périodes pendant lesquelles le salarié, quels que soient les aléas de la conjoncture, conserverait les garanties inhérentes à son contrat d'activité, « sans être jeté dans la poubelle du chômage » à la moindre baisse du carnet de commandes. En outre, le contrat d'activité semble répondre à l'évolution des modes de vie et des aspirations individuelles des salariés qui, tout en accordant au travail une fonction importante de reconnaissance sociale et d'épanouissement personnel, se montrent de plus en plus soucieux de disposer de temps libre pour se consacrer à des activités extra-professionnelles, associatives, sportives... Combinée à la généralisation du travail à temps choisi, l'application du contrat d'activité, « conçu comme un mode de régulation de l'emploi qui prévient l'exclusion plus qu'il ne la répare », ne pourrait que contribuer à faire diminuer le chômage.

de la Sécurité sociale. Est-ce parce qu'il aborde sans faux-semblant des problèmes de fond auxquels il apporte des solutions novatrices, en rupture complète avec la situation actuelle, que le rapport a suscité si peu de réactions à ce jour, un mois et demi après sa parution ? Les partenaires sociaux manqueraient-ils d'élans - ou d'imagination - pour se projeter dans un avenir qui n'est pourtant pas si lointain ?

Philippe Baverel

## Du salariat à la micro-entreprise

La « loi Madelin » favorise le développement de l'entreprise individuelle. Mais le travailleur indépendant a besoin d'un réel accompagnement

« **I**l faut désormais distinguer emploi et travail. Le plein emploi de type salarié ne reviendra pas. Mais on peut espérer que le travail se répartisse de façon plus équitable de tous à condition de lui apporter de la sagesse et d'adapter certaines règles. Et le travail indépendant en est un élément d'autant plus intéressant qu'il est en développement dans la plupart des grands pays. » C'est Jean-Frédéric de Leusse qui résume ainsi l'idée directrice de la loi « initiative et entreprise individuelle » du 11 février 1994, dite « loi Madelin ». Directeur de cabinet de ce dernier quand il était ministre du gouvernement Balladur, il est de ceux qui ont le plus travaillé à son élaboration.

Cette loi, explique-t-il, a essayé d'apporter des correctifs à tout ce qui en France freinait le développement du travail indépendant : obstacles sociaux, fiscaux, juridiques, administratifs... De fait, ceux qui souhaitent pratiquer ce travail peuvent aujourd'hui créer leur entreprise à travers une démarche unique. Les règles de gestion et de comptabilité ont été largement simplifiées pour les très petites structures. Les frais légaux d'assurance-maladie ont été réduits de 30 % pendant les deux premières années. Une assurance complémentaire en matière de chômage, de retraite et d'arrêt maladie peut être souscrite en dé-

duction des impôts. Ce qui met le travailleur indépendant à égalité, sur ce point, avec les salariés.

Tous les problèmes sont-ils pour autant réglés ? Le malaise récurrent des artisans et petits commerçants ne montre-t-il pas que l'indépendance est, pour les « petits », plus riche de frustrations que de satisfactions ? « Nous savons qu'il y a encore beaucoup à faire », convient J.-F. de Leusse. Par exemple les indépendants payent des charges sociales sur tout ce qu'ils gagnent, y compris ce qui pourrait être considéré comme la rémunération de leur capital, et, tandis que les entreprises peuvent déduire toutes sortes de charges de leur revenu fiscal, eux ne le peuvent pas. La loi de 1994 n'est qu'une étape.

## ÉTAPE

Le travail indépendant, souligne-t-il, peut se développer dans la mesure où le métier envisagé ne réclame pas beaucoup d'investissements au départ. Mais ce point, précisément, ne laisse-t-il pas prévoir une concurrence qui limitera vite les revenus ? Trop de vendeurs de pizzas ne vont-ils pas tuer la vente de pizzas ? « C'est vrai que celui qui s'installe aujourd'hui bénéficie d'aides. Mais c'est peu de chose, surtout si l'on compare avec ce que reçoit le créateur d'un emploi salarié. Pensez au contrat initiative emploi (CIE) ! » Les proches d'Alain Madelin s'inquiètent da-

vantage d'un autre risque : « Voir un peu n'importe qui s'installer dans des métiers touchant à la sécurité : que faire pour que le client ne se retrouve pas, par exemple, avec une maison inondée ou incendiée et... un micro-entrepreneur disparu dans la nature ? » L'actuel programme d'orientation de l'artisanat tente d'y parer en travaillant à améliorer les qualifications, avec sans doute la création de labels.

En fait, c'est toute la capacité d'un individu à assumer seul, et dans la durée, une fonction indubitablement complexe, qui est en question. Avec tout ce que cela implique pour le client, mais aussi pour l'intéressé et son devenir. J.-F. de Leusse n'en disconvient pas : « Le meilleur service qu'on puisse rendre à ces personnes est de développer autour d'elles l'environnement le plus favorable possible. Il faudrait un dispositif d'accompagnement comparable à ce qui existe pour les salariés en difficulté. Faites l'expérience d'aller dans une ANPE et de dire que vous voulez créer une entreprise... S'en occuper est la vocation naturelle des chambres de commerce et de métiers, mais elles le font de manière très inégale. Des associations s'y sont mises. Il existe également des réseaux d'indépendants avec centrale de facturation, éventuellement centrale de commercialisation. Il faut aussi continuer à simplifier, à faire évoluer le droit. »



150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / III

INITIATIVES-EMPLOI

## DOSSIER • le travail autrement

### Les arbres de la compétence

Un logiciel permet de visualiser les savoirs d'une communauté.  
Hors organigramme et hiérarchie

«IMAGINEZ que l'on décide aujourd'hui de créer un diplôme d'utilisateur d'Internet. Cela prendra au moins un ou deux ans, auxquels il faut ajouter les deux ou trois années d'études nécessaires à ce que les premiers diplômés débarquent sur le marché. Soit, dans le meilleur des cas, en 1999. Qui sait si, à cette date, Internet n'aura pas disparu au profit d'un autre mode de circulation totalement différent ? »

Depuis 1992, Michel Authier, mathématicien et sociologue, dirige Trivium, société qui a créé et développé un « logiciel original de cartographie dynamique, de visualisation et de navigation dans des environnements complexes et mouvants d'informations », d'après la brochure de présentation. Plus concrètement, le logiciel nommé Gingo permet de visualiser des « arbres de compétences » représentatifs du savoir-faire de l'ensemble d'une communauté. Pour reprendre l'exemple cité plus haut, l'« arbre de compétences » permet à une entreprise donnée d'intégrer, en un temps infime, un nouveau savoir-faire, intitulé « circulation sur Internet », qui serait déjà maîtrisé dans la maison par deux passionnés de « cyberspace » (on peut très bien imaginer qu'il s'agit d'un comptable et d'un ouvrier spécialisé). Les autres salariés peuvent alors avoir recours à leurs compétences ou leur demander de transmettre ce savoir.

Sur l'écran, le tronc de l'arbre désigne les savoirs de base, partagés par de nombreuses personnes. Les branches correspondent à des métiers différents (ateliers, administration...) et les feuilles aux savoirs plus pointus, et donc rares. En cliquant sur une icône, le salarié peut découvrir sa place dans cet espace de compétences : un ensemble de petits rectangles blancs éparpillés sur la totalité de l'arbre. On peut visualiser d'un seul coup d'œil ceux qui parlent anglais ou ceux qui maîtrisent le traitement de texte. On peut obtenir les compétences de l'ensemble des commerciaux ou des ingénieurs ou introduire dans l'arbre une nouvelle compétence liée à l'achat d'une nouvelle machine plus perfectionnée. L'invention est d'envie.

#### TRANSMISSION

Dans un univers en perpétuelle mutation, réclamant des temps de réaction de plus en plus brefs, le concept des arbres pourrait bien, à terme, faire évoluer les logiques actuelles de gestion des ressources humaines. « Les arbres de compétences aujourd'hui en usage dans des entreprises, des écoles et des quartiers permettent d'ores et déjà de rencontrer l'autre comme un bouquet de connaissances sur l'espace du savoir et non pas comme un nom, une adresse, une profession ou un statut social », indique le philosophe Pierre Levy, dans *Intelligence collective* (La Découverte, 1994). Ainsi, à côté du monde des diplômés et des statuts, les « arbres de connaissances » donnent vie à un autre univers plus souple, plus mobile, plus réactif. « Il ne s'agit pas de faire disparaître les modes de classification, mais de les compléter en donnant une visibilité des mutations auxquelles il faut s'adapter pour prendre en compte des savoirs différents, au temps de vie très faible, mais néanmoins très utiles », précise Michel Authier.

Nés d'une réflexion sur la reconnaissance des savoirs comme moyen de lutte contre l'exclusion, les arbres de compétences partent du principe que la richesse d'une personne tient au savoir qu'elle possède. Ne pas exclure signifie aussi ne pas exclure le savoir. « Nous devons beaucoup à la philosophie des réseaux d'échange de savoirs » (voir *Le Monde* daté 29-30 octobre), note Michel Authier, convaincu que la validation actuelle des connaissances par le biais de diplômes, de certifications, de qualifications, empêche l'identification de nombreux autres savoirs.

De fait, les arbres de compétences évacuent toute idée de hiérarchie : les savoirs s'évaluent les uns les autres et l'arbre a besoin de toutes ces compétences pour pouvoir exister. « Plus on monte dans l'arbre, plus on se spécialise », souligne Michel Authier. Mais cela ne signifie pas que la compétence qui

figure dans la feuille la plus élevée vaut mieux que celle qui se trouve plus bas. Les processus sont collectifs : chacun monte grâce aux autres. Et c'est en s'appuyant sur des savoir-faire déjà existants que l'on parvient encore plus loin. » Ainsi, l'arbre témoigne des liens qui se tissent entre les savoirs à travers les per-

de bâtir un véritable plan de formation en fonction des compétences que désire acquérir ou valoriser l'entreprise au vu de celles qu'elle possède déjà », explique François Silva, sociologue et consultant chez Trivium. A plus long terme, d'autres débouchés devraient se faire jour dans la gestion des hommes, dans la mise en place de stratégies plus



sonnes. Il rappelle aussi que la position d'un savoir, dans une communauté, dépend de tous, y compris de ceux qui ne le possèdent pas.

Pour l'instant, les arbres de compétences sont surtout utilisés par les entreprises au niveau de la formation : « C'est un outil de mobilisation, de communication, d'explication qui permet de sortir des logiques de catalogue. L'arbre permet

mobiles, dans le développement d'une culture de compétences. « C'est un système résolument ouvert qui oblige les gens à entrer dans des façons de penser totalement différentes », affirme François Silva, avant de conclure, optimiste : « C'est un peu comme l'histoire du téléphone : au départ, on ne savait pas vraiment quoi en faire. »

Nathalie Mlekuz

### Sous le signe de la dérogation

Que cache le « contrat collectif d'entreprise » ? Progrès et avantages, selon les uns. Réécriture du code du travail, selon les autres

ENTONNANT l'air connu du « caractère excessivement normatif du droit français », l'association patronale Entreprise et Progrès présente elle aussi sa formule magique : le « contrat collectif d'entreprise ». Son but est de redynamiser la négociation d'entreprise. La méthode pour y parvenir est osée, puisqu'elle propose rien de moins que de laisser les employeurs qui le souhaitent faire leur propre loi, en accord avec leurs salariés et pour une durée déterminée (de un à trois ans). Les limites de ces « nouveaux espaces ouverts à la dérogation » sont tracées par un code du travail réduit à un « socle intangible » et par un « éventuel cadre minimal » défini par les branches industrielles. Que contiendrait ce « socle » ? Des dispositions concernant par exemple la non-discrimination, la liberté syndicale, la sécurité, le SMIC, la durée maximale du travail, etc. « C'est l'un des très rares projets patronaux qui allient flexibilité et garde-fous suffisants pour éviter une dérégulation sauvage », estime Daniel Nguyen Nhon, chef de projet à Entreprise et Progrès.

On peut cependant en douter au regard des thèmes qui, eux, seront ouverts à la dérogation. Par exemple, « les obligations en matière de formation ». « On a déjà du mal à faire exister la formation, constate la CFTC. Si elle n'est pas dans le socle, il n'y a plus de formation en France. » Autre point : « Les cas d'utilisation des contrats à durée déterminée et leur durée. » Leur recours fait pourtant déjà l'objet de

nombreux abus. Le « socle » ne contiendrait pas non plus de règles sur « les conditions d'embauche des jeunes » ou encore « les modalités d'application des règles d'emploi des personnes handicapées ». « Ce n'est pas très social », commente la CFTC. Tous ces domaines et bien d'autres doivent être négociés dans « la confiance mutuelle », sur la base « d'échanges d'avantages », indique Entreprise et Progrès.

#### VALIDATION

Ainsi, au lieu de majorer le paiement des heures supplémentaires, l'employeur les rémunérerait à taux normal et, « en échange », paierait au salarié « des congés non consommés ». Une disposition qui va à l'encontre du sens de l'histoire. « Ce n'est pas notre problème, rétorque Daniel Nguyen Nhon. Le sens de l'histoire s'exprime au travers des desiderata des salariés. » Paulette Hoffman, secrétaire confédérale de FO, qui s'est battue pour la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, s'insurge : « Les salariés veulent gagner plus d'argent. Mais la vraie question est celle de l'évolution des salaires. » Et pas celle de la réduction des congés. La CFTC ne conteste pas que le code du travail est « très complexe ». Mais, pour elle, s'il fallait le réécrire, ce serait pour « réaffirmer les grands principes existants, en éliminant les brèches déjà ouvertes par les dérogations ».

Qui négocierait ces contrats collectifs ? En l'absence de délégués syndicaux (DS), ce serait les élus du comité d'entreprise (CE), dont on sait que la majorité d'entre eux ne

l'an 2000 » (Éditions Odile Jacob) – sur ce qu'il appelle « le travail différencié ». Un concept qui aboutirait à la disparition de la notion d'horaire légal. L'employeur et le salarié seraient « libres de négocier de gré à gré la durée du travail ». La réglementation actuelle est « inadéquate » face à la contrainte économique, explique ce substantiel Pierre Guillen. « Il faudrait pouvoir augmenter les horaires lors-

ré du travail dans lequel le volume horaire et sa répartition sont fixés par la loi à un régime contractuel identique au régime du travail à temps partiel, dans lequel les parties ou contrat de travail peuvent discuter et fixer librement le volume de l'horaire de travail et sa répartition. Le contrat de travail ou la lettre d'engagement mentionnerait la durée du travail en termes hebdomadaires, mensuels, annuels ou pluriannuels.

Le volume horaire étant contractuel, il serait, comme tout élément contractuel, révisable à tout moment à la hausse comme à la baisse. Son augmentation ou sa diminution constituerait « une modification substantielle du contrat de travail, qui ne peut se faire que d'un commun accord ». En cas de dépassement d'horaire, souligne Pierre Guillen, les salariés toucheraient des heures « complémentaires ». Les baisses temporaires étant indemnisées quant à elles au titre du chômage partiel ou du Trid (temps réduit indemnisé de longue durée).

Pour lutter contre les excès, Pierre Guillen préconise toutefois le maintien des barrières légales : « 10 heures de travail par jour maximum, 48 heures par semaine... » Son système, pour lequel il souhaiterait une période expérimentale de trois ans, serait applicable dès la signature d'un accord d'entreprise. Celle-ci réviserait les contrats de chacun des salariés par négociation de gré à gré. Tout salarié qui refuserait la révision de son contrat « serait licencié ».

#### RÉTICENCES

Ces propositions ne soulèvent guère l'enthousiasme des syndicats. Le travail différencié n'aboutirait qu'à « la suppression de garanties importantes pour les salariés », affirme la CGT. « L'horaire légal, c'est quand même important. C'est un seuil de déclenchement pour les heures supplémentaires, pour le temps partiel... et si on supprime cette référence, le SMIC explose ! » De plus, l'impact d'un tel système sur la vie privée des salariés ne sera pas neutre. « Ce sera la flexibilité totale, poursuit la CGT. Si on fait baisser des salariés jusqu'à 45-46 heures par semaine, est-ce qu'on respecte leur santé ? Si on ne les fait travailler que 28 heures, est-ce qu'ils auront les moyens de vivre décem-

Francine Aizicovici

### Le travail différencié

Un concept qui tend à supprimer la notion d'horaire légal : employeurs et salariés négocieraient de gré à gré la durée du travail

«TOUS les horaires seront égaux en droit. » C'est en une formule concise que Pierre Guillen, président d'honneur de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) résume ses pensées profondes – publiées en annexe du rapport du Plan présidé par Alain Minc sur « La France de

qu'il y a du travail (...) et les diminuer lorsqu'il y en a moins. » Parallèlement, les individus aspirent à mieux répartir leur temps entre la vie professionnelle, les activités sociales et les activités personnelles. Pour concilier leurs aspirations avec l'intérêt des entreprises, il suggère de « passer d'un régime réglementaire de la du-

ment ? » Pour la CFDT, « les entreprises ont certes besoin d'une certaine flexibilité et les salariés ont des aspirations personnelles à travailler plus ou moins à différents moments de leur vie. Mais les solutions préconisées par Pierre Guillen ne sont pas les bonnes ». Individualiser les temps de travail ? Pourquoi pas, « mais à condition que ce

les toutes pour les de cent d'm... Les em- et plus x des so- est dans lemanne, nnes en- s'impress- ent pour t dans créateurs

ain sur la i lui de- i sur les rne mais ligne au vouloir mploy et être exi- des pro- ais aussi 'accuell- ie et so- te.

hfeld

ricains et res de la ont de- l tendant que offi- est pro- sera l'un ne prési- Robert 5 au Sé- me que ment de ssemble. nent qui est une i liberté, acun de 2.

INE

ouverne- birac de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rié so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus ci ne appare- cits fi- a mo- que, la 'aide à ités et

### ÉCHOS

#### Semaine à la carte

■ Emploi, compétitivité et restructuration de l'entreprise : la semaine de quatre jours à la carte ? : tel sera le programme du colloque organisé par Les Echos conférences, le 12 décembre, à la Maison de la chimie, à Paris. Quel bilan faut-il tirer des premières expériences de semaine de quatre jours ? Les entreprises sont-elles prêtes à ces changements ? Autant de questions qui seront abordées durant cette journée d'études. Information : Sylvie Trubert. Tél : (1) 49-53-67-66.

#### Drogue et entreprise

■ L'association SOS-Drogue International, dans le cadre de son action de réinsertion sociale des jeunes toxicomanes, a mis en place un Club Entreprises, dont la vocation est de permettre à ses membres de mener des actions ponctuelles ou de longue durée avec l'association. Les dons financiers ou en nature (véhicules, meubles) peuvent servir à l'exploitation des dix-huit établissements de l'association ou à l'amélioration du cadre de vie des personnes prises en charge. SOS-Drogue International, 16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. (1) 40-16-03-08. Télécopie : 40-16-00-03.



## Réforme de l'administration : faire participer les opérationnels

par Geneviève Mansard et Jacques Cosquer

**F**ACE à l'idéologie libérale qui domine aujourd'hui l'Union européenne, le modèle français du service public est contraint de réagir. Dans les faits, une véritable mutation est déjà amorcée sous l'impulsion conjuguée des politiques et de certains fonctionnaires convaincus de la nécessité de maîtriser les coûts des services publics et d'améliorer la qualité des prestations rendues aux usagers. Quelques expériences, initiées par la base, sont riches d'enseignements car elles confirment que la fonction publique a pris conscience de la nécessité des réformes. Elles permettent de mettre en évidence certaines causes du dysfonctionnement actuel des services de l'Etat et d'ébaucher des axes d'évolution. Elles sont un véritable banc d'essai pour mettre au point une ingénierie du changement dans l'administration. Deux actions, actuellement en cours, sont significatives de cette évolution.

Citons, en premier lieu, l'élabo-

ration d'un modèle de pilotage de gestion des services de restauration scolaire par un groupe d'agents comptables gestionnaires de lycées et collèges. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre d'un programme mis en place par le Centre de formation de l'administration et commandités par la sous-direction du budget et de la comptabilité du ministère de l'éducation nationale. Nous ferons ensuite référence à la mise en œuvre, par certaines directions régionales du travail, de la réforme de la commande d'achat public de formations lancée par la délégation à la formation professionnelle. Ces expériences ont un point commun : ces initiatives ont été prises en raison de l'absence des outils de gestion de l'administration, sous-estimée ressentie par les agents comme un facteur d'inefficacité mettant en question leur raison d'être. C'est ainsi que les agents comptables se sont interrogés sur leur pratique et leur manière de penser lorsqu'ils ont mis en évidence que leur mé-

thode de calcul des coûts de revient ne répondait plus aux besoins d'efficacité dans la gestion d'un établissement scolaire face, d'une part, à la concurrence exercée par les commerces de restauration rapide à proximité et, d'autre part, à certaines collectivités territoriales préférant déléguer les services de restauration scolaire à des entreprises privées. Les coordinateurs emploi-formation des directions du travail se sont, eux, rendus compte que la rencontre de l'offre de formation avec les besoins de l'emploi ne pouvait pas se faire en fixant un prix arbitraire de l'heure scolaire. Pour élaborer des solutions réalistes, il a fallu, dans chaque cas, opérer une rupture radicale avec les méthodes de gestion traditionnelles. La conception de nouveaux outils adaptés aux spécificités du service public n'a pu se faire sans que soit revu le mécanisme traditionnel d'ajustement de l'offre et de la demande par les prix. Mais le plus intéressant d'un point de vue pratique est que cet abandon

de l'élément monétaire, comme seule unité de mesure de l'efficacité, rejoint l'évolution générale des modes de management. La prise en compte de la qualité par référence aux valeurs et aux préférences des usagers, l'analyse du processus de production de biens et de services en termes d'activités, l'utilisation de méthodes mathématiques de choix multicritères, la mise en place de centres de responsabilité dotés de budgets opérationnels sont les principaux outils retenus par ces groupes innovateurs pour maîtriser les coûts du service public et pour répondre à ses obligations de satisfaction des usagers. Ces outils sont également utilisés par les entreprises performantes pour mettre en œuvre une stratégie de développement et un contrôle de gestion efficaces. Ce parallélisme de comportement permet de penser que l'amélioration de la gestion du service public est avant tout affaire de modernisation du management. Ces actions menées directement avec des agents de l'Etat, comme d'autres

engagées dans le secteur public des télécommunications, sont également très significatives de l'évolution des techniques de conduite du changement. Au triptyque classique - étude théorique, diagnostic, préconisations - élaboré par des experts, il convient de substituer une démarche participative et progressive qui consiste, tout d'abord, à créer une rencontre entre les outils théoriques du consultant et la pratique professionnelle des intéressés, ensuite, à faire appliquer sur le terrain les apports théoriques et, enfin, à en déduire un modèle de management dont la faisabilité est reconnue par les agents.

Mais lorsque ce stade est at-

teint, on s'aperçoit très vite qu'une modification, même minime, des modes d'agir et de penser conduit toujours à des transformations, parfois considérables, du système d'organisation et d'information de l'administration. Et, si l'on veut que l'évolution devienne réforme, il faut que la remise en cause de l'existant

soit cautionnée explicitement au plus haut niveau et que les initiateurs se voient dotés des moyens de mettre en œuvre les transformations.

On voit ainsi, à la lumière de ces exemples, que le passage d'un changement nécessaire à un changement possible ne peut se faire sans l'adhésion des agents à de nouvelles manières de voir et d'agir sur la base d'un consensus née de leur participation directe à la recherche et au développement de l'innovation.

Une stratégie de réforme de l'Etat ne pourrait-elle pas se fonder sur l'effet d'entraînement des initiatives innovantes, prises par les agents les plus sensibles aux évolutions ?

Ici aussi, il faut suivre la ten-

dance du management moderne à faire participer les opérationnels tant à la conception qu'à la mise en œuvre du progrès.

Geneviève Mansard et Jacques Cosquer sont consultants.

### RÉUSSITE

## L'envolée des chèques-vacances

En dépit d'une progression soutenue, la formule n'a pas encore conquis les grandes entreprises. Son prochain objectif

**L**ORS de la création, en 1982, de l'ANCV (Agence nationale pour les chèques-vacances), André Henry, alors ministre du temps libre, n'hésitait pas à déclarer : « L'objectif est de faire passer la même partie que l'établissement des congés payés ». C'était placer la barre un peu haut. Mais force est de constater que depuis treize ans les chèques-vacances ont fait leur bonhomme de chemin : de 4,5 millions de francs la première année, le montant émis était de un milliard de francs en 1992, et devrait atteindre 1 930 millions de francs en 1995.

« Ces trois dernières années, nous avons pratiquement doublé le chiffre d'affaires », résume Guy Matteudi. Il est vrai que, depuis son arrivée aux commandes de la maison en 1992, cet ancien directeur général de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) a mis les bouchées doubles : introduction d'un schéma directeur informatique, multiplication par trois du nombre des attachés commerciaux, prospection en direction des entreprises, mailing, marketing téléphonique, participation aux salons des comités d'entreprise, publicité dans les journaux syndicaux, dans la presse des DRH... Le PDG de l'ANCV a joué à fond la carte du dynamisme commercial.

Résultat : 150 000 points d'accueil acceptent désormais, tout au long de l'année, les chèques-vacances comme moyen de paiement, des villages-vacances aux

musées, en passant par les campings, les gîtes ruraux, les compagnies aériennes et maritimes, les agences de voyages, les péages d'autoroutes... « Le chèque-vacances, aujourd'hui, c'est où je veux, quand je veux », clameur Guy Matteudi, visiblement fier de cette montée en puissance.

Alors que 40 % des Français ne partent pas en vacances, et que 17 % d'entre eux y renonceraient faute d'argent, le chèque-vacances s'adresse en priorité aux personnes aux revenus modestes. L'ANCV conclut des conventions avec les employeurs, les comités d'entreprise, les organismes sociaux et la fonction publique, qui, ensuite, proposent les chèques-vacances à leurs salariés. Si les comités d'entreprise et les organismes sociaux ont toute liberté pour déterminer leurs critères d'attribution, la loi impose, en revanche, aux employeurs que seuls les salariés dont les impôts sur le revenu n'excèdent pas 11 010 francs soient bénéficiaires.

### ENVERGURE

Le salarié désireux d'acquiescer des chèques doit se constituer une épargne pendant plusieurs mois. Cette épargne se trouve ensuite bonifiée par une contribution de l'entreprise ou du comité qui varie de 20 à 80 %. A l'autre bout de la chaîne, le prestataire accorde généralement aux détenteurs de chèques-vacances des réductions privilégiées : carte Kiwi gratuite à la SNCF, réduction sur les vols bleus à Air Inter... Le système est ingénieux,

puisqu'au final tout le monde y trouve son compte : le salarié obtient un budget de vacances plus élevé, l'entreprise bénéficie d'un outil au service de sa politique sociale, et les prestataires élargissent leur clientèle. « Et le tout ne coûte pas un seul centime à l'Etat », note Guy Matteudi. L'ANCV s'autofinance, réalise des bénéfices et paie même l'impôt sur les sociétés.

A ce jour, quatre millions de personnes (un million de salariés et leurs familles) utilisent les chèques-vacances. Selon une étude menée par l'ANCV auprès d'un échantillon représentatif de porteurs de « chèques », le bénéficiaire type serait un quadragénaire ouvrier ou employé, père de deux enfants. De plus, 67 % des porteurs auraient des revenus mensuels nets par foyer inférieurs à 15 000 francs, 23 % entre 15 000 et 20 000 francs, et 10 % plus de 20 000 francs.

Etablissement public à caractère industriel et commercial, l'ANCV devrait afficher à la fin de l'année un excédent net d'impôt de 22 à 25 millions de francs. Et, comme l'agence a aussi vocation de promouvoir des actions sociales, une partie de cet argent devrait être affectée à la modernisation d'équipements de tourisme et de loisir. En 1993, vingt millions de francs ont déjà été attribués à soixante-cinq équipements touristiques. Dans le même esprit, la contre-valeur des chèques primés (c'est-à-dire non utilisés au bout de deux ans et trois mois) permet de financer des actions en faveur de publics défavorisés. En 1995, cette contre-valeur qui représente moins de 0,5 % de la totalité du montant des chèques émis, s'élevait tout de même à quelque 7 millions de francs.

Pour l'année à venir, Guy Matteudi envisage de lancer l'offensive en direction des grands comptes : les entreprises de plus de mille salariés ne représentent pour l'instant que 6,10 % de l'ensemble des sociétés prescriptrices. La tâche est d'envergure. D'autant plus que, dans ces grands groupes, les comités d'entreprise se plaisent à avoir les coudées franches. « Les chèques-vacances ? Ce n'est pas du tout dans notre tradition », confirme-t-on au CE de Bull. On préfère avoir une forte visibilité de ce qui se passe en termes de vacances. Et puis notre rôle, c'est tout de même d'offrir des activités aux gens, et non de leur distribuer des chèques... »

Nathalie Mlekuz

### LECTURES

## La banque en mutation

LA MODERNISATION BANCAIRE-SOCIOLOGIE DES RAPPORTS PROFESSIONNELS-MARCHÉS, de David Courpasson. Editions L'Harmattan, 256 p., 140 F.

**C**OMMENT la profession bancaire française se transforme-t-elle ? David Courpasson, sociologue et responsable de recherches à l'Institut de recherches de l'entreprise du groupe ESC-Lyon, trace le cadre de cette mutation, marquée par la modification de l'environnement réglementaire en 1984, puis par la suppression de la majorité des filières spécialisées de distribution des crédits bonifiés. Dans un contexte de forte concurrence, les banques ont dû changer leur rapport au marché, et cette évolution s'est accompagnée d'une transformation des systèmes professionnels traditionnels.

### ERGONOMIE

Maurice de Montmolin, de l'université Paris-Nord, et les nombreux spécialistes qui interviennent dans cet ouvrage définissent les principaux termes utilisés par les ergonomes et les présentent par ordre alphabétique. En même temps, ils analysent les objets des études menées, les méthodes employées, les objectifs visés et les modalités d'intervention et de recherche en la matière.

Les professionnels de l'ergonomie sont donc concernés au premier chef. Mais leurs partenaires et leurs interlocuteurs habituels peuvent tirer parti de la précision avec laquelle sont disséqués beaucoup de notions fréquemment utilisées dans l'entreprise. Par exemple, celles qui concernent les horaires atypiques et les rythmes humains qu'ils induisent, les compétences et leur identification, ou encore le fonctionnement des collectifs de travail.

Vocabulaire de l'ergonomie, sous la direction de Maurice de Montmolin. Editions Octares, 256 p., 180 F.

### POUR L'ECONOMIE SOCIALE

Thierry Jeantet, qui fut délégué adjoint interministériel à l'économie sociale, présente un panorama de ce secteur, qui a un pied dans l'activité marchande (banque et assurances, coopératives de production et de consommation) et un autre dans le non-marchand (associations). Tantôt concurrente, tantôt complémen-

taire du privé, l'économie sociale veut continuer à faire entendre sa différence, ce qui ne va pas de soi dans une société où le désir de consommation l'emporte souvent sur la volonté de solidarité.

« La réussite des grandes banques coopératives ou mutualistes, des mutuelles d'assurances, attire des personnes intéressées par le rapport qualité/prix et non par le fait de devenir sociétaires », constate Thierry Jeantet. Il redoute aussi une « privatisation » du social qui devient de plus en

plus un véritable marché. Il émet de nombreuses propositions, reprises par le Comité consultatif de l'économie sociale, visant à conforter l'activité du secteur en consolidant son environnement législatif et financier, au nom de la « valeur ajoutée sociale » dont il est porteur, ce qui ne le dispense pas d'un effort d'innovation.

L'Economie sociale en action, par Thierry Jeantet. Editions CTEM, 126 p., 59 F.

Daniel Urbain

## ITINERAIRES POUR L'EMPLOI

- LE MAGAZINE -

Marie-Béatrice BAUDET

reçoit cette semaine

Patrick BOBE

consultant

Une émission diffusée par 375 radios locales (liste des horaires et des fréquences sur 3015 EMPLOI)



Agence France Presse

Agence France Presse

Le Monde

Une production de l'Agence TSM TSM, Lyon (72-86-49-77)

Initiatives

Initiatives

سكا من الامل



150 000 000

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / V

E 1995 / 15

## LES DIRIGEANTS

**NOGENT-SUR-SEINE**

**CHARGÉ DE MISSION ORGANISATION**

Nos activités sont aujourd'hui confrontées aux mutations majeures de leur environnement, exigeant une évolution rapide et permanente de nos structures, modes de fonctionnement, système d'information de gestion, compétences.

Sous l'autorité du Directeur Général, en collaboration étroite avec les services fonctionnels Groupe, vous assisterez les Directeurs des Divisions Opérationnelles dans la définition et la mise en œuvre des programmes d'action organisation.

A 35 ans environ, de formation supérieure (grandes écoles de commerce ou d'ingénierie), vous disposez d'une solide expérience d'étude et de management de projets d'organisation d'envergure, acquise dans un cabinet conseil en stratégie/organisation ou dans l'industrie, agro-alimentaire de préférence.

Vos compétences et aptitudes relationnelles sont à la hauteur de nos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae), sous la référence 12-32049 à notre conseil ONOMA, Tour du Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 3.

**Onoma**  
GROUPE COURTAUD

### JEUNE D.G. POUR DEVELOPPER LE MARCHÉ FRANÇAIS D'UN GROUPE PAPETIER EUROPÉEN !

Groupe papetier européen intégré - chiffre d'affaires 1,5 Mds de francs - nous fabriquons et commercialisons une gamme très spécialisée destinée à l'impression. Déjà présents sur le marché français, nous anticipons un développement important sur les années à venir, comparable à celui des autres pays. Ici comme ailleurs, l'activité profitera d'une politique volontariste en termes de R&D, logistique européenne, certification (ISO 9001), ressources humaines...

Directeur de la filiale française, vous aurez, en liaison étroite avec le management de la maison-mère, la responsabilité complète d'un centre de profit : définition et mise en place de la politique commerciale et marketing, management d'une équipe - bientôt 10 personnes -, gestion financière, gestion des stocks, publicité... Homme d'impulsion et de réalisation, vous assurerez le développement des marchés existants et ouvrirez ceux de demain.

Fort d'une sup de co de très bon niveau et d'une expérience commerciale réussie d'au moins 10 ans sur les marchés papetiers - imprimeurs, distributeurs, agences graphiques... -, vous êtes prêt aujourd'hui à devenir le N°1 d'une structure souple et réactive, adossée à un groupe exigeant. Votre anglais est opérationnel, votre motivation est forte ? Ecrivez à notre conseil, Anne Cousin, Sirca, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous référence 880 773 LM.

**SIRCA**  
ANTICIPER LA RÉUSSITE

Groupement Mutualiste Hospitalier des Eaux-Clares à GRENOBLE (500 salariés) recherche son

### DIRECTEUR ADJOINT

qui devra assurer la double fonction de :

- Directeur des Ressources Humaines pour l'ensemble du groupement
- Gestionnaire opérationnel de la clinique (200 lits).

De formation supérieure, âgé de plus de 35 ans, il a déjà une expérience réussie de DRH et une connaissance du milieu hospitalier.

Son autorité naturelle et ses méthodes participatives seront des atouts importants.

Candidatures à notre conseil Noël COMMUNOD (sous réf. 510000)  
**MENWAY Consultants** - 25, rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE

**MENWAY**  
COMMISSAIRE

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'Entreprise  
mode  
d'emplois.

Cahiers Initiatives.  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

### DIRECTEUR TRANSIT D'UN CONTINENT À L'AUTRE !

Grand groupe international de services, nous intervenons sur les routes du commerce mondial. Nous renforçons aujourd'hui nos équipes sur l'Afrique et souhaitons intégrer un professionnel du transit de très bon niveau.

Directeur du Transit, adjoint opérationnel direct du Directeur Général local et en liaison fonctionnelle étroite avec le Directeur du Transit Afrique, vous animerez une équipe de 250 personnes. Vos excellentes relations avec les autorités et la clientèle locales vous permettront de développer de façon significative votre chiffre d'affaires.

Pour cette première affectation, une expérience significative d'au moins 10 ans du transit, une formation supérieure et la maîtrise de l'anglais sont absolument indispensables. Bien sûr, vous avez déjà travaillé en Afrique et souhaitez y retourner. Ensuite, vos succès dans ce poste vous ouvriront de larges perspectives d'évolution dans le groupe, sur ce continent ou sur un autre... Pour en savoir plus, écrivez à notre conseil Sirca, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous la référence 873 736 LM.

**SIRCA**  
ANTICIPER LA RÉUSSITE

### EUROPEAN SALES EXECUTIVE

Attractive Salary and Package  
Flexible location

The company is a leading manufacturer of paper based products with a significant share of the UK market, mainly in "own label". They now have plans to achieve a significant share of the European own label sector with their extended product lines and require a key person to open up this market.

Applicants should have a proven track record of sales, preferably in Northern Europe, and will be conversant in two or more European languages. A substantial part of this experience must have been in selling Fast Moving Consumer Goods to supermarkets, major multiples and other key accounts at a senior level.

The successful person will be a self starter, capable of devising and actioning their own sales plans, who has the ability to add value and profitability to an already successful business.

If you are interested in being involved in this exciting new development then write to: Mr. Bev King, BKA, Abed House, Dewsbury Road, Osselt, Wakefield, West Yorkshire WF5 9ND, England.

les toutes  
pour les  
de cent à  
ité d'in-  
Les em-  
et plus  
x des so-  
est dans  
lemagne,  
mes en-  
s impres-  
ent pour  
it destiné  
pas aux  
créateurs

ain sur la  
lui de-  
sur les  
me mais  
lique au  
emploi et  
être ex-  
als aussi  
accueil,  
re et so-  
fe.

hfeld

37

icains et  
res de la  
s ont dé-  
tendant  
que offi-  
est pro-  
séra l'un  
ve prési-  
Robert  
à au Sé-  
me que  
ment de  
semble.  
nent qui  
est une  
liberté,  
acun de  
x.

EINE

uverne-  
hirac de  
s les six  
a prési-  
ut faire  
chemi-  
à voir  
rité so-  
ndicats  
avec la  
s. Mais  
même  
a qu'à

es so-  
maine,  
as mé-  
er qu'il  
mes. Il  
n plus  
ci ne  
apure-  
sits fi-  
a mo-  
que, la  
aide à  
ités et

Le Monde

Chaque mois  
tous les passionnés  
de timbres



## Responsable commercial France

Opportunité exceptionnelle pour un manager-développeur de contribuer à la réussite en France d'un groupe international leader dans l'identification hautes performances pour l'industrie.

### 350 KF + voiture

#### LA SOCIÉTÉ :

- ◆ Groupe américain spécialisé dans la fabrication et la distribution de films adhésifs et de systèmes d'identification automatique pour l'industrie.
- ◆ CA USS 314 millions - 2000 personnes.
- ◆ Très profitable et en pleine croissance.
- ◆ Déjà implanté en France et en Europe, le groupe lance une nouvelle division d'identification automatique.

#### LE POSTE :

- ◆ Sous la responsabilité directe du directeur commercial Europe, vous :
- assurez sur la France le développement des ventes de solutions globales d'identification automatique auprès des industriels, avec un fort souci de qualité, de rentabilité et de repeat business.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet avec rémunération actuelle et photo sous réf. 1106LM à Catherine GIRARD, N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

N.B.S.

### Paris + nombreux déplacements

- initiez et gérez les projets en coordination avec les différents acteurs techniques et commerciaux des branches,
- contribuez à l'évolution des produits et à l'élaboration de la stratégie.

#### PROFIL RECHERCHE :

- ◆ Formation supérieure technique ou commerciale.
- ◆ 30/40 ans avec 5 ans minimum de vente directe de solutions high tech dans l'industrie.
- ◆ Très orienté résultats, anglais courant.
- ◆ Esprit pionnier. Goût du challenge.
- ◆ Une expérience du monde de l'identification automatique serait un plus.

ZD Ziff-Davis France

Ziff-Davis, premier éditeur américain de magazine d'informatique, doit sa réussite à la qualité rédactionnelle de ses publications, PC Expert et PC Direct, destinées aux professionnels de la micro-informatique.

Pour renforcer l'équipe éditoriale de PC Expert, nous recrutons des

## Rédacteurs réseaux

passionnés par les produits et les réseaux micro-informatiques. Qualités rédactionnelles et compétences seront indispensables pour la réalisation des dossiers comparatifs en laboratoire. Une première expérience significative dans le domaine des réseaux constituera un atout supplémentaire. Formation souhaitée : ingénieur ou universitaire. Anglais indispensable.

Merci de nous faire part de vos projets en nous adressant votre candidature à : ZIFF-DAVIS FRANCE  
RdF PCE/RESO - D. PETIT 14, place Marie-Jeanne Bessot, 92593 LEVALLOIS-PERRET Cedex

## RH PARTNERS,

Conseil en Recrutement

présent sur toute la France et implanté à Bayonne, Belfort, Besançon, Bordeaux, Châtenaillères, Dijon, Limoges, Lyon, Paris, Poitiers, Quimper, Rouen, Rennes et Toulouse, s'installe à :

### NICE - SOPHIA ANTIPOLIS

RH PARTNERS

Téléphone 1503 - Route des Dolines - 06500 Sophia Antipolis

tél. 92 96 96 00 - Fax. 92 96 97 96

Directeur : Gérard BOURS

RH PARTNERS



L'Agence Centrale des Organismes d'Intervention dans le Secteur Agricole recrute



## un Assistant à l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO)

POSTE SITUÉ À PARIS

Adjoint du Chef de Division, vous aurez pour missions :

- l'élaboration, la préparation et le suivi de l'exécution du budget,
- la gestion des ressources humaines,
- les questions sociales et statutaires.

D'un bon niveau de connaissances en informatique, vous avez une expérience en gestion budgétaire et du personnel, une bonne capacité d'adaptation et de communication. Vous avez le sens de l'organisation et avez le goût pour les contacts.

#### Conditions :

- titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 4 ou équivalent
- nationalité française,
- 35 ans ou plus le 1er janvier 1995,
- salaire brut : 131 400 F + primes + possibilité de prise en compte de l'expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence INAO-PERSO, jusqu'au 27 Novembre 1995 au soir, à l'ACOFA, Bureau des concours, 2, rue Saint-Charles - 75015 PARIS.

Filiale d'un groupe américain leader sur le marché des prestations de services pour le secteur informatique recherche :

## Directeur financier

(Ref : DF)

Expert-comptable de formation et bilingue anglais, vous avez acquis une expérience de 10 ans en cabinet et au sein d'un groupe international. Autonome, doté de force de proposition et de solides qualités managériales, vous souhaitez superviser à un niveau européen, l'ensemble de la fonction comptable et financière (optimisation fiscale, contrôle de gestion, trésorerie).

## Ingénieur commercial

(Secteur télécommunications/Ref : ICT)

## Ingénieurs commerciaux

(Secteur informatique/Ref : ICI)

A 30-35 ans, vous souhaitez valoriser une première expérience de la vente de services acquise dans le domaine des réseaux et télécoms ou dans le secteur informatique. Doté d'une formation initiale bac + 4, vous voulez développer une approche vente-conseil auprès de grands comptes et parlez couramment anglais.

Adressez-nous votre candidature (avec sa référence) à : CIE-DRH  
738, rue Yves Kermen 92658 Boulogne-Billancourt Cedex.

## Elargissez vos talents à la recommandation

BIPE CONSEIL, 70 MF de chiffre d'affaires, 80 consultants, une des premières sociétés d'études économiques et de conseil en Europe, recherche pour assurer son développement

> pour son département "Transport"

## 1 Directeur d'Etudes

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs (les Mines, Ponts) ou de commerce (HEC, ESCP), vous avez acquis cinq années d'expérience au sein d'une entreprise de Transport ou de Conseil. Directeur du Département, vous êtes responsable développement du chiffre. Autonome et motivé, si possible l'allemand, vous pouvez encadrer des consultants. Une connaissance des compagnies européennes serait un plus. Le mode de rémunération est lié à vos performances commerciales.

## 1 Consultant expérimenté

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou universitaire Bac + 5, vous avez acquis 3 à 5 ans sur le secteur du transport fret et de la logistique, entreprise du secteur ou dans un cabinet de conseil, vous maîtrisez l'anglais et si possible l'allemand. Développez votre goût d'entreprendre. Réf. C01

> pour son Département "Prévisions et analyses macro-économiques"

## 1 Economiste-Consultant

De formation économique de haut niveau (DAS d'Economie, ENSAE, Grandes Ecoles...), vous avez acquis une expérience de modélisation et d'économétrie. L'analyse des données et le raisonnement économique. Exposer et rédiger les résultats de vos analyses n'est pas un problème. La pratique du français est un plus. Vous êtes dans le cadre de la préparation des prévisions et des analyses de BIPE Conseil, et serez plus responsable du développement des études et de la clientèle financière. La pratique de l'anglais est indispensable, la langue est vivement souhaitée. Réf. E01

صحن من الاصل



150

**DEVELOPMENT MANAGER H/F**  
Poste à pourvoir début février 1996

Au sein d'une équipe dynamique et souple, vous serez chargé du développement des services attachés à cette carte en considérant tous les aspects financiers, juridiques et informatiques, et assurerez les relations avec les compagnies pétrolières membres.

A 30-35 ans, vous maîtrisez parfaitement l'anglais, possédez une formation supérieure (Bac+5) et avez acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans de préférence dans un milieu international. La pratique d'une autre langue européenne sera appréciée. Votre dossier sera traité en toute confidentialité.

Adresser lettre de motivation, CV en anglais et photo sous réf. 600259 à :  
AMBITIONS + 208 Route de Grenoble - 06200 NICE

**EDF GDF SERVICES VOSGES**  
recherche pour son  
Agence de SAINT-DIE,  
**UN RESPONSABLE CLIENTELE**

de formation supérieure (être titulaire d'un diplôme de niveau Bac + 2 ou Bac + 3).

Une expérience de management d'une dizaine d'années dans ce domaine serait fort appréciée.

Envoyer CV + lettre de motivation et photographie à l'adresse suivante impérativement avant le 4 DECEMBRE 1995 :  
A.N.P.E. - Mr Jacques BOURQUIN - BP 251 - 88107 SAINT-DIE CEDEX

**Vous voulez progresser oui ou non ?**

**Responsable bureau d'études actuarielles**

Au sein du centre de profit Assurances collectives (900 personnes, 15 milliards de francs de CA), le bureau d'études actuarielles est une équipe de consultants internes chargée de fournir aux différentes directions et départements les modèles économétriques, les statistiques, les analyses de risques nécessaires à leur activité. Pôle d'expertise, il assure la formation et l'assistance sur ces domaines.

A la tête d'une équipe de 9 personnes, vous avez la responsabilité du programme annuel d'études dont vous contribuez à définir le contenu et vous validez les méthodologies à employer. Agé de 30 à 40 ans, de formation mathématique ou statistique (ingénieur, actuaire, ENSAE, DEA Dauphine...), vous avez une expérience de direction d'un bureau d'études dans notre secteur d'activité, dans un secteur proche (banque, finance) ou dans l'industrie. La maîtrise d'un logiciel statistique est nécessaire. Une culture financière serait appréciée mais ce sont surtout vos qualités d'animateur et de négociateur, votre esprit de synthèse et votre sens de la diplomatie qui seront vos atouts principaux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et rémunération actuelle), sous réf. LMC111, à Yann Le Beller, GRH Assurances collectives, UAP, Tour Assur, 21 Bois, 92083 Paris. La Défense Cedex 14.

# lents, de la prospective ndation stratégique

## 1 Directes

entrale, CP, vous mise en l'après du lu anglais et upe de riaires ou tient EI

## 1 Conseillers expérimentés

mmence, périence ans une I Mobile, souhaitez

## 1 Economistes Conseillers

1 à 4 ans us savez études connais- sancez romiques pement ten ne autre

> pour son activité  
"Évaluation de l'Impact Public"

## 1 Directeur d'Études

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, université Bac + 5, vous avez surtout une connaissance approfondie du secteur public et une solide expérience des missions d'évaluation.

Agé de 35/40 ans, vous maîtrisez l'anglais. Mobile, vous pouvez être amené à vous déplacer au sein de l'Union Européenne pour des missions ponctuelles, pour développer le chiffre d'affaires et les contacts de BIPE Conseil sur ce secteur. Votre rémunération comprendra une part fixe et une part variable motivante. R.M. DE

> pour son Département  
"Technologies de l'Information et Média"

## 1 Directeur d'Études

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs (ENST...) ou de commerce, vous avez nécessairement cinq années d'expérience du conseil ou acquise au sein d'une entreprise liée aux télécommunications ou aux médias. Après du Directeur du Département, vous êtes responsable du développement de l'activité. Autonome et maîtrisant l'anglais et si possible l'allemand, vous pouvez encadrer une équipe de consultants. Le mode de rémunération tient compte de vos performances commerciales. R.M. DE

## 1 Consultant expérimenté

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, universitaire Bac + 5, vous avez acquis environ 5 années d'expérience sur le secteur de l'automatisation industrielle ou tertiaire dans une entreprise du secteur (fonction marketing) ou dans un cabinet de conseil. R.M. CE

> pour sa filiale TERSUD à Marseille dans le cadre de son développement

## 2 Directeurs d'Études expérimentés

L'un diplômé(e) de type ENSAE, maîtrisant les statistiques, la micro-économie, l'économétrie et la modélisation, l'autre diplômé(e) grande école de commerce, avec un complément en étude et recherche marketing (ou école d'ingénieurs + IAE, MBA, INSEAD, ISA...) maîtrisant le conseil marketing et les études de marché.

Pour ces deux postes à responsabilité de Chef de Projets sur des missions d'études d'aide à la décision et de conseil stratégique (fonction commerciale, management d'équipe, production...), nous souhaitons recruter des collaborateurs disposant d'une solide expérience professionnelle (7 à 10 ans) acquise en cabinet, institut ou laboratoire et/ou en direction de département étude chez l'annonceur, et d'une bonne connaissance du secteur des services (banque, assurance, télécommunication, transports, services sociaux...). Vous avez de réelles capacités d'expression écrite et orale et un anglais courant ; une bonne maîtrise des outils micro-informatiques statistiques (SAS, EOLE...) et bureautique (Word, Excel) est nécessaire. R.M. DE

Nous vous offrons une rémunération motivante assortie sur les résultats et de réelles perspectives d'évolution.

Veuillez adresser votre CV accompagné d'une lettre de motivation manuscrite en précisant la référence ci-dessus, à Hervé FISSEYRON - Président-Directeur Général de BIPE Conseil - Ben Seiss 21, 18 rue Monget de Liège, 92445 Issy-les-Moulineaux Cedex.



**Chargé d'études statistiques**

On ne devient pas le premier groupe mondial de presse et d'édition par hasard. C'est parce que nous innovons constamment dans les techniques statistiques et les typologies comportementales que nous sommes toujours les leaders en marketing direct.

Au sein de notre équipe Etudes et Recherche Marketing, vous jouerez un rôle clef. En relation étroite avec nos chefs de produit, vous effectuerez les études sur les fichiers clients afin d'améliorer le ciblage de nos mailings et d'élaborer des recommandations.

Vous avez une formation universitaire type DESS en démographie, en statistiques ou économétrie, une première expérience de 2 à 3 ans acquise dans le domaine du marketing direct qui vous permet de parfaitement maîtriser les techniques quantitatives. Technicien accompli, c'est votre sensibilité sociologique, votre dynamisme, votre créativité et votre force de proposition qui feront la différence. Le contexte international nécessite la pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo à Nicoleline Le Gourlec, Sélection du Reader's Digest, 187 avenue Louis-Pasteur, 92220 Bagneux.

**Sélection du Reader's Digest**

**UN ASSISTANT chargé des affaires européennes auprès du Directeur-Adjoint**

Vous serez chargé :

- d'assister aux Comités de Gestion et autres réunions à Bruxelles concernant la filière viticole,
- d'assurer le relais entre le Ministère de l'Agriculture (Direction de la Production et des Echanges-DPE), les autres administrations et l'Office, sur tous les dossiers communautaires ou internationaux, en liaison avec les divisions concernées de l'ONIVINS et les services de la Commission,
- de participer aux réflexions internes et à la place des comités liés aux exigences des autorités communautaires,
- de réaliser, en tant que de besoin, des synthèses sur les évolutions réglementaires internationales touchant le vin, en assurant une veille réglementaire régulière.

Vous avez d'excellentes capacités rédactionnelles, de travail en équipe, de synthèse et d'expression orale. Vous avez également de bonnes connaissances des mécanismes de la PAC et du secteur viticole appuyées sur une expérience dans ce domaine. Vous maîtrisez la micro-informatique.

Conditions : nationalité française, 35 ans au 1er janvier de l'année du concours, être titulaire d'un diplôme d'ingénieur Agronome ou d'un diplôme de droit communautaire.

Salaire brut : 133 000 F + primes + possibilité de prise en compte de l'expérience professionnelle.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence ATDIR 20, avant le 13 décembre 1995 au sein de l'ACOFA, Bureau des Recrutements, 2 rue Saint Charles, 75740 PARIS CEDEX 15.

les tontes  
pour les  
cent à  
icté d'm-  
Les em-  
as et plus  
x des so-  
est dans  
lemagne,  
rmes en-  
s impres-  
ent pour  
destiné  
pas aux  
créateurs

ain sur la  
r lui de-  
sur les  
me mais  
ique au  
vouloir  
mplot et  
être exi-  
des pro-  
ais aussi  
'accueil  
re et so-  
se.

hfeld

37

ricains et  
rés de la  
s ont dés-  
lontant  
que offi-  
est pro-  
séra l'un  
le prési-  
Robert  
s au Sé-  
rme que  
ment de  
semble,  
nent qui  
est une  
liberté,  
cum de  
x.

INE

uverne-  
htrac de  
s les six  
n prési-  
faire  
chemi-  
à voir  
rité so-  
ndicats  
avec la  
s. Mais  
même  
à qu'à

es so-  
maïne,  
as mé-  
er qu'il  
mes. Il  
n plus  
ci ne  
pure-  
chts fi-  
mo-  
que, la  
aide à  
ités et



## GESTION - FINANCE

ETABLISSEMENT  
FINANCIER DE PREMIER  
PLAN RECHERCHE SON

## Economiste conjuncturiste

FRANCE - ALLEMAGNE

Vous rejoignez, au sein de la direction des marchés, le service de recherche économique dédié aux salles des taux et actions. En charge de l'Allemagne, et en binôme avec l'économiste France, vous analysez la conjoncture et les politiques économiques et monétaires, élaborez et présentez les scénarii prévisionnels et leurs impacts sur les marchés, suivez les évolutions macro-économiques, les indicateurs... Spécialiste du pays suivi, vous intervenez aussi dans le cadre des relations avec les salles (Paris et Francfort) et auprès des clients. Vous représentez la banque tant auprès des institutions monétaires que de la presse spécialisée. Pour ce poste clé, nous souhaitons accueillir un spécialiste de l'analyse macro-économique, riche d'une formation supérieure d'un excellent niveau en économie, pragmatique et ouvert aux contacts, souhaitant valoriser une première expérience de la fonction en banque (3/5 ans minimum), parfaitement bilingue anglais. Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions (s'él. SM7278 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE cedex qui transmettra.

Société Internationale leader sur ses marchés  
recherche pour deux de ses sites industriels (300 pers.) ses

## Contrôleurs Financiers Usine

Province 300/330 KF  
Rattaché au Directeur Financier France et au Directeur de l'Usine, vous prenez en charge l'ensemble des aspects comptables, budgétaires et analytiques des différentes unités du site. Vous animez une petite équipe et vous assurez le reporting aux normes anglo-saxonnes auprès du responsable de la Division.  
Agé de 35 ans environ, de formation supérieure type école de commerce complétée par un cursus comptable, vous justifiez d'une expérience de 2 à 4 ans d'audit acquise dans un cabinet anglo-saxon, complétée d'un parcours probant dans le manufacturing. Désireux d'évoluer dans une structure internationale, vous êtes pragmatique, dynamique et capable de vous affirmer en milieu industriel.  
Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Adresser CV + photo + n° de tél. + rém. actuelle à Xavier Camby, Michael Page Finance & Comptabilité, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou taper votre CV sur 3617 MPAGE (Candidat 1995/96) sous réf. XC12366



Michael Page Finance & Comptabilité  
Le spécialiste du recrutement Financier et Comptable



Notre maison d'Edition fonde sa notoriété sur la qualité  
des ouvrages et revues que nous publions.

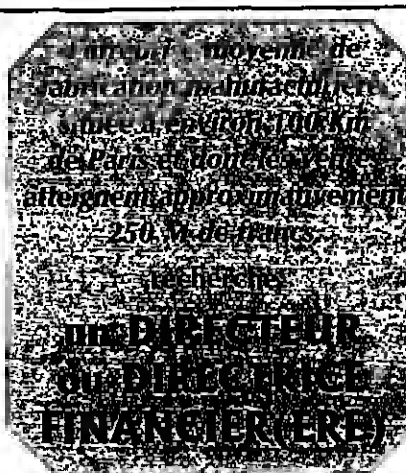
Nous recherchons :

### ASSISTANT CONTRÔLE DE GESTION

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il prend en charge le contrôle de gestion de la société, de l'analytique aux budgets, en veillant à la cohérence des systèmes d'information. Il intervient dans la gestion financière de la société : plans d'investissements, analyse du risque, crédit clients.

Ce poste s'adresse à un diplômé Grande-Ecole de Commerce justifiant d'une première expérience professionnelle en gestion de projets, par exemple.

Pour ce poste, merci d'adresser lettre, CV et prétentions (sous réf. BDF95) à :  
D.R.H. Editions BELIN - 8, rue Féron - 75006 PARIS



pour gérer et diriger son service de comptabilité ainsi que les fonctions de Système d'Information.

Cette personne devra avoir une très bonne expérience dans les domaines suivants :

- comptabilité - Cash Management - taxes
- information technologie et U.S. GAAP.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Veillez envoyer votre réponse ainsi que votre Curriculum Vitae de manière "confidentielle" à l'adresse ci-dessous :

EUROPE MEDIA SERVICE  
9 rue des Atrébates - B 1040 Bruxelles

## CONSEIL ET AUDIT

Le Groupe CAP GEMINI SOGETI, leader européen dans le domaine du conseil, de l'ingénierie et des services en informatique et télécommunications, recherche sur PARIS-RP

### Consultants et Experts fonctionnels de très haut niveau

Vous intervenez en conseil, en avant-vente ou dans le cadre de grands projets. Interlocuteur privilégié du client (Direction Générale et Directions Fonctionnelles), vous maîtrisez les enjeux de l'entreprise : métier, organisation, objectifs... et en organisez les impacts sur l'évolution du système d'information. Vous savez mener une démarche de type "analyse de valeur" pour déterminer le retour sur investissement. Vous savez utiliser les méthodes de modélisation.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous possédez une solide expérience (7 à 15 ans), en cabinet de conseil ou dans un poste de responsabilité fonctionnelle en entreprise. Vous avez été

amené à intervenir dans un rôle de maître d'ouvrage de développements informatiques. Compte tenu de l'importance stratégique de ces postes nous recherchons des candidats de NIVEAU MANAGER. Vos qualités personnelles feront la différence : écoute, sens du contact client, sens des priorités, goût de l'efficacité et du résultat, capacité d'encadrement. De nombreuses possibilités d'évolution vous sont offertes au sein de notre Groupe CAP GEMINI SOGETI.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant votre rémunération actuelle) à notre conseil MERCEUR LURVAL, 14 bis rue Daru, 75378 PARIS cedex 08, sous la référence 59.2859 LM, portée sur lettre et enveloppe.



Groupe CAP GEMINI SOGETI

TDF, premier diffuseur de radio et de télévision, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (COGECOM - Groupe France Telecom), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel, réalise un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs et exporte son savoir-faire dans le monde entier.

A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données (radio et TV numérique, réseaux câblés, communication mobile).

Dans le cadre de la démarche planification stratégique de l'entreprise, nous recherchons un responsable planification stratégique chargé d'apporter un soutien méthodologique aux huit Divisions produits de TDF.

Rattaché au directeur général adjoint, vous participez à l'élaboration du plan stratégique de TDF. Force de proposition, vous donnez aux directeurs de chaque division une méthodologie d'élaboration de leur propre plan. Vous veillez à sa cohérence et en suivez l'exécution.

Esprit d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation seront vos principaux atouts pour apporter votre soutien. Le poste nécessite également des qualités relationnelles, des capacités d'animation et de coordination et une force de conviction.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez enrichi, lors d'une expérience de 5 à 7 ans, vos connaissances en méthodologie et en planification stratégique en entreprise. Vous maîtrisez le contrôle de gestion et possédez une bonne approche des métiers techniques.

Pour ce poste basé à Montrouge (92), merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. RPS/LM, à TDF, Département Développement des carrières, Isabelle Merlin, 21-27, rue Barbès, 92120 Montrouge.

### Responsable planification stratégique des Divisions H/F

L'ESPRIT DES ONDES



Groupe France Telecom

صكنا من الاميل



150

REPRODUCTION INTERDITE

## CONSEIL ET AUDIT

### Consultants

Diplômés d'une grande école : X, Mines, Centrale, Télécom, ENA, HEC, ESSEC et/ou MBA ...

Reconnu comme l'un des leaders mondiaux du conseil en stratégie et en management, A.T. KEARNEY - 2 500 Consultants, 56 Bureaux dans le monde - s'engage auprès des dirigeants pour développer leurs entreprises et améliorer leur compétitivité. Pour accompagner notre forte croissance, nous recherchons des hommes et des femmes à fort potentiel qui sauront démontrer leurs capacités d'analyse, de synthèse, de leadership et de créativité.

#### Managers

Vous avez une solide expérience du conseil et démontré vos qualités de leadership. Vous dirigerez et encadrerez des équipes pluridisciplinaires auprès de directions générales en France et à l'étranger. (Réf. MA)

#### Consultants

Vous bénéficiez d'une première expérience réussie d'environ deux ans en entreprise ou dans le conseil. Vous développerez vos compétences dans tous les domaines clés de l'entreprise : stratégie, fusion et acquisition, restructuration, organisation, systèmes d'information. (Réf. CS)

#### Débutants

Vous sortez d'une grande école et avez effectué des stages notamment à l'étranger. Vous êtes passionné et souhaitez apprendre le métier exigeant du conseil en stratégie et management. (Réf. DS)

Pour l'ensemble de ces postes, vous êtes parfaitement bilingue anglais et maîtrisez si possible une autre langue européenne. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à A.T. KEARNEY - 48 rue Jacques Duval - 92200 Neuilly-sur-Seine.

**AT KEARNEY**

### EUREXPERT Conseil

Partenaire de ERNST & YOUNG Conseil

Notre vocation : la conduite et la maîtrise de projets techniques et organisationnels à forts enjeux pour l'entreprise. Notre forte croissance nous conduit à renforcer nos équipes. Nous recherchons des :

### CONSULTANTS SENIORS et MANAGERS

Conception et mise en place de systèmes d'information de gestion

#### VOTRE PROFIL :

- Formation grande école d'ingénieurs ou de commerce.
- Pratique significative dans les domaines Comptabilité-Finances, Ventes, Achats, Production, Maintenance.
- Expérience de mise en œuvre de progiciel de gestion SAP, ORACLE, BPCS, JD EDWARDS..., acquise au sein d'un cabinet de conseil, chez un éditeur ou en entreprise industrielle.
- Mobile géographiquement et maîtrisant parfaitement l'anglais.

Vous interviendrez dans toutes les phases des projets avec un profond esprit d'équipe et un engagement fort. Vous participerez activement au développement de notre cabinet (avant-ventes, développement de nos outils et méthodologies, formation...).

Notre vocation et notre structure sauront vous accompagner dans votre évolution personnelle.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo) à EUREXPERT Conseil - Isabelle ROUSSEAU - 17, rue Louis Rouquier - 92300 LEVALLOIS.

### MARKETING DES SERVICES

#### Consultant Junior

- ▼ Notre cabinet de Conseil de Direction implanté à Neuilly (92) est spécialisé en Marketing des Services et en Management.
- ▼ Nos clients sont des entreprises publiques et des sociétés de services de tailles et secteurs variés. Notre cabinet leur fournit des prestations de conseil de Direction et d'accompagnement à forte valeur ajoutée. Nous vous demanderons, après formation à nos méthodes, de participer à la réalisation de nos missions en étroite collaboration avec l'un de nos Directeurs Associés.
- ▼ De formation supérieure : ESC, DESS Marketing, ..., vous avez impérativement acquis une solide première expérience de 2/3 ans en marketing au sein d'une entreprise de services et souhaitez vous investir dans une structure qui sait encourager la réussite de ses collaborateurs.
- ▼ Merci d'écrire avec CV et prétentions à notre Conseil : TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 Paris, en précisant la référence 12563 sur la lettre et sur l'enveloppe.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7<sup>e</sup>

ACHARON

**AUDITEUR confirmé**

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis pendant 2 ou 3 ans la pratique de l'audit au cabinet.

Le candidat retenu aura une réelle motivation pour :

- évoluer dans un Cabinet de 50 collaborateurs ;
- partager le souci du service de qualité auprès des clients ;
- adhérer à la culture du Cabinet.

Il interviendra auprès d'une clientèle appartenant à des secteurs d'activités variées et après une nécessaire période d'intégration, il aura la possibilité d'accéder à la fonction de Responsable de dossiers.

Merci d'adresser lettre/manuscrite, CV et prétentions à COGERCO-FLIPO, 72 rue de Bellechasse, 75007 PARIS. Discretion assurée.

### ALTIME

ALTIME est un architecte du changement des systèmes d'information. ALTIME aide les Directions Générales à construire la stratégie d'évolution de leur système d'information et accompagne les Directions Opérationnelles dans sa mise en œuvre.

### Consultants expérimentés en organisation et système d'information

Vous êtes diplômés d'une grande école (X, Centrale, Supélec, HEC...). Vous avez entre 25 et 30 ans, une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du conseil en organisation et système d'information, acquise dans un cabinet de conseil.

Nous sommes une structure dynamique en pleine expansion. Nos clients sont essentiellement des grandes entreprises avec qui nous sommes engagés sur des projets de grande envergure.

Au sein d'une équipe, vous aurez la responsabilité de la conduite de projets depuis l'étude d'opportunité jusqu'à la mise en œuvre du produit et des recommandations. Vos compétences et votre ambition vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 22 (CV, lettre manuscrite et photo) à : ALTIME - Martine IBAZATENE - 8, rue des champs - 92600 Asnières

## JURISTES / RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes un groupe de presse et d'édition (800 millions de CA) solidement implanté sur nos marchés. Nous recherchons notre

**Responsable Juridique**

#### DESS DU DROIT DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

Vous serez le garant, pour les sociétés du groupe, du respect de la législation dans l'entreprise.

Vos responsabilités seront larges et couvriront le conseil et l'assistance auprès des directions opérationnelles, le précontentieux, le secrétariat juridique... Vos domaines d'intervention concerneront le droit des affaires - droit des sociétés, droit contractuel - le droit des assurances et surtout le droit de la propriété littéraire.

Agé d'environ 30 ans, vous possédez un DESS du Droit de la Propriété Littéraire. Vous justifiez d'au moins 3 ans d'expérience acquise au sein d'un cabinet d'avocats ou en entreprise et maîtrisez bien le droit des contrats d'auteurs et le droit des sociétés.

Vous avez le sens des contacts, beaucoup de rigueur, une bonne aptitude à la rédaction et la capacité de négocier.

Salaire proposé : 280 KF +.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence A/1124 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR - 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 Paris.

**ornicar**

les tonnes  
pour les  
de cent à  
cité d'in-  
Les em-  
es et plus  
x des so-  
est dans  
lemagne,  
snes en-  
s impres-  
ent pour  
t destiné  
pas aux  
créateurs

ain sur la  
1 jul de-  
sur les  
rne mais  
tique au  
voulait  
emploi et  
être en-  
des pro-  
als aussi  
'accueil,  
te et so-  
te.

hfeld

27

dicains et  
res de la  
s ont dé-  
i tendant  
que affi-  
est pro-  
sera l'un  
ne prési-  
Robert  
à au Sé-  
rme que  
ment de  
semble.  
nent qui  
est une  
liberté,  
acun de  
x.

ETNE

uverne-  
birac de  
s les six  
n prési-  
ut faire  
chemu-  
à voir  
né so-  
ndicats  
avec la  
s. Mais  
même  
a qu'à

es so-  
maïne,  
as mé-  
er qu'il  
mes. Il  
en plus  
ci ne  
apure-  
cits fi-  
a mo-  
que, la  
aide à  
ités et



## JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Cette importante société de services et de conseil (2000 personnes, IMM de CA) renforce ses équipes et crée le poste de

### JURISTE

Droit Social, Droit des Sociétés

Vous assistez la Direction Générale pour l'ensemble des affaires juridiques de l'entreprise et de ses filiales.

Vous apportez un conseil et une aide aux opérationnels et aux commerciaux dans les réponses aux appels d'offres, la rédaction des contrats commerciaux et pour l'ensemble des questions juridiques relatives au droit du travail.

Vous êtes responsables du formalisme juridique de la trentaine de sociétés du Groupe.

Votre action s'élargit, notamment, au montage d'opérations, en coopération avec la direction financière.

Les domaines d'intervention, multiples, créent l'intérêt du poste et justifient la recherche d'un candidat expérimenté (30 ans minimum) et fortement diplômé (Bac + 5, option droit social ou droit des affaires). Un (une) jeune avocat (e) serait le (la) bienvenu (e).

Au delà de vos compétences professionnelles approfondies en droit du travail, acquises de préférence dans le domaine des services, ce sont aussi vos qualités prouvées de communication, de diplomatie, de rigueur et d'organisation que nous attendons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la référence 1106 à notre conseil qui l'étudiera en toute confidentialité :

ETHNOS

58, boulevard Gouvion Saint-Cyr - 75017 PARIS

### JURISTE

SPECIALISTE DU DROIT SOCIAL

Grande banque française, filiale d'un groupe international, nous recherchons pour secondier notre juriste social, un jeune spécialiste à fort potentiel. Juriste de formation, vous vous êtes spécialisé en droit social et vous avez acquis une expérience de 2 ans en entreprise. Véritable conseil en droit social de la Direction Générale et de la Direction des Ressources Humaines, vous intervenez également aux côtés des Responsables Régionaux et des filiales. Vous suivez les contentieux sociaux en interne et auprès des instances extérieures, vous êtes en relation avec les différents partenaires sociaux et participez activement aux prises de décision concernant notamment la gestion des effectifs. Une bonne connaissance du droit de la protection sociale serait appréciée. Rigueur, professionnalisme, sens des contacts et du dialogue, autorité naturelle seront des qualités majeures.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser vos lettre manuscrite, CV et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 237 à COMMUNIQUE - 50/54 rue de Silly - 92513 Boulogne Billancourt Cedex qui transmettra.

### Vers de nouveaux horizons !

Aujourd'hui, notre cabinet généraliste de conseil en ressources humaines, basé à Paris, fait partie d'un des premiers groupes mondiaux de télécommunications. Nous vous proposons de saisir avec nous cette opportunité qui nous ouvre de nouvelles perspectives et, dans ce cadre, nous recherchons

### Consultants seniors

**Votre mission :** vous réalisez vos missions auprès de vos clients en toute autonomie en bénéficiant d'un cadre méthodologique performant ainsi que de l'ensemble de l'infrastructure de notre cabinet et de notre groupe.

**Votre profil :** vous possédez avant tout une expérience commerciale véritablement significative acquise en cabinet ou en entreprise. Votre détermination et votre capacité d'adaptation seront des atouts essentiels pour réussir dans un marché en pleine mutation. Postes basés à Paris 15<sup>e</sup>.

Merci d'adresser lettre et CV, sous réf. 151154C, à l'attention de Jean-Louis Pagès, Florian Mantione Institut, 365 rue de Vaugirard, 75015 Paris.

Florian Mantione Institut

### Juristes "contrats"

France Telecom, l'un des tout premiers groupes mondiaux de télécommunications, poursuit son développement.

Au sein de la Direction Juridique, vous prenez en charge des dossiers de droit commercial, de la distribution, concurrence et consommation.

Vous assurez les services opérationnels dans la rédaction et la mise au point des contrats, assurez le montage juridique d'opérations spécifiques.

A 25 ans environ, titulaire d'un 3<sup>e</sup> cycle en droit des affaires, vous possédez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans et vous souhaitez intégrer la rédaction de contrats et d'accords complexes.

Vous souhaitez à présent vous investir dans un environnement de haute technologie. Votre professionnalisme et vos qualités relationnelles contribueront à votre réussite au sein d'un Groupe qui bénéficie de larges perspectives d'évolution de carrière aux échelons à fort potentiel. Les postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser, sous réf. 301, la présente votre candidature actuelle lettre manuscrite et CV à : SIF CONSEIL, 3 rue Trubert - 75008 Paris.

France Telecom

Deuxième Groupe français de transport collectif de voyageurs (transport public, urbain, départemental, régional), nous gérons 3,7 milliards de CA et employons 10500 personnes. Nous recherchons pour la région Bourgogne des

### Responsables Ressources Humaines

Rattaché à la Direction Générale, membre du comité de direction, vous en serez le représentant auprès des partenaires sociaux. Dans ce cadre, vous assurerez la préparation des négociations sociales et agirez en conseil auprès des Chefs de Centres. Véritable patron de votre activité, vous établirez vos budgets, superviserez la paie, les dossiers administratifs et vous définirez les besoins en formation et en recrutement.

De formation BAC + 4, vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience dans la gestion et l'animation de personnel de production. La connaissance de la Convention Collective des Transports Routiers serait un plus.

Pour réussir dans ce poste, vous serez rigoureux, organisé, créatif, fin négociateur et diplomate.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre + CV, photo) à notre Conseil, sous référence 352/C : Management Services 51, avenue Boucicaut - BP 538 71322 Chalon-sur-Saône Cedex.

### Jeune Juriste

PARIS VIII

Leader mondial dans notre secteur, nous figurons parmi les toutes premières entreprises de services françaises.

Au sein de notre Direction Juridique, nous créons un poste à pourvoir dès le début de l'année 1996.

Intégré à une équipe de 4 personnes et sous l'autorité du Responsable du Département, vous nous apportez un réel talent dans l'examen des projets de contrats, leur rédaction complète et leur suivi. Une expérience significative (5 ans environ) en entreprise et, mieux encore, en Cabinet, dans la domaine de la rédaction de contrats, a permis de concrétiser votre formation BAC + 4/BAC + 5, acquise en Droit des Affaires, dominante Droit des Contrats.

#### Vos différences ?

Grandes qualités d'analyse et de synthèse, très bonne maîtrise rédactionnelle, aptitude à anticiper.

#### Pour nous rejoindre ?

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence PG7266 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex ou par Minitel au 3615 EUROMES code PG7266 (1,01F/mn)

### Scita

### Juriste Droit de la Propriété Industrielle

Entreprise leader

avec 15,6 milliards

de francs de chiffre

d'affaires et 5 200

personnes, la SEITA

renforce aujourd'hui

sa Direction

Juridique et

recherche un(e)

TP

Rattaché(e) au Directeur Juridique au sein d'une équipe de juristes, vous aurez principalement pour mission d'assurer le suivi et la gestion du portefeuille marques de la Société (dépot, renouvellement, recherche d'antériorité, ...).

Vous assurerez la protection et la défense des marques en France et à l'étranger et suivrez la politique de marques auprès des correspondants internationaux. Dans le cadre de vos responsabilités, vous serez également amené à rédiger des contrats de licence de marques, de cession de marques, ...

Agé(e) de 25/27 ans, diplômé(e) d'un DEA, DESS ou du CEPI, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 3 ans en droit de la propriété industrielle acquise en cabinet ou au sein d'une entreprise gérant directement son portefeuille marques.

Dynamique, pragmatique et rigoureux(se), vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe international performant.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Adressez lettre man. + CV + photo + n° de tél. + rém. actuelle à Thierry Montecatini, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur le 36.17 MPAGE (tarif 1,01F/mn) SOUS réf. : TM12644

Michael Page Tax & Legal

Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

صلى الله عليه وسلم



150 000 000

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9  
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995 / XI

1995 / 15

## GESTION - FINANCE

### Auditeur Interne

Prestigieuse banque d'affaires

Remarquable opportunité pour un auditeur confirmé  
spécialiste du secteur financier

350 KF ±

LA SOCIÉTÉ

• Banque d'affaires à taille humaine. Actionnaires de tout premier plan.  
• Spécialisée dans le conseil en opérations de fusions et acquisitions, la gestion d'actifs et l'intermédiation financière.  
• Culture entrepreneuriale. Fort développement des activités.

LE POSTE

• Sous la responsabilité de l'Inspecteur Général, vous :  
- conduisez des missions d'audit et de contrôle sur l'ensemble des activités de la banque et de ses filiales,  
- vérifiez la fiabilité de l'organisation et la qualité des procédures,  
- participez à l'amélioration des dispositifs de contrôle existants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet avec rémunération actuelle et photo sous réf. LM/1001 à Emmanuel DUPONT, N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

Paris

PROFIL RECHERCHE

• 30/35 ans. Formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs).  
• Expérience significative (au moins 5 ans) de l'audit dans le secteur financier, successivement dans un cabinet puis dans un établissement spécialisé.  
• Connaissance approfondie des activités de marché et de gestion, de la réglementation et du traitement administratif et comptable de ces opérations.  
• Autonomie, ténacité et rigueur. Qualités de communication et d'adaptabilité.  
• Anglais courant. Compétences en mathématiques financières.

- veillez au respect de la réglementation et de la déontologie de la profession.

### JEUNE TRÉSORIER INTERNATIONAL

Pour un prestigieux groupe français de produits de luxe  
ayant de nombreuses filiales à l'international

Son rôle sera d'assister le responsable du service trésorerie Groupe dans la gestion :

- du risque de change et du risque de taux (opérations de couverture et de placements, reporting)
- de la trésorerie quotidienne des filiales étrangères
- d'autres aspects divers comme le risque client...

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC...) et disposant d'une expérience d'environ 3 ans acquise au sein d'un service trésorerie d'une société ou d'un groupe ayant une forte activité internationale.

Seul un candidat alliant un bon relationnel à des qualités de vivacité d'esprit et de rigueur parviendra à maîtriser tous les aspects de la fonction.

Anglais indispensable, deuxième langue souhaitée.

Réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf.  
47A 2939 5M  
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

CABINET DE CONSEIL  
pour la

PROFESSION COMPTABLE LIBÉRALE

Spécialisé dans la veille technologique, la recherche, la formation, le contrôle de qualité et le conseil aux cellules techniques et aux dirigeants des cabinets d'audit et d'expertise comptable

recherche

**COLLABORATEUR(TRICE)  
avec perspective  
d'ASSOCIATION**

Vous êtes Directeur de mission (manager) dans un grand cabinet d'audit  
Vous avez une bonne connaissance de la doctrine professionnelle française et étrangère  
Vous aimez la recherche, la pédagogie, la rédaction d'études techniques et le conseil  
Vous souhaitez vous intégrer à une équipe à taille humaine

Adressez curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions à :



BBA - 5 bis rue du Louvre  
75001 PARIS

Groupe Industriel Français (CA : 5 Mds environ),  
également implanté à l'étranger, recherche son

### Directeur de Comptabilité

Paris Rémunération attractive

Rattaché au Directeur Financier du groupe et à la tête d'une équipe de 15 personnes, vous êtes responsable de la comptabilité de la société-mère et avez un rôle d'encadrement, de conseil et de contrôle des comptabilités des filiales.

Garanti du respect du droit comptable et fiscal, vous supervisez les comptabilités générale et analytique et coordonnez la consolidation du groupe.

Vous déterminez également les résultats de l'entreprise (consolidé et par type d'activité), gérez la trésorerie courante, développez les systèmes d'information.

Agé de 40/45 ans, de formation supérieure et Expert-Comptable diplômé, vous justifiez d'une expérience opérationnelle d'au moins 10 ans dans une société industrielle de taille significative.

Votre anglais est opérationnel.

Adressez CV + Photo + N° de tél + rém. actuelle à Sylvain Rougeau, Michael Page Finance et Comptabilité, 3 bis Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou taper votre CV sur 3617 code MPAGE (covoie 3-800-101) sous réf. SR12712



Michael Page Finance & Comptabilité  
Le spécialiste du recrutement Financier et Comptable

La filiale française d'un groupe international  
du secteur de l'agro-alimentaire recherche  
pour l'un de ses sites de production (500 personnes)

### Contrôleur gestion

Responsable administratif  
et technique

En étroite collaboration avec le directeur d'usine et les responsables de production, vous agissez en véritable interface des fonctions comptable et financière du site. Vous mettez en place les procédures et les outils de gestion nécessaires au bon suivi de l'activité : budgets, achats, analyse des investissements. Vous développez auprès de vos interlocuteurs un rôle de conseil et d'assistance dans les domaines comptable et financier. Vous animez, formez et motivez votre équipe.

A 35 ans environ, de formation supérieure, école de commerce, vous êtes spécialisé dans la gestion d'entreprise et vous souhaitez valoriser votre expérience d'au moins cinq ans dans le contrôle de gestion industriel.

Vous alliez sens relationnel et qualité d'écoute et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Vous voulez rejoindre un groupe international au fort développement, téléphonez au :

16 (1) 41 38 17 17

sous réf. 358, du lundi au vendredi de 9 à 17 heures.



Reconnu pour la qualité de ses produits et la valeur de ses équipements, le Groupe VALLOUREC c'est 7 Mds de CA, 10 000 personnes, 60 sociétés en France et à l'étranger.

Nous recherchons pour notre Holding un

### Fiscaliste

Intégré à la Direction Financière du Groupe, vous centralisez l'information fiscale de l'ensemble des sociétés du Groupe. Vous élaborez ou contrôlez les différentes déclarations, veillez au respect de la réglementation en vigueur, assistez les opérationnels dans leur négociation auprès de l'Administration Fiscale.

En particulier, vous élaborez le Résultat Fiscal "Groupe", et apportez votre expertise et votre conseil quant à l'optimisation de ce dernier. Vous intervenez également, avec l'assistance d'un cabinet extérieur, dans des dossiers d'opérations plus ponctuelles.

De formation supérieure, Droit des Affaires, Droit Privé, ENI... complétée de préférence par un bon niveau en comptabilité, vous avez au minimum 5 ans d'expérience professionnelle très opérationnelle acquise au sein d'un cabinet, d'un groupe international, ou de l'administration fiscale. Vous avez l'habitude d'évoluer dans un contexte pluridisciplinaire et avez développé ainsi votre sens de l'organisation et du travail en équipe.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Poste basé à Boulogne (92).

Notre conseil, Danielle Boulos, vous remerciera d'adresser votre candidature sous réf. 120/M - 27/29 rue Raffet - 75016 PARIS.

Danielle Boulos  
CONSEIL

Etablissement financier de toute taille  
importance, recherche, pour accompagner  
le développement des activités de marché :

### Responsable BACK-OFFICE

MARCHÉS

DE

GRÉ À GRÉ

Au sein du département des marchés, vous rejoignez le secteur en charge du traitement et du contrôle des transactions effectuées par les tables actions et taux, sur les marchés de produits dérivés de gré à gré et sur les marchés organisés français et internationaux.

Dans ce cadre, vous prenez la responsabilité de l'équipe de 10 personnes, sur l'ensemble des opérations de gré à gré : swap, options, FRA, CAP et FLOOR et supervisez le bon déroulement depuis la prise en charge par le front office jusqu'au règlement.

Vous mettez en place l'organisation, les procédures de contrôle et le reporting d'activité. Vous participez à la mise en place du nouveau schéma directeur informatique et accompagnez l'évolution des systèmes existants.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel du back-office pouvant justifier :

- d'une expérience de l'ordre de 5 ans dont 3 ans minimum sur les marchés de gré à gré,
- d'une formation supérieure en banque finance, gestion ou comptabilité, éventuellement complétée par un troisième cycle back-office.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions réf. SM901 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

CABINET DE CONSEIL  
pour la  
PROFESSION COMPTABLE LIBÉRALE  
Spécialisé dans la veille technologique, la recherche, la formation, le contrôle de qualité et le conseil aux cellules techniques et aux dirigeants des cabinets d'audit et d'expertise comptable

recherche

**COLLABORATEUR(TRICE)  
avec perspective  
d'ASSOCIATION**

Vous êtes Directeur de mission dans un cabinet d'expertise comptable  
Vous avez développé des missions de conseil auprès des PME

Vous aimez la recherche, la pédagogie, la rédaction d'études techniques et le conseil

Vous souhaitez vous intégrer à une équipe à taille humaine

Adressez curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions à :



BBA - 5 bis rue du Louvre  
75001 PARIS

les toutes  
pour les  
de cent à  
ité d'in-  
Les em-  
es et plus  
x des so-  
est dans  
lemagne,  
rimes en-  
s impres-  
ent pour  
destiné  
pas aux  
créateurs

ain sur la  
lui de-  
sur les  
me mais  
ique au  
vouloir  
mploi et  
être exi-  
des pro-  
ais aussi  
accueil,  
te et so-  
se.

hfeld

27

ricains et  
res de la  
s ont dé-  
tendant  
que offi-  
est pro-  
séra l'un  
ne prési-  
Robert  
à au Sé-  
rme que  
ment de  
semble.  
nent qui  
est une  
liberté,  
acun de  
x.

INE

uverne-  
hircac de  
s les six  
n prési-  
faire  
chemi-  
à voir  
rité so-  
ndicats  
avec la  
s. Mais  
même  
a qu'à

es so-  
maine,  
as mé-  
er qu'il  
mes. Il  
n plus  
ci ne  
apure-  
cits fi-  
a mo-  
que, la  
aide à  
ités et

# MARKETING - COMMUNICATION



**Groupe d'intérêt Economique** dans le domaine industriel, représentant 98 % de la production nationale, notre mission est depuis 2 ans, de promouvoir notre produit et défendre les intérêts de notre profession tout en menant notre action dans le domaine de l'environnement.

Nous recherchons notre :

**DELEGUE(E) GENERAL(E)  
RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION**  
H/F

■ En coordination avec le Comité Directeur, vous proposerez et assurerez la mise en œuvre de la politique globale de la communication, communication institutionnelle, documents internes et externes.

■ Tout en maintenant une relation permanente auprès des différentes instances qui influencent l'avenir de notre profession, vous devrez entretenir des relations avec la presse nationale et régionale et mener à bien un important travail de communication interne.

■ Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) de 25-35 ans, autonome et dynamique. Une grande implication personnelle et une entière disponibilité pour les actions à mener sont indispensables.

■ De formation supérieure type Ecole de commerce (EDHEC, Sup de co Lyon...) ou CELSA, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans la communication externe et interne, si possible en milieu industriel.

La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable, l'allemand serait un plus.

Ce poste est basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :  
ECO PSE - Le dôme A - 92908 Paris la Défense cedex.

## DIRECTEUR MARKETING

Un organisme gouvernemental représentant une économie prospère au Moyen-Orient en voie de développement rapide recherche un professionnel du marketing hautement qualifié pour prendre en charge, à partir de la France, la promotion de son commerce.

Basé à Paris, le candidat retenu, rattaché directement au Directeur, sera responsable du marketing direct, de l'organisation de conférences et séminaires, de la participation à des ateliers/séminaires et expositions, des visites commerciales aux représentants du Gouvernement Français et aux associations professionnelles, ainsi qu'aux hommes d'affaires français et représentants de la presse et de la télévision. Le candidat devra également organiser des visites et des programmes de familiarisation pour les représentants du commerce et du tourisme français.

Les candidats devront de préférence être diplômés d'un MBA, âgés de 28 à 32 ans, parlant couramment français et anglais, une connaissance de l'arabe serait un avantage, motivés et ouverts. Ils devront faire preuve de maturité, d'autorité, être dotés d'excellentes capacités diplomatiques et avoir des contacts avec des professionnels de haut niveau dans les secteurs du commerce, du tourisme et des médias.

Une solide expérience en marketing, promotion et publicité, de préférence dans un contexte international, est requise. Il serait aussi hautement souhaitable de posséder une connaissance et une expérience du commerce au Moyen-Orient.

Le candidat devra maîtriser les systèmes Apple Macintosh et leurs logiciels.

Le poste implique de fréquents déplacements commerciaux en France.

Les candidats sont invités à adresser leur curriculum-vitae détaillé en anglais, ainsi que leurs prétentions (sous le N° 8943) à : **LE MONDE Publicité**, 133 avenue des Champs Elysées, 75409 PARIS Cedex 08

## DEMOSCOPIE

un des principaux instituts de recherche Marketing recherche

### Deux Directeurs d'Etudes

■ Vous avez une expérience de plusieurs années en institut d'études. Vous y avez prouvé votre aptitude au développement d'un chiffre d'affaires et à l'animation d'une équipe.

■ Vous êtes expert en approches quantitatives notamment dans le domaine des grandes enquêtes ou

■ Vous avez la pratique des études en entreprise et en milieu professionnel (télécoms, services aux entreprises, collectivités locales...)

■ Chacun de ces postes ouvre des perspectives d'évolution dans le cadre du développement de DEMOSCOPIE.

■ Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite et CV à Madame GAUTIER - Institut Français de DEMOSCOPIE - 26, rue de Chambéry 75015 PARIS.

**INSTITUT FRANÇAIS DE  
DEMOSCOPIE**  
RECHERCHES ET ETUDES MARKETING



**IPSOS et NFO**  
créent ensemble un access panel européen pour devenir les leaders incontestés de ce secteur. S'appuyant sur les forces des deux groupes, notre activité démarre actuellement en France. Nous créons ainsi notre force commerciale et d'études, et recherchons des :

## RESPONSABLES D'ETUDES

(Seniors et Juniors)

Ce poste à dominante commerciale s'adresse à des personnes capables de s'insérer dans une démarche globale puisque vous devrez :

- acquérir les données, la gestion et les techniques de l'access panel ;
- développer et sensibiliser une clientèle multi-secteurs ;
- conduire l'ensemble de l'étude sur les plans commerciaux, techniques et financiers ;
- prendre part avec les dirigeants du Groupe à notre réflexion marketing ;
- participer à la vie générale de notre société.

A 25/30 ans, outre votre formation de type Ecole de Commerce et une pratique courante de l'anglais, une expérience significative dans une fonction d'études ad hoc vous a permis d'acquérir une expérience commerciale ou une bonne capacité de développement commercial auprès d'une cible d'entreprises.

Vos qualités commerciales et votre pertinence technique nous permettront de développer en France l'access panel dans un contexte européen.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence GC 44, à notre Conseil : **GRH CONSEILS** 12, rue de Castiglione - 75001 Paris, qui vous assure une parfaite discrétion.

**GRH Conseils**

## GESTION - FINANCE

Groupe industriel international

(220 personnes - 170 MFF -

Europe - Etats-Unis - Asie)

de production et distribution

d'équipements haut de gamme

de forte notoriété associant

qualité, savoir-faire, innovation

et esthétique recherche.

basé PACA, son

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS

Vous avez la responsabilité administrative, comptable et financière des filiales françaises "commerce" et "industrie". Vous intervenez particulièrement dans la gestion de l'entité industrielle en supervisant les opérations, calculs de rentabilité, stocks...

Garant du respect des budgets et du Résultat économique, vous répondez à la Direction Générale scandinave et au siège, avec lesquels vous aurez de fréquents contacts.

Homme d'analyse et de synthèse, vous avez le souci de la précision mais êtes surtout, par votre capacité à prendre du recul, un conseiller efficace des responsables de filiales ou unités.

Homme de communication, vous êtes à l'écoute des besoins et des attentes internes et externes, vous facilitez la circulation des informations et êtes sensible à l'évolution du système informatique existant.

A 35/40 ans, de formation supérieure, vous présentez une expérience de la fonction, dans un contexte industriel international où vous avez acquis une expérience de la gestion d'unité de fabrication.

Rejoignez une équipe impliquée et motivée sur un marché à fort potentiel.

Les perspectives d'évolution séduiront un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre

Conseil **MERCURI URVAL**, 86 allée Jean Jaurès,

31000 Toulouse, sous réf. 48.3175/LM.

**Mercuri Urval**

Executive Service

L'Entreprise  
mode d'emplois.

Cahiers Initiatives.  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

صوتك من الامل